textes des prisonniers de la "fraction armée rouge" et dernières lettres d'ulrike meinhof

préface de jean genet introduction de klaus croissant

cahiers libres 337 / françois maspero



Textes des prisonniers de la Fraction Armée Rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof

Préface de Jean Genet Introduction de Klaus Croissant

Note de l'éditeur

Cette note est pour expliquer les conditions dans lesquelles ce livre a été conçu et publié.

En juillet 1976, les détenus de la prison de Stammheim - Baader, Ensslin, Raspe - ont manifesté leur désir que soit publié un recueil des derniers textes d'Ulrike Meinhof, ainsi qu'un certain nombre de textes et de pièces relatives au procès et aux circonstances de son « suicide ». Les guillemets sont employés ici dans toute leur signification. Les détenus faisaient bien préciser en effet que la seule chose qui leur importait dans une telle publication, c'était de pouvoir démontrer, par la nature même des textes produits, qu'Ulrike Meinhof n'avait pas pu se suicider et qu'il s'agissait bien, comme ils en étaient convaincus (et on lira notamment le texte de Raspe), d'un assassinat. En fait, il est apparu que c'est à cause de l'importance et de l'urgence d'une telle dénonciation que les prisonniers acceptaient de faire paraître sous le seul nom d'Ulrike des textes dont ils considéraient qu'ils étaient l'émanation collective du « groupe ».

En ce qui nous concerne, nous avions déjà précisé notre sentiment dans le bulletin de mai 1976 des éditions Maspero de la manière suivante, et nous n'avons aujourd'hui rien à en retrancher:

« Ulrike Meinhof était notre camarade. Nous l'avons connue au début de nos éditions en 1960 et 1961, lorsqu'elle accomplissait un travail semblable au nôtre à Hambourg, en dirigeant la revue Konkret. Lorsque, après l'attentat contre Rudi Dutschke en 1968, elle a cessé de croire, avec beaucoup d'autres, à l'utilité d'un tel travail, elle est devenue, en passant à une action violente, directe, immédiate. l'une des deux

[©] Librairie François Maspero, Paris, 1977 ISBN 2-7071-0955-X

têtes de ce que la presse à sensation a appelé « la bande à Baader. » D'autres de nos amis ont ainsi renié nos espoirs communs en un travail d'information et d'organisation. Ecœuré de la même manière, Giangiacomo Feltrinelli s'est lancé dans une clandestinité armée qui n'a débouché que sur sa solitude et son assassinat.

« Nous n'avons jamais cru que cette action violente était autre chose que désespérée et sans issue. Mais nous n'oublions pas qu'Ulrike Meinhof, comme Feltrinelli, aimait trop la vie pour accepter le système qui l'a finalement écrasée. Ce système est plus oppressif, plus écrasant, plus menaçant que jamais. Ce n'est pas parce que, à un certain moment d'une lutte commune, nos chemins ont divergé, ce n'est pas parce que nous continuons à espérer, envers et contre tout, qu'il y a d'autres formes de lutte pour triompher du nazisme quotidien qui menace l'Europe aujourd'hui, que nous ne gardons pas intact le souvenir de notre camarade Ulrike Meinhof, malgré toutes les abjectes calomnies de la presse. »

La mise au point des textes d'Ulrike Meinhof a été extrêmement longue pour diverses raisons. Difficultés de traduction de textes souvent ardus, d'abord. Difficultés de communication, bien sûr, aussi. Notre désir a toujours été de respecter la volonté des prisonniers et non de faire paraître un ouvrage à sensation. Précisons encore que les rapports qui ont pu être ainsi entretenus avec les prisonniers, du moins au début, dans les moments, qui se sont faits de plus en plus rares, où ils n'étaient pas dans l'isolement le plus total, n'ont rien d'illégal : il est pratiquement légitime, cela a toujours été constant, que des prisonniers qui passent en procès, se préoccupent de ce que l'opinion ait connaissance de leurs positions.

Annoncée pour la fin de l'année 1976, la parution du livre a été reportée à plusieurs reprises par respect pour la volonté des prisonniers. Il s'agissait de ne pas les trahir dans cette image d'eux-mêmes qu'ils voulaient transmettre, la seule qui puisse avoir un sens dans le concert crapuleux entrepris par les media à la remorque de la presse Springer.

Au fil des mois, on en est revenu à un ensemble de textes représentant l'ensemble du groupe, tel qu'il s'est exprimé à propos des procès — publication collective plus conforme à l'idéologie même du groupe. Pour des raisons de taille du livre il a malheureusement fallu élaguer des textes importants. Nous avons demandé à maître Croissant, alors qu'il exerçait encore dans son cabinet de Stuttgart, de rédiger l'indispensa-

ble chronologie — ce qui revient naturellement à tout avocat qui prend la charge d'un dossier autrement que pour donner un alibi de pure forme aux juges. Nous avions fait jadis de même pour présenter des textes de militants détenus du F.L.N. algérien.

Le livre paraît à la date qui avait été fixée il y a maintenant plusieurs mois — le « suicide » de ses auteurs n'a rien changé, ni dans la date de publication, ni dans la composition des textes. A la relecture, <u>l'éditeur</u> se sent autorisé à faire au moins deux constatations très élémentaires:

La premiere constatation est du domaine de l'évidence. Si les prisonniers de Stammheim avaient pris la décision de faire publier les textes d'Ulrike pour prouver que celle qui les avait écrits n'avait absolument pas pu se suicider, que dire aujour-d'hui de ce recueil sinon qu'il porte page après page à la conclusion que dans cette dernière lutte à mort qu'ils avaient entreprise, démunis de tout, au fond de leurs cellules, le suicide était justement la seule arme que refusaient les prisonniers, qui était exclue de leur système, de leur logique de combat?

La deuxieme constatation decoule de la première. Les prisonniers prétendaient que leur action permettait de mettre à jour, sous les faux-semblants de la démocratie occidentale, la vraie nature de cette démocratie : ils n'hésitaient pas à appreler celle-ci « fascisme ». Il est indéniable qu'ils ont remporté, dans leur logique, un éclatant succès : à se mettre ainsi, à coup de surenchères, eux-mêmes hors-les-lois, ceux qui représentent les lois en Allemagne de l'Ouest — et leurs complices au pouvoir dans les « démocraties » voisines, les démocraties « populaires » de l'Est, elles, ayant déjà, depuis longtemps, révélé leurs traits réels — démasquent le vrai visage de la violence d'Etat. Et dans cette défaite des masques : les militants de la « R.A.F. » sortent comme victorieux.

François Maspero

Préface de Jean Genet

L'hypocrisie profonde et la barbarie de la bourgeoisie s'étalent impunément sous nos yeux, que nous regardions vers les métropoles où sa domination a revêtu des formes respectables, civilisées, ou vers les colonies où elle est brutale.

K. MARX, cité par Andreas BAADER.

Les journalistes jettent à la volée des mots qui en mettent plein la vue sans trop se préoccuper de la lente germination de ces mots dans les consciences. Violence — et son complément indispensable: non-violence, sont un exemple. Si nous réfléchissons à n'importe quel phénomène vital, selon même sa plus étroite signification qui est : biologique, nous comprenons que violence et vie sont à peu près synonymes. Le grain de blé qui germe et fend la terre gelée, le bec du poussin qui brise la coquille de l'œuf, la fécondation de la femme, la naissance d'un enfant relèvent d'accusation de violence. Et personne ne met en cause l'enfant, la femme, le poussin, le bourgeon, le grain de blé. Le procès qui est fait à la « R.A.F. » (Rote Armee Fraktion), le procès de sa violence est bien réel, mais l'Allemagne fédérale et, avec elle, toute l'Europe et l'Amérique veulent se duper. Plus ou moins obscurément. tout le monde sait que ces deux mots : procès et violence, en cachent un troisième : la brutalité. La brutalité du système. Et le procès fait à la violence c'est cela même qui est la brutalité. Et plus la brutalité sera grande, plus le procès infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire. Plus la brutalité est cassante, plus la violence qui est vie

sera exigeante jusqu'à l'héroïsme. Voici une phrase d'Andreas : « La violence est un potentiel économique. »

Quand la violence est définie ou décrite comme plus haut, il faut dire ce qu'est la brutalité : le geste ou la gesticulation théâtrales qui mettent fin à la liberté, et cela sans autre raison que la volonté de nier ou d'interrompre un accomplissement libre.

Le geste brutal est le geste qui casse un acte libre.

En faisant cette distinction entre violence et brutalité, il ne s'agit pas de remplacer un mot par un autre en laissant à la phrase sa fonction accusatrice à l'égard des hommes qui emploient la violence. Il s'agit plutôt de rectifier un jugement quotidien et de ne pas permettre aux pouvoirs de disposer à leur gré, pour leur confort, du vocabulaire, comme ils l'ont fait, le font encore avec le mot brutalité qu'ils remplacent ici, en France, par « bavures » ou « incidents de parcours ».

Comme les exemples de violence nécessaire sont incalculables, les faits de brutalité le sont aussi puisque la brutalité vient s'opposer toujours à la violence. Je veux dire encore à une dynamique ininterrompue qui est la vie même. La brutalité prend donc les formes les plus inattendues, pas décelables immédiatement comme brutalité : l'architecture des H.L.M., la bureaucratie, le remplacement du mot — propre ou connu - par le chiffre, la priorité, dans la circulation, donnée à la vitesse sur la lenteur des piétons, l'autorité de la machine sur l'homme qui la sert, la codification des lois prévalant sur la coutume, la progression numérique des peines, l'usage du secret empêchant une connaissance d'intérêt général, l'inutilité de la gifle dans les commissariats, le tutoiement policier envers qui a la peau brune, la courbette obséquieuse devant le pourboire et l'ironie ou la grossièreté s'il n'y a pas de pourboire, la marche au pas de l'oie, le bombardement d'Haïphong, la Rolls-Royce de quarante millions... Bien sûr, aucune énumération ne saurait épuiser les faits, qui sont comme les avatars multiples par lesquels la brutalité s'impose. Et toute la violence spontanée de la vie continuée par la violence des révolutionnaires sera tout juste suffisante pour faire échec à la brutalité organisée.

Nous devons à Andreas Baader, à Ulrike Meinhof, à Holger Meins, à Gudrun Ensslin et Jan-Karl Raspe, à la « R.A.F. » en général de nous avoir fait comprendre, non seulement par des mots mais par leurs actions, hors de prison et dans les prisons, que la violence seule peut achever la brutalité des hommes. Une remarque ici : la brutalité d'une irruption volcanique, celle d'une tempête, ou plus quotidienne celle d'un

animal, n'appellent aucun jugement. La violence d'un bourgeon qui éclate — contre toute attente et contre toute difficulté — nous émeut toujours.

Evidemment une chance est possible: que la brutalité, par son excès même, se détruise, ou plutôt, non qu'elle change de fin — par définition elle n'en a pas — mais en arrive à s'effacer, à s'anéantir à long terme, devant la violence. La colonisation du tiers monde ne fut qu'une série de brutalités, très nombreuses et très longues, sans autre but que celui, plutôt atrophié, de servir la stratégie des pays colonialistes et l'enrichissement des sociétés d'investissements aux colonies.

Il en résulta donc une misère, un désespoir qui ne pouvaient que nourrir une violence libératrice.

Mais jamais, dans ce que nous connaissons d'eux, les membres de la « R.A.F. » ne laissent leur violence devenir brutalité pure, car ils savent qu'ils seraient immédiatement métamorphosés en cet ennemi au'ils combattent.

Dans cette correspondance, dans les dépositions, une préoccupation est particulièrement remarquable : sans se soucier des anecdotes sur le Kremlin, des vaticinations de de Gaulle sur certain dîner de Staline ou d'autres détails rapportés par les kremlinologues et qui ont autant de signification aue les écarts sentimentaux de la reine d'Angleterre, la « R.A.F. » s'attache à démontrer que, de Lénine jusqu'à maintenant, la politique soviétique ne s'est jamais écartée du soutien aux peuples du tiers monde. Qu'on l'explique comme on voudra, cette politique n'est jamais en défaut. Elle peut se trouver, et elle se trouve souvent, embarrassée par la complexité toujours vive de rapports féodaux, tribaux, à laquelle ajoutent les intérêts, les manœuvres contradictoires des anciennes puissances coloniales et ceux de l'Amérique, mais depuis 1917 et malgré ce que nous disent les commentateurs occidentaux, malgré ce que serait sa politique intérieure, l'Union soviétique, soit par des accords de gouvernement à gouvernement, soit par ses votes à l'O.N.U. et dans les organismes internationaux, a pris toujours le parti du pays le plus faible, le plus démuni.

Cela, beaucoup de personnes le savent, c'est certain. En Europe — et par Europe il faut entendre aussi le monde européen d'Amérique — et surtout en Allemagne de l'Ouest, dans cet univers tellement anti-soviétique, la « R.A.F. » est seule à le dire clairement. En somme, la « R.A.F. » rétablit une évidence politique, occultée en Europe.

Est-ce pour cela que la Fraction Armée Rouge est si peu — malgré le retentissement de ses arguments politiques, étouffés il est vrai par une action violente nommée ici « terrorisme (parenthèse : un mot encore, celui de « terrorisme » qui devrait être appliqué autant et davantage aux brutalités d'une société bourgeoise) —, est si peu, disions-nous, acceptée

par certains gauchismes?

Il y a peut-être encore d'autres raisons : c'est aue la Fraction Armée Rouge paraît être le contraire de ce que fut Mai 68, et son prolongement. Surtout son prolongement. Dès le début, la révolte étudiante - mais non les grèves dans les usines - se donne une allure frondeuse aui se traduit en escarmouches où les adversaires, polices et manifestants, cherchent, avec plus ou moins d'élégance, à éviter l'irréparable. Les jeux nocturnes des rues relèvent plus de la danse que du combat. Les manifestations sont verbeuses, ouvertes même à la police et aux provocateurs de droite. Ouant aux prolongements de ce mois de mai, nous les apercevons comme une sorte de dentelle angélique, spiritualiste, humaniste, La « R.A.F. » s'est organisée avec à la fois une dureté de bouchon bien vissé, avec une étanchéité des structures, avec une action violente aui ne cesse ni en prison ni hors d'elle. et conduit. avec précision, chacun de ses membres aux limites de la mort, aux approches de la mort soufferte s'opposant encore violemment aux brutalités judiciaires et carcérales, et jusqu'à la mort elle-même.

L'héroïsme n'est pas à la portée de n'importe quel militant. On peut donc penser que les gauchistes désinvoltes, épinglés par Ulrike... « le radicalisme seulement verbal »... sont

apeurés devant une détermination aussi conséquente.

Dans cette longue correspondance et ces déclarations, on ne trouvera pas le mot de Goulag. Ce que l'U.R.S.S. a fait, ce qu'elle aurait fait de négatif — sans être escamoté —, cède à ce qu'elle a fait, qu'elle fait de positif. Chaque membre de la « R.A.F. » accepte, revendique, exige d'être, et entièrement, jusqu'à la torture et jusqu'à la mort, l'une des îles de cet

archipel du Goulag occidental.

Toute la « déclaration d'Ulrike pour la libération d'Andreas au procès de Berlin-Moabit » dit très bien, d'une façon explicite, que c'est la brutalité même de la société allemande qui a rendu nécessaire la violence de la « R.A.F. ». On le comprend à la lecture de cette déclaration, et particulièrement du passage commençant par : « La guérilla, et pas seulement ici, car il n'en a pas été autrement au Brésil... on est un groupe de camarades qui a décidé d'agir, de quitter l'état léthargique, le radicalisme seulement verbal, les discussions de plus en plus vaines sur la stratégie, nous avons décidé de lutter... »

L'Allemagne est devenue ce au'en attendaient les gouvernements des Etats-Unis : leur extrême glacis à l'Est, et le plus offensif. A cette brutalité se perpétuant elle-même selon sa logique devenue folle, interdisant ou laminant un parti communiste presque hors-la-loi, la « R.A.F. » ne pouvait opposer que la violence héroïque. Admettons un court instant que la correspondance d'Andreas, d'Ulrike et de ses camarades se nourrit, se fortifie d'exigences de plus en plus inaccessibles, de plus en plus « inhumaines », il faut alors se demander qui est la cause : cette Allemagne inhumaine voulue par l'Amérique. Et demandons-nous si l'aggravation n'est pas obtenue par la prison, l'isolement, les systèmes d'écoute, — à les lire, on a l'impression que les prisonniers sont à l'intérieur d'une énorme oreille —, les systèmes d'observation, le silence, la lumière: et si l'aggravation n'était pas voulue — par Buback et par le système — afin que les prisonniers nous apparaissent monstrueux, que leurs écrits nous éloignent d'eux, que leur mort, lente ou brutale, nous laisse indifférents : afin que nous ne sachions plus au'il s'agit d'hommes que d'autres torturent mais d'un monstre au'on a capturé.

Si c'était le but, de Buback et du système, ils ont perdu : Holger nous donne à voir le portrait terrifiant de celui qui s'oppose à la brute capitaliste, Ulrike, Andreas, Gudrun et Jan-Carl tout au long de leur correspondance ou de leurs débats, ont réussi à nous convaincre, et à nous émouvoir.

Voici une citation d'Ulrike : « Les flics essaient, par leur tactique de la guerre psychologique de retourner les faits que l'action de la guérilla avait remis sur leurs pieds. A savoir que ce n'est pas le peuple qui dépend de l'Etat mais l'Etat qui dépend du peuple ; que ce n'est pas le peuple qui a besoin des sociétés par actions des multinationales et de leurs usines, mais que ce sont ces salauds de capitalistes qui ont besoin du peuple ; que la police n'a pas pour but de protéger le peuple des criminels, mais de protéger l'ordre des exploiteurs impérialistes du peuple ; que le peuple n'a pas besoin de la justice, mais la justice du peuple ; que nous n'avons pas besoin ici de la présence des troupes et des installations américaines, mais que c'est l'impérialisme U.S. qui a besoin de nous.

Par la personnalisation et la psychologisation, ils projettent sur nous ce que eux sont : les clichés de l'anthropologie du capitalisme, la réalité de ses masques, de ses juges, de ses procureurs, de ses matons, de ses fascistes : un salaud qui se complaît dans son aliénation, qui ne vit qu'en torturant, opprimant, exploitant les autres, dont la base d'existence est la carrière, l'avancement, jouer des coudes, profiter des autres ; qui se réjouit de l'exploitation, de la faim, de la misère, et du dénuement de quelques milliards d'êtres humains dans le tiers monde et ici. »

Je souligne cette phrase car elle révèle que la misère du tiers monde — misère physique, morale, intellectuelle — est constamment présente en eux, que cette misère la « R.A.F. » la vit dans son esprit et dans son corps.

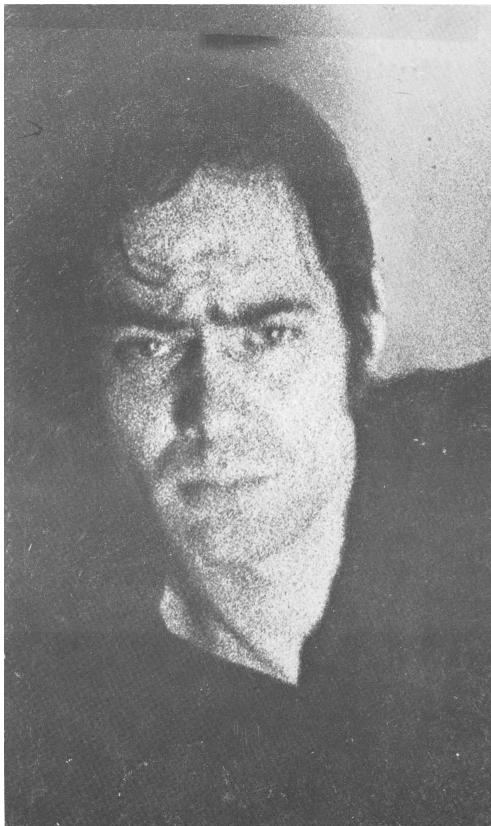
Quand ils dénoncent les brutalités des Etats-Unis et de son agent privilégié, l'Allemagne fédérale, c'est de cette Allemagne asservie qu'ils se préoccupent mais c'est au même moment, dans le même mouvement qu'ils se préoccupent de toute la misère du monde. Et quand ils écrivent cela, les membres de la « R.A.F. » ne prouvent pas seulement la générosité et la tendresse voilée de tout révolutionnaire, ils disent encore une sensibilité très délicate à l'égard de ce qu'ici, en Europe, nous continuons à nommer le rebut.

Si l'analyse de Marx est juste : « Le progrès révolutionnaire se fraie son chemin quand il provoque une contre-révolution puissante, qui se ferme sur elle-même, en engendrant son adversaire qui ne pourra amener le parti de l'insurrection dans sa lutte contre lui qu'à évoluer vers un véritable parti révolutionnaire... », alors nous devons reconnaître que la « R.A.F. », au prix de sacrifices cette fois surhumains, décide de « frayer le chemin », avec tout ce que cela implique de solitude, d'incompréhension, de violence intérieure.

Ils sont dans cette situation dangereuse, attentifs à en refuser l'orgueil, sachant que leur pensée doit être débarrassée de toutes scories imbéciles afin d'être de plus en plus aiguë par une analyse toujours plus fine. Et attentifs aux méthodes de lutte du système contre eux. Au procès, du 26 août 1975, Andreas déclare sèchement : « L'Etat se bat ici avec tous les moyens dont il dispose — C'est ce que Schmidt a suffisamment répété, qu'il s'agissait de mettre en œuvre tous les moyens — et ce sont justement tous les moyens organisés de la répression, du mensonge, de la manipulation, de la technique il y va de l'image d'omnipotence impériale qu'il se donne de luimême contre la tendance historique consciemment articulée dans notre politique, dans l'insurrection, c'est là qu'elle apparaît en antagonisme avec la société et donc illégitime. »

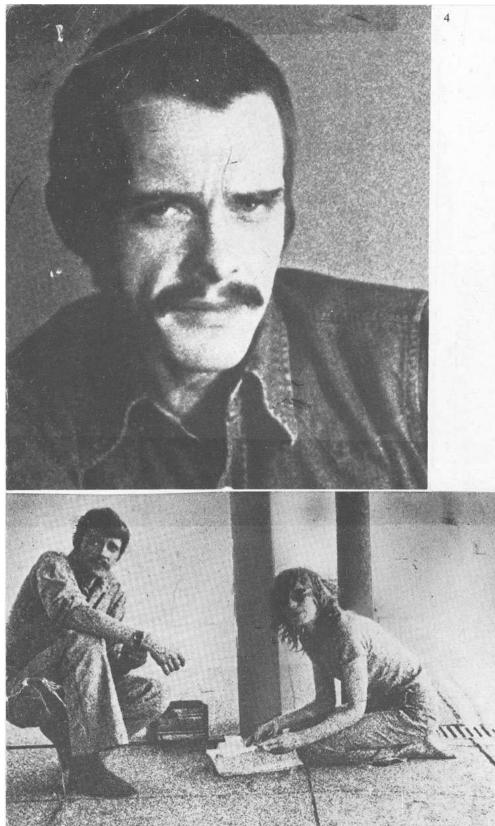
En lisant certaines déclarations au tribunal, nous comprendrons ce qu'il leur faut de franchise et de finesse afin de laisser dans le gris les structures de l'Organisation, de dire, par le moyen de magnétophones installés par le tribunal, de







- 1. ULRIKE MEINHOF 2. ANDREAS BAADER 3. GUDRUN ENSSLIN 4. JAN-KARL RASPE 5. JAN-KARL RASPE ET GUDRUN ENSSLIN



dire clairement, expressément ce qu'ils ont voulu faire, de dire la situation de l'Allemagne (celle de Brandt et de Schmidt), une Allemagne imposée par l'Amérique et dont la bourgeoisie, enorgueillie par les exploits du deutschmark, se croit tenue pour quitte du nazisme grâce à son anticommunisme.

Il est du reste évident que l'opposition de l'Allemagne fédérale à tout parti communiste ouvert est dans une grande part responsable de l'existence de la « R.A.F. » qui prouve, de façon éclatante, que la social-démocratie est démocrate dans ses discours, inquisitoriale quand elle le veut. Et inquisitoriale — avec tortures « propres », « raffinées », grâce aux techniques modernes — inquisitoriale sans remords, sans troubles.

L'Allemagne, qui a aboli la peine de mort, conduit à la mort par grèves de la faim et de la soif, isolement par la « dépréciation » du moindre bruit sauf le bruit du cœur de l'incarcéré qui, sous vide, est amené à découvrir dans son corps le bruit du sang qui bat, des poumons, enfin son bruit organique afin de savoir que sa pensée est produite par un corps.

Dire que la situation qui est faite aux membres emprisonnés de la « R.A.F. » est criminelle, c'est ne rien dire. Le jugement moral cesse, dans les consciences des magistrats et dans celles de la population que les moyens de presse, donc de pression, ont conduit à l'état passionné du répit absolu. Il est à craindre que l'Allemagne ne se sente purifiée quand « tous seront morts, et morts par leur volonté de mourir », donc « morts parce qu'ils se savent coupables » puisque c'est la signification tranquillisante pour l'Allemagne des grèves de la faim et de la soif jusqu'à la mort.

En lisant ce livre d'Andreas et d'Ulrike, de Gudrun et de Jan-Carl souvenons-nous que des journalistes allemands s'élèvent contre la nutrition par sonde et décrètent que le devoir du médecin est de placer la nourriture à portée des détenus : libre à eux de vivre ou de mourir.

Comme de la même façon les magistrats se tirent d'affaire en décrétant que ce sont les avocats, incapables de convaincre leurs clients, qui sont coupables du délit — ou crime? — de non-assistance à personne en danger.

Mais accuser le gouvernement allemand, l'administration allemande, la population allemande, qu'est-ce que cela signifie ? Si les U.S.A. n'étaient pas présents physiquement en Allemagne, si leur ambition n'avait pas atteint cette enflure, si l'Europe n'avait pas, clairement ou non, assigné à l'Allemagne de l'Ouest une fonction policière face à l'Est, cette aiguille qu'est la « R.A.F. » dans la chair trop grasse de l'Allema-

gne serait peut-être moins aiguë et l'Allemagne moins inhumaine.

Si l'on veut, je crois voir ici un double phénomène de mépris. L'Allemagne cherche — et dans une certaine mesure réussit — à donner de la « R.A.F. » une image terrifiante, monstrueuse. D'autre part, et par le même mouvement, le reste de l'Europe et l'Amérique, en encourageant l'instransigeance de l'Allemagne dans son activité tortionnaire contre la « R.A.F., cherchent, et dans une certaine mesure réussissent à donner de l'Allemagne « éternelle », une image terrifiante, monstrueuse.

Jean GENET.

Introduction de Klaus Croissant : Chronologie

Auteurs du texte collectif de la Fraction Armée Rouge (« R.A.F. ») :

Andreas BAADER (né en 1943 — « suicidé » à Stammheim en 1977) :

Gudrun ENSSLIN (née en 1940 — « suicidée » à Stammheim en 1977) ;

Ulrike MEINHOF (née en 1934 — « suicidée » à Stammheim en 1976) :

Holger MEINS (né en 1941 — assassiné à Wittlich en 1974):

Jan-Karl RASPE (né en 1944 — « suicidé » à Stammheim en 1977).

Faisant suite à l'agitation étudiante en 1967-68 s'est constitué en Allemagne fédérale (R.F.A.) un mouvement de résistance armée, en opposition à un gouvernement social-démocrate qui soutenait et a continué de soutenir le génocide du peuple vietnamien. Une partie de la gauche extraparlementaire — au regard de l'histoire et des conditions particulières de l'Etat ouest-allemand et de son type de société —, s'est décidée pour cette forme extrême du combat. Son opposition vient de la prise de conscience que les structures qui ont servi de base au national-socialisme et ont donné naissance à la Seconde Guerre mondiale, n'ont jamais été brisées en R.F.A. Le régime qui a succédé au III^e Reich a uniquement changé de façade et de terminologie. Mais la propriété et les rapports de production sont restés inchangés.

Il est faux de définir la « R.A.F. » comme un « terrorisme international ». Elle n'a en effet jamais projeté « d'actions illégales dans les autres pays d'Europe de l'Ouest ». Cette affirmation est pure invention des représentants de la R.F.A. qui voudrait étendre son appareil répressif pour combattre la résistance armée dans les autres pays européens.

Le mouvement de résistance en R.F.A. est convaincu que se prépare, après la Première et la Seconde Guerres mondiales, une troisième catastrophe : elle sortira de la R.F.A. dans des conditions exactement semblables, mais avec des conséquences incomparablement plus terrifiantes pour les nations européennes. C'est pourquoi toute la stratégie de la lutte armée en R.F.A. vise à isoler politiquement cet Etat vassal qui sert uniquement de rouage à la pénétration américaine en Europe.

- 2 juin 1967 Benno OHNESORG, un étudiant, est abattu par un policier à Berlin, lors d'une manifestation de protestation contre la visite du Chah d'Iran. C'est cette date qui va donner son nom au groupe de résistance : le « mouvement du 2 juin ».
- 2 avril 1968 Incendie d'un grand magasin à Francfort, un flambeau dressé contre le génocide au Vietnam. Andreas BAADER, Gudrun ENSSLIN et deux autres camarades sont condamnés à trois ans de prison.
- 11 avril 1968 Attentat contre Rudi DUTSCHKE à Berlin, celui qui incarne la résistance dans le mouvement étudiant. Blessé mortellement, Rudi Dutschke ne se relèvera que quelques années après. Importantes manifestations dans toute la R.F.A., pour protester notamment contre le groupe Springer.
- 24 juin 1968 Décret des lois d'exception par la coalition C.D.U.-S.P.D. contre les meetings et manifestations de l'opposition extraparlementaire.
- 1969-1970 Amnistie de toutes les inculpations pour les actes commis lors des manifestations étudiantes.
- 14 mai 1970 Libération d'Andreas BAADER par un commando de la « R.A.F. », dont Ulrike MEINHOF faisait partie.
- Juin-septembre 1970 Développement des premières luttes, de la guérilla, au titre de la « R.A.F. » en faveur des camarades palestiniens.
- D'octobre 1970 à avril 1972 Mise sur pied d'une organisation de la guérilla en R.F.A. Opérations d'approvisionnement aux dépens d'un certain nombre de banques. Mise

- en circulation des premiers textes de la « R.A.F. ». De l'autre côté, tactique de la guerre psychologique et déclaration de la guerre civile contre « l'ennemi n° 1 » la « R.A.F. ». Chasse à l'homme paramilitaire sur tout le territoire de la République fédérale contre la « bande Baader-Meinhof ».
- A partir d'octobre 1970 Premières arrestations des militants de la « R.A.F. ». Inauguration d'un nouveau système de détention : l'isolement total, interdiction de tout contact avec les prisonniers « normaux », interdiction de participer en quoi que ce soit à la vie dans les prisons. (Les premières expériences d'isolement pour éprouver la capacité de résistance ont été mises sur pied par la C.I.A. dans les années 1950-1960 dans le cadre du programme de recherche « Blue bird ».)
- 15 juillet 1971 Petra SCHELM, militante de la « R.A.F. », est abattue à Hambourg lors d'un contrôle de police.
- 4 décembre 1971 Georg von RAUCH, militant de la « R.A.F. » est abattu à Berlin au cours d'un contrôle par la police politique.
- 1971-1972 Les sondages d'opinion révèlent de fortes sympathies dans la population pour le « Groupe Baader-Meinhof », qui vont de 5 à 20 %. D'où un renforcement des procédés de la guerre psychologique, du conditionnement de la population par le gouvernement au moyen des media.
- 28 janvier 1972 Mesures radicales. L'ancien chancelier fédéral Willi Brandt et le président du Conseil des Länder décident que les « ennemis de l'Etat ou de la Constitution » ne doivent plus être employés dans les services publics. Ce décret conduit à la pratique des interdictions de travail, à la vérification des convictions de 100 000 personnes et à l'extension du pouvoir de la police politique et du conseil de sécurité de la Constitution. Ces mesures radicales ont pour but d'empêcher les progrès de la gauche « en passant par les institutions », comme cela avait été annoncé en 1968.
- 2 mars 1972 Thomas WEISBECKER, militant de la «R.A.F.», est descendu à Augsbourg d'une balle en plein cœur tirée à trois mètres. Une froide exécution de deux agents

de la police politique, « A » et « B ». Leurs noms continuent d'être tenus secrets, même après qu'une procédure de « légitime défense » eut été engagée.

- 16 mars 1972 Carmen ROLL, militante de la « R.A.F. » est soumise de force, aux seules fins de l'enquête, à une narcose totale à l'éther la dose peut être mortelle —, à la prison de femmes de Aichach en Bavière. Au cours de cette narcose, on lui relève ses empreintes digitales, en présence même des agents de la sûreté de l'Etat.
- Mai 1972 Plasticages par les commandos de la « R.A.F. »:
 - du bureau central de la C.I.A. à Francfort;
 - du Quartier général des Américains en Europe à Heidelberg;
 - de l'immeuble Springer à Hambourg, le responsable des poursuites contre la « R.A.F. » et contre toute la Gauche en R.F.A.;
 - des bureaux de la police politique, à Augsbourg et à Munich, responsable de l'exécution de leur camarade Thomas Weisbecker.

Les attaques menées contre les installations américaines visent à soutenir le peuple vietnamien. A Heidelberg, l'ordinateur qui coordonnait une partie des expéditions pour exterminer le peuple vietnamien, sera détruit. A Hanoï, la nouvelle sera placardée sur les murs.

- Fin mai 1972 Fausses alertes à la bombe à Stuttgart pour encourager la population à la dénonciation. Les contreexplications de la « R.A.F. » sont étouffées.
- Juin-juillet 1972 Arrestation d'Andreas Baader, de Jan-Karl Raspe et de Holger Meins à Francfort; de Gudrun Ensslin à Hambourg; de Ulrike Meinhof à Hanovre.

 Dès les premiers jours de leur détention, ils sont soumis à un statut particulier, l'isolement systématique. S'ajoute pour Ulrike Meinhof la condamnation au silence absolu: elle est mise en sûreté dans un quartier spécial, totalement vide, à la prison de Cologne. Ces mesures supplémentaires de torture seront appliquées aux quatre autres prisonniers de la « R.A.F. ».
- 17 janvier-15 février 1973 Première grève de la faim contre ces conditions de détention. Revendication: être traité de la même façon que les autres détenus (« normaux »).

- 9-12 février 1973 Douze avocats manifestent dans leur tenue devant la Cour du tribunal fédéral pour protester ouvertement contre ces moyens de torture, et plus particulièrement contre l'internement d'Ulrike Meinhof dans le quartier de la mort.
 - Le but de la grève de la faim n'a pas été atteint, mais Ulrike est déplacée dans une aile de la prison où elle peut au moins percevoir quelques sonorités humaines.
- 8 mai-2 juin 1973 Deuxième grève de la faim pour le même but. A la fin du mois de mai, le ministre de la Justice de Hesse, de qui relevait la prison de Schwalmstadt, donne son accord pour supprimer l'eau à Andreas Baader. Andreas tombe dans le coma. Depuis, sa santé supporte difficilement les suites fâcheuses de cette tentative de meurtre. Les prisonniers mettent fin à leur grève de la faim.
- 13 septembre 1974-5 février 1975 La troisième, et la plus longue grève de la faim, pour atteindre finalement leur but: la suppression de la torture par isolement qui durait depuis plus de deux ans, et l'intégration aux conditions normales d'accomplissement de la détention. La lutte pour un minimum de communication sociale, contre le lent mais sûr anéantissement par la privation des exercices sensoriels, dure 145 jours.
- Depuis octobre-novembre 1974 Alimentation forcée de 25 prisonniers dans huit prisons de la R.F.A.
- 9 novembre 1974 Holger Meins meurt dans la prison de Wittlich (Palatinat), le 53° jour de la grève de la faim. Au moment de sa mort, il pesait 39 kg, pour une taille de 1,84 m. Au lieu des 1 200 calories par jour, on ne lui en accordait que 400. Le médecin de la prison était en congé.

Holger Meins aurait dû être transféré, conformément à une décision du tribunal de Stuttgart, au plus tard le 2 novembre dans la prison de Stuttgart-Stammheim. L'avocat général — à cette époque Siegfried Buback — négligea le délai de justice, bien qu'il connût parfaitement la situation critique du prisonnier. Buback prétendit qu'il ne pouvait retenir le délai en raison de l'importance des dispositifs de sécurité.

Manifestations sur tout le territoire de la R.F.A. et à Berlin-Ouest en hommage à son militantisme depuis 1968.

- 10 novembre 1974 Le président de la Cour suprême de Berlin, Günther von Drenckmann, est abattu au cours d'une tentative d'enlèvement. L'opération est signée « Mouvement du 2 juin ».
- Décembre 1974 Le Parlement fédéral à Bonn décrète les lois ad hoc en prévision du procès qui doit se dérouler contre la « R.A.F. ». Ces mesures d'exception permettent :
 - de conduire un procès contre des inculpés même dans le cas où ils seraient incapables de comparaître
 c'est-à-dire en l'absence des prisonniers (« ils s'en sont eux-mêmes rendus coupables »);
 - d'interdire aux avocats de plaider s'ils sont susceptibles d'être suspectés de soutenir une association criminelle ou de mettre en danger la sécurité de l'Etat.

En outre, la défense collective telle qu'elle était jusque-là pratiquée par les avocats de la « R.A.F. », est maintenant interdite. Depuis, un avocat ne peut pas prendre la défense de plus d'un accusé.

Ces lois d'exception sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1975, soit quelques mois avant le début du procès.

- 5 février 1975 Fin de la grande grève de la faim. Une lettre des membres de la « R.A.F. » qui poursuivent la lutte armée, invite ceux qui sont emprisonnés à arrêter leur grève de la faim pour ne pas décharger l'Etat de la mort d'autres prisonniers. Les auteurs de la lettre expliquent que la lutte doit prendre d'autres formes.
- 23 février 1975 Enlèvement de Peter Lorenz membre du C.D.U., chef de l'opposition au parlement de Berlin —, revendiqué par le « Mouvement du 2 juin ». Cinq prisonniers du « Mouvement du 2 juin » seront échangés contre Peter Lorenz.
- Mars-mai 1975 Les avocats Croissant, Grönewold et Ströbele sont récusés pour défendre la « R.A.F. » dans le procès qui s'ouvre à Stammheim. Motif de l'exclusion : on les soupçonne de complicité avec la « R.A.F. ». Conférences de presse et dispositions diverses pour informer en Allemagne et à l'étranger de l'entreprise d'extermination, exposer les exigences légitimes des grévistes de la faim et protester contre l'impossibilité des avocats de communiquer avec les prisonniers pour préparer le procès, sous peine désormais de poursuites.

- 24 avril 1975 Occupation de l'ambassade d'Allemagne à Stockholm par un commando de la « R.A.F. » qui se réclame de Holger Meins. Le chancelier fédéral Schmidt refuse l'échange de vingt-six détenus de la « R.A.F. » et du « mouvement du 2 juin », contre onze fonctionnaires de l'ambassade pris en otages.
 - Pour pouvoir mettre sur le dos du commando « Holger Meins » la responsabilité de la mort délibérée des onze fonctionnaires, Schmidt donne son accord pour l'assaut de l'ambassade par une section spéciale antiguérilla chargée secrètement des opérations. Dans le procès des quatre membres survivants du commando, le gouvernement fédéral refusera de consentir, à produire comme témoins le ministre de l'Intérieur, le chef de la police criminelle et un agent du Conseil de Sécurité de la Constitution. Raison: leurs dépositions pourraient nuire à l'Etat, à la République fédérale. La demande de citation de Schmidt est pour la même raison refusée.
- 4 mai 1975 Siegfried HAUSNER, membre du commando « Holger Meins », meurt dans la prison de Suttgart-Stammheim. Son transport d'un hôpital de Stockholm en R.F.A., exigé sous la pression du gouvernement Schmidt, avait été qualifié de pur arrêt de mort par le médecin suédois, le docteur Zetterstroem. Une fois le prisonnier arrivé en Allemagne fédérale, bien que dans un état grave, le procureur général fédéral Siegfried Buback avait ordonné de transférer Hausner de la clinique de l'Université de Cologne dans la prison de Stammheim. Buback était parfaitement informé que la vie du prisonnier ne pouvait être sauvée que dans un hôpital par un traitement spécial.
- 12 mai 1975 L'avocat Haag, le dernier défenseur d'Andreas Baader, déclare, après son passage en détention, qu'il ne laissera pas plus longtemps sa liberté menacée par un Etat qui torture les prisonniers politiques, qu'il est temps de « prendre des mesures plus importantes pour combattre l'impérialisme ». Haag se joint au mouvement de résistance.
- 21 mai 1975 Début du procès contre la « R.A.F. » devant le Haut Tribunal de Stuttgart.
- 23 juin 1975 Arrestation des avocats Croissant et Ströbele

pour les mêmes motifs que ceux qui avaient conduit à leur exclusion de la défense. Ströbele est libéré quatre semaines après, Croissant sept semaines après. Leur bureau avait été perquisitionné, toutes les notes manuscrites relatives aux prisonniers avaient été saisies. Perquisition et saisie opérées chez deux autres avocats, Grönewold et Becker.

- 29 juin 1975 Katharina HAMMERSCHMIDT, militante de la « R.A.F. », ne pouvant être soignée en prison, est transportée dans un hôpital et y trouve la mort, faute d'y avoir été envoyée assez tôt pour des « raisons de sécurité ».
- Septembre 1975 Au cours du procès contre la « R.A.F. », les experts médicaux non attachés au corps judiciaire établissent que les prisonniers sont dans un état de santé très grave par suite de leur longue mise en isolement. Ils ne peuvent suivre les principaux débats que deux à trois heures par jour. Ce qui veut dire qu'ils sont en fait dans l'incapacité d'y participer.

Pour améliorer l'état de santé des inculpés les médecins exigent un changement total des conditions actuelles de détention, lesquelles sont en train de les détruire. Le minimum exigible pour survivre dans le réseau social n'est pas du tout garanti dans un tel isolement, que les prisonniers soient seuls ou en très petit groupe.

- Septembre-octobre 1975 Par son arrêt du 30 septembre, le Haut tribunal de Stuttgart exclut les prisonniers du procès. Cette exclusion est ratifiée par la Cour fédérale le 22 octobre. Pour essayer de justifier la suite du déroulement du procès en l'absence des inculpés, on invoque l'argumentation suivante:
 - les inculpés se sont eux-mêmes rendus coupables de leur incapacité à comparaître (et par suite, de l'atteinte à leur santé),
 - parce qu'ils ne laissent aux magistrats « aucun autre choix » que celui d'entériner les conditions particulières de détention, en raison du danger qu'ils font courir à la sécurité,
 - parce qu'ils ont continué de maintenir leurs idées en prison et ont essayé de poursuivre leur « association criminelle ».
 - parce qu'ils n'appartiennent qu'à « une fraction de plus en plus restreinte de la population ».

Les tribunaux de la R.F.A. ont par là « justifié en droit » l'extermination de l'adversaire politique : le mépris de sa revendication à l'intégrité corporelle. Le droit le plus fondamental de l'être humain, le droit à la vie, a été aboli par la force pour les prisonniers du mouvement de résistance, l'extermination se trouve légalisée.

- 4 mai 1976 Production des preuves au procès de Stammheim, mettant en relief la compromission du gouvernement de la R.F.A. dans le génocide au Vietnam, en particulier quand Willy Brandt était chancelier.
- 8-9 mai 1976 Assassinat déguisé en suicide de Ulrike MEINHOF dans la nuit du 8 au 9 mai à la prison de Stammheim. Les magistrats refusent de faire appel à un médecin non reconnu auprès des tribunaux pour l'autopsie, ils refusent même l'autopsie. Aucun avocat ni exécuteur testamentaire n'est autorisé à assister à la perquisition de la cellule. La cellule est rapidement « rénovée » après la perquisition. Un appel est lancé pour la constitution d'une commission d'enquête internationale afin d'éclairer les circonstances de la mort d'Ulrike Meinhof. En mars 1977 on reconnaît que les services de renseignements fédéraux (B.N.D.), la S.T.E.C.E. allemande, contre les assurances officielles données jusque-là, avaient accès aux cellules des prisonniers de la « R.A.F. » dans le septième bloc de la prison de Stammheim.
- 1er juin 1976 Dépôt d'une bombe au bureau central de la C.I.A. à Francfort par un groupuscule révolutionnaire, le jour-anniversaire de l'arrestation d'Andreas Baader, de Holger Meins et de Jan-Karl Raspe.
- 16 juillet 1976 Alors qu'il s'efforçait de convoquer une commission d'enquête internationale pour éclaircir les circonstances de la mort d'Ulrike Meinhof, l'avocat Croissant est arrêté pour la deuxième fois. Le prétexte : une déposition à charge d'un « témoin de la couronne », un prisonnier du nom de Gerhard Müller qui avait été acheté par la police criminelle fédérale en échange d'une promesse de libération immédiate. Les allégations de Müller, selon lesquelles l'avocat Croissant aurait recruté Siegfried Hausner pour la « R.A.F. », se sont révélées fausses. Croissant a été à nouveau mis en liberté cinq semaines après.

- Mars 1977 Scandale des écoutes. Le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur de Bade-Wurtemberg avouent au cours d'une conférence de presse, devant la publication qui menaçait d'en être faite, que les conversations confidentielles entre les avocats et leurs clients dans la prison de Stuttgart-Stammheim ont été secrètement écoutées. Les dispositifs d'écoute avaient été installés par les services secrets fédéraux (le B.N.D.), les services allemands du S.T.E.C.E.; et cela avant même que le procès ne débute. Les avocats de la défense exigèrent en vain la suspension de la procédure et boycottèrent le procès.
- 30 mars-30 avril 1977 Quatrième mouvement de grève collective de la faim. But: que les quinze à vingt prisonniers politiques soient mis ensemble conformément aux recommandations de l'expert médical.
- 8 avril 1977 Un commando de la « R.A.F. » qui se réclame d'« Ulrike Meinhof » abat le procureur fédéral Siegfried Buback à Karlsruhe, responsable de la torture et de l'extermination de la mort de Holger Meins et de Siegfried Hausner.

Le gouvernement fédéral organise des funérailles nationales. Tout cri hostile à Buback entraîne des poursuites pénales. La ville de Karlsruhe veut lui ériger un monument, à lui et à ses deux gardes du corps qui l'accompagnaient lors de l'attentat.

- 27 avril 1977 Les derniers avocats choisis pour la défense, les avocats Heldmann, Schily, Oberwinder et Weidenhammer « plaident » à l'extérieur de la salle de tribunal, devant la presse. Le chancelier fédéral Schmidt blâme les chaînes de télévision pour avoir laissé passer des extraits des explications des avocats de la défense.
- 25-28 avril 1977 Lors de la quatrième grève de la faim, l'état de santé fortement amoindri des prisonniers s'aggrave très rapidement. Gudrun Ensslin, qui oscille entre la vie et la mort, doit être nourrie de force le 25 avril. Elle proteste avec la dernière énergie contre ces mesures. Les médecins se refusent à poursuivre cette nourriture forcée. Le comité exécutif d'« Amnesty International » à Londres, convaincu de la légitimité des revendications des prisonniers, adresse le 28 avril un télégramme au gouvernement fédéral. Il lui demande de suivre, pour le traite-

ment des prisonniers, les articles de loi préconisés par l'O.N.U. contre les traitements inhumains : que la torture soit interdite et qu'on écoute les avis des médecins.

- 28 avril 1977 Le tribunal de Stuttgart rend son verdict en l'absence des avocats de la défense et des inculpés, qui ne sont plus reparus au procès depuis la mort d'Ulrike Meinhof: prison à vie pour Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Karl Raspe.
- 30 avril 1977 Le gouvernement cède pour la première fois devant la grève de la faim.

Le ministre de la Justice de Bade-Wurtemberg fait remettre aux grévistes de la faim de Stammheim, par-dessus le directeur de la prison, la promesse formelle que les prisonniers politiques, conformément à une décision du cabinet ministériel, seront mis par groupes avec possibilités d'échanges.

Fin de la grève de la faim.

Cette promesse est vivement critiquée dans les media, on accuse le gouvernement d'avoir cédé au chantage. Une chose est sûre : le gouvernement n'a pas cédé aux exigences des grévistes de la faim en considération des conventions internationales. Il a voulu éviter de perdre encore plus de prestige à l'étranger qu'il n'en avait déjà perdu à cause du traitement fait aux prisonniers politiques.

Ni la conférence de Belgrade, ni l'intervention d'Amnesty International, ni le nombre de prisonniers qui ont succombé ne constituaient pour la R.F.A. une raison suffisante.

Sans l'aspect international, la R.F.A. n'aurait pas cédé à une grève de la faim dont la revendication essentielle est la reconnaissance de fait d'un statut de détenus politiques. C'est-à-dire avant tout l'observation du minimum de garanties posées par la convention de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre.

Fin mai-4 août 1977 — Les magistrats cherchent à faire traîner l'application de la décision gouvernementale. Verena Becker et Sabine Schmitz se mettent en grève de la faim pour obtenir d'être mises avec les cinq prisonniers de la « R.A.F. », alors qu'elles étaient coupées de tout dans la section spéciale de la prison de Stammheim. En juin huit prisonniers de quatre autres prisons s'y joignent. Pour empêcher une éventuelle escalade et couper court aux in-

terventions renouvelées d'« Amnesty International », on transfère, le 5 juillet, trois prisonniers de Hambourg à Stammheim, y portant à huit le nombre des co-détenus. On fait à peu près la même chose à Berlin avec les prisonniers du « Mouvement du 2 juin ». Le troisième groupe de détenus est constitué à Cologne : les premiers prisonniers y sont transférés le 4 août.

- 30 juillet 1977 Le président d'une grande banque allemande, Jürgen Ponto, conseiller du Chah d'Iran et de Helmut Schmidt, est abattu à Francfort. Un commando de la « R.A.F. » revendique la responsabilité de cette action.
- 8 août-2 septembre 1977 Cinquième grève de la faim, durcie par une grève également de la soif. Pendant qu'ils cernent les huit prisonniers à Stammheim, une vingtaine de gardiens entament une discussion violente. Les détenus sont frappés et brutalisés. Suites prévues de cet incident provoqué: suppression de la co-détention. Retransfert des trois détenus vers Hambourg. Et à nouveau isolement total.

Réaction des prisonniers: grève de la faim et de la soif. But: revenir ensemble. Alors qu'on tente une alimentation forcée, certains prisonniers tombent dans le coma. On en conduit une partie dans les hôpitaux pour les tirer du coma.

14 août 1977 — « Amnesty International », depuis Londres, exige par télégramme des informations du ministre de la Justice fédérale et du ministre de la Justice de Bade-Wurtemberg. L'organisation d'aide aux prisonniers politiques tient à exprimer ses craintes sur l'état critique des détenus. Déclaration de l'avocat général fédéral Kurt Rebmann dans une interview au journal Welt am Sonntag:

« La population entend que ces gens soient traités sévèrement, comme ils le méritent à la mesure des actes qu'ils ont commis. »

- 15 août 1977 Dépôt d'une charge explosive dans les bureaux des avocats Croissant, Müller et Newerla à Stuttgart.
- 26 août 1977 La presse et la télévision allemande publient un sondage d'opinion réalisé par l'hebdomadaire Die

Zeit. 74 % de la population se prononce contre l'alimentation forcée des prisonniers qui font la grève de la faim, c'est-à-dire pour leur mort. Mais la population n'a nullement été informée des raisons et des buts de cette grève de la faim.

Le gouvernement n'est donc plus obligé de suivre ses engagements, ni l'avis des médecins, ni les appréciations d'« Amnesty International ». Ce « référendum » manipulé est déterminant pour préparer psychologiquement l'assassinat concerté des prisonniers au cours de leur grève de la faim.

- 30 août 1977 L'avocat Newerla est arrêté à la requête de l'avocat général fédéral : on aurait trouvé dans sa voiture des tracts invitant à la violence.
 Cette arrestation vise à intimider grossièrement les derniers avocats auxquels les prisonniers peuvent se fier.
- 2 septembre 1977 Les prisonniers arrêtent leur grève de la faim et de la soif : ils voient maintenant dans cet arrêt le seul moyen pour contrecarrer le plan d'assassinats du gouvernement.
- 5 septembre 1977 Un commando de la « R.A.F. », qui se réclame de « Siegfried Hausner », enlève le président du syndicat des patrons et de l'association des industriels allemands, Hanns Martin Schleyer, un des grands magnats de l'économie allemande et le premier conseiller d'Helmut Schmidt. Schleyer faisait partie, sous le III^e Reich, des nazis et S.S. actifs: c'est l'homme qui était chargé d'intégrer l'industrie tchèque à l'économie national-socialiste. Au cours de l'enlèvement à Cologne, quatre des personnes qui l'accompagnaient bien armées ont été abattues: trois gardes du corps et le chauffeur.
- 30 septembre 1977* L'avocat Klaus Croissant, réfugié en France depuis le 11 juillet, poursuivi par un mandat d'arrêt international délivré par la Cour de Stuttgart, est arrêté à Paris malgré sa demande d'asile politique.
 Le même jour, l'avocat Müller, son collègue, est arrêté en Allemagne.

^{*} A partir de cette date, cette chronologie n'est évidemment plus due à Maître Klaus Croissant.

- 6 octobre 1977 Occupation et mise à sac du bureau des avocats de Stuttgart, désormais tous arrêtés (Newerla, Croissant et Müller), par le B.K.A.
- 13 octobre 1977 Détournement d'un avion de la Lufthansa revenant des Baléares vers Francfort par le commando « Martyr Halimeh » (appartenant au S.A.W.I.O.). Il formule les mêmes exigences que le commando « Siegfried Hausner ».
- Nuit du 17-18 octobre 1977 Intervention du commando spécial antiterroriste G.S.G. 9 à Mogadiscio (Somalie) où l'avion avait finalement été conduit. Trois des membres du commando sont abattus sur place; un quatrième, très grièvement blessé.

Liquidation des quatre derniers détenus de la prison de Stammheim: Andreas Baader et Jan-Karl Raspe sont abattus au revolver, Gudrun Ensslin est pendue. Irmgard Möller, frappée au couteau, est dans un état grave.

Le gouvernement a alors organisé le même type de référendum, pour juger cette fois les ravisseurs. 71 % de la population se sont prononcés pour la sévérité : c'est-à-dire pour la mort de Schleyer et contre la libération des onze prisonniers de la « R.A.F. » qu'a exigée le commando.

Pendant toute la durée de captivité de Schleyer les prisonniers ont été totalement isolés. Sur ordre du gouvernement, même les visites de leurs avocats sont interdites. C'est « l'état d'urgence prévu par les lois d'exception ».

Klaus Croissant.

Déclaration d'Ulrike pour la libération d'Andreas au procès de Berlin-Moabit

Le 13 septembre 1974

Le procès auquel nous assistons est une manœuvre tactique dans l'entreprise de guerre psychologique que mènent la Police criminelle fédérale, l'Accusation fédérale et la Justice contre nous — dans le but de voiler les intérêts politiques en ieu dans nos procès en Allemagne de l'Ouest et la stratégie d'extermination programmée par l'Accusation fédérale : — dans le but de présenter de nous, par le biais de condamnations individuelles, une image de division: — dans le but de couper dans la conscience de l'opinion publique, en exhibant publiquement certains d'entre nous, tous les procès contre les prisonniers de la « R.A.F. » du contexte politique, afin de raver à jamais de la mémoire des hommes ce fait que, sur le terrain de l'impérialisme ouest-allemand et à Berlin-Ouest, se déroule une guérilla urbaine révolutionnaire. Nous — Fraction Armée Rouge — ne collaborerons pas à ce procès.

La lutte anti-impérialiste

La lutte contre l'impérialisme, si l'on ne veut pas que cela reste un slogan vide, a pour but d'anéantir, de détruire, de briser le système de domination impérialiste — sur le plan politique, économique et militaire; de briser les institutions culturelles par lesquelles l'impérialisme donne une homogénéité aux élites dominantes, et les systèmes de communication qui lui assurent son emprise idéologique.

Anéantissement de l'impérialisme,

— sur le plan militaire cela veut dire dans un cadre international : anéantir les alliances militaires de l'impérialisme américain à la surface du globe, ici : de l'O.T.A.N. et de la « Bundeswehr ». Dans le cadre national : anéantir les formations armées de l'appareil d'Etat qui incarnent le monopole de la violence de la classe dominante et son pouvoir dans l'Etat, ici : la police, la police des frontières, les services secrets ;

- sur le plan économique cela signifie : anéantir la structure de puissance que représentent les trusts multinationaux ;

— sur le plan politique cela signifie : anéantir les bureaucraties, organisations, appareils de pouvoir, qu'ils soient étatiques ou non étatiques — (les partis, syndicats, media) qui dominent le peuple.

L'internationalisme prolétarien

La lutte contre l'impérialisme ici n'est pas et ne saurait être : une lutte de libération nationale — sa perspective historique n'est pas : le socialisme dans un seul pays. A l'organisation transnationale du capital, aux alliances militaires par lesquelles l'impérialisme américain enserre le monde, à la coopération de la police et des services secrets, à l'organisation internationale des élites dominantes dans la sphère de pouvoir de l'impérialisme U.S. — répondent de notre côté, du côté du prolétariat, les luttes de classes révolutionnaires, les mouvements de libération des peuples du tiers monde, la guérilla urbaine dans les métropoles de l'impérialisme. C'est cela l'internationalisme prolétarien.

Depuis la Commune de Paris il est clair qu'un peuple qui cherche dans un Etat impérialiste à se libérer dans le cadre national, s'attire la vengeance, la puissance armée, l'hostilité mortelle des bourgeoisies de tous les autres Etats impérialistes. C'est ainsi que l'O.T.A.N. met actuellement sur pied une réserve d'intervention en cas de troubles internes, et qui devrait stationner en Italie.

« Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait s'émanciper lui-même », dit Marx. Ce qui donne sa pertinence militairement à la guérilla dans les métropoles — à la «R.A.F.» ici, aux Brigades Rouges en Italie («Brigate Rosse»), à l'« United People Liberation Army » aux U.S.A. —, c'est que, dans le cadre des luttes pour leur libération des peuples du

tiers monde, dans une lutte solidaire, elle peut attaquer l'impérialisme ici sur ses arrières, d'où il exporte ses troupes, ses armes, ses instructeurs, sa technologie, ses systèmes de communication et son fascisme culturel pour opprimer et exploiter les peuples du tiers monde. Voilà sur quoi se détermine stratégiquement la guérilla dans les métropoles : déclencher, sur les arrières de l'impérialisme, la guérilla, la lutte armée contre l'impérialisme, la guerre populaire. Un processus de longue haleine. Car la révolution mondiale n'est assurément pas une affaire de quelques jours, de quelques semaines ou de quelques mois, elle n'est pas l'affaire seulement de quelques soulèvements populaires, ce n'est pas un processus court. Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir de l'appareil d'Etat, comme se le figurent les partis et groupes révisionnistes, - ou plutôt le prétendent, car ils ne se figurent rien du tout.

La notion d'Etat national

Dans les métropoles, la notion d'Etat national est devenue une fiction qui n'est plus étayée par rien, vu la réalité des classes dominantes, leur politique et leur structure de domination, qui ne correspond plus à quoi que ce soit sur le plan des frontières linguistiques depuis qu'il y a des millions de travailleurs immigrés dans les pays riches de l'Europe occidentale. On assisterait plutôt, même si c'est subjectif, avec l'internationalisation du capital, avec les nouveaux media, avec les dépendances réciproques qu'entraîne le développement économique, avec l'élargissement de la communauté européenne, avec la crise, à la formation d'un internationalisme prolétarien en Europe — au point que les appareils syndicaux travaillent déjà depuis des années à son assujettissement, à son contrôle, à son institutionnalisation et à son oppression.

A la fiction d'un Etat national, à laquelle s'accrochent les groupes révisionnistes de par leur forme d'organisation, répondent leur fétichisme de la légalité, leur pacifisme, leur opportunisme massif. Ce n'est pas de venir de la petite-bourgeoisie que nous reprochons aux membres de ces groupes, mais de reproduire dans leur politique et dans leur type d'organisation, l'idéologie de la petite-bourgeoisie qui a depuis toujours été étrangère à l'internationalisme prolétarien et qui — il ne peut en être autrement vu sa position de classe et ses conditions de reproduction — s'est toujours

organisée dans l'Etat en tant que complément de la bourgeoisie nationale, de la classe dominante.

L'argument selon lequel les masses ne seraient pas encore assez avancées, ne fait que nous rappeler — à nous de la «R.A.F.», révolutionnaires détenus dans l'isolement, dans des sections spéciales, soumis aux dispositifs ingénieux de lavages de cerveau, à la prison, en toute illégalité —, les arguments des salauds de colonialistes en Afrique et en Asie depuis soixante-dix ans. Selon eux, les Noirs, les analphabètes, les esclaves, les peuples colonisés, torturés, opprimés, affamés, qui souffrent sous le joug du colonialisme et de l'impérialisme, ne seraient pas encore assez avancés pour prendre eux-mêmes en main, en tant qu'êtres humains, leur administration, leur industrialisation, leur éducation, leur avenir. C'est l'argument de gens soucieux de leurs propres positions de pouvoir, qui visent à dominer le peuple et non pas à l'émanciper où à l'aider dans sa lutte pour sa libération.

Le guérillero dans les métropoles

Notre action du 14 mai 1970¹ est et reste l'action exemplaire du guérillero dans les métropoles. Elle contient/ contenait déjà tous les éléments de la stratégie pour la lutte armée contre l'impérialisme : il s'agissait de libérer un prisonnier des griffes de l'appareil d'Etat. Ce fut une action de guérilla, l'action d'un groupe qui, en décidant de faire cette action, s'est organisé en noyau politico-militaire. Il s'agissait de libérer un révolutionnaire, un cadre qui était et reste indispensable pour organiser la guérilla dans les métropoles. Et pas seulement comme tout révolutionnaire est indispensable dans les rangs de la révolution, mais parce que déjà à cette époque il incarnait tout ce qui rend possible la guérilla, l'offensive politico-militaire contre l'Etat impérialiste. Il incarnait la détermination, la volonté d'agir, la capacité de se déterminer soi-même seulement et exclusivement en fonction des objectifs, tout en laissant une ouverture pour l'apprentissage collectif du groupe, en assumant la direction dès le début comme direction collective, en servant de courroie de transmission entre les expériences de chacun et la collectivité.

Cette action a été exemplaire parce que dans la lutte contre l'impérialisme il s'agit somme toute de libérer des prisonniers, de les libérer de la prison qu'est depuis toujours le système pour toutes les couches populaires exploitées et opprimées, et sans autre perspective historique que la mort, la terreur, le fascisme et la barbarie. De les libérer de leur emprisonnement dans la plus totale aliénation, et de leur autoaliénation; de l'état d'exception politique et existentiel dans lequel le peuple est obligé de vivre, dans les griffes de l'impérialisme, de la société de consommation, des media, des appareils de contrôle de la classe dominante, sous la dépendance donc du marché et de l'appareil d'Etat.

La guérilla - et pas seulement ici ; il en a été tout de même au Brésil, en Uruguay, à Cuba et pour le Che en Bolivie - part toujours de rien, et la première phase de sa mise en place est la plus difficile. Venir en effet de la classe bourgeoise prostituée par l'impérialisme, ou de la classe prolétarienne colonisée par lui, ne procure rien qu'on pourrait utiliser dans cette lutte. Nous sommes un groupe de camarades qui avons décidé d'agir, de quitter le stade de la léthargie, du radicalisme seulement de mots, des discussions de plus en plus vaines sur la stratégie, de nous battre. Mais tout manque encore, et pas seulement les moyens; c'est seulement maintenant que l'on découvre quelle espèce d'homme on est. On découvre l'individu-des-métropoles: il est issu du processus de décomposition du système, des relations aliénées, fausses, mortelles qu'il crée dans la vie - à l'usine, au bureau, à l'école, à l'université, dans les groupes révisionnistes, lors de l'apprentissage ou de jobs occasionnels. Voilà où paraissent les effets de la division entre vie professionnelle et vie privée, de la répartition du travail en travail intellectuel et travail manuel, de l'infantilisation dans les opérations du travail organisées hiérarchiquement; voilà les altérations psychiques que produit la société de consommation, cette société dégénérée des métropoles, tombée en décomposition et dans la stagnation.

Mais c'est ce que nous sommes, c'est de là que nous venons. Ce que nous sommes : cette « engeance » qui sort des procédures d'anéantissement et de destruction de la société des métropoles, de la guerre de tous contre tous, de la concurrence de chacun contre chacun, du système où règne la loi de la peur, de l'obligation du rendement, du profit des uns au détriment des autres, de la division du peuple en hommes et femmes, en jeunes et vieux, en malades et bien portants, en étrangers et allemands, et des luttes pour le prestige. D'où

^{1.} La libération d'Andreas d'une prison berlinoise.

nous venons : de l'isolement dans la maison individuelle de série, des cités de béton des banlieues, des cellules de prison, des asiles et des sections spéciales. Du lavage de cerveau par les media, par la consommation, par les châtiments corporels, par l'idéologie de la non-violence. De la dépression, de la maladie, du déclassement, de l'humiliation, de l'avilissement des être humains, de tous les hommes exploités dans l'impérialisme. Jusqu'à ce que nous ayons saisi la détresse de chacun de nous comme une nécessité de nous libérer de l'impérialisme, comme une nécessité de lutter contre lui ; jusqu'à ce que nous ayons compris que nous n'avons rien à perdre dans la destruction du système, mais tout à gagner dans la lutte armée: la libération collective, la vie, la dignité humaine, notre identité; que la cause du peuple, des masses, des travailleurs à la chaîne, du « lumpen-prolétariat », des prisonniers, des apprentis — des masses les plus basses ici, et des mouvements de libération dans le tiers monde — est notre cause. Notre cause — la lutte armée contre l'impérialisme —. est celle des masses et réciproquement — même si cela ne peut devenir une réalité, et ne deviendra une réalité que dans un processus de longue haleine qui verra les offensives politico-militaires se développer et la guerre populaire éclater.

Voilà la différence entre une politique véritablement révolutionnaire et une politique qui n'est que soi-disant révolutionnaire — en réalité une politique opportuniste : il faut que nous partions de la situation objective, des conditions objectives, de la situation effective du prolétariat, des masses dans les métropoles —, du fait que le peuple, dans toutes ses couches et de tous les côtés, est dans les griffes et sous le contrôle du système. Les opportunistes partent de la conscience aliénée du prolétariat : nous, nous partons du fait de son aliénation, d'où s'ensuit la nécessité de sa libération. Il n'y a pas de raison — écrivait Lénine en 1916 contre le sale colonialiste et renégat Kautsky —, de supposer sérieusement que dans le capitalisme la majorité des prolétaires puisse être regroupée dans des organisations. En second lieu — et c'est l'essentiel —, il ne s'agit pas tant du nombre de membres qui appartiendraient à ces organisations, que de la signification réelle, objective de leur politique. Cette politique défend-elle les masses? sert-elle les masses, c'est-à-dire à la libération des masses du capitalisme? Ou bien défend-elle les intérêts de la minorité, c'est-à-dire sa réconciliation avec le capitalisme? Nous ne pouvons pas, et personne ne peut prévoir avec précision quelle partie du prolétariat suit et suivra les socialochauvinistes et les opportunistes. Seule la lutte le révélera,

c'est la révolution socialiste qui en décidera en dernier ressort. Mais si nous voulons rester des socialistes, il est de notre devoir d'aller plus profondément vers les masses les plus défavorisées, les vraies masses : c'est en cela que la lutte contre l'opportunisme prendra toute sa signification et que réside tout le contenu de cette lutte. »

Le guérillero, c'est le groupe

La fonction de direction dans la guérilla, la fonction d'Andreas dans la « R.A.F. » est d'orienter. Il ne s'agit pas seulement de distinguer dans chaque situation l'essentiel de l'accessoire, mais aussi de savoir s'attacher dans chaque situation au contexte politique d'ensemble, en le dégageant de toutes ses particularités; de ne jamais perdre de vue le but qui est la révolution, pour les détails, les problèmes techniques et logistiques particuliers : de ne iamais perdre de vue. dans l'ensemble de la politique d'alliance, la question des classes, dans l'ensemble des coups tactiques, la stratégie. Ce qui signifie: ne jamais tomber dans l'opportunisme. C'est, dit Le Duan². « l'art de lier dialectiquement la fermeté des principes avec la souplesse dans l'action, l'art d'appliquer dans la conduite de la révolution la loi du développement qui veut que les changements progressifs se transforment en sauts qualitatifs ». C'est aussi l'art « de ne jamais reculer devant la dimension démesurée de ses propres buts », mais de les poursuivre avec opiniâtreté et sans s'en laisser détourner; c'est le courage de tirer les leçons de ses erreurs, la volonté d'apprendre de façon générale. Toute organisation révolutionnaire, toute organisation pour la guérilla le sait, c'est le principe, que la praxis exige le développement de ces capacités. Du moins toute organisation qui admet le matérialisme dialectique. qui a pour but la victoire dans la guerre du peuple, et non l'édification d'une bureaucratie de parti, l'association comme partenaire à la puissance de l'impérialisme.

Nous ne parlons pas de centralisme démocratique parce que la guérilla urbaine dans la métropole de la R.F.A. ne peut avoir d'appareil centralisateur. Elle ne relève pas d'un parti, mais d'une organisation politico-militaire qui remplit ses fonctions de direction collectivement en partant de chaque

^{2.} Premier secrétaire du parti ouvrier vietnamien.

groupe, qui forme une unité séparée — et avec une tendance à se dissoudre dans les groupes par le processus de l'apprentissage collectif. Le but en permanence : c'est de laisser une orientation autonome, du point de vue tactique, aux militants, aux guérilleros, aux cadres. La collectivisation est un processus politique qui fonctionne à tous les niveaux, dans l'interaction et la communication, dans l'apprentissage réciproque qui se fait dans tous les processus de travail et de formation. Une structure autoritaire pour la direction ne trouverait aucune base matérielle dans la guérilla, parce que le développement réel, c'est-à-dire volontaire, de la force productive de chaque individu, est la condition de l'efficacité de la guérilla révolutionnaire : où il s'agit d'intervenir de façon révolutionnaire avec de faibles forces pour déclencher la guerre de libération du peuple.

La tactique de la guerre psychologique

Andreas, parce qu'il est révolutionnaire, et qu'il l'est depuis le début, est visé en première ligne dans la guerre psychologique que les flics mènent contre nous, et ceci depuis 1970, depuis la première apparition de la guérilla urbaine, avec l'opération pour le sortir de prison.

Le principe du fonctionnement de la guerre psychologique. qui doit aboutir à monter le peuple contre la guérilla, à isoler la guérilla du peuple, est de défigurer et masquer les fins réelles, matérielles de la révolution par la personnalisation et la psychologisation. Fins qui sont : la libération de la domination impérialiste, la libération des territoires occupés par le colonialisme et le néo-colonialisme. la libération de la dictature de la bourgeoisie, la libération de la dictature militaire, de l'exploitation, du fascisme et de l'impérialisme. La tactique est de rendre incompréhensible ce qui est facile à comprendre, de faire apparaître comme irrationnel ce qui est très rationnel, de présenter les révolutionnaires comme des êtres inhumains. La méthode, c'est: la diffamation, le mensonge, les injures, le racisme, la manipulation, la mobilisation des angoisses inconscientes du peuple et des réflexes inculqués au cours des décennies, des siècles de domination coloniale et d'exploitation — réflexes d'angoisse devant l'existence et de superstition devant les puissances incompréhensibles, parce que ces structures pour assurer la domination sont indécelables.

En essayant ainsi, par la guerre psychologique, de réduire à néant la politique révolutionnaire, la lutte armée contre l'impérialisme dans la métropole allemande et leurs effets dans la conscience du peuple — en la personnalisant et en la psychologisant —, les flics cherchent à nous présenter comme ce qu'ils sont eux-mêmes; ils cherchent à présenter la structure de la « R.A.F. » comme analogue à la leur, une structure de domination — à l'image de l'organisation et du fonctionnement de leurs propres appareils de domination : comme le Ku Klux Klan, comme la Maffia, comme la C.I.A. Et ils nous attribuent les moyens mêmes que les masques de l'impérialisme et leurs marionnettes utilisent pour s'imposer : le chantage, la corruption, la concurrence, le favoritisme, la brutalité, l'habitude de se frayer un chemin sur des cadavres.

En utilisant la guerre psychologique contre nous, les flics misent sur la confusion dans laquelle sont tous ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail pour pouvoir tout simplement vivre, une confusion née de l'obligation du rendement et de l'angoisse devant l'existence que le système entretient en eux. Ils misent sur la pratique maladive de la diffamation, tournée par la classe dirigeante depuis des décennies, depuis des siècles, contre le peuple : mélange d'anticommunisme, d'antisémitisme, de racisme, d'oppression sexuelle, d'oppression religieuse, d'oppression par le système scolaire autoritaire. Ils misent sur le lavage de cerveau qu'opèrent la société de consommation et les medias impérialistes, la rééducation et le « miracle économique ».

Ce qu'a de choquant notre guérilla dans sa première phase, ce que notre première action a eu de choquant, c'est que des gens puissent agir sans se laisser déterminer par les contraintes du système, sans se voir avec les yeux des media, en étant libérés de l'angoisse. Que des gens agissent en partant d'expériences réelles, des leurs propres et de celles du peuple. Car la guérilla part de faits dont le peuple fait quotidiennement l'expérience dans son propre corps : l'oppression, la terreur des media, l'insécurité des conditions de vie en dépit d'une technologie extrêmement poussée et de l'immense richesse de ce pays, qui se traduisent par les maladies mentales, les suicides, les mauvais traitements infligés aux enfants, la misère de l'école, la misère du logement. Voilà ce qu'a eu de choquant notre action pour l'Etat impérialiste : que la « R.A.F. » puisse être comprise dans la conscience du peuple pour ce qu'elle est : une praxis, une cause qui naît de façon logique et dialectique des rapports existants. Une pratique qui, en tant qu'elle exprime les rapports réels, en tant qu'elle

exprime la seule possibilité réelle de les changer et de les renverser, rend au peuple sa dignité, redonne un sens aux luttes, aux révolutions, aux soulèvements, aux défaites et aux révoltes passées; qui redonne au peuple la possibilité d'avoir conscience de son histoire. Parce que toute l'histoire est l'histoire des luttes de classes, parce qu'un peuple qui a perdu la dimension des luttes de classes révolutionnaires est forcé de vivre dans un état où il ne participe plus à l'histoire, où il est privé de sa conscience de soi, c'est-à-dire de sa dignité.

La guérilla permet à chacun de déterminer pour soi où il se situe, de trouver, en général pour la première fois, où il se situe en somme et de trouver sa place dans la société de classes, dans l'impérialisme, de se déterminer pour lui-même. Car beaucoup pensent être du côté du peuple, mais dès qu'il s'agit de s'affronter avec la police, dès que le peuple commence à se battre, ils se sauvent, dénoncent, freinent, se mettent du côté de la police. C'est le problème que Marx a si souvent expliqué: qu'on n'est pas ce qu'on croit être; mais ce qu'on est dans ses fonctions réelles, dans son rôle dans la société de classes, c'est qu'on est livré au système, qu'on sert d'instrument réel aux buts du système, à moins d'avoir consciemment décidé d'agir contre le système, c'est-à-dire de s'armer et de se battre.

Par la guerre psychologique, les flics cherchent à renverser les faits que l'action de la guérilla avait remis sur leurs pieds. A savoir que ce n'est pas le peuple qui dépend de l'Etat, mais l'Etat qui dépend du peuple : que ce n'est pas le peuple qui a besoin des sociétés par actions, des multinationales et de leurs usines, mais que ce sont ces salauds de capitalistes qui ont besoin du peuple : que la police n'a pas pour but de protéger le peuple des criminels, mais de protéger l'ordre des exploiteurs de l'impérialisme, du peuple ; que le peuple n'a pas besoin de la justice, mais que c'est la justice qui a besoin du peuple; que nous n'avons pas besoin ici de la présence des troupes et des installations américaines, mais que c'est l'impérialisme U.S. qui a besoin de nous. En personnalisant et en psychologisant, ils projettent sur nous ce que eux sont. les clichés de l'anthropologie du capitalisme, la réalité de ses masques, de ses juges, de ses procureurs, de ses matons, de ses fascistes: un salaud qui se complaît dans son aliénation, qui ne vit qu'en torturant, en opprimant, en exploitant les autres, dont la base de l'existence est la carrière, l'avancement, jouer des coudes, profiter des autres; qui se réjouit de l'exploitation, de la faim, de la misère et du dénuement de quelques milliards d'êtres humains dans le tiers monde et ici.

Ce que la classe dirigeante hait en nous, c'est que la révolution, malgré cent ans de répression, de fascisme, d'anticommunisme, de guerres impérialistes, de génocides, relève à nouveau la tête. En menant une guerre psychologique, la bourgeoisie, avec son Etat-flic, a accumulé contre nous tout ce qu'elle hait et craint du peuple. Surtout contre Andreas. C'est lui qui incarne la plèbe, la rue, l'ennemi. Elle a reconnu en nous ce qui la menace et la renversera: la détermination à provoquer la révolution, la violence révolutionnaire, à l'action politique et militaire; en même temps que sa propre impuissance, la limite de ses moyens à partir du moment où le peuple s'arme et commence à se battre.

Ce n'est pas nous, c'est lui-même que le système représente dans sa campagne de diffamation contre nous. Toute campagne de diffamation contre la guérilla renseigne sur ceux qui la conduisent, sur leur ventre de porc, sur leurs buts, leurs ambitions et leurs peurs. Et dire par exemple que nous sommes « une avant-garde qui s'est désignée elle-même comme telle » n'a aucun sens. Etre à l'avant-garde est une fonction à laquelle on ne peut ni se nommer soi-même, ni que l'on peut revendiquer. C'est une fonction que le peuple donne à la guérilla dans sa propre conscience, dans le processus de sa prise de conscience, de la redécouverte de son propre rôle dans l'histoire, lorsqu'il se reconnaît lui-même dans l'action de la guérilla, qu'il reconnaît la nécessité « en soi » de détruire le système comme une nécessité « pour soi », à travers l'action de la guérilla qui l'a déjà transformée en nécessité pour soi. L'idée d'une « avant-garde qui se désignerait elle-même comme telle » reflète une pensée de prestige, qui a sa place dans la classe dominante, qui vise à la domination. Mais ca n'a rien à voir avec le rôle du prolétariat, qui repose sur l'absence de propriété, avec son émancipation, avec le matérialisme dialectique, avec la lutte contre l'impérialisme.

La dialectique de la révolution et de la contre-révolution

C'est la dialectique dans laquelle se place la stratégie de la lutte contre l'impérialisme. C'est par la défensive, par la réaction du système, par l'escalade de la contre-révolution, par la transformation de l'état d'exception politique en état d'exception militaire, que l'ennemi se démasque, montre son vrai visage; — amenant ainsi, par sa propre terreur, les masses à

s'insurger contre lui, renforçant les contradictions et rendant la lutte révolutionnaire inéluctable.

Comme dit Marighela³: « Le principe de base de la stratégie révolutionnaire dans les conditions d'une crise politique permanente, est de développer, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, une telle quantité d'actions révolutionnaires que l'ennemi se voie obligé de transformer la situation politique du pays en une situation militaire. De cette façon, l'insatisfaction s'étendra à toutes les couches de la population, et les seuls responsables de toutes les méprises seront les militaires. »

Ou comme dit un camarade iranien, A.-P. Puyan: « Par le renforcement de la violence contre les militants de la résistance à quoi est contraire la réaction, la répression atteindra inévitablement toutes les autres couches et classes dominées de façon encore plus massive. De ce fait, la classe dirigeante augmente les contradictions entre les classes opprimées et ellemême, et en créant un tel climat auquel elle aboutit nécessairement, elle fait faire un grand bond en avant à la conscience politique des masses. »

Marx lui-même disait : « Le progrès révolutionnaire fait son chemin quand il provoque une contre-révolution puissante, qui se ferme sur elle-même, en engendrant son adversaire qui ne pourra amener le parti de l'insurrection, dans sa lutte contre lui, qu'à évoluer vers un véritable parti révolutionnaire. »

Si en 1972, avec 150 000 hommes, les flics ont réalisé une mobilisation générale pour poursuivre les membres de la «R.A.F.» — en faisant participer la population à la chasse à l'homme par la télévision, en faisant intervenir le Chancelier fédéral, en centralisant toutes les forces de police entre les mains de la police criminelle fédérale —, c'est que déjà à cette époque un groupe de révolutionnaires numériquement faible suffisait à mettre en branle toutes les forces matérielles et en hommes de l'Etat. Il était déjà matériellement visible que le monopole de l'Etat sur la violence est limité, que ses forces peuvent s'épuiser, que si l'impérialisme est sur le plan tactique un monstre dévoreur d'hommes, il est sur le plan stratégique un tigre de papier. Il était matériellement visible qu'il dépend de nous que l'oppression demeure, de nous aussi qu'elle soit brisée.

Maintenant ces salauds, après tout ce qu'ils ont préparé contre nous par le moyen de la guerre psychologique, s'ap-

prêtent à assassiner Andreas. Nous, prisonniers politiques, membres de la « R.A.F. » et d'autres groupes en lutte contre l'impérialisme, nous mettons, à dater d'aujourd'hui, en grève de la faim. En conformité avec les poursuites engagées par les flics pour liquider la « R.A.F. » et avec leur tactique de la guerre psychologique, s'ajoute le fait que la plupart d'entre nous se trouvent, depuis quelques années, détenus dans l'isolement, ce qui veut dire : en cours d'extermination. Mais nous sommes décidés à ne pas cesser de penser et de lutter, nous sommes décidés à faire retomber sur ses propres pieds le roc que l'Etat impérialiste a levé sur nous.

Les flics s'apprêtent à assassiner Andreas, comme ils l'avaient déjà essayé lors de la précédente grève de la faim pendant l'été 1973, en lui supprimant l'eau. A cette époque, on s'est arrangé pour faire croire, aux avocats et à l'opinion publique, qu'on lui avait donné de nouveau à boire quelques jours après : en réalité, il ne recut rien, et le salaud de médecin de la prison de Schwalmstadt devait lui déclarer, alors qu'au bout de neuf jours il était déjà devenu aveugle : « Vous buvez du lait ou vous êtes mort dans dix heures. » Le ministre de la Justice du Land de Hesse venait jeter un œil de temps en temps dans sa cellule, et le corps des médecins de prison de Hesse était à cette époque en réunion au ministère de la Justice à Wiesbaden. Il existe d'ailleurs un décret en Hesse qui prévoit que les grèves de la faim doivent être brisées par la suppression de tout liquide. Les plaintes déposées contre ce salaud de médecin pour tentative d'assassinat ont été rejetées, et la procédure engagée pour maintenir la plainte a été suspendue.

Nous déclarons donc aujourd'hui: si les flics devaient mettre à exécution leurs intentions et leurs plans en supprimant l'eau à Andreas, tous les prisonniers de la « R.A.F. » qui font la grève de la faim, réagiraient immédiatement en refusant à leur tour toute absorption de liquide. Nous réagirons de la même façon devant toute tentative d'assassinat par suppression de l'eau, où que ce soit et sur quelque prisonnier qu'elle s'exerce.

^{3.} Carlos Marighela, assassiné par les fascistes brésiliens le 4 novembre 1969. Auteur de *Pour la libération du Brésil*, éd. du Seuil.

La dernière lettre de Holger Meins, cinq jours avant son assassinat. A un camarade de prison qui venait d'interrompre sa grève de la faim.

Le 31 octobre 1974

La seule et unique chose qui compte, c'est le combat — maintenant, aujourd'hui, demain —, que tu bouffes ou pas. Ce qui compte, c'est ce que toi, tu en fais : un bond en avant. Tirer la leçon de ses expériences. Faire mieux. Voilà ce qu'il faut en faire. Tout le reste, c'est de la merde. LE COMBAT CONTINUE. Chaque nouvelle lutte, chaque action, chaque bataille apportent des expériences nouvelles et inédites, et c'est comme ça que le combat se développe. Il ne se développe de toute façon que comme ça. Le côté subjectif de la dialectique révolution/contre-révolution : « Ce qui est décisif, c'est de savoir apprendre. »

Par le combat, pour le combat. A partir des victoires, mais plus encore à partir des erreurs, des flips, des défaites. C'est une des lois du marxisme.

Combattre, avoir le dessous, à nouveau combattre, avoir encore le dessous, reprendre le combat et ainsi de suite jusqu'à la victoire finale. Voilà la logique du peuple. Dit le Vieux¹.

De toute façon: « matière ». L'homme n'est rien que matière, comme tout. L'homme dans sa totalité. Le corps et la conscience sont matière « matérielle », et ce qui fait l'homme, ce qu'il est, sa liberté — c'est que la conscience domine la matière — SOI-MÊME, et la nature extérieure, et avant tout: l'être propre. Une des pages de Engels: tout à fait claire. Mais le guérillero se matérialise dans le combat — dans l'ac-

tion révolutionnaire, c'est-à-dire : sans fin ; justement : le combat jusqu'à la mort, et bien sûr : collectif.

Ce n'est pas une affaire de matière, mais de politique. De PRAXIS. Comme tu dis. Avant comme après, c'est un fait. Aujourd'hui, demain et ainsi de suite. Hier, c'est du passé. Un critère sans doute, mais avant tout un FAIT. Ce qui est — maintenant — dépend en premier lieu de toi. La grève de la faim est loin d'être terminée.

Et le combat ne s'arrête jamais.

Mais.

C'est évidemment un point de vue : quand tu sais qu'à chaque VICTOIRE DES SALAUDS ton intention d'en tuer un s'ancre davantage — et que tu ne veux plus prendre part, que tu te mets à l'abri, tu offres par là-même une victoire aux SALAUDS, c'est-à-dire que tu nous livres, c'est toi le salaud qui divises et nous cernes pour survivre toi-même. Alors ferme ta gueule avec ton : « C'est comme je le dis : la praxis. Vive là "R.A.F."! Mort au système des salauds! ». Parce qu'en ce cas — si tu ne veux donc pas continuer la grève de la faim avec nous — il vaudrait mieux que tu dises, ce serait plus honnête (si tant est que tu saches encore ce que c'est que l'honneur) : « Enfin bref : je suis vivant. A bas la "R.A.F." Vive le SYSTEME DES SALAUDS. »

Ou un salaud, ou un homme
Ou survivre à tout prix
ou combattre jusqu'à la mort
Ou problème, ou solution
Entre les deux, il n'y a rien.

La victoire ou la mort, disent les types partout, et c'est le langage de la guérilla — même à notre minuscule dimension ici. Car c'est une question de vie comme de mort : « Les hommes (donc nous) qui refusent d'arrêter le combat — ou ils gagnent ou ils se font tuer, au lieu de perdre et de mourir. »

Assez triste d'être obligé de t'écrire encore des choses pareilles. Bien sûr, je ne sais pas non plus comment ça fait quand on meurt ou quand ils en tuent un. Comment le saurais-je? Dans un instant de vérité, l'autre matin, pour la première fois ça m'a traversé la tête: c'est donc ça (évidemment je ne le savais pas encore), puis après (devant le canon braqué juste entre les deux yeux): c'est égal, c'était ça. En tout cas, du bon côté.

Tu devrais en savoir quelque chose, toi aussi. Enfin. De toute façon, chacun meurt. La question est seulement de savoir comment, et comment tu as vécu, et la chose est tout à

^{1.} Mao, pour les militants allemands.

fait claire: EN COMBATTANT LES SALAUDS en tant qu'HOMME POUR LA LIBERATION DE L'HOMME. En révolutionnaire, au combat — avec un amour absolu de la vie, au mépris de la mort. Voilà ce qu'est pour moi : servir le peuple — la « R.A.F. »

Déclaration de Jan-Karl Raspe au procès de Stuttgart-Stammheim

Le 11 mai 1976

Je ne parlerai pas longtemps.

Nous pensons qu'Ulrike a été exécutée. Nous ne savons pas comment, mais nous savons par qui et nous pouvons montrer que cela a été savamment calculé. Je rappellerai les propos de Herold: « Les actions contre la "R.A.F." doivent toujours être menées de façon à éviter toute position sympathisante. »

Et ceux de Buback : « La sûreté de l'Etat existe parce que des gens s'engagent pour elle. Des gens comme Herold et moi trouvent toujours un moyen. »

Ça a été une exécution froidement conçue, comme celle de Holger, comme celle de Siegfried Hausner.

Si Ulrike avait décidé d'en finir, parce qu'elle y voyait la dernière possibilité de s'affirmer, d'affirmer son identité révolutionnaire contre la lente destruction de la volonté dans l'agonie de l'isolement — elle nous l'aurait dit — en tout cas à Andreas, étant donné leur relation.

Je crois que l'exécution d'Ulrike maintenant — en ce moment — est motivée par le point culminant, le premier débordement politique que connaît l'affrontement international entre la guérilla et l'Etat impérialiste de la R.F.A. Les informations en parlent, je n'en dirai rien aujourd'hui.

Cet assassinat se situe dans une ligne stratégique, après toutes les tentatives de l'Etat depuis six ans pour venir à bout, pour exterminer physiquement et moralement la « R.A.F. ». Et il vise tous les groupes de guérilla en Allemagne fédérale, pour lesquels Ulrike joue un rôle idéologique essentiel.

Je voudrais maintenant dire que depuis le temps que je connais la relation entre Ulrike et Andreas — et je la connais depuis sept ans —, elle était essentiellement intensité et tendresse, sensibilité et rigueur.

Et je crois que c'est précisément le caractère de cette rela-

tion qui a permis à Ulrike de supporter les huit mois de section silencieuse.

Ça a été une relation comme il peut s'en développer entre frères et sœurs — orientée par un but identique et le rôle qu'y a tenu cette politique.

Et elle était libre — parce que la liberté n'est possible que — dans le combat pour la libération.

Il n'y a eu pendant ces années aucune rupture dans leur relation. Elle n'aurait pas été possible parce qu'elle se déterminait sur la politique de la « R.A.F. ». Et s'il a pu y avoir des contradictions très profondes dans le groupe, elles se définissaient dans une praxis concrète. Dans le cours du travail théorique, le seul qui reste possible en prison, elles ne peuvent trouver aucune assise, étant donné la situation de lutte identique, et compte tenu de l'histoire du groupe.

Les discussions, les lettres et manuscrits d'Ulrike jusqu'à vendredi soir apportent la preuve qu'il en a été exactement ainsi. Ils expriment nettement le véritable caractère de cette relation.

Prétendre maintenant qu'il y aurait eu des « tensions », un « froid » entre Ulrike et Andreas, entre Ulrike et nous, c'est une calomnie primaire et sinistre pour pouvoir ensuite utiliser dans la guerre psychologique le projet d'exécuter Ulrike : c'est du Buback, dans toute sa dégueulasserie.

Toutes ces tentatives n'ont jusqu'à présent conduit qu'à une chose : une vision de plus en plus claire des forces réactionnaires en Allemagne fédérale, de son fascisme.

Deux lettres d'Ulrike Meinhof à Hanna Krabbe¹

Le 19 mars 1976

Ce que racontent les hommes politiques, ce n'est pas ce que les gens pensent, mais ce qu'il faut qu'ils pensent — et quand ils disent « nous », ils ne cherchent qu'à baratiner, pour que les gens croient y retrouver, en mieux formulé, ce qu'ils pensent et leur façon de penser.

Mais l'Etat n'aurait pas besoin de sondages d'opinion, il n'aurait pas besoin non plus de la garantie constitutionnelle si l'endoctrinement par la guerre psychologique était chose si simple.

Comme dit Gramsci, le pays légal n'est pas le pays réel; ou tout simplement: l'opinion dominante n'est pas l'opinion de ceux qui sont dominés.

C'est de la merde ce que tu dis là. Tu raisonnes dans l'imaginaire. Comme si l'ennemi était l'idéologie qu'il crache, le baratin, les platitudes qu'on te serine dans la boîte à images avec le ton de consensus des hommes politiques, comme si les media et les gens à qui l'on déverse toute cette merde étaient la même chose.

Pas réelle, *matérielle*, la machine anti-insurrectionnelle (« counter-insurgency ») constituée par le Bureau fédéral de la police criminelle, le Procureur général de la République, le Conseil constitutionnel, le gouvernement, les media, les services secrets, etc.

Comme si l'ennemi n'était pas matériel, mais idéal.

Ainsi tu ne t'interroges pas sur ce qu'est véritablement cette situation que Brandt qualifie de « normale » — et devant les propos de Buback, tu ne remarques pas que *lui* a pigé le caractère de l'affrontement : la guerre, et sa dimension : internationale, et qu'il parle là en fonction du capital U.S. international. Tu les trouves seulement « absurdes », — et au

^{1.} Membre du commando Holger Meins, emprisonnée.

lieu de les analyser, tu trouves un mot — la « C.I.A. », qui constate de façon métaphorique la déchéance morale de la politique de Buback —, et c'est gratuit. Mais tu te dénonces par là, parce que pratiquement tu déplores que ce soit la guerre, après t'être mise clairement de notre côté dans cette guerre et avoir commencé à lutter.

Ton texte s'adresse à un public comme celui des mouvements de droits civiques aux Etats-Unis.

On peut alors se demander: si c'est cela ta cause, pourquoi es-tu ici et pas là-bas?

Mais tu es ici.

L'internationalisme pour lequel tu as combattu en te liant à la « R.A.F. » n'est pas du tout celui des organisations internationales qui relient les Etats, telles que l'O.N.U. ou la convention de Genève; c'est l'Internationale des mouvements de libération qui mène la guerre à l'impérialisme dans le tiers monde et dans les métropoles.

La guerre — voilà tout. Tu ne trouveras pas à t'orienter si tu te réfères à des ragots, mais uniquement en étudiant des faits, et à la lumière de la lutte des classes.

Si, dans l'isolement, tu ne peux fournir l'effort pour toujours suivre et piger la réalité, en la ramenant au concept, à son concept matérialiste, par rapport à la lutte — la lutte des classes prise comme guerre —, c'est que tu vieillis, tu décroches, t'es malade, c'est-à-dire que tu commences à avoir une relation malade avec la réalité. Voilà la trahison, par capitulation devant la réalité de la torture et l'effort que demande la résistance — sinon elle n'est qu'un mot.

Il ne s'agit pas — tu ne peux pas te le permettre dans l'isolement — de te torturer en plus toi-même et pour tout. Ce quí ne signifie pas — comme l'a dit Andreas là-bas — que certaines expériences ne doivent pas être endurées dans le processus de libération de l'aliénation. Mais se crever pour comprendre la politique, les faits et leurs relations, ainsi que pour comprendre le groupe, et pour agir, est une chose; c'en est une autre de se crever parce que l'isolement t'a enlevé toute illusion sur toi-même, et ca peut être assez dur.

Et si c'est pour être minée, dans ta propension à agir, à cause de la socialisation par l'angoisse et le désespoir, eh bien lutte à partir de ça.

Il faut bien que tu piges un jour — je ne sais pas — qu'on ne peut obtenir quelque chose avec des mots que s'ils traduisent correctement la situation concrète, celle dans laquelle chacun se trouve dans l'impérialisme; qu'il est absurde

de vouloir faire de l'agitation avec des mots, alors que seules l'explication, la vérité peuvent agiter.

Et que, dans le milieu dans lequel nous combattons — Etat postfasciste, civilisation de consommation, chauvinisme des métropoles, manipulation des masses par les media, tactique de la guerre psychologique, social-démocratie —, et devant la répression à laquelle nous sommes confrontés ici, l'indignation n'est pas une arme. Elle est bornée et purement stérile. Celui qui est vraiment indigné, donc concerné et mobilisé, ne crie pas, mais réfléchit à ce qu'il peut faire.

C'est au S.P.K. — qu'on remplace la lutte par des cris. Ça n'est pas seulement écœurant, ça te laisse crever dans l'isolement, parce qu'on n'oppose à la répression matérielle brutale que de l'idéologie, au lieu de lui opposer un effort intellectuel, qui demande aussi un effort physique.

Armer les masses — c'est encore avant tout le Capital qui le fait : les flics, l'armée et l'extrême-droite. Donc avant de t'en prendre aux masses de la R.F.A., ou aux « masses » tout court, réfléchis bien à ce qui se passe effectivement ici. Ho Chi Minh écrivait en 1922, dans L'Humanité :

« La masse est fondamentalement prête à la rébellion, mais complètement ignorante. Elle veut se libérer, mais elle ne sait pas par où commencer. »

Ça n'est pas notre situation.

Ce à quoi nous réfléchissons le plus actuellement ici, c'est comment transmettre les expériences, en partie horribles, que nous avons faites dans l'isolement et qui se traduisent par : trahison, capitulation, autodestruction, dépolitisation, afin que vous n'ayez pas à les refaire. Donc s'il est exact que dans la guérilla chacun peut apprendre de chacun, il doit être possible de transmettre les expériences — à condition seulement de comprendre la collectivité en tant que processus — et les établissements officiels dans lesquels on institutionnalise les personnes, en sont totalement l'opposé.

Prendre la collectivité comme un processus, cela signifie lutter *ensemble* — contre l'appareil qui, lui, est bien réel, et pas du tout imaginaire.

Section « psychiatrie » : c'est de la merde.

La ligne, à Ossendorf¹ comme partout, c'est : anéantir, et les psychiatres y participent : voir les méthodes qu'applique le Conseil de sécurité de l'Etat, elles sont totalement conçues par des psychiatres. La psychiatrie, comme la science impérialiste en général, est un moyen, et pas une fin.

La psychiatrisation est un front dans la tactique de la guerre psychologique: il s'agit de persuader le combattant écrasé de l'absurdité de la politique révolutionnaire, de lui enlever toute conviction. C'est aussi une méthode tactique de la police — pour le priver, par la destruction, d'une possible « libération par force », comme l'appelle Buback —, de leur intérêt militaire: le recrutement.

Ce que fait Bücker², ce n'est pas de la psychiatrisation — c'est de la terreur. Il veut vous user jusqu'au bout. Avec tes notions de thérapie, de tentatives de lavage de cerveau, tu n'y est absolument pas : tu mets un intermédiaire là où l'attaque est frontale.

La méthode Ossendorf, c'est la méthode taule en général, mais avec, à Ossendorf, une construction perfectionnée et une conception particulière de l'application des peines en la personne de Bücker et Lodt³. Elle est aseptique, totale. On coupe l'air au prisonnier afin qu'il perde finalement sa dignité, toute conscience de soi et le sens de ce qu'est la terreur. L'idée, c'est d'anéantir. La psychiatrisation n'en est qu'un moment, qu'un instrument à côté d'autres. Si tu te laisses paralyser par elle comme un lapin devant un serpent, tu ne peux rien piger à ce qui marche à côté de ça.

« Pas de fenêtres » — bien sûr. Mais il y a plus encore sous cela : la perte de toute assurance en raison de l'isolement, le sadisme avec lequel on la calcule, la perfection dans son application, la volonté d'anéantissement intégrale de la section de sécurité. Il y a de quoi être décontenancée devant l'acuité de l'antagonisme dans lequel nous sommes entrés en luttant, décontenancée de voir que le fascisme règne effectivement ici. Que ce n'est donc pas seulement en fait une affirmation de notre part, mais une idée exacte du caractère de la répression qui te frappe quand tu commences à faire de la politique révolutionnaire dans cet Etat.

Ils ne peuvent psychiatriser personne qui ne l'accepte ou ne le veuille pas. Jeter les hauts cris sur la psychiatrie ne fait que masquer l'isolement. Et *lui* il agit — c'est contre lui qu'il faut lutter et naturellement il vous faut vous affronter aux chicanes de Bücker.

Donc exiger: qu'il n'y ait pas de contrôle acoustique, seulement un contrôle visuel de surveillance, comme à Stammheim. Ici naturellement ça a été aussi une lutte pour obtenir que le flic qui venait nous écouter parte, que nous puissions nous asseoir par terre, etc. De soi, il n'y a que la répression qui marche. C'est pourtant clair.

T'es aussi une salope. Quand tu sors de ta boîte à ouvrage le mot d'ordre : concentration et comme ligne directrice : prisonniers de guerre. Comme si cela pouvait être une menace — contre Müller⁴. Tu déconnes. Nous devons viser la concentration et l'application de la Convention de Genève — mais qu'attends-tu de Müller?

Nous les combattons, ce combat ne prendra jamais fin. Et ce n'est pas eux qui nous faciliteront les conditions de lutte. Evidemment si tu ne raisonnes qu'au niveau de la morale bourgeoise, tu vas bientôt manquer de munitions. C'est débile. Alors fais bien attention à toi — parce que personne ne peut le faire à ta place dans l'isolement.

Pas même Bernd⁵.

^{1.} Prison de Cologne-Ossendorf.

^{2.} Directeur de la prison d'Ossendorf.

^{3.} Inspecteur de la sécurité à la prison d'Ossendorf.

^{4.} Président du tribunal au procès pour l'affaire de Stockholm (occupation de l'ambassade).

^{5.} Bernd Goette, membre du commando Holger Meins, en prison.

La dernière lettre d'Ulrike, trois semaines avant son assassinat, aux camarades de prison de Hambourg

Le 13 avril 1976

Nous commençons à te trouver vraiment insupportable — avec cette position de classe dont tu te gonfles.

Et ce n'est pas pour une question de définition.

Mais parce que la lutte en est éliminée, donc l'essentiel.

Il n'y en a pas. C'est un piédestal qui a assez peu à voir avec ce que nous, nous voulons. Et ce que nous voulons, c'est la révolution. C'est-à-dire qu'il y a un but et par rapport au but, il n'y a pas de position, mais seulement le mouvement, la lutte; le rapport à l'être — comme tu dis — signifie donc: combattre.

Il y a la situation de classe: prolétariat, prolétarisation, déclassement, avilissement, humiliation, expropriation, servitude, misère.

Devant l'envahissement total, dans le système impérialiste, de tous les rapports par le marché et étant donné le processus d'étatisation de la société par les appareils d'Etat idéologiques et répressifs, il n'y a pas un lieu ni un moment d'où tu puisses dire : voilà d'où je pars. Il n'y a que l'illégalité et les territoires libérés. Mais l'illégalité comme position offensive pour l'intervention révolutionnaire, tu ne la trouves pas non plus toute donnée; elle est elle-même un moment de l'attaque, c'est-à-dire que sans cela elle n'a pas d'existence.

La position de classe, c'est la politique extérieure soviétique prétendûment issue de la position du prolétariat mondial et le modèle d'accumulation, prétendûment socialiste, de l'U.R.S.S.

C'est la position — l'apologie — du socialisme dans un seul pays, et cela signifie : une idéologie qui vise à renforcer la domination d'une dictature. Car elle ne s'est justement pas déterminée d'une manière offensive à partir de son opposition

à l'impérialisme, mais défensivement, à partir des pressions pour l'encercler.

Tu peux dire que la politique intérieure et extérieure soviétique a été nécessaire historiquement — mais tu ne peux pas accepter son absolutisation comme position de classe.

La position de classe — c'est-à-dire : l'intérêt, le besoin, la mission de la classe, de lutter pour le communisme afin de pouvoir vivre —, est contenue dans sa politique, je dirais même : abolie en elle. Mais c'est absolument contradictoire. Position et mouvement s'excluent l'un l'autre. C'est une construction de secours et pour se justifier — une prétention.

Elle prétend dériver la politique de classe à partir de l'économie — ce qui est faux. La politique de classe est le résultat de son affrontement avec la politique du capital ; la politique du capital est un instrument de son économie. C'est ce que là, à mon avis, Poulantzas saisit fort bien quand il dit que les fonctions économiques de l'Etat font partie de ses fonctions répressives et idéologiques, c'est la lutte des classes.

La politique de classe, c'est son combat contre la politique du capital, et non pas contre l'économie qui, directement ou par l'intermédiaire de l'Etat, les prolétarise.

La position de classe du prolétariat, c'est la guerre — c'est une contradiction in adjecto, de la connerie.

L'Union soviétique parle beaucoup de la position de classe parce qu'elle veut faire passer sa politique d'Etat sous couvert de la lutte de classe.

Je dirais : voilà la capitalisation de la politique extérieure soviétique. Ce qui veut dire qu'ils peuvent être des alliés dans le processus de libération, mais pas des protagonistes.

Le protagoniste n'a pas de position — il a un but. Quant à la « position de classe », ça a toujours été un matraquage — la prétention de détenir et d'octroyer par l'intermédiaire de l'appareil du parti, une conception de la réalité qui ne concorde pas avec la réalité effectivement perçue et expérimentale. C'est prétendre en effet qu'il puisse y avoir une position de lutte sans lutte de classes.

Comme tu le dis : c'est « à partir d'elle » seulement qu'il va falloir agir, et non pas qu'on agit déjà.

En 1969, ce sont les groupes « M-L », « KSV », « AO »¹ qui ont, avec leur « position de classe », dépolitisé le mouvement politique dans les universités, en prétendant juste une politique qu'aucun étudiant ne pouvait plus suivre émotionnellement.

^{1.} Groupes marxistes-léninistes à tendance maoïste.

C'était une position de liquidateurs contre le mouvement de protestation anti-impérialiste.

Et je pense que c'est cela l'horreur de ce concept et de ce qu'il contient, à savoir qu'il exclut la possibilité d'une identification émotionnelle avec la politique prolétarienne—, c'est un catéchisme.

Nous, nous ne partons pas justement d'une position de classe, quelle qu'elle soit, mais de la lutte des classes, qui est le principe de toute l'histoire, et de la guerre des classes en tant qu'elle est la réalité dans laquelle la politique prolétarienne se réalise, et cela — comme nous l'avons durement appris — seulement dans et par la guerre.

La position de classe ne peut être que le mouvement de la classe dans la guerre des classes, voilà ce qui arme le prolétariat mondial dans son combat, en réalité son avant-garde, les mouvements de libération.

Ou comme le dit Jackson²: « connections, connections, connections ». Donc: mouvement, interaction, communication, coordination, lutter ensemble — la stratégie.

Tout ceci est paralysé dans le concept de « position de classe » —, et c'est même ainsi que tu l'utilises quand tu cherches à en convaincre Ilse. Mais à ce propos tu devrais vraiment savoir depuis longtemps qu'il n'y a rien de plus odieux que le bourrage de crâne.

Ou alors: la position de classe est une position triomphaliste.

C'est sûr — elle a également quelque chose d'héroïque. Seulement ce n'est pas à cela que nous visons, mais qu'elle ait un résultat effectif.

J'en ai assez. J'ai l'impression de parler à un mur, et ce n'est pas le sens de la cause. Ce que je cherche, c'est à te faire descendre de ton piédestal.

Alors descends-en donc. Au lieu de fanfaronner.

Fragment sur la structure du groupe

Il s'agit d'un fragment sur la structure du groupe qu'Ulrike tenait absolument à exposer à Stammheim afin de détruire la théorie des meneurs que l'Accusation fédérale voulait mettre au point pour mener ce procès. Andreas était contre, et nous aurions voulu le bâtir autrement.

Ça n'a pas grande importance, mais je l'ai quand même sorti aujourd'hui parce qu'il apporte la réfutation des affirmations infâmes de Buback — de ses « contradictions » —, et parce que c'est à cela qu'a travaillé Ulrike en dernier.

Il ne peut être publié qu'intégralement et avec les dernières lettres d'Ulrike, les deux à Hanna Krabbe et celle aux prisonniers de Hambourg.

Jan, le 11 mai 1976.

Aux analyses développées par Habermas¹, il y a selon nous un préalable : la forme que prend la prolétarisation de classe dans les métropoles, — l'isolement dû à une aliénation à tous les niveaux dans une production complètement étatisée.

L'isolement est *la* condition pour pouvoir ensuite la manipuler.

La liberté face à cet appareil n'est possible que dans sa négation totale, c'est-à-dire en attaquant cet appareil dans un collectif de lutte. Ce sera, cela doit devenir la guérilla si elle veut être une véritable stratégie, c'est-à-dire vaincre.

La collectivité est un moment dans la structure de la guérilla et — une fois posée la subjectivité comme condition pour chacun en particulier dans sa décision à combattre — son moment le plus important. Le collectif est le groupe qui pense, sent et agit en tant que groupe.

La direction dans la guérilla, c'est celui ou ceux qui tiennent ouvert le fonctionnement collectif du groupe et l'organisent au cours de leur pratique : la lutte contre l'impérialisme,

^{2.} Le prisonnier noir George Jackson a été descendu par ses gardiens, le 21 août 1971, dans la prison de San Quentin (Californie). Jackson était à la tête du mouvement des Black Panthers. Il a publié un livre sur son expérience de la prison: Devant mes yeux, la mort (Gallimard, 1972).

^{1.} Pendant le mouvement étudiant en Allemagne, Jürgen Habermas était professeur de sociologie à Francfort — 1967-1971.

à partir de leur autodétermination et de la décision de chacun en particulier d'être un moment de l'intervention; donc à partir du moment où chacun a compris ne pouvoir ce qu'il veut que collectivement. Ce qui veut dire un groupe dans lequel tout ce qui est: armée, politique, stratégie, embryon de société nouvelle par son fonctionnement en tant que groupe complètement engagé dans la lutte contre l'impérialisme, est pratiquement, réellement dépassé.

La ligne — c'est-à-dire, étant donné la stratégie tirer la logique et la rationalité des progrès tactiques isolés : des actions — est élaborée par tous ; elle naît au sein de la discussion de l'expérience et du savoir de tous, elle est donc établie collectivement et devient alors impérative.

En d'autres termes : la ligne est développée au cours de la pratique, dans l'analyse de ses conditions, dans l'expérience et dans son anticipation. Elle ne peut avoir une unité que parce qu'il y a unanimité concernant le but et la volonté de l'atteindre.

La coordination dans la pratique des groupes peut s'opérer, une fois la ligne élaborée et comprise, comme un ordre au sens militaire. Son exécution exige une discipline absolue en même temps qu'une autonomie absolue, c'est-à-dire une orientation et un pouvoir de décision autonomes pour chaque situation et avec des conditions différentes.

Ce qui fait que la guérilla à chaque moment, c'est la volonté de chacun en particulier de mener le combat.

Ainsi diriger est une fonction dont elle a besoin pour être opératoire. Celle-ci ne peut pas être usurpée. C'est exactement le contraire de ce qu'affirment les manipulateurs de la guerre psychologique: Andreas n'est pas le dirigeant de la « R.A.F. ». Si Andreas l'était, comme le présente l'Accusation fédérale, il n'y aurait pas de « R.A.F. », il n'y aurait pas ce procès de la politique depuis cinq ans, tout simplement nous n'existerions pas. S'il assume la direction dans la « R.A.F. », c'est parce qu'il est, depuis le début, ce dont la guérilla a le plus besoin: volonté, conscience du but à atteindre, détermination, sens de la pratique collective.

Quand nous disons: la ligne se développe au cours de la pratique, dans l'analyse de ses conditions, dans l'expérience et dans son anticipation, cela signifie qu'en assume la direction celui qui en a la vision la plus étendue, la sensibilité la plus grande et le plus de force pour coordonner l'opération collective, celui dont le but est l'indépendance et l'autonomie de chacun des membres — au sens militaire, du « combattant singulier ».

Ce processus ne peut être organisé de façon autoritaire, aucun groupe n'y est disposé, et sa direction sous la forme d'un chef de bande est donc exclue.

Le but de la campagne diffamatoire de l'Accusation fédérale contre Andreas est clair : elle cherche à préparer ainsi la démobilisation de l'opinion publique devant son assassinat. Elle présente toute l'affaire de cette façon : il n'y a qu'à faire crever ce seul type : Andreas, et le problème de la R.F.A., celui de la guérilla urbaine sera résolu — c'est, aux dires de Maihofer² le seul problème que l'Etat ne tienne pas en main.

Nous nous permettons d'en douter. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons appris d'Andreas — parce qu'il est pour nous l'exemple, c'est-à-dire quelqu'un dont on peut apprendre — à lutter, encore lutter, toujours lutter.

Parce que dans ce qu'il fait, et donc dans ce que nous faisons, il n'y a rien d'irrationnel, rien qui soit obtenu par la force, ou par la torture.

Une des raisons pour lesquelles l'accusation hait le plus Andreas, c'est qu'il se bat effectivement en utilisant toutes les armes. C'est de lui que nous avons ainsi appris qu'il n'y a pas d'arme de la bourgeoisie qu'on ne puisse tourner et retourner contre elle. Voilà le principe tactique. Il se fonde sur la saisie du processus par lequel le capital développe ses propres contradictions révolutionnaires. Ce qui fait d'Andreas le guérillero, dont le Che dit qu'il est le groupe lui-même.

Il est celui de nous qui, depuis longtemps et pour toujours, a tenu à être dégagé de toute propriété. Voilà la fonction du guérillero qui anticipe sur le groupe et peut ainsi conduire son développement parce qu'il a compris sa nécessité et qu'il a su, en partant de la dépossession totale de fait, de la forme qu'a la prolétarisation dans les métropoles — l'isolement, développer la forme métropolitaine de la guérilla, en prenant la force de la subjectivité, de la volonté comme moteur dans le processus de construction d'une organisation de la guérilla en Allemagne fédérale.

Il faut ici rappeler encore une fois qu'au début de toute initiative révolutionnaire — et nous pensons aux mouvements de grèves massifs qu'a connus la Russie en 1905, à la Révolution d'Octobre —, on en passe par la détermination et la volonté d'individus. C'est par leur médiation qu'un processus objectif, organique trouve une orientation, une durée, une co-

^{2.} Ministre de l'Intérieur fédéral — membre du bureau du F.D.P.

hérence, une stratégie, une continuité et donc devient une force politique.

Pour Gramsci, la volonté est une condition sine qua non : la volonté forte constitue le moteur du processus révolutionnaire au cours duquel la subjectivité se fait pratique.

Projet d'intervention d'Andreas et d'Ulrike pour un autre procès ¹

Fin avril 1976

Ce qui se passe, c'est que c'est la social-démocratie, moyennant l'énorme potentiel économique de l'impérialisme ouest-allemand soumis à l'hégémonie du capital U.S. — lequel contrôle toutes les industries stratégiques en Allemagne fédérale : l'électronique, la chimie, le pétrole, l'automobile, la construction mécanique —

qui organise, dans l'Europe de l'Ouest, le processus réactionnaire —

sur deux plans dont l'intermédiaire est le modèle de développement social-démocrate : les crédits, qui sont liés aux conditions politiques et qui ont pour fonction de préparer les investissements de capitaux en imposant, par le recours au chantage économique, la militarisation de la politique — (comme le dit Brandt dans une lettre à Olaf Palme, « la stabilité, c'est anticiper sur la catastrophe afin de l'éviter ») — pour dicter — et c'est son projet sur un plan stratégique politique plus vaste — son modèle de fascisme aux Etats subordonnés à l'Allemagne fédérale dans la chaîne impérialiste : stratégie par le jeu des institutions, système de la « counterinsurgency » (système anti-insurrectionnel), organisation de l'Etat sur le modèle de la démocratie parlementaire avec, en même temps, l'élimination des partis communistes, de telle sorte que le bloc au pouvoir ne puisse toujours être que celui du capital U.S.

A l'intérieur de l'Europe de l'Ouest, l'ennemi principal ce sont les U.S.A. et la social-démocratie de la République fédérale.

Parce qu'elle seule dispose, de par son histoire, de l'Internationale socialiste et du contact avec les syndicats pour imposer en Europe le projet de consolidation d'un nouveau fascisme.

^{1.} Pour la défense des inculpés dans l'affaire de l'ambassade de Stockholm.

C'est ainsi que toute attaque contre la présence ici du capital américain s'affronte immédiatement à l'Etat impérialiste et — tôt ou tard — directement aux forces militaires U.S., — celles qui agissent ouvertement. Dans chaque cas, les attaques contre les installations américaines ici forcent l'Etat à réagir en fonction de ce qu'il est depuis 1945 : une branche du capital U.S. et une pièce dans le système des Etats sous emprise américaine malgré le camouflage au niveau des institutions du véritable statut de la République fédérale : un territoire militairement occupé par les U.S.A.

C'est aussi une ligne pour la mobilisation mais l'essentiel est que la social-démocratie, démasquée de cette façon par l'attaque de petits groupes armés, se trouve placée dans l'impossibilité d'organiser l'Europe de l'Ouest en un bloc de puissances militaires au service de la stratégie du capital U.S.

Parce que le fascisme, ici rendu visible, va mobiliser nécessairement contre la République fédérale allemande tout ce qu'il peut y avoir de ressentiment politique à l'étranger contre elle, un vieil antifascisme, et tout ce qu'il peut y avoir de ressentiment contre l'impérialisme allemand, contre sa volonté d'hégémonie, dans tous les groupes du spectre qui va de l'extrême-gauche aux sociaux-démocrates, ainsi que dans les gouvernements de chaque nation. Et précisément avec comme ligne: l'ennemi principal, ce sont les U.S.A. Donc sur cette ligne stratégique, — la première ligne de démarcation, ou mieux le FRONT, le conflit Nord/Sud —, où se déroulent les affrontements armés entre prolétariat mondial et impérialisme américain.

D'où, la deuxième ligne de démarcation dans les métropoles: elle est déterminée par la dialectique des répercussions sur les métropoles des guerres de libération à la périphérie du système, donc par la tentative de reconstruction au niveau stratégique du capital U.S. par le retrait de ses fronts vers les centres — sur le plan idéologique, politique, militaire, mais aussi économique (ce que nous n'expliquerons pas davantage ici). Et il s'agit de la transformer en un front, en une confrontation politico-militaire, — processus qui définit la lutte des classes dans les métropoles comme une partie de la guerre de libération dans le tiers monde, en anticipant ici sur ce qu'est la politique prolétarienne aujourd'hui: une guerre de libération.

Voilà — brièvement — la stratégie que nous avons en vue, compte tenu de notre expérience et de ce que nous avons appris ici.

Voilà la ligne sur laquelle le capital et son Etat sont obli-

gés de réagir, et de façon disproportionnée, à l'attaque de petits groupes révolutionnaires, et conduits à les multiplier. C'est-à-dire : c'est la mécanique même de l'appareil qui développe dans le système impérialiste un front et en même temps son antithèse : une situation politique dans laquelle les processus de polarisation sont en cours, dans lesquels la résistance, — dans sa structure illégale, la guérilla —, peut être comprise, et nous disons : sera comprise, comme la cause de chacun et de tous ceux qui ont pris conscience de leur situation dans le système impérialiste.

Il y aurait quelque chose à ajouter ici sur la structure de l'organisation/sur l'organisation de la guérilla dans les métropoles pour lutter sur ce front, nous le laisserons évidemment de côté ici.

Enfin — il faut analyser une bonne fois le projet militaire qu'ont les Américains en se servant de la social-démocratie: — intégration des appareils chargés de la sécurité intérieure et extérieure (c'est-à-dire intégration des appareils policiers dans la structure de l'O.T.A.N.), transformation de l'ensemble de l'appareil d'Etat, y compris des appareils idéologiques (écoles, media, ensemble des administrations), en un gigantesque réseau tentaculaire de renseignements. Un processus qui oblige tous les fonctionnaires et employés à faire des rapports au service de surveillance de la constitution. Un seul journal en a parlé jusqu'à présent.

Voilà la stratégie au niveau des institutions de ce nouveau fascisme qui fait de la justice politique un instrument de la « counter-insurgency » (du système anti-insurrectionnel), — de la police politique; cependant que parallèlement on installe la machine du Conseil de Sécurité de l'Etat : le Bureau fédéral de la police criminelle (B.K.A.), à l'intérieur de ce Bureau le département « terrorisme » (T.E.) qui siège à Bonn, la police des frontières (B.G.S.), les sections mobiles d'intervention (M.E.K.); on développe la police encasernée, on homogénéise les polices des Länder sous le commandement du B.K.A., on multiplie les ordonnances de police. Et l'informatique représente encore un saut qualitatif : le fichier manuel devient un ordinateur électronique, qui permet pour la première fois des techniques nouvelles de répression empruntées au système des communications de masse et que la guerre psychologique met en application.

La stratégie sur le plan institutionnel vise, verticalement et horizontalement dans l'Europe de l'Ouest, donc sur les plans intra- et inter-étatique, à la création d'un appareil militaire structuré par les services de renseignements, qui pénètre les sociétés, et intègre les Etats en coiffant les ministères de l'Intérieur, par-delà l'interconnexion internationale des machines de répression, sans avoir lui-même d'expression politique. Ce qui signifie qu'il échappe totalement au contrôle public. Donc une structure de pouvoir transnationale, en fin de compte, sous le commandement du *Pentagone*, une machine militaire qui est en même temps son propre appareil de propagande, dans la mesure où il est un appareil de manipulation totale dans la tactique de la guerre psychologique.

C'est-à-dire que ce système d'obtention et d'utilisation des renseignements dans la guerre psychologique constitue un système clos en soi, à l'intérieur duquel la manipulation et le contrôle, et donc de nouveaux schémas de manipulation peuvent, dans un appareil fermé sur lui-même, être développés, crachés et perfectionnés, et ne manqueront pas de l'être.

Ce que la gauche officielle n'a pas du tout compris, c'est que évidemment, dans cet ensemble, son internement est déjà réalisé par l'ordinateur du B.K.A., ainsi que celui du cercle de tous ses amis et connaissances.

Et c'est déjà clair : si le B.K.A. peut mettre la main sur 394 collectionneurs d'armes en une seule action bien coordonnée, il lui est naturellement possible aussi de transporter en une seule action toute la gauche officielle dans les stades.

La guérilla urbaine est une tactique qui révèle la stratégie tout en anticipant sur elle. Ce qu'elle vise : la reconstruction au niveau international de la politique prolétarienne, et donc la réaction dans ses conditions internationales.

Sur le plan de l'élaboration de la stratégie de la politique révolutionnaire, cela signifie : comprendre que le gouvernement de chaque Etat est un appareil de répression intérieure, mais du fait de sa détermination au niveau international en faveur du capital multinational américain.

Le système où sont pris les Etats qui sont soumis à l'emprise de l'impérialisme américain est un système de front par secteurs dans la guerre que l'appareil de répression du capital U.S. conduit sur deux secteurs: — sur les points de cristallisation de la ligne de démarcation pauvres/riches dans l'opposition Nord-Sud, et sur la deuxième ligne de démarcation, à l'intérieur des métropoles, ici pour prévenir une massive contre-offensive prolétarienne.

Il est important d'ajouter ici que, d'une part, l'Etat au service du capital agit à partir des contraintes que le mouvement du capital — qui est le fondement matériel de toute l'affaire — lui impose, il est une fonction du capital; mais d'autre part, dans cette mesure, le capital ne peut plus déve-

lopper à partir de lui-même aucune perspective productive, ou pour employer une expression de l'économie bourgeoise : il n'est plus capable d'innover. Il a cessé d'être le sujet de la reproduction sociale de l'activité de l'Etat.

Il est clair, pour un homme comme Schmidt, que, sans avoir trouvé de solution au problème de l'économie, de la crise, de l'inflation, du chômage, en un mot : au problème du marché mondial, l'existence au niveau de l'Etat du système impérialiste est un colosse aux pieds d'argile.

Mais le fait nouveau, et donc ce qu'il y a aussi de nouveau dans ce fascisme, c'est qu'il ne s'agit pas seulement pour lui d'assurer la domination du capital, des marchés et de les consolider, mais de former une structure de pouvoir militaro-économique qui puisse s'imposer comme celle d'un système d'Etats indépendamment de leur base politique et des contraintes du mouvement du capital.

Ici l'Etat est le sujet de la politique et il n'est plus gouverné par des fractions concurrentes du capital, mais il est l'expression immédiate du capital, parce que, sous l'hégémonie du capital U.S., il n'y a d'autonomie ni économique, ni donc politique des capitaux face au capital U.S.

Il s'agit pour nous de montrer ici, à partir de l'internationalisation du mouvement du capital, la dialectique par laquelle les gouvernements soumis à la domination de l'impérialisme américain se transforment en un nouveau fascisme, organisé à l'échelon international, et par là la nouvelle fonction des gouvernements à partir des contraintes de défensive sur le plan stratégique dans lesquelles se trouve l'impérialisme depuis sa défaite au Vietnam.

Le moment central qu'il s'agit de mettre en évidence, c'est qu'à partir du moment où on a déterminé la réaction comme processus organisé et projeté sur le plan *international*, la stratégie révolutionnaire *doit* être internationaliste, c'est-à-dire: si l'on a pu dire que l'analyse politico-économique de la situation aujourd'hui coïncide avec le schéma conceptuel marxiste,

cela signifie concrètement que la stratégie du Manifeste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » a retrouvé un nouveau ferment sur le plan de l'organisation dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles.

Ligne directrice pour le procès contre le commando Holger Meins

Andreas et Ulrike

Le processus politique d'où est sortie la guérilla urbaine en R.F.A., a commencé à Berlin — 1966, 1967, 1968.

Rôle — histoire de la R.F.A. — système des Etats sous contrôle américain — anticommunisme :

sous-centre politiquement — économiquement — militairement / pivot stratégique — mouvement du capital — encerclement — guerres de libération / lignes de démarcation — nouvelle gauche.

Causes: la prolétarisation.

Conditions: sous-centre stratégique — expansion U.S. sur les plans politique — économique — militaire.

Possibilité: force stratégique — moment de l'instabilité:

- a) fonction idéologique en tant que pays divisé;
- b) fonction politique, économique et militaire « vitrine » modèle du développement et de la stabilité capitalistes.

Exemple: fonctions de légitimation et d'intégration pour la stratégie du capital U.S. — tiers monde — Europe, conformément à ça : la réaction — pour ce qui est de l'Europe.

Sa POSSIBILITE: la « totalisation de la violence »:

- a) quant à son contenu : fascisme-stratégie institutionnelle ;
- b) quant aux faits: S.R. Pusch², lois d'exception, etc.; « counter-insurgency », militarisation de la politique par la légalisation de la « counter-insurgency ».

Démantèlement de la GAUCHE.

Mise en ghetto.

(Voir AGNOLI pour : la critique des sectes, la critique du parti, pour le parti / la stratégie institutionnelle.

Politique illégale.

Dans les conditions d'une répression extrême et totalement structurée, les possibilités tactiques :

a) l'état industriel,

b) sous-centre stratégique (l'internationalisme prolétarien).

Guérilla urbaine — la « R.A.F. ».

Les méthodes d'intervention révolutionnaires.

Continuité — sens de l'action.

Solidarité (signal de l'identité) avec ceux qui ont coupé tout lien avec le système existentiellement et politiquement, qui sont restés fidèles à cette rupture, qui ont continué à lutter et que, pour cette raison, on veut anéantir de façon exemplaire.

Sens de la politique des emprisonnés.

Fonction de l'exemple :

- a) subjectivement
- b) objectivement l'EVIDENCE.

Déclaration sur la politique de l'action.

Concrètement : la dialectique de la défaite, du point de vue militaire, une défaite, du point de vue politique, une victoire.

^{1.} Pour la défense des inculpés dans l'affaire de l'ambassade de Stockholm.

^{2.} Marxiste de Francfort.

Compte rendu de la discussion à la prison de Stammheim sur le thème : la révolution d'Octobre et la III^e Internationale

Début mai 1976

Voilà ce que nous avons dit.

La révolution d'Octobre a commandé la structure du processus réactionnaire à l'Ouest, c'est-à-dire que le développement du capital est devenu dès lors un processus explicitement politique qui touche les rapports au niveau international entre révolution et impérialisme.

Second point: elle a finalement produit, au cours du long et douloureux processus d'accumulation soviétique, la ligne de démarcation militaire et politique Est/Ouest.

Troisième ligne de force: ce qui a pris en elle son point de départ révolutionnaire, ce sont les luttes des peuples du tiers monde pour leur libération. Car c'est dans la IIIe Internationale organisée par la révolution d'Octobre qu'ils ont pu s'organiser eux-mêmes de façon internationaliste, c'est-à-dire élever leur lutte au niveau politique, ce dont la politique prolétarienne a besoin pour pouvoir devenir efficace.

C'était l'une des thèses centrales de Lénine sur l'organisation du processus révolutionnaire mondial lors du premier congrès de la IIIe Internationale (peut-être du deuxième?—ça se trouve dans le détestable livre du Komintern que nous avons—vérifie ou repasse-le moi—bon, sinon, merde, je vais encore l'oublier). La révolution doit s'engager, selon lui, dès le premier instant au niveau politique du processus contre-révolutionnaire; si elle n'anticipe pas dans son initiative sur le niveau de la contre-révolution, elle anticipe sa défaite. Autrement dit, elle échouera forcément.

La défense de la conquête du pouvoir dans un pays — comme la révolution d'Octobre — et l'organisation du processus révolutionnaire mondial étaient, pour Lénine, une seule et même chose.

Cependant, puisqu'on est en train de parler de Lénine, on

ne rendrait pas iustice à cette figure de la Révolution russe si l'on ne précisait pas qu'un des moments essentiels dans la conception de l'internationalisme chez Lénine était sa notion de morale révolutionnaire. C'est-à-dire qu'il entendait exactement par servir le peuple : servir le prolétariat mondial, et il n'engageait pas par là sa seule personne: il déterminait à partir de cette position le processus intra-étatique propre à la Russie comme l'instrument du processus révolutionnaire mondial — « subordonné à lui », de manière fonctionnelle. Nous mentionnons cela en passant parce qu'une grande partie de la gauche nationaliste bornée continue de se référer à Lénine, et que les citations de Lénine jouent également un rôle dans la campagne de diffamation que mène la gauche révisionniste contre l'internationalisme de la « R.A.F. ». L'aversion qu'a développée entre temps la gauche non révisionniste contre Lénine, du moins en prenant ses désirs pour des réalités, n'a pas grand-chose à voir avec ce que Lénine a effectivement fait ni avec ce pour quoi il a lutté dans le mouvement communiste international — l'internationalisme prolétarien.

Les manipulations historiques de l'édition de Marx-Engels de l'Institut des sciences de Moscou font naturellement aussi partie de cela — mais comme je l'ai dit, soit dit en passant — ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas la manière dont Lénine est reçu sur le plan théorique, mais le processus réel quont entamé la révolution d'Octobre et la III^e Internationale.

L'orthodoxie marxiste était sur ce point, et, il faut le dire, est encore aujourd'hui de conception blanche. Si bien qu'aujourd'hui encore, dans sa critique et dans ses analyses de la politique de la IIIe Internationale, sa fonction consciente ne joue aucun rôle pour le développement de la révolution anticoloniale en Asie de l'Est. (Si elle le faisait, elle serait d'ailleurs obligée de relativiser son image de Staline, car, pour ce qui est de la question coloniale. Staline était léniniste jusqu'à l'ultra-gauche, et ce qu'elle n'accepterait pas, c'est de mettre Staline et Hitler sur le même plan. Bon, il faut peut-être barrer cela. Ou bien le mettre de côté pour répondre aux M-L et analyser l'identité de l'anticommunisme et de leur politique contre le socialo-impérialisme. Ces salauds se réclament de Staline. Ou alors comment ou quoi? - hein Gudrun! dis un peu. Ou encore : entre le stalinisme et la politique extérieure chinoise.)

Schlesinger¹ dit : « Pour apprécier le soutien politique que la Révolution d'Octobre pouvait donner aux révolutions colo-

^{1.} Ancien secrétaire de Komintern, aujourd'hui professeur en Angleterre.

niales, — et devait donner pour qu'elles puissent simplement se maintenir, la manière d'apprécier la Révolution russe était sans importance. » Et encore : « La question de l'isolement éventuel de la Révolution n'était plus pertinente pour les pays coloniaux puisqu'ils avaient déjà le soutien de l'Union soviétique. »

Quand Brandt organise aujourd'hui, au nom de l'Internationale socialiste, le projet contre-révolutionnaire de la social-démocratie — et son projet de développement n'est que le projet de soumettre les Etats pris dans le système de domination américaine au modèle de développement du capital U.S. —, des investissements de capitaux, au prix de l'abandon de la souveraineté nationale —

c'est-à-dire concrètement l'intégration à l'O.T.A.N. dans le cas de la Grèce, de la Turquie, de l'Espagne et du Portugal; le rapprochement de l'O.T.A.N. pour le cas de la Yougoslavie — il faut se rappeler que ce parti a ses racines dans la II^e Internationale, dont la position sur la question coloniale a toujours été, et sans équivoque, raciste, chauvine, dont la position a toujours été en faveur de l'exploitation impérialiste et contre la libération des peuples à la différence de la III^e Internationale.

Et il faut rappeler à la gauche révisionniste qui se réclame de Lénine aussi bien qu'à la gauche anti-révisionniste qui le récuse, que la théorie de Lénine sur l'impérialisme, sa théorie sur la fonction de l'Etat ont été développées après la conquête du pouvoir par le prolétariat, contre la social-démocratie, contre la conférence de Zimmerwald², contre la II^e Internationale, à partir de sa position sur le prolétariat mondial, Lénine ayant sans équivoque pris parti en faveur des mouvements de libération dans le tiers monde contre l'impérialisme.

Et ce n'est pas une position théorique abstraite à partir de laquelle ou pour laquelle il se serait battu, mais le centre des interrogations de Lénine, que l'organisation de l'insurrection dans le cadre global, donc l'organisation de la lutte armée contre l'impérialisme. C'est un sale petit calcul d'opportuniste que d'avoir fait de l'écrit de Lénine sur le radicalisme de gauche son principal écrit — c'est un écrit contre le communisme gauchiste, dont la gauche spontex est aujourd'hui la caricature et pour qui la dimension internationale de la lutte révolutionnaire existe aussi peu que pour toutes les autres sectes. Ou, en d'autres termes : comment est-il possible qu'un gauchiste du K.B.W.³ préfère se faire tuer, ou du moins cou-

rir le risque de l'être, au Portugal, en allant travailler dans une commune agricole, plutôt que de se battre ici dans l'illégalité contre le système qui peut toujours décider de tirer sur les travailleurs, comme entre-temps au Portugal, après ce qui s'est passé et déroulé avec la précision d'une horlogerie au Chili?

La IIIe Internationale a organisé les partis communistes en tant qu'opérateurs de la lutte armée, finalement, des révolutions paysannes en Chine et en Indochine. Les partis communistes corréen et indonésien sont parvenus, avec le soutien de l'Internationale communiste, à organiser la révolution anticoloniale. Tandis que les partis communistes d'Amérique latine, qui ne sont que les produits d'intellectuels tournés vers l'Europe, ne sont pas parvenus à toucher la base latino-américaine, la population indienne.

La IIIe Internationale — et c'est l'essentiel — était antiblanche, si bien que l'on se demande aujourd'hui d'où l'Union soviétique tire son prestige dans le tiers monde — en dehors bien sûr des livraisons d'armes aux mouvements de libération; il vient de la ligne historique à laquelle elle peut se rattacher et se rattache.

La tentative chinoise au début des années 60 de développer le conflit sino-soviétique comme un conflit entre le communisme blanc et le communisme des populations noires, jaunes, rouges, etc., en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, était la tentative, il faut bien le dire rétrospectivement, d'usurper au profit de la Chine la solide tradition de la III^e Internationale, pour l'étrangler.

Dans la mesure où la politique extérieure chinoise, justement, n'organise pas les mouvements de libération des populations de couleur contre l'impérialisme, mais les neutralise, allant jusqu'à soutenir des régimes réactionnaires comme celui de Mme Bandaraneike à Ceylan (Shri Lanka) contre les mouvements de libération taxés de « guévaristes » par la réaction, et jusqu'à livrer des équipements militaires (hélicoptères, etc.) à la contre-guérilla pour les liquider.

Enfin, on verra. Ce texte devrait aller avec un autre sur les M-L et autres, et il y aura bien d'autres choses à dire sur la politique extérieure chinoise.

Donc, il y a bien deux lignes. Celle qui domine aujourd'hui les trois modèles de développement :

— le modèle chinois, qui neutralise les Etats indépendants dans le front Nord-Sud et est ainsi un agent efficace de la politique impérialiste;

^{2.} Conférence tenue en 1914, après l'échec de la IIe Internationale.

^{3.} Groupe « M-L » à tendance maoïste.

— le modèle soviétique : construction de l'industrie lourde / non-simultanéité / soutien de la lutte armée ;

- le modèle social-démocrate : aide économique + con-

tre-guérilla.

Ou plutôt: — le modèle de développement, qui neutralise; — le modèle soviétique qui soutient la lutte antiimpérialiste; — le modèle social-démocrate qui organise la contre-révolution. Finalement le communisme blanc.

Tout ceci est à voir.

Fragment d'une intervention au procès de Stammheim lors de la production des preuves par la défense

Sur le thème : l'histoire de la R.F.A. et la gauche allemande traditionnelle

Le 4 mai 1976

Au cours de l'évolution du système impérialiste mondial sous l'hégémonie du capital U.S. et de son expression politique et militaire, — c'est-à-dire la politique extérieure américaine et son instrument principal, l'armée américaine —, les U.S.A. ont créé, après 1945, trois Etats en dehors des U.S.A. pour servir de base opérationnelle à leur politique extérieure : la République fédérale allemande, la Corée du Sud et le Sud-Vietnam. La fonction de ces Etats pour l'impérialisme américain a revêtu dès le départ deux aspects : d'une part, ces Etats étaient conçus comme des bases opérationnelles de l'armée américaine dans la stratégie de l'encerclement et du « roll-back » (de la prise à revers) final de l'Union soviétique, ou plutôt de l'Armée Rouge. D'autre part, ils étaient conçus comme les bases opérationnelles du capital U.S. pour soumettre les régions de l'Asie de l'Est et du Sud-Est là-bas, de l'Europe de l'Ouest ici, aux intérêts du capital U.S.

L'histoire de la R.F.A. nous intéresse pour deux raisons. Ce qui nous intéresse, c'est évidemment l'histoire de l'ancienne gauche, c'est-à-dire de l'ancienne opposition qui, en 1966, avec l'entrée de la social-démocratie dans la grande coalition gouvernementale, a été intégrée, et ainsi paralysée en tant qu'opposition. Ce qui nous intéresse naturellement aussi, nous qui déterminons la politique révolutionnaire dans l'impérialisme par l'internationalisme prolétarien, c'est le rôle de la R.F.A. dans le système mondial du capital américain, qui d'Adenauer à Schmidt suit toujours la même ligne : anticommunisme sur les plans politique, économique et militaire, subordination de l'Europe de l'Ouest à la politique extérieure

américaine. Autrement dit, la ligne d'Adenauer à Schmidt dans la politique gouvernementale ouest-allemande est fonction de la politique intérieure mondiale des Etats-Unis, ce qui signifie : fonction du rôle que jouent les Etats-Unis depuis 1945 comme gendarmes du monde.

Dire que la politique intérieure et extérieure de la Corée du Sud et du Sud-Vietnam a été directement la politique de la C.I.A., est une constatation banale, et s'explique par la faiblesse économique de la bourgeoisie marchande dans les Etats néo-colonialistes. Qu'un Etat qui possède le potentiel économique de la R.F.A. ne dispose pas encore, depuis maintenant plus de trente ans, du pouvoir de déterminer sa propre politique, est l'une des raisons pour lesquelles une orientation politique radicale est particulièrement difficile à prendre à l'intérieur de cet Etat, et, nous l'avons appris, ne peut en fin de compte être conquise que par la lutte armée contre l'impérialisme.

Et, disons-le, nous ne connaissons même aucun autre pays où la gauche se refuse d'une manière aussi obstinée à prendre conscience de sa propre histoire qui est indubitablement l'histoire de ses défaites. Cela ne signifie cependant pas que les combats qu'elle a menés n'aient pas eu un caractère sérieux et qu'ils ne méritent pas d'être étudiés. Comme nous l'avons déjà laissé entendre, les analyses les plus pertinentes de la politique de la social-démocratie, de sa fonction en faveur du capital, nous les avons trouvées chez les Italiens; et les analyses réellement valables de la politique économique du Troisième Reich et du fascisme allemand comme politique d'Etat du capital monopoliste allemand viennent de France. Quant à la grande mobilisation anti-impérialiste dans les métropoles en 1966-1967 contre la guerre américaine au Vietnam; il est absolument indéniable que la gauche légale en a fait un produit de marché, de consommation, en a fait dans sa mémoire une source d'euphorie, mais n'a jamais fait l'effort pour arriver à concevoir ce qui s'était réellement passé, pour comprendre d'où le mouvement étudiant avait tiré sa force explosive, sa propre pertinence politique, etc.

Mais il est tout à fait normal qu'il en soit ainsi, et il semble en tout cas que les expériences des révolutions anticolonialistes, par exemple celle du peuple algérien — telle que Fanon l'a fait connaître à la gauche révolutionnaire dans le débat international —, puissent être appliquées à la R.F.A. du fait de son statut colonial spécifique dans le système de domination américain.

Il semble également que, dans le contexte de l'internatio-

nalisme prolétarien, l'histoire d'un peuple comme celle du peuple allemand, et donc notre histoire —, cesse d'être tout à coup une histoire dont il faille avoir honte, — et c'est la réaction naturelle de presque tous les communistes devant l'histoire allemande, en tout cas depuis 1933. Car toute l'histoire des Allemands, du capital monopoliste allemand, de la social-démocratie allemande, des syndicats, — c'est de n'avoir pas été capable d'empêcher deux guerres mondiales impérialistes et douze ans de fascisme, de ne pas même avoir lutté contre cela de façon appréciable. C'est cela l'histoire du mouvement ouvrier allemand. C'est tout simplement un fait que l'on ne peut éviter lorsqu'on essaie de constituer ici la guérila autour d'une identité historique.

L'histoire de l'ancienne gauche en R.F.A., c'est l'histoire de sa transformation en instrument, et donc de l'affaiblissement de sa combativité par le parti communiste — qui est l'appendice de la R.D.A. —, et de sa corruption par la social-démocratie — à travers ses figures symboliques, ou mieux à travers ses masques: Heinemann¹ et Brandt².

La gauche traditionnelle a quand même fini par comprendre qui était Brandt quand, en 1958, en sa qualité de fantoche directement manipulé par la C.I.A. comme tous les maires de Berlin, il passait d'une entreprise à l'autre, à Berlin-Ouest, et tout en menant une virulente campagne anticommuniste, il se plaçait à la tête des mouvements de revendications dans les entreprises contre les projets de Bonn d'équiper la « Bundeswehr » de l'arme atomique. Ceci précisément pour mieux les usurper, les étrangler et les conduire à l'anticommunisme.

Le projet politique que poursuivaient les Etats-Unis en tant que puissance hégémonique d'occupation en Allemagne de l'Ouest, — qui joue dans les trois secteurs occidentaux de façon réactionnelle et défensive d'un point de vue global, de façon offensive et prospective dans son expression locale —, était depuis le début un projet dépourvu de toute légitimité. Projet de restauration du capital monopoliste, de reconstruction de l'ancienne élite dominante dans l'économie et au gouvernement, afin de perpétuer la dictature de la bourgeoisie, en la maintenant sous le commandement du capital U.S.; de remilitarisation et d'intégration des trois secteurs occidentaux au système économique et militaire de l'impérialisme américain au prix de leur unité nationale, d'entretien de l'anticom-

^{1.} Ancien président de la République fédérale.

^{2.} Président du S.P.D.

munisme comme idéologie dominante, l'unité nationale n'étant rien d'autre qu'un calcul opportuniste ; d'élimination enfin du prolétariat de la politique.

Cette politique-là n'a même jamais été mise au débat: aucune élection n'en a jamais décidé, les décisions ont été prises à Washington. Lorsqu'en 1949, après la fondation de l'Etat fédéral, des élections ont finalement pu avoir lieu, la monnaie de l'Allemagne fédérale était déjà intégrée dans le système du dollar établi à Bretton Wood³, et le Conseil parlementaire avait déjà donné, comme l'imposaient les alliés — ce qui veut dire les U.S.A. —, une constitution à cet Etat, dans laquelle les lignes politiques directrices étaient décidées par une seule personne — le chancelier. Il s'agit donc d'une constitution pour un régime de marionnettes, si l'on veut bien considérer la pratique et la réalité du régime Adenauer et non pas les rationalisations du droit constitutionnel par lesquelles on fait semblant d'avoir tiré les leçons de la République de Weimar.

A l'intérieur même de la social-démocratie, les luttes pour le pouvoir s'étaient terminées au profit de la ligne anticommuniste de Schuhmacher⁴. C'est le S.P.D. qui avait repris son vieux rôle de 1918, celui de barrage contre l'influence des communistes et contre toute tentative d'autonomie ouvrière, avec la différençe qu'il était maintenant financé par le capital U.S. Toutes les positions-clés dans les directions des syndicats au niveau fédéral et dans la Fédération allemande des syndicats (D.G.B.) étaient occupées par les anciens fonctionnaires qui, pendant la République de Weimar, avaient déjà soutenu, avaient déjà fait la preuve de leur capacité d'absorber la lutte des classes dans le capital. Toutes les tentatives de reconstruire, comme cela s'imposait, l'organisation du prolétariat à partir des groupes illégaux qui avaient conduit la résistance pendant le fascisme, furent réprimées.

La fonction particulière de la R.F.A. dans le système de domination des Etats par l'impérialisme américain, et donc pour la stratégie du capital américain, est le produit de son histoire : de la création par les U.S.A. d'un Etat contre-révolutionnaire dans le conflit Est/Ouest. Ce qui explique aussi le rôle particulier joué par la social-démocratie allemande dans la stratégie américaine après la guerre du Vietnam.

Parmi les raisons historiques profondes du rôle de la

La condition intérieure qui a permis de transformer la R.F.A., en tant qu'Etat, en instrument au profit de la politique extérieure américaine, était que l'organisation du prolétariat dans les trois secteurs occidentaux d'après-guerre se trouvait prise en main directement par le capital américain grâce à la social-démocratie achetée par le capital U.S., et grâce aux syndicats contrôlés et financés par la C.I.A., avec pour but, dès le départ, de dépolitiser les luttes de classes en R.F.A. et avec l'anticommunisme comme critère de base d'une politique d'opposition légalement organisée.

On peut ainsi comprendre qu'aucun mouvement d'opposition n'ait pu se développer en R.F.A. jusqu'à l'époque du mouvement étudiant, même pas la moindre réaction d'opposition parlementaire, cela parce que la social-démocratie avait usurpé et étranglé tous les mouvements d'opposition.

En raison aussi de l'infamie particulière de ce parti qui a en tout cas été le parti révisionniste par excellence du prolétariat et comme tel l'agent du capital à l'intérieur du prolétariat, depuis toujours, mais qui obéit actuellement lui-même directement et ouvertement aux directives de Clay⁵ à Berlin, de la C.I.A., du Pentagone, etc.

Le développement du Parti social-démocrate (S.P.D.), ou, si l'on veut, l'alignement de sa ligne politique officielle sur la politique extérieure américaine officielle et ainsi sur celle du parti chrétien démocrate (C.D.U.), est dans la mise en œuvre de ses activités de destruction des mouvements d'opposition qui ont pu exister jusqu'en 1960 environ, — opposition contre la remilitarisation, contre l'introduction des fascistes dans l'appareil d'Etat, contre l'intégration de la « Bundeswehr » dans l'O.T.A.N., contre l'équipement de la « Bundeswehr » avec l'arme atomique — jusqu'à ce que Wehner⁶ en 1960, pour réaliser la grande coalition, ait ouvertement fait, au nom de la social-démocratie, une profession de foi envers l'O.T.A.N., pour l'intégration de l'Allemagne fédérale dans le

R.F.A., — le membre de plus puissant de l'O.T.A.N. après les U.S.A., et l'Etat qui a la conception la plus étendue de la politique impérialiste après les U.S.A. —, il y a la continuité avec le Troisième Reich et le fait que le capital monopoliste allemand a toujours été depuis obligé de se montrer extrêmement agressif du fait de sa structure qui le rend extrêmement dépendant du marché mondial, c'est-à-dire de l'exportation.

^{3.} Localité du New-Hampshire (Etats-Unis) où se déroula en 1944, une conférence internationale regroupant 44 états qui décida de la création du fonds monétaire international.

^{4.} Président du S.P.D. de 1946 à 1952.

Gouverneur militaire de la zone occupée par les américains de 1947 à 1949.

^{6.} Président du groupe parlementaire du S.P.D.

bloc occidental, ait ouvertement donné son adhésion aux visées de la politique d'Adenauer à l'égard de l'Est (le « rollback », la prise à revers) —, ce qui fut le signal pour la politique extérieure américaine que la social-démocratie avait rempli sa mission d'après-guerre : absorber et liquider l'opposition légale en R.F.A.

Ce qui caractérise la dépendance toute particulière de l'impérialisme ouest-allemand à l'égard du capital américain, ce n'est pas seulement qu'il soit dominé par les U.S.A., comme tous les capitaux dans les autres Etats soumis au système de domination américaine, et que, pour cette raison, l'Etat soit forcé sur le plan institutionnel et politique de se conformer aux conditions de reproduction du capital hégémonique. Ce qu'il a de spécifique, c'est plutôt que le pouvoir de décision politique de cet Etat n'est jamais passé par ses propres organes constitutionnels, c'est-à-dire que l'Etat est devenu un instrument de la politique intérieure mondiale des U.S.A.

Dès le départ, ce n'était pas seulement un problème de droit d'occupation. C'était, dès le départ, une stratégie institutionnelle. Ce qui signifie que le capital U.S., après 1945, a non seulement dirigé l'intégration de la Constitution de la R.F.A. dans ses éléments opérationnels — une démocratie avec un chancelier fédéral, un parlement limité dans ses compétences par le fédéralisme des différents Länder et par la reprise de l'appareil administratif fasciste dans la justice et l'administration de la République fédérale, — il a en plus pris le contrôle de toutes les instances qui font un Etat impérialiste : partis, associations patronales, syndicats, mass media.

On peut donc affirmer que les confrontations de classes en Allemagne fédérale, — et ceci jusqu'au mouvement étudiant, dans la mesure où elles ont atteint une dimension politique —, faute de partir d'une analyse claire des véritables rapports de forces en Allemagne fédérale, n'ont eu qu'apparemment un caractère de luttes; elles ont été plutôt un combat dans le vide si l'on peut dire.

Un exemple pour illustrer cela. Le mouvement antinucléaire s'est développé à partir des débats au « Bundestag » en mars 1958, après la controverse (en février) de Heinemann et Dehler⁷ contre Adenauer, à propos de sa politique de réunification, refusant les propositions de Staline en 1952 et 1955 d'organiser dans le cadre d'une Allemagne neutralisée des

élections en R.D.A. sur le modèle occidental. Le point de départ du mouvement était le parlement, et sa décision d'équiper la « Bundeswehr » d'armes sur lesquelles pourraient être adaptées des ogives atomiques. Ce dont le mouvement n'avait pratiquement pas pris conscience, c'est qu'il ne s'agissait, dans cette décision, de rien d'autre que de ratifier une décision prise par l'O.T.A.N., et donc par le Pentagone.

Voilà un exemple qui éclaire la structure du gouvernement. Une structure mise en place à partir du statut de pays vaincu et occupé, qui permet l'alignement des processus essentiels de décision dans une stratégie institutionnelle, qui exclut, — ou peut exclure, l'élection démocratique comme facteur puissant de décision —, ou seulement de participation à la décision, et ceci par la domination du militaire sur le politique.

Ce qui est essentiel, c'est que cet Etat n'a pu accéder à la fonction qu'il a aujourd'hui pour le capitalisme américain que par le rôle et la fonction spécifiques de la social-démocratie.

L'ancienne gauche extra-parlementaire, qui s'était opposée au processus de division des deux Allemagnes, à la remilitarisation, à l'intégration dans l'O.T.A.N., à la politique de reconquête des soi-disant territoires allemands à l'Est, — est restée paralysée jusqu'en 1960 environ. L'opposition dans les syndicats et avant tout dans le syndicat de la métallurgie où une partie du S.D.S.8, exclue du parti social-démocrate (S.P.D.), avait encore pu trouver une base politique de reproduction, a été dissoute, ou, si l'on préfère, s'est laissée user et brover au cours des années suivantes, dans le processus qui fit passer la législation d'urgence contre les protestations de la gauche démocratique. Par le fait que le S.P.D. se faisait à chaque fois le porte-parole des critiques adressées aux projets gouvernementaux, le contenu matériel de ses projets - c'est-à-dire : l'utilisation de la « Bundeswehr » contre l'ennemi intérieur, la répression des grèves, la mise à l'écart du Parlement, la mobilisation totale de la population en cas d'état d'urgence, etc. — a été noyé dans des querelles d'experts en droit constitutionnel, et l'opposition a finalement été dépouillée de sa base populaire. Ici également, le résultat a été la paralysie, selon le vieux truc de la social-démocratie, l'institutionnalisation des antagonismes, ici dans des colloques

^{7.} Président du parti libéral de 1954 à 1957.

^{8.} Association des étudiants socialistes.

publics où tout se passe au niveau des experts et où la question du pouvoir est éliminée.

Si l'on veut dire en un mot comment la social-démocratie a fini par être qualifiée par le capital américain, c'est de démagogie. On est bien obligé de le dire.

Déclaration d'Andreas au procès de Stammheim

Le 18 juin 1975

Cette déclaration a été faite après l'audition de Henck (le psychiatre attaché à la prison de Stammheim), qui a fini par déclarer que l'isolement relevait de la torture, mais constituait en tant que tel un « problème philosophique ». Prinzing et l'Accusation fédérale ont interrompu Andreas dix-sept fois — pour l'empêcher de développer une argumentation suivie, qui ramène la torture par isolement à son concept politique, cela en fait directement partie — ce qui explique aussi les blancs. Cela montre clairement ce qui se passe ici, chaque jour.

Le déroulement des faits a été exactement : section silencieuse — et comme cela ne marchait pas comme on l'attendait, que la confession ne venait pas, mais que les conséquences de l'isolement se faisaient visibles — la tentative d'enfermer Ulrike pendant huit semaines dans une section psychiatrique isolée, « pour observation » comme dit Götte¹, à la demande de l'Accusation fédérale. Comme cela ne marchait pas encore — la tentative d'une anesthésie et d'une scintigraphie forcées : l'idée de la Cour fédérale de lui ouvrir la tête pour voir d'où viennent les pensées de l'être humain ; le projet concret de l'Accusation fédérale était l'intervention stéréotactique dans le cerveau. Witter² devait se charger de l'anesthésie et de la scintigraphie ; Löw³ s'était proposé pour l'intervention chirurgicale dans le cerveau (à noter que tous deux appartiennent à l'université de Homburg/Sarre). Après que la mobilisation eut empêché le projet, de nouveau section silencieuse. La

^{1.} Bernard Götte: Psychiatre attaché à la prison de Cologne-Ossendorf. C'est lui qui a développé et appliqué le programme de lavage de cerveau à Atrid et à Ulrike.

^{2.} Hermann Witter: Professeur de psychiatrie et directeur à l'Institut de Psychologie et de Psychiatrie juridiques à l'université de Homburg/Sarre.

^{3.} Löw: Chirurgien, spécialiste du cerveau, à Homburg/Sarre.

grève de la faim, la campagne de diffamation. Comme réaction à la campagne, la loi qui rend possible l'exclusion des avocats et la poursuite des débats en l'absence des accusés, — ce qui signifie : l'élimination du reste de contrôle public. Car l'« audience » qui constate l'incapacité de comparaître n'est pas publique, le tribunal se déplace dans la section spéciale — comme à Stammheim.

Il a été prouvé la semaine dernière à Zweibrücken dans le cas de Manfred Grashof qu'il est possible de rendre les prisonniers incapables de comparaître lors de l'examen médical forcé qui décide

de cette audience.

Nous ne pouvons certainement pas faire corps avec l'argumentation sur la torture telle que la développe la requête de Schily. C'est-à-dire que nous ne nous rangeons pas à son explication. Arriver à une conception de la torture pour celui qui est torturé est une tentative ambigue et impossible, parce qu'on ne peut se référer ici — elle est alors sans effet —, qu'à l'indignation d'une conception libérale de l'Etat face à la déformation de son Etat, — déformation obligatoire parce qu'elle est conditionnée par les contradictions du mouvement du capital lui-même. Dans sa réaction face à la politique révolutionnaire, en ne sachant que torturer, l'Etat ne fait que se révéler comme Etat impérialiste. L'indignation de l'antifascisme bourgeois dégénéré ne fait que la masquer. Ce dernier est déjà si faible, corrompu par la socialdémocratie ou enchaîné dans le révisionnisme, qu'il ne peut même plus s'articuler d'une façon pertinente.

Un exemple de cette vieille misère. Alors qu'il s'est mis au service de l'Etat dans l'espoir de la changer, c'est l'Etat qui l'a changé, en a fait son instrument tant que cela était opportun pour échapper à une radicalisation, et l'a finalement liquidé en tant qu'expression de l'idéologie bourgeoise, de l'humanisme bourgeois, des libertés bourgeoises traditionnelles, qui dérange le processus de reproduction élargi du capital jusqu'au domaine des ap-

pareils idéologiques de l'Etat.

On ne peut parler de la torture qu'en parlant en même temps des contenus et de la stratégie qui l'abolira : ceux de la politique révolutionnaire. Le bavardage sur ce sujet propre à l'antifascisme bourgeois finit par être une plainte qui dénonce celui qui est tortu-

ré.

L'isolement est torture c'est une chose certaine. Quelle que soit la manière dont le vit celui qui y est soumis, il est, en tant que processus de destruction lent et qui laisse donc le temps de réfléchir, de l'identité révolutionnaire, plus terrible que toute douleur physique dont nous ayons eu l'expérience. La conscience politique tombe dans le piège de la société de consommation — piège du fait de la production aliénée et de la consommation aliénée,

avec toutes ses médiations culturelles et psychologiques complexes : c'est contre elles seulement que l'identité peut se développer — c'est toujours un processus que l'on réalise en combattant. Dans l'agonie de l'isolement, c'est ce processus que l'on vise à briser et réviser par la privation de ce dont elle dépend : la pratique, l'interaction sociale consciente — on prive le prisonnier de son histoire. De sa propre histoire, dans la mesure où elle est son histoire consciente, son histoire politique.

C'est aussi la fin de sa personnalité.

Dans la mesure où est histoire le processus qui constitue la personnalité, et au cours duquel elle se constitue, il se perd avec elle. Non pas parce qu'il perd sa mémoire (encore que ce soit une des manifestations), mais parce que sa capacité de la reconstruire, de la réfléchir, de la reconnaître, est détruite. Il devient incapable de se rapporter à ce qui est accompli et s'accomplit en lui.

C'est l'appareil qui fait la relation. Il régresse et se débat jusqu'à la mort entre les mystifications de la socialisation bourgeoise qui l'atteignent et l'assiègent, puisqu'il est — seul —, en tant que puissance ennemie totale devenue pour lui incompréhensible.

Il devient un blanc, comme nous l'avons dit, une victime (et ainsi, peut-être devient-il aussi innocent), dès l'instant où il cesse de combattre — ne *peut* plus combattre.

Sa misère tient essentiellement à ce qu'il voit venir ce moment depuis longtemps, et qu'il sait que l'isolement pendant des années est aussi peu équivoque qu'un coup de revolver. Seulement irreprésentable et — cela aussi fait partie de la méthode, l'irreprésentabilité — beaucoup plus cruel.

« L'homme est, au sens le plus littéral, un « zoon politikon », il n'est pas seulement un animal social, mais un animal qui ne peut s'isoler que dans la société. Concevoir la production d'individus isolés en dehors de la société — un fait rare, qui peut à la rigueur arriver à un civilisé qui échoue par hasard dans une contrée sauvage, mais qui possède déjà en lui, en puissance, les forces sociales — est aussi absurde que de concevoir le développement du langage en dehors d'individus vivant ensemble et parlant ensemble4. »

Il nous a fallu pas mal de temps — en section spéciale — pour reconnaître la méthode et le but de l'isolement. Je dirais que la mesure a sa logique dans la perspective de tout le système : la nécessité à laquelle il est acculé, de réagir à la contradiction qu'il fait naître lui-même par l'extermination, parce qu'il comprend en elle sa propre extermination définitive. Car ce qui pourrait être « rééduqué » est détruit par la section spéciale. Elle n'est pas un projet

^{4.} Karl Marx. Grundrisse.

de socialisation forcée — bien qu'elle ne puisse résoudre le problème qu'elle révèle : la carence sociale, que par la destruction du prisonnier.

La tentative de comprendre dans ce sens et de justifier ce machin, et la torture qui s'y pratique, vient de Klug, devenu entretemps ministre de la Justice du Land de Hambourg. C'est tout à fait normal, parce qu'il est un masque *libéral* corrompu — qui transfigure son sale boulot avec l'illusion des valeurs — qu'une rééducation aussi exigerait —, valeurs dont cette société ne dispose plus.

Son problème fondamental, même dans ce détail qu'est l'antagonisme, est que la rééducation ou le lavage de cerveau en tant que projets exigent une légitimation de la part de l'appareil. C'est-àdire que pour l'y soumettre, l'appareil doit pouvoir constituer le sujet. Mais l'affaire entre l'appareil répressif d'Etat et le révolutionnaire (prisonnier), c'est que tous deux savent très exactement qu'ils sont, dans leur irréconciliabilité (comme dans leur rapport), l'expression de la tendance au cours de laquelle la légitimation de l'Etat bourgeois s'est désagrégée. Le pressentiment de la puissance de cette désagrégation développe la stratégie d'extermination de l'Etat contre nous. Posser⁵, en tant que social-démocrate, le pense — (et en a fait l'expérience concrète devant l'inefficacité de ses démentis paniqués). Ce qu'il avait en vue, ce n'était pas tout d'abord la rééducation, mais la destruction d'Ulrike et l'utilisation sans difficulté, sur le plan de la propagande, du prisonnier ainsi détruit dans le procès, qui devait lui procurer l'aveu : l'effondrement. Comme fonctionnaire du parti qui porte l'Etat, il est plus pragmatique : le rituel du pouvoir « sans heurt » renvoie le contenu qu'il veut négocier pour boucher le trou qui renvoie justement au creux vertigineux de sa clique.

Lorsque les problèmes surgirent — parce que la discrétion que l'affaire exigeait encore avait été brisée grâce à la mobilisation des avocats —, il eut l'idée, de façon un peu analogue à ce qu'est la vérité pour la social-démocratie, une marchandise, achetable — il ne faut pas oublier que toute la direction du parti Brandt-Schuhmacher a été achetée en 1945 par le capital américain contre le prolétariat allemand —, d'acheter un témoin pour l'Etat. Bien sûr, à l'échelon gouvernemental. (... « contre »..., ce n'est pas assez précis. La fonction stratégique de la social-démocratie est d'assurer l'initiative du capital dans la crise).

Donc, un « témoin de la couronne », un témoin de l'Etat. Une institution typique parmi tout l'ensemble des justifications idéologiques sur lesquelles repose la constitution de l'Etat de droit. Té-

moigne sans doute, mais, à coup sûr, *pour* notre politique. Même s'il n'est qu'une expression secondaire de la rupture à partir de ladoit être comprise.

Car la détermination stratégique, dans cette phase — la crise du capital et la crise économique de l'Etat, dont chaque action de la guérilla est l'interprétation politique —, doit être transformée par la continuité de l'offensive dans un processus certainement long et contradictoire, en crise politique finale de l'Etat, en rupture.

Nous en reparlerons.

Enfin, je ne peux pas parler de celui qui est torturé. Ce qui est prouvé avec lui, dans la liquidation finalement faite ouvertement, de la fiction de son statut de sujet, — puisqu'il est l'objet de la répression de l'Etat c'est aussi finalement seulement que les valeurs de l'idéologie bourgeoise du droit sont des antiquités encombrantes pour l'Etat impérialiste, à partir du moment où elles ne correspondent plus aux conditions d'utilisation du Capital.

Ce dont il faut parler, c'est de celui qui torture. De l'Etat. Et du processus dans lequel la stratégie de contre-révolution que mènouveau fascisme dans l'appareil d'Etat, sa technologie, ses appareils et, toujours un peu à la traîne, ses lois, — (et enfin, les conditions structurelles et organisationnelles des communications de suppose sur le plan institutionnel.

Nous le répétons ici : la torture n'est pas un concept de lutte révolutionnaire.

Les informations sur la torture ont peut-être une fonction de protection — mais la mobilisation qui veut l'utiliser, ne peut que se retourner contre la politique à laquelle l'Etat répond par la torture (et, en fin de compte, contre les prisonniers eux-mêmes), tant que le véhicule de sa politique est le réflexe moral de ceux qui se sentent encore chez eux dans cet Etat — et par exemple parce qu'ils veulent l'assumer en tant que révisionnistes. Cela signifie : la mobilisation ne peut que se diriger contre nous si elle n'est pas associée à la propagande de la politique armée, — si elle ne propage pas sa morale et sa stratégie; ce qui signifie toujours qu'elle n'en est pas encore elle-même à l'action armée.

^{5.} Ministre de la Justice du Land de Nordrhein-Westphalie. Membre du S.P.D.

Déclaration d'Andreas au procès de Stammheim

Le 16 iuillet 1975

Figurez-vous,

beaucoup plus clairement que dans les attaques de petits groupes révolutionnaires — c'est une expérience de l'histoire de l'insurrection qui est transposable — et qui fait ses preuves ici ...

c'est dans la réaction de l'Etat et sa dialectique que se marque

le mieux l'effondrement de la légitimation du système.

C'est par elle — par les appareils répressifs gonflés et la surdétermination qu'ils expriment — que la tactique de guérilla urbaine se développe, produit son effet.

La « R.A.F. », tout groupe de guérilla urbaine et toute action armée, est conditionnée et légitimée — elle le sait ou l'apprend tôt ou tard - dans la crise du système impérialiste. C'est elle qui fait naître la guérilla — elle qui la rend possible comme expression consciente de la tendance. I a réaction ouvertement répressive du système à sa politique est en même temps l'intermédiaire par lequel l'action de groupes numériquement petits reçoit une qualité nouvelle. Par elle, la puissance de la politique révolutionnaire, quand elle s'arme, devient manifeste, et par elle, elle peut devenir un phénomène de masse.

Un niveau de l'entremise par laquelle la guérilla devient efficace, est la répression ouverte, dans laquelle l'Etat impérialiste est obligé d'anticiper de façon ponctuelle la solution fasciste de la crise (qui n'est pas cyclique, et dans laquelle son rôle comme fonction politique du monopole international est absorbé par la stratégie militaire), par le mouvement du capital conçu comme stratégie militaire, selon des conditions d'affrontement que nous cherchons à obtenir; au grand jour. C'est-à-dire qu'il retrouve à l'intérieur le mécanisme de sa reproduction vers l'extérieur — la guerre — et ceci sous des

formes dans lesquelles son système de légitimation est forcément conduit à se désagréger.

Les stratégies/organisations officielles de la gauche extra-parlementaire légale — et évidemment la gauche dans les partis qui siègent au parlement - sont, dans cette dialectique. bloquées par leur légalisme du côté réactionnaire de la contradiction. Elles s'entêtent à respecter une légalité comme terrain de la politique socialiste (ou se plaignent de sa désagrégation), que l'Etat a si facilement abandonnée parce qu'elle a perdu son objet et sa fonction — la protection des conditions d'exploitation et l'intégration des capitaux nationaux

L'Etat national capitaliste est un agent politique du processus de monopolisation sous l'hégémonie du capital U.S. — dans les domaines qui sont directement contrôlés par le processus international de concentration du capital et ce. contre les intérêts de la bourgeoisie nationale, et des capitaux fossiles nationaux.

La possibilité d'une « relative autonomie » de l'Etat, sur laquelle mise la politique de la social-démocratie à gauche. était conditionnée par la concurrence et les contradictions des capitaux nationaux, ou bien par les phénomènes de nonsimultanéité dans le processus de monopolisation. Mais face au monopole international, il n'y a plus du tout d'autonomie de l'Etat national.

Aussi une mobilisation réactionnaire des masses — dont l'opérateur est toujours le nationalisme — est-elle à craindre aujourd'hui dans les métropoles, et elle n'est sûrement pas la forme de transition. Elle ne pourrait que se dresser contre la politique intérieure mondiale du monopole international — la politique extérieure U.S., c'est-à-dire la politique militaire — qui organise les Etats-nationaux capitalistes dans leur rapport inter et intra-étatique. Elle est également invraisemblable dans le cadre des manœuvres tactiques dont il était question, parce qu'elle coupe l'herbe sous le pied de l'opérateur de la stratégie institutionnelle du capital : de la socialdémocratie au pouvoir.

Son affaire n'est pas de consolider la domination sociale du capital au moven d'une forme de domination politique par l'Etat — mais de remplacer la domination sociale sur les travailleurs par un pouvoir politique global sur le travail. Elle est, directement, la transmission du commandement global du monopole international sur le prolétariat national, et ainsi, elle est protagoniste du processus que les travailleurs italiens appellent le « fascisme mondial. »

Parce que la constitution comme diktat des U.S.A. est dé-

jà l'expression de ce processus, et que c'est sur lui que se fonde par exemple le parallélisme des Constitutions des trois contre-Etats, fondés par les U.S.A., pour faire barrage au communisme : la Corée du Sud, le Sud-Vietnam et l'Allemagne fédérale, elle ne peut pas être défendue contre lui : ce n'est pas non plus en insistant sur les intentions de sa légalité qu'on peut constituer un terrain pour la politique socialiste. Ce dont il peut seulement s'agir pour nous, c'est de comprendre la nécessité de sa négation radicale. Par exemple, en constatant qu'elle a ainsi mis par écrit la contradiction entre prolétariat national et capital U.S. — Parce que c'était son ticket : depuis 1949, pratiquement toutes les guerres déclarées et non déclarées de l'impérialisme U.S. ont été menées légalement à partir de son territoire — à partir d'une légalité qui, dans les deux perspectives de la doctrine militaire réactionnaire qui la conditionnent : « sécurité intérieure », et destruction nucléaire grâce à ou contre les armes atomiques de l'armée d'occupation américaine sur son territoire (et ce qui est intéressant ici, c'est que c'est la Constitution qui est fondée sur une doctrine militaire, et non pas la doctrine militaire sur la Constitution), a été, dès le début, fonction de la stratégie américaine et, pour cette raison, n'a jamais pu exprimer autre chose que l'essence de l'impérialisme : la guerre.

Et ce que ces requêtes veulent dire : il n'y a pas de possibilité de mobilisation antifasciste pour mener la politique socialiste (ceci à propos des définitions de la stratégie énoncées dans je ne sais plus quelle discussion que Maihofer a publiée) — qui puisse véhiculer autre chose qu'une morale désemparée et grotesque, si elle ne se réfère pas à l'illégalité de la résistance — c'est-à-dire contre la légalité de la propriété, qui est le terrain du fascisme.

Déclaration d'Andreas au procès de Stammheim

Le 26 août 1975

Andreas a pu parler en n'étant interrompu que vingt et une fois par Prinzing, parce qu'une délégation d'avocats français assistait au procès. Il analyse ici le déroulement de la procédure à partir de ses contradictions — avec justesse, comme cela s'est avéré sept semaines plus tard.

Avec la ratification évidemment de la troisième Chambre de la Cour fédérale nous sommes exclus.

Le problème de la requête — déposée lors de telle ou telle tentative juridique des avocats de nous défendre, (et entre-temps, de se défendre eux-mêmes, de défendre leur fonction légale et, par là, la ruine qu'est devenue la Constitution) est qu'elle est vouée à l'échec. Que Prinzing ait annoncé sa volonté de rejeter dans les quatre heures la demande de suspension du procès, avant même qu'elle n'ait été fondée, le confirme déjà.

La procédure ne peut pas être légalement arrêtée après avoir été menée de façon illégale depuis cinq ans, ou, comme dit Maihofer¹, de façon « surlégale », et précisément pas par la justice, mais comme instrument d'une mobilisation — conçue de façon militaire — contre-révolutionnaire de l'exécutif.

J'utiliserai même une citation de Herold, au forum de Hesse² puisqu'il nous a utilisés tant de fois depuis cinq ans; — par exemple, pour gonfler son appareil — Herold s'interroge sur les causes du terrorisme, en déformant ce concept pour les besoins de la guerre psychologique, en en inversant le sens, comme nous l'avons déjà expliqué ici. En effet,

^{1.} Ministre fédéral de l'Intérieur. Membre du comité de direction du

^{2.} Forum de Hesse: table ronde organisée par les responsables du Land de Hesse, sur différents sujets, à laquelle sont invités des hommes politiques, des journalistes et des experts. Cette fois-ci, le sujet était: « Haute criminalité et terrorisme », où il y eut entre autres une intervention de Herold comme « expert ».

la guérilla urbaine ne répond pas au concept politique de terrorisme; on ne peut pas non plus assimiler son action à une tactique sur un plan militaire, dans le sens que l'histoire et la science militaire donnent à cette notion. Herold se demande ainsi:

« Si le terrorisme, tel qu'il se manifeste en R.F.A., mais aussi dans le monde entier, est le produit des cerveaux des activistes, des Baader et des Meinhof —, au pluriel c'est plus fort — ou bien si le terrorisme n'est pas simplement le reflet de certaines situations sociales dans le monde occidental — mais aussi à l'Est — et s'il ne reflète pas purement et simplement, dans une certaine mesure, au niveau des superstructures, des problèmes

qui existent objectivement... »

Il faut une bonne fois y répondre — (parce que cela risque de devenir difficile si on se laisse entraîner sur ce terrain. Il faut l'analyser; et il faut critiquer Schily³ pour ne pas l'avoir analysé). Toutes ces catégories sont employées de travers. Il faut dire que ca sonne mal quand un flic essaie de s'exprimer avec des catégories marxistes; car superstructure ne pourrait avoir ici que le sens de superstructure étatique du mode de production, de l'économie; mais on ne peut nullement utiliser ce concept à propos d'une organisation révolutionnaire. Et ce que nous avons expliqué il y a quelques jours se révèle en fin de compte exact. Le terrorisme d'Etat reflète assurément les problèmes du capital, qui existent à la base en tant que problèmes objectifs: « mûrissement de la tendance », crise, dissolution de la loi de la valeur, répercussions économiques, politiques et idéologiques des guerres de libération, etc. — Alors que la stratégie de la guérilla urbaine n'est pas possible, ne naît comme transmission révolutionnaire que, et seulement, comme il dit, à partir du reflet social des contradictions, que lui appelle problèmes. Cette fois, ça serait la définition correcte.

Mais il se demande ensuite:

« ... si le terrorisme en Allemagne n'est pas l'indice d'une loi objective de l'évolution historique, ou bien en résumant beaucoup, si le terrorisme ne représente pas une nouvelle forme de pseudo-guerre, de guerre populaire, de petite guerre, de combat de guérilla, s'il ne remplace pas la grande guerre. S'il ne s'agit pas ici de facteurs subjectifs, mais de facteurs objectifs, nous devons alors adopter une tout autre façon de le combattre que celle adoptée jusqu'à présent; et il ne sert à rien de cogner sur les têtes, ou même, comme le réclament

certains, de les couper. Il faut plutôt agir sur les causes historiques, sur les lois qui les soutendent. »

Il me semble important de répéter une fois de plus qu'il s'agit là de deux lignes. Donc la ligne « Cogner sur les têtes », — et c'est la ligne que suit Prinzing en ordonnant l'isolement, c'est la ligne que suit depuis trois ans l'Accusation fédérale avec les sections spéciales, avec la torture. Et il y a d'autre part la tentative — j'expliquerai cela précisément — de venir à bout du problème, comme le pense Herold, par des normes légales.

Nous pouvons rapidement constater que la cause est la rupture entre la base — la socialisation de la production, la concentration internationale du capital — et la superstructure — ici, l'Etat bourgeois dont la fonction est de maintenir le rapport de production capitaliste contre la tendance globale des forces productives vers le socialisme. Dans cette rupture, la guérilla, en tant que détermination générale, devient possible comme stratégie révolutionnaire : elle peut naître et se développer.

La réaction est, elle aussi, déterminée par cette rupture. La stratégie du capital, par l'intermédiaire de l'Etat, des institutions, ne peut essayer de trouver qu'une solution fasciste à cette contradiction. Ce qui différencie ce fascisme de l'ancien. du fascisme national et borné, c'est qu'il ne prend pas en charge l'Etat et ne s'impose pas dans la société au nom d'une stratégie réactionnaire des monopoles nationaux, du capital national — par l'entremise d'un mouvement, d'une mobilisation nationaliste —; mais c'est en suivant la tendance du processus de concentration et de monopolisation international — qui est la stratégie du capital dominant, du capital U.S. — qu'il met à sa disposition l'Etat national comme instrument de sa politique intérieure mondiale et que, par l'Etat national, il pénètre dans les sociétés nationales. C'est-à-dire que l'Etat national devient une machine du capital organisée au niveau international, dirigée contre la nation, contre le peuple. L'Etat constitutionnel bourgeois, en tant qu'expression des antagonismes de classes dans le cadre national, doit nécessairement, dans le développement antagoniste entre la socialisation de la production et la concentration internationale du capital, être dissout et transformé par un Etat fort, — c'est ainsi qu'on le désigne aujourd'hui —, donc de façon fasciste; ou alors, la dissolution du rapport au capital les désagrégera quand cette contradiction mûrira, et il sera renversé par la révolution

C'est la contradiction dans laquelle, — contre et donc grâ-

^{3.} Avocat de Gudrun Ensslin.

ce aux initiatives révolutionnaires, grâce à la politique armée dans les métropoles, se condamne soi-même l'illusion, — et le procès qui se déroule ici est à cet égard exemplaire —, l'illusion, l'idéologie bourgeoise, la conception bourgeoise de l'Etat. La déconstruction de l'idéologie est une transmission essentielle de l'insurrection. C'est à sa stratégie que se brise l'apologie que fait l'Etat du rapport au capital en le présentant comme une loi naturelle, que se brise le projet de légalisation totale de l'opposition de classes, et que l'Etat est obligé de se présenter ouvertement comme l'appareil socialement antagoniste du capital qui conduit la guerre.

C'est le processus au cours duquel il apparaît déjà que l'attaque de groupes quantitativement faibles, par le moyen d'une contre-offensive déclarée, atteint une nouvelle qualité,

par laquelle elle peut gagner les masses.

Dans la contradiction fascisme ou révolution, notre politique est le reflet concret de ce que Herold appelle les problèmes objectifs, pour proposer son appareil et sa stratégie de contrôle général de la société par la police, qui est un pro-

gramme de domination réactionnaire.

Je dirais que chez Herold, c'est particulièrement clair, parce qu'il est, en définitive, l'homme qui mène cette guerre ici. Il parle de tendance à l'organisation policière de la guerre et de déplacement du lieu des affrontements militaires vers l'intérieur, et dit : je suis l'homme qui doit mener cette guerre, donc donnez-moi l'appareil, donnez-moi l'argent, et avant toute chose, donnez-moi le pouvoir politique. Voilà ce qu'il ne cesse de répéter. Il revendique pour son appareil militaire un privilège social de recherche, — tel est son néologisme totalitaire — et exige une compétence législative qui soit inscrite dans la Constitution, — donc il exige de pouvoir faire des lois là où elles n'ont pas encore été faites pour lui. Il exige par là un pouvoir politique. Par là s'exprime effectivement la nécessité stratégique de la réaction, de dissoudre la différence entre police et politique.

C'est ce qu'il faut comprendre, — et on ne peut le voir que dans son ensemble —, quand il détermine la question des causes objectives comme essentielle pour les rapports entre police et politique. Pour savoir qui doit combattre le terrorisme — du politique ou de la police —, il répond bien évidemment : « je pense que c'est le politique ». La justice, elle, est complètement exclue. Il peut l'exclure, car dans les procès contre la guérilla urbaine, — pour une fois il voit juste —, elle est un instrument totalement au service de la police politique, elle devient une fonction de la police.

De toutes façons, les causes historiques sur lesquelles il veut agir, vraisemblablement avec des moyens aussi subtils que la nouvelle législation policière, lui échapperont, — car le système qu'il sert et la machine qu'il veut édifier n'ont aucune influence sur les lois historiques; il réagit à l'intérieur de ces lois, et sa réaction développe la résistance qu'elle est censée museler.

Herold propage l'Etat policier, et c'est ainsi une des constellations grotesques qui expliquent la déformation de l'Etat impérialiste, dans laquelle le procès se déroule ici. C'est Herold, le policier, qui se bat pour des normes juridiques, — finalement de droit international —, contre la guérilla — parce qu'elles serviraient sa volonté de puissance. Alors que le juge, Prinzing, dans son incapacité à se faire une idée de son suiet, doit les liquider dans sa tentative de maîtriser un affrontement explicitement politique, dans le marécage d'un procès pénal où, là, il sait s'orienter. Herold est au sommet de la réaction, mais les deux lignes sont l'expression du vide juridique et de l'absence de légalité dans lequel le procès se déroule — depuis la première action de la « R.A.F. ». Deux éléments qui font de ce procès une exécution militaire, et deux éléments qui sont l'expression de la contradiction, dans laquelle l'Etat ne peut que réagir davantage à l'encontre de sa propre constitutionnalité. Mesures d'urgence, interdictions professionnelles, lois d'exception anti-insurrectionnelles.

— il (l'appareil d'Etat) rompt la Constitution et, dans cette rupture, toute la médiation idéologique s'écroule. Ce qui reste, c'est un succédané d'idéologie avec le Conseil de sécurité de l'Etat — la guerre psychologique, elle, est le contenu de cette organisation.

Il ne s'agit donc pas ici de droit, c'est l'Etat qui se bat ici avec tous les moyens dont il dispose. C'est ce que Schmidt a suffisamment répété: il s'agit de mettre en œuvre tous les moyens, — et ce sont justement tous les moyens organisés de la répression, du mensonge, de la manipulation, de la technique il y va de l'image d'omnipotence impériale qu'il se donne de lui-même, contre la tendance historique consciemment articulée dans notre politique, dans l'insurrection: c'est là qu'elle apparaît en antagonisme avec la société et, donc, illégitime.

C'est dans ce même développement que la guérilla tire sa légitimité, le sens de sa politique, du manque de légalité du pouvoir dominant.

Car les buts politiques de la guérilla et ce qui passe des buts dans sa méthode et dans sa structure, produisent des es-

poirs et des comportements qui s'orientent selon la valeur d'usage, et non selon la valeur d'échange, dont la base, ruinée par la tendance objective à la socialisation de la production, est anéantie. Elle perd son sens social, la base matérielle de sa justification idéologique. Ainsi, ce qu'une analyse fausse de l'affrontement doit présenter comme une réaction exagérée de panique, disproportionnée de l'Etat contre la politique de la guérilla, s'explique dans sa tendance en fait comme un affrontement sur le sens de la pratique politique. Car l'Etat — en tant que fonction du capital monopoliste, dans et à partir du développement de sa crise — est obligé, dans cet affrontement, d'étendre, par la planification administrative, son contrôle à des domaines de la société qui, jusqu'à présent dans l'histoire, étaient hors de son emprise. Il est obligé de pratiquer cette expansion, par sa fonction qui est de maintenir la domination de la valeur d'échange.

A partir de là, ces contre-stratégies se développent forcément contre la désagrégation de l'idéologie, qui doivent permettre de compenser les besoins surproportionnés de légitimation (de l'Etat). Une conséquence aussi de son administration de la reproduction sociale, qui, jusqu'à présent, échappait à son contrôle.

L'Etat tente, au cours de ce développement, de produire artificiellement par la guerre psychologique, qui est un succédané d'idéologie, c'est-à-dire par l'extension planifiée de sa répression, la réalité et la base matérielle qui, dans le processus d'étatisation de la société, sont arrachées à ses idéologies de légitimation. Mais, répression exige soumission, sans pouvoir la légitimer. Au contraire, en développant la résistance contre elle, elle lui donne en même temps sa légitimité.

La politique de la guérilla, l'illégalité, est le contraire de l'étatisation de la société. Elle concentre sur elle toute la répression de l'Etat, mais aussi tous les espoirs de libération. A ce propos il faut encore ajouter que le projet de totale immixtion de l'Etat dans la société — la tendance fasciste à l'Etat totalitaire — est un processus qualitativement différent du vieux fascisme, parce qu'il est conçu et agencé scientifiquement.

(Au cas où nous arriverions ici à déterminer les concepts fondamentaux, j'expliquerai ça au titre de la stratégie, au moins dans la conception, sinon dans la réalité, car les structures dans lesquelles la réaction développe des stratégies sans parvenir à en élaborer un concept, sont un fait. Aussi est-il essentiel de voir comment les stratégies de la répression se dé-

veloppent à partir du processus de production aliéné luimême).

Quand Schmidt déclarait, la semaine dernière, que les dangers essentiels pour les Etats industriels occidentaux sont d'ordre économique et PSYCHOLOGIQUE », c'est de cela qu'il parlait. En tant qu'apologiste de l'Etat, il psychologise, par ces propos, la société tout entière.

A la place de la politique comme processus social, il met la psychologie et, de façon programmée, la stratégie répressive scientifiquement conçue de la guerre psychologique par exemple.

Il propage un appareil conceptuel qui n'a plus besoin de légitimité sociale, et qui n'en a plus aucune. La pénétration de la société par l'Etat au moyen de la manipulation, y est érigée en programme. Il en précise même les conditions : la tendance à l'antagonisme entre la société et l'Etat impérialiste, entre les forces productives et les rapports de production, qu'exprime l'Etat.

(Et justement, il ne fait pas que l'exprimer, il le protège aussi, dans la mesure où il devient lui-même capitaliste, par l'importance croissante de son rôle économique. Pas seulement en tant qu'intermédiaire violent (appareil de la violence, monopole de la violence) et politique (et idéologique), mais aussi en tant qu'intermédiaire économique dans les domaines où le capital est nécessaire pour la reproduction sociale, mais où les profits sont très faibles.)

C'est dans cet antagonisme que l'Etat est amené à réagir par des méthodes fascistes en invoquant la sécurité intérieure. Elles ont déterminé la conception de cette procédure et de ce procès ici jusque dans les moindres détails. L'Etat se présente ici comme l'Etat menant la guerre à l'intérieur, de la guerre de classes, — processus que Brückner⁴ a défini comme déclaration à l'ennemi intérieur;

selon lequel toute opposition politique à l'intérieur et à l'extérieur des appareils idéologiques de l'Etat — car les syndicats et partis font, en R.F.A., partie de l'appareil d'Etat, sont en R.F.A. pratiquement étatisés — est combattue par la répression, la déchéance des droits civiques, et finalement rendue illégale — et opprimée par l'intermédiaire d'une machinerie de contrôle et de fichage, à la hauteur du niveau techno-

^{4.} Peter Brückner: Professeur de psychologie. Ex-sympathisant de la « R.A.F. » mais invité à collaborer avec la Sûreté de l'Etat sous la pression de poursuites pénales. Aujourd'hui il sert d'agent d'information contre la guérilla urbaine.

logique de la production. Je pense que ce niveau était manifeste tout à l'heure : Schily démontre ici, en prenant l'exemple de la section spéciale de Bruchsal, qu'une machine d'exécution a été concue et construite là sur les instructions de l'Accusation fédérale. L'Accusation fédérale ne trouve rien d'autre à dire que : « D'où tenez-vous cela ? » C'est clair : ils veulent cacher le truc, et comme il apparaît quand même au grand jour, ils ont des réflexes de flics. - Mais continuons -. Si j'en parle, c'est parce que c'est exactement ça qui est, de façon exemplaire, en question ici, un vrai cours - cela s'exprime dans le caractère de la procédure en tant qu'elle n'est qu'une parodie de procès, et plus encore dans ses movens - : la nécessité du mensonge grossier et permanent, de la manipulation, la nécessité de nous baillonner comme cela a été d'usage jusqu'à présent. la rupture pratiquement automatique déjà du Code de procédure pénale, le rejet lapidaire, jusqu'à présent, de toutes les requêtes de la défense — de fait pas une seule requête n'a encore été admise, en trois mois et demi, en faveur de la défense, ainsi même pour des questions de détail; tout cela exprime bien la perfidie que Prinzing est obligé de montrer dans la conduite des débats.

Herold, pour y revenir, dit — et par là, il parle aussi du programme et de ses difficultés: « La tendance... est la construction consciente d'un contre-pouvoir dans le but précisément d'attirer à SOI dans un procés dont on espère fortement à une phase quelconque de la spontanéité, LA LOYAUTE DES CITOYENS. »

C'est pourquoi dans tout ce combat on utilise de plus en plus, pas seulement des catégories militaires, mais de plus en plus aussi... pour ainsi dire, des catégories du droit international. Et il cite un expert en droit qui dit: « Il ne s'agit justement pas ici d'une forme de criminalité, mais d'un affrontement relevant du droit international, où il est nécessaire d'accorder aux combattants les avantages de la Convention de Genève. »

(Enfin, ça n'en prend pas le chemin ici. Les avantages qu'on envisage ici, ce sont les sections spéciales, c'est ce bazar, la machine d'exécution de Bruchsal, qui était déjà prête avant le jugement.)

Herold louche sur des normes juridiques — des normes du droit international — puisque les normes établies pour l'intérieur ont dû être dissoutes depuis qu'on conçoit la réaction à l'intérieur de l'Etat comme une guerre.

Et ce qui le pousse à le faire, c'est certainement l'expérience des sondages d'opinion pratiqués en 1972, 1973 et

1974, qui a révélé une part de près de 20 % — prise dans la population adulte — de sympathisants à la « R.A.F. » Cela représente quand même quatre fois plus que ceux qui ont voté pour le parti du ministre de l'Intérieur. Evidemment nous ne disons pas que cela représente une base politique solide ou même seulement récupérable. — de tels sondages d'opinion. Nous pensons même qu'ils sont totalement inutilisables. Mais malgré tout, ils donnent une indication (ils n'ont certainement pas été faits pour nous!). Et l'Etat — la réaction étatique. elle, prend ces sondages d'opinion extraordinairement au sérieux. En revanche, on a pu très exactement constater à l'intensification des poursuites chaque fois, combien ces sondages d'opinion ont été intégrés dans le programme de mobilisation. Ils montrent donc malgré tout que l'Etat développe de facon tendancielle la résistance, qu'il dirige la lovauté vers nous à mesure qu'il est obligé d'essayer, par une mobilisation illégale comme les poursuites contre nous, de l'obtenir par la force.

Herold naturellement part du fait que — selon le niveau d'information de sa machine — on ne pourra nullement en venir à bout ici par la justice. La guérilla urbaine continue en R.F.A., elle n'est pas brisée par notre arrestation — au contraire... elle est plus forte qu'en 1972, et qui connaît des cas analogues d'insurrection dans l'histoire, sait qu'elle se développe par des spectacles inédits comme celui de Stammheim. En ce sens, c'est toute la conception des procès qui a échoué dans son développement.

Et ici, on ne cherche pas non plus à rendre justice — on n'a même pas essayé de le faire, je pense qu'au cours de ces trois mois, c'est devenu chaque jour plus manifeste — mais la justice cherche forcément à prolonger dans les prisons et la forteresse des tribunaux, un affrontement conçu dans un sens militaire, avec des moyens inappropriés, mais il s'agit bien d'un affrontement militaire. Et bien entendu contre des prisonniers isolés depuis trois ans et demi. Je voudrais ainsi dénoncer le côté lamentable des efforts de propagande d'un tel procès.

Mais essayons de comprendre toute cette affaire

Si la justice mène la guerre ouvertement et dans une fonction publique, elle liquide, avec les normes juridiques par lesquelles elle se légitime idéologiquement comme médiateur entre l'Etat et la société, tout l'ensemble de justifications idéologiques que se donne un Etat fondé sur le droit, elle renforce ainsi la contradiction qu'elle est censée résoudre. Elle devient ainsi une justice de parti. Un instrument de la « counter-insurgency ».

Mais ce qui devient visible et saisissable dans cette faille — et de façon particulièrement manifeste ici, c'est l'Etat impérialiste comme fonction du capital opposé à toute tentative — ne réagissant plus à la contradiction que par la propagande et par la guerre psychologique —, à tout essai de maintenir sa légitimation sociale.

Il se peut qu'Herold pense à cette contradiction à partir de laquelle, historiquement, s'est toujours développée la résistance, tandis que Prinzing, qui ne comprend rien à rien, continue à « cogner sur les têtes », en ordonnant l'isolement, et en essayant maintenant de s'en tirer en nous psychiatrisant. Mais la psychiatrie non plus n'est pas appropriée, n'est pas une solution — elle ne peut pas lui fournir une légitimation — ; par contre, ce qu'elle peut apporter comme conséquence de sa ligne, — selon la structure de la personnalité des prisonniers politiques - c'est: nous anéantir physiquement. « Faire tomber les têtes ». C'est ce que Prinzing a réussi à Wittlich5. Je ne pense pas que ce soit exagéré, — et quiconque suit ce procès ne peut penser que c'est exagéré. Car la question qui reste ici sur la table, c'est que ce juge illégal, — avec ses mesures illégales pour résoudre la contradiction dans nos têtes — par les sections spéciales et la psychiatrie —, n'a pu manœuvrer sur ce point, mais nous a achevés physiquement. A ce propos, ce qui nous frappe, c'est la passion de ces quarante prisonniers pendant trois ans, aux limites de ce que Schmidt appelle une conception sans limites d'un Etat fondé sur le droit, qui a développé finalement, à tous les niveaux, une dialectique en notre faveur, parce qu'il a été impossible de faire craquer les têtes malgré tous les moyens mis en place dans les sections spéciales, malgré la torture quotidienne de six mois d'alimentation forcée, malgré les tortures dans les cellules tranquillisantes. Et parce que cette démonstration n'a pas marché, l'intérêt de l'Etat à exterminer les prisonniers s'est forcément développé — (ceci jusque dans son expression architecturale dans la section de Bruchsal 6 et dans quinze autres sections); le procès devait forcément traîner jusqu'à ce que les prisonniers soient dans l'incapacité de comparaître. Mais la résistance aussi s'est forcément développée, - comme on l'a vu à Berlin et à Stockholm. Et parce qu'il n'a servi à rien de « cogner sur les têtes », — tout au moins vu que le groupe des prisonniers résistait mieux contre la destruction psychique que contre les conséquences physiques de la torture psychique, les spéculations de Prinzing se sont alors effondrées, et sur le plan de la propagande du fait de notre résistance, et sur le plan de l'économie du procès du fait de notre affaiblissement physique.

La solution qui lui reste encore — et on verra bien comment il s'y prend —, est effectivement — et chacun a probablement pu s'en rendre compte lors de la dernière séance — : notre exclusion illégale, ou, comme l'a découvert un journaliste, le putsch du tribunal : après avoir préparé avec autant de soin la procédure en liquidant de façon illégale la capacité de défense des prisonniers (et la défense elle-même), il est obligé maintenant de nous exclure, afin de se débarrasser de la contradiction que développe, dans la procédure, cette incapacité de défense et à comparaître des prisonniers. Mais même la tentative de jouer ici un procès, une procédure, doit échouer. Du moins en tant que tentative de procurer, à cette partie organisée de la réaction politique en opinion publique. un cadre juridique par les moyens de la propagande, et par là, la légitimation que la conception militaire de la mobilisation de l'Etat, en cinq ans de mesures illégales, a forcément anéantie. Ca ne peut pas marcher — et c'est la contradiction insoluble dans laquelle traînent tous ces arrangements — parce que la politique révolutionnaire n'est pas justiciable. La justice politique ne résoudra pas la contradiction, la confrontation qu'elle est chargée de juger. Elle l'exprime ici par la disponibilité et la mise à la disposition totale du tribunal aux mains de la Sûreté de l'Etat et du gouvernement. Ici, on ne juge pas selon le droit bourgeois — ici, on exécute selon un pragmatisme militaire qui organise tout jusqu'à l'exécutif lui-

Il suffit de regarder autour de soi.

Déjà, on critique Prinzing, parce que le spectacle ne marche pas comme il faut — il devient disfonctionnel, parce que la fonction traditionnelle du juge se perd dans la manipulation brutale qu'il fait subir à la procédure. Son désarroi entre l'intérêt de sa classe, d'imposer le fascisme par la légalisation de toutes les relations sociales, — donc par l'intermédiaire et par le moyen de la *forme* de la constitutionnalité, et la violation ouverte du droit, constamment visible dans l'arrangement de cette procédure, commence à faire problème. La contradiction de Prinzing est qu'il doit, en tant que juge, arranger quelque chose qui ressemble au moins à du droit — c'est ce

^{5.} Prison du Bade/Wurtemberg où l'on a travaillé à la mise en place de sections spéciales pour recevoir les prisonniers (voir plans à la fin du volu-

^{6.} Prison du Land de Rhénanie/Palatinat où a été assassiné Holger Meins.

que Busche⁷ a bien pigé — parce que sa fonction ici est essentiellement de transcender sous la *forme* du droit, ici de la procédure dans le cadre d'un Etat fondé sur le droit contenu, en tant qu'il est le système de règles au moyen duquel le capital contrôle et domine son processus social de reproduction: comme projet de propagande de la procédure.

Il pourrait en fait encore s'en tirer: il n'y aurait qu'à arrêter la procédure — mais ce serait un acte de résistance légal contre la Sûreté de l'Etat, et ce n'est certainement pas dans son intention sinon, il ne siègerait certainement pas ici comme juge illégal, ce que tout le monde sait désormais.

Il était inévitable que Prinzing, depuis que le droit bourgeois n'est plus son système de référence, depuis qu'il l'a abandonné, selon la dramaturgie de l'Accusation fédérale — au plus tard, depuis la mort de Holger, mais plus vraisemblablement avec les magouilles autour de son siège, — que ce juge soit obligé de s'appuyer d'une manière toujours plus ouverte et plus directe sur le pouvoir — la ligne Wunder, Buback, Vogel⁸, Schmidt. En tant que marionnette suspendue aux fils de l'exécutif, — ici de Buback, il mènera l'affaire jusqu'au bout, à tout prix et par tous les moyens — jusqu'à ce qu'elle se termine finalement dans la section de Bruchsal.

Cela finit par nous amuser ce procès, de voir avec tous les procédés contre la « R.A.F. », la procédure se mettre en antagonisme avec sa fonction. De voir que devant ce qui a été projeté ici, ce qui, à Stammheim, ne marche pas, c'est de jouer au droit bourgeois intact (en tant que loi naturelle, pour ainsi dire éternelle des rapports de production qu'il protège) et à l'inutilité de toute résistance contre cela. Ce qui marche, ce n'est plus que la démonstration de sa déchéance, et par là, le dépérissement de la classe dont Prinzing — le tribunal — se fait ici le gérant.

La « R.A.F. » — la guérilla — n'est pas justiciable, parce que l'Etat du capital, en tant qu'il est le côté réactionnaire de la contradiction, est obligé de nous poursuivre, nous, la guérilla, d'une manière exemplaire, étant donné le développement de la crise sociale, en tant que nous représentons la possibilité et l'actualité d'un développement révolutionnaire.

Et nécessairement avec les catégories de la guerre, parce que la guérilla urbaine, notre politique, notre stratégie, sont une partie de la guerre de libération mondiale (internationale) contre l'impérialisme qui détermine la crise dans les monopoles.

Herold, — encore une fois, lui, a pigé: « Je vois ici un processus mis en marche de façon objective, à l'échelle mondiale, et auquel l'organisation policière de la guerre a de quelque manière que ce soit à mettre fin, tandis que la grande guerre perd justement de plus en plus de substance entre les nations; et parce que celles-ci ont perdu leur force de déterminer et de façonner l'histoire, une nouvelle forme de décharge de l'agressivité apparaît justement, qui ne peut être comprise que sur le plan international. » Parfaitement juste.

C'est un mélange de Hacker et de Beaufre, qu'il offre là. L'adaptation en termes de criminalité de la conception criminologique de l'histoire qu'ont les fascistes américains. Fondée sur le plan idéologique, évidemment sur la psychologie américaine, la « décharge de l'agressivité ».

Nous trouvons ce qu'il offre là, dans sa médiocrité, plutôt drôle. La médiocrité jusque dans sa réception et dans ses emprunts à l'idéologie réactionnaire américaine, qui montre bien pour qui il mène cette guerre : en tant que partie des forces réactionnaires globales américaines pour l'impérialisme américain.

Ne serait-ce, au moins, que le colportage digne de flics de la criminologie impérialiste *internationale contre* la misère des gens ici, des Prinzing qui veulent faire se dérouler une parodie de procès politique, effectivement comme une farce policière, parce qu'ils n'en pigent pas une.

J'y opposerai encore brièvement notre conception de l'affrontement: si le fascisme tel que Herold et Schmidt le représentent comme stratégie institutionnelle étatique du capital, est la transmission réactionnaire des rapports de production devenus antagonistes à l'échelle mondiale, alors l'internationalisme de l'insurrection, la construction d'un front politique et militaire dans les centres de l'impérialisme est l'expression révolutionnaire de la rupture dans les métropoles et sa stratégie ou elle le sera.

Ce processus de l'insurrection est la juste manière d'agir à laquelle nous attachons tant de prix, à laquelle nous visons — c'est seulement d'elle que nous sommes responsables et devant elle que nous avons à nous justifier.

^{7.} Rédacteur au Frankfurter Allgemeine Zeitung.

^{8.} Hans-Jochen Vogel: Membre du S.P.D., ministre fédéral de la Justice. C'est sous son ministère qu'ont été promulguées les lois d'exception contre la guérilla urbaine.

Déclaration d'Andreas, Gudrun, Jan et Ulrike, au procès de Stammheim

6 août 1975

A propos de : la Justice au service de la Sûreté de l'Etat, la guerre psychologique et l'opinion publique impérialiste.

Argumentation des quatre prisonniers de la « R.A.F. » à propos de la requête en suspicion légitime contre la 2^e Chambre criminelle du Haut tribunal de Stuttgart (O.L.G.) le 5 août 1975.

Ce texte est la transcription de l'enregistrement du seul jour d'audience. Il n'existe pas de manuscrit. Les détenus n'ont évidemment pas pu parler sans être interrompus. Prinzing les a coupés quarante-huit fois; pour finir, on leur a enlevé le micro l'un après l'autre, comme à l'habitude. Les interruptions et les débats engagés à ce propos entre les avocats et la Cour ne figureront pas dans ce texte.

L'argumentation est par ailleurs incomplète, elle n'a pu être menée à terme, car les prisonniers ont finalement été exclus de l'audience.

Cette forme de requête en suspicion légitime est devenue nécessaire pour développer les argumentations, parce que les prisonniers n'ont pas d'autre possibilité de parler au procès. Et normalement les juges n'ont pas le droit d'interrompre ce genre de requêtes. A Stammheim, il en a été autrement, et dès le premier jour : elles étaient systématiquement interrompues, à intervalles de plus en plus rapprochés, et finalement étouffées au bout de la deuxième ou troisième phrase, sous prétexte au'elles n'avaient pas de rapport avec le suiet.

Les déclarations ont été empêchées dès le début du procès — et ce, grâce à la loi d'exception spécialement promulguée pour ce procès au cours d'une procédure d'urgence —, à l'exception de la déclaration analytique fondamentale des prisonniers sur les faits, qui a duré trois jours. Cette déclaration prévue par le Code de Procédure pénale au début de la production des preuves, Prinzing a empêché qu'elle se fasse pendant cinq mois. Elle n'a été que partiellement reconstituée, car l'enregistrement de la séance a été coupé. A la suite de cela, dans le procès, les prisonniers n'ont pu interroger que deux témoins et ne déposer que des requêtes dans le cadre de la production des preuves.

A propos du rôle et de la fonction de la République fédérale, en tant que sous-centre le plus agressif de l'impérialisme U.S. et seconde puissance dans la chaîne du système des Etats du capital monopoliste sous l'hégémonie de son membre le plus puissant — du capital U.S., au service de la stratégie contre-révolutionnaire, du capital U.S. à la périphérie et de l'intégration réactionnaire en Europe de l'Ouest. Egalement à propos de la fonction de la R.F.A. comme base centrale des opérations de la C.I.A. contre le Vietnam, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et l'Europe de l'Ouest.

(Aucun des témoins cités à ce propos n'a été autorisé à déposer.) Les prisonniers ont comparu encore une fois au procès pour faire la déclaration à la suite de l'assassinat d'Ulrike Meinhof. Après quoi le procès s'est déroulé sans eux.

Les activités de Prinzing vis-à-vis des media ressortent de leur mise au service des intérêts et de la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale et de l'appareil de Sûreté de l'Etat.

Elles sont constamment présentes dans la procédure ellemême, par la manière dont il mène les débats — mais ne se limitent pas à cela. Il a lui-même depuis longtemps dissout sa distinction entre « ce qui fait partie de la procédure principale » et « ce qui n'en fait pas partie », et il ne l'applique que quand pratiquement elle entrave la défense et la démantèle complètement.

En tant que fonctionnaire de la Sûreté de l'Etat, il déve-

loppe de façon autonome les produits, les falsifications et les constructions de toutes pièces de l'Accusation fédérale, et de l'ap-

pareil de Sûreté de l'Etat;

— en tant que l'un de leurs principaux intermédiaires avec la presse, ce qui est possible pour la première fois hors sa position et sa fonction ici dans cette procédure (qui, ellemême, est un simple stratagème) — cela signifie que, étant donné sa fonction à la Sûreté de l'Etat, il développe des activités qui, d'un autre côté, sont utiles à ses décisions (c'est ainsi qu'il peut décréter la détention-extermination); utiles aussi pour faire passer la condamnation que l'appareil de Sûreté de l'Etat, sous le commandement de Buback, a programmée à l'avance, et qui est préparée par la guerre psychologique.

Par elles, Prinzing se fait donc lui-même un élément intégrant de la guerre psychologique. C'est pour cette raison que

nous le récusons.

Il faudrait faire ici quelques remarques à propos de cet ensemble: partialité de Prinzing, collusion de la Sûreté de l'Etat et de la Justice, guerre psychologique, torture et manipulation de l'opinion publique.

Le moment de l'opinion publique à l'intérieur du système

homogène:

- section spéciale,

- Accusation fédérale - tribunal,

— presse au service de la Sûreté de l'Etat — c'étaient les avocats Ströbele, Groenewold et Croissant. Ils ont été arrêtés parce que, pour Buback, ils sont synonymes d'information internationale sur les méthodes qu'il préférait laisser dans l'ombre. Il n'y a pas d'autre motif à ces procédures d'exclusion et à ces arrestations.

Ils ont été arrêtés, pour intimider les avocats de notre choix qui nous restent, avocats que Buback se permet d'appeler, pour les décourager d'avance, les « soi-disant avocats de confiance » (dans son interview au Quick)¹ — (de soi-disant avocats de confiance se dit donc des avocats choisis par l'accusé, — droit qui leur est pourtant reconnu par la « soi-disant » seulement aussi Convention des Droits de l'Homme, comme droit fondamental — « soi-disant » droit fondamental). Intimidation, c'était le mot utilisé par Buback dans son interview au Welt Am Sonntag² en mars. L'intimidation

est la fonction de la terreur. Et elle n'atteint pas que les avocats.

Quand Klaus Croissant a été arrêté avec la raison explicite qu'il avait fait appel à l'opinion publique internationale pour soutenir les détenus, qu'il avait informé l'opinion publique de leur grève de la faim, Busek³ a bien compris — que ce reproche/motif d'arrestation pouvait tout simplement être fait à tout journaliste, dans la mesure où celui-ci en disait plus que les dépêches d'agence. Autrement dit, il a compris que la terreur exercée contre les avocats est naturellement aussi un moyen d'exercer la terreur contre les journalistes; — et comment fonctionne l'intimidation: le particulier s'en tiendra à cela, et il n'est pas nécessaire qu'il le sache.

Ce qui reste aujourd'hui, c'est la présence des prisonniers aux procès. Car il est faux que nous recevions du courrier et des visites. Tout ce que nous en connaissons, ce sont les décisions de refus et de confiscation de Prinzing qui interdisent toute communication politique en alléguant des arguments de sécurité absurdes : mais derrière cela se cache l'amalgame entre communication et agitation, c'est-à-dire la conception en termes de consommation qu'a Prinzing de la communication. L'agitation, il ne sait pas ce que c'est. Ce qu'il fait, c'est de qualifier toute manifestation de vie de notre part, ou simplement tout mot, de dangereux pour l'Etat, et en ce sens, il est déià le représentant idéal de ce type d'être inhumain pour lequel Maihofer⁴ a forgé le terme de « citoyen actif » — Selon la définition de Maihofer, c'est le citoven qui accepte la « confrontation intellectuelle avec les causes de ces phénomènes (« ces phénomènes » dont parle Maihofer ici étant la guérilla urbaine) et qui se décide consciemment à défendre son Etat » (« son » étant bien entendu un euphémisme pour un Etat dominé par le capital transnational U.S.). « Le gouvernement fédéral », pour sa part, ainsi s'exprime Maihofer (le 13 novembre, lors d'une séance au « Bundestag ») « continuera à favoriser, par un travail d'explication systématique, les conditions d'une telle confrontation intellectuelle, comme il l'a déjà fait jusqu'à présent dans ses rapports et documents (illégaux et falsifiés) à partir des dossiers de l'instruction. »

Dans ce plan, le boulot de Prinzing consiste à empêcher que les prisonniers de la guérilla urbaine puissent prendre la parole dans cette « confrontation intellectuelle ». Le gouver-

^{1.} Revue illustrée réactionnaire à l'usage des ploucs.

^{2.} Edition du dimanche du quotidien réactionnaire Die Welt. Appartient au groupe de presse Springer.

^{3.} Rédacteur à la Süddeutscher Rundfunk.

^{4.} Ministre fédéral de l'Intérieur; membre du F.D.P.

nement le protège. Il protège le gouvernement. Avec le « citoyen actif », les représentants de l'Etat sont entre eux.

Dans sa décision autorisant la visite de Sartre à Andreas, Prinzing a formulé son identification à la stratégie de la guerre psychologique, à ses critères.

Dans cette décision, Prinzing déclare crûment que l'action contre Drenkmann⁵ a réveillé la volonté — il veut dire celle des media — dont on déplorait jadis l'absence, de s'opposer, par un travail d'explication auprès de la population, à la campagne de calomnie dirigée contre l'Etat et la Justice.

Prinzing, c'est tout à fait évident, demande à la Sûreté de l'Etat des provocations — il demande un pourrissement du climat public. Il dit très ouvertement que pour son boulot — l'extermination des prisonniers de la « R.A.F. » —, il a besoin du soutien des media; il conçoit son boulot comme en état de guerre.

Il est évident que nous ne nous désolidarisons pas de cette action dirigée contre la Justice de Berlin. Le fait que *Prinzing* l'ait saluée, qu'il ait trouvé qu'elle tombe à point pour lui, montre simplement de quel côté il se situe depuis sa participation à l'assassinat de Holger.

La guerre psychologique est devenue la méthode dominante de la lutte des classes depuis la deuxième moitié des années 1960, lorsqu'avec la vague de récessions enregistrées dans tous les centres d'accumulation de l'impérialisme et l'aggravation de l'antagonisme entre les métropoles et le tiers monde, avec l'escalade de la guerre américaine au Vietnam, — la révolution a enfin retrouvé son actualité dans les métropoles. La guerre psychologique a été développée comme stratégie de guerre, à partir de la psychologisation de la publicité de consommation; à partir de la structure de colonisation spécifique dans les métropoles, telles que l'impérialisme U.S. l'a imposée après 1945 en Europe occidentale, à travers l'anticommunisme et la civilisation de consommation. Son instrument, ce sont les media.

Autrement dit: toujours résultante de la guerre impérialiste, complément du pacte nucléaire, la guerre psychologique, après la rupture entre la stratégie et la tactique du capital — c'est-à-dire depuis qu'il n'a plus de stratégie, qu'il ne fait plus que réagir à la crise et à l'attaque révolutionnaire —, rupture par laquelle l'impérialisme pour exprimer sa défense historique (du fait qu'il est stratégiquement un tigre de papier) ne peut plus élaborer que des stratégies d'extermination — est devenue, depuis le milieu des années 1960, la dominante de la politique impérialiste qui est de guerre.

Elle absorbe toutes les sciences existantes — sciences naturelles et sciences humaines, en tant que sciences de domination. En tant que fusion, elle aspire au fusionnement politique, c'est-à-dire à la mobilisation réactionnaire, fasciste.

Elle amène l'Etat impérialiste surdéterminé à sa conception globale : contrôle et fichage. Elle n'abandonne son champ d'action spécifique — prévention/endiguement — que pour amener le système impérialiste dans son entier à la conception qui la détermine : la guerre dans le processus de son démantèlement par la révolution mondiale.

La logique instrumentale de la guerre psychologique est un système clos sur lui-même.

« L'information offensive, ou comme dit Maihofer, la pénétration intellectuelle des formes sous lesquelles apparaît le terrorisme politique », ou comme dit Schmidt « la confrontation intellectuelle et politique » avec la gauche révolutionnaire opère avec un matériel produit par l'appareil constitué par l'Accusation fédérale, le tribunal, l'Office fédéral de la police criminelle et le gouvernement même : ce sont eux qui produisent l'image de l'ennemi, ce sont eux qui produisent le jargon — ce sont eux qui produisent les faits qui doivent donner la vérification de leur image de l'ennemi.

Et pour finir, ce sont eux qui produisent le provocateur qui doit donner aux affirmations de la guerre psychologique une apparence de tangibilité.

Toute une armée de scientifiques et tout un système de tranchées que constituent les institutions, s'emploient à élaborer les définitions et les possibilités de leur vérification.

Et ce qui se passe alors : on crée le concept de « terrorisme ». Ce concept est une projection. Projeté sur la guérilla urbaine, il est faux.

La définition du terrorisme avec laquelle opère la stratégie réactionnaire contre la guérilla, vient de Hacker, qui est psychiatre, et qui pose, à l'aide d'un vocabulaire pseudoscientifique, la question de la transformation/évolution de la société en termes de conservation du statu quo social; en termes d'adaptation par la violence de l'homme à des rapports inhumains. Hacker appartient à la clique des scientifiques impérialistes qui, comme le psychologue du comportement Lorenz et le behavioriste Skinner (comme aussi les autorités de

^{5.} Günther von Drenkmann: Président de la chambre de Justice des juges à la Cour de Berlin. A été exécuté par un commando du Mouvement du 2 juin, le lendemain même de l'assassinat à Wittlich d'Holger Meins.

la Société allemande des psychiatres), se sont donnés pour tâche de toute leur vie de masquer le contenu matériel du combat anti-impérialiste, d'endraper scientifiquement les programmes d'extermination des prisonniers — programmes visant à exterminer les révolutionnaires et les rebelles prisonniers. Hacker est conseiller du Pentagone, du F.B.I., et du B.K.A. pour la répression des soulèvements.

C'est là que Schwarz, Maihofer, Schmidt, ont trouvé leur concept de terrorisme, de même que Borchert⁶; toute la littérature de la police, et récemment, le professeur Barning de Berlin, lors d'un congrès de la Fondation Thyssen — entourent ce concept d'une apparence de scientificité et d'informations fondamentales (qu'ils n'ont pas, car l'application de toute cette définition à la guérilla urbaine est un non-sens).

D'après la définition de Schwarz (ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat), la « règle fondamentale du terrorisme est de tuer le plus de gens possible. Les terroristes veulent apparemment créer dans le monde entier et chez le plus de gens possible, un sentiment d'épouvante qui les paralyse ». Voilà l'exacte définition de la politique d'Israël envers le mouvement de libération palestinien, de la politique des U.S.A. au Vietnam, de la politique de la Junte au Chili, de la politique de l'Accusation fédérale — c'est leur règle fondamentale : le plus possible de combattants morts, le plus possible de prisonniers tués.

(« L'horreur paralysante », c'est effectivement et précisément le sentiment que l'Accusation fédérale veut créer chez le plus de gens possible, quand elle fait construire de plus en plus de sections silencieuses, quand elle enferme de plus en plus souvent et pour des périodes de plus en plus longues des révolutionnaires prisonniers. Jan et moi ne sommes dans rien d'autre ici à Stammheim. Augustin, les quatre de Stockholm, Schiller et Eckes, sont aussi dans des quartiers de la mort. Par sa définition, Schwarz a décrit de façon claire et expressive la torture par l'isolement, parce qu'en tant que ministre de la Police, il sait évidemment ce que c'est : le terrorisme — donc la torture. Je pense cela comme je le dis. Parce qu'à l'inverse des fascistes, ou — si vous n'aimez pas le terme — je peux dire aussi : des sadiques de la politique, nous ne nous servons pas de formulations surdéterminées.)

C'est à partir de là, et à partir de là seulement (c'est-àdire à partir du terrorisme exercé par l'Accusation fédérale) qu'on peut comprendre comment il a été possible que la grève de la faim n'ait pu imposer la suppression de l'isolement (car le terroriste Buback voulait qu'il y ait le plus possible de prisonniers tués), et ce n'est qu'à partir de là que l'on peut comprendre pourquoi notre incapacité à comparaître ne gêne nullement (le terroriste) Prinzing.

Une fois le concept de « terrorisme » imposé par la fixation de règles du langage, imposé par le gouvernement aux media comme projection — en d'autres termes, on projette la politique de l'impérialisme contre les mouvements de libération sur les mouvements de libération eux-mêmes —, la contre-propagande de la réaction, comme toute propagande impérialiste, ne peut être rien d'autre qu'une projection qu'on étoffe ensuite avec les provocations de la police :

- la menace d'intoxication de l'approvisionnement en eau potable à Stuttgart lancée afin de chauffer l'atmosphère pour le procès :
- la menace de tirs de roquettes sur un stade lors de la coupe du monde de football pendant l'été 1974;
- le mensonge sur le vol d'ypérite, et la fausse alerte à la suite de ce prétendu vol, en Bavière;
- les menaces d'attaques à la bombe à Stuttgart en 1972 :
- et finalement, l'action policière réelle: l'explosion d'une bombe, le 6 décembre 1974, dans un casier de consigne automatique à la gare de Brême, afin de fournir, après l'assassinat de Holger (par l'Accusation fédérale) de la matière à la contre-propagande de la réaction contre la grève de la faim et en faveur de la liquidation d'autres prisonniers dans cette grève.

Finalement, on produit le provocateur — à présent en la personne de Müller, auquel la Sûreté de l'Etat, qui le prépare depuis un an, demande de confirmer que cette action est bien de la « R.A.F. ».

Le terrorisme — du point de vue de la science militaire, cela signifie aussi: la destruction d'installations d'approvisionnement, c'est-à-dire des digues, des barrages, des hôpitaux, des centrales produisant l'énergie —, en résumé: tous les objectifs systématiquement visés par les bombardements américains depuis 1965 contre le Nord-Vietnam — opère par la peur des masses. La guérilla urbaine porte la peur à l'intérieur de l'appareil. Le terrorisme prend pour objet les masses. La guérilla urbaine opère à partir de failles entre l'appareil et les masses, et elle est toujours du côté des masses. Les actions de la guérilla urbaine ne sont jamais dirigées contre le

^{6.} Hans-Joachim Borchert: auteur de La guérilla sous les sociétés industrielles, et chef de l'Etat-major de la « Bundeswehr ».

peuple. Ce sont toujours des actions contre l'appareil impérialiste. La guérilla urbaine combat le terrorisme de l'Etat. Les actions de la guérilla urbaine excluent la projection qu'on fait du terrorisme dans la discussion sur la sécurité intérieure. Et le peuple le sait. 86 % des gens, d'après les résultats des sondages d'opinion, pensent que ce sont les hommes politiques et les grands actionnaires qui sont concernés par la question de la sécurité et non pas le peuple; tandis que 24 % pensent que leur téléphone a été mis sur écoutes par les services de l'Etat. Ce sont des chiffres étonnants si l'on pense que par le biais des media, on essaie sans cesse de faire rentrer dans la tête des gens la déclaration de guerre à l'ennemi intérieur, si l'on considère la faiblesse actuelle de la guérilla et, inversement, la puissance de propagande de l'Etat. Ils prouvent que le système est mûr pour être désagrégé et finalement détruit; ils prouvent la conscience révolutionnaire latente du peuple, son hostilité manifeste face à l'Etat.

Mais revenons encore une fois à Müller, car c'est vraiment un bon exemple. Il ne s'agissait pas là d'un soupçon comme le fait faussement croire le Frankfurter Rundschau⁷. Il s'agit de faits. Nous avons lu ici une décision, un acte judiciaire qui le prouve. Il est un exemple de la manière dont la Sûreté de l'Etat produit elle-même le contexte de sa justification, qu'elle utilise ensuite pour imposer dans l'opinion publique sa stratégie d'extermination contre nous.

Un exemple du terrorisme de l'Etat :

C'est Müller qui avait envoyé à L'Info le torchon dans lequel il réfléchissait à la manière dont on peut préparer un explosif de façon à ce qu'il explose même s'il a été gelé pour être désamorcé — et cela, à un moment où il recevait déjà ses instructions de la Sûreté de l'Etat — c'est-à-dire qu'il a envoyé ce truc à L'Info: à partir de là si la relation avec l'ac-

tion de la police à Brême (pour l'histoire de l'explosion d'une bombe dans la consigne automatique) n'a pas été directement faite, elle a au moins été suggérée. Et Buback se sert maintenant de ce truc afin de justifier la terreur qu'il exerce contre les avocats, pour camoufler le fait qu'il terrorise les avocats parce qu'ils représentent le seul élément d'opinion publique pour les prisonniers, afin de supprimer la fonction de protection qu'ils jouent encore, afin d'en arriver finalement à l'extermination de tous les prisonniers.

Et l'Etat veut faire prétendre à Müller que la bombe déposée par la police dans un casier de la consigne à Brême était une action de la « R.A.F. » parce que la Sûreté de l'Etat ne peut par ailleurs que se ridiculiser avec ce sordide personnage en le présentant comme témoin de la couronne, et parce qu'en trois ans et demi d'isolement, ils l'ont tellement détruit que Müller ne sait plus que bégayer et que le désastre, lors de ses récitations de textes composés par l'Accusation fédérale, ne peut être que plus grand encore qu'il ne l'a été pour Ruhland.

Ils l'ont affublé d'une carte de membre du S.P.D., de l'identité politique d'un parti qui n'a lui-même plus d'autre identité, depuis 1945, que celle d'être achetée par le capital U.S.

Certes — l'unité de l'appareil, son importance, sa puissance sont énormes; mais qu'il en soit réduit à des projections, à utiliser des types sordides, que son seul ferment soit la vénalité — et il existe encore bien des failles, puisque le groupe local qui a établi la carte du parti pour Müller, a déjà découvert ce sale trafic, et qu'il se demande naturellement, est obligé de se demander, ce qu'un tel gigolo professionnel peut chercher dans un parti, qui par ailleurs exclut des membres radicaux, honorables fonctionnaires, d'un parti qui tresse la corde de l'interdiction professionnelle pour ceux qui ont participé à une manifestation contre l'impérialisme U.S. qui remonte à huit ans — la fragilité de l'appareil d'Etat impérialiste apparaît, elle aussi, dans la crise, et au moment historique où le schéma marxiste concorde avec la situation réelle de la fin du système.

Le revers du conditionnement et de la domination de l'opinion publique par la Sûreté de l'Etat est qu'il craint à chaque moment que la lumière ne se fasse. Prinzing doit,

^{7.} Texte additif: Dans le Frankfurter Rundschau, l'information relative au procès est donnée par Stuberger, dont il s'est avéré définitivement qu'il agissait, au sein de la Frankfurter Rundschau, pour le Service de la « protection » de la Constitution, et comme correspondant à l'agence Reuter pour la C.I.A. De tous les crétins qui, par leur compte-rendu du procès, véhiculent la démagogie de la Sûreté de l'Etat, il est le plus infâme. Il n'y a littéralement aucun événement dans le déroulement du procès qui n'ait été structuré de façon précise en fonction du groupe visé par le Frankfurter Rundschau — mouvements libéraux et libéraux de gauche : c'est-à-dire falsifié grossièrement. Mais cela est désormais connu : le Frankfurter Rundschau, du fait de son histoire spécifique — d'être le dernier résidu d'une opinion publique bourgeoise critique — s'est fait totalement infiltrer depuis 1971, par le Service pour la « protection de la Constitution », et ceci jusqu'aux chefs de service.

^{8.} Karl-Heinz Ruhland: le second membre de la « R.A.F. » à avoir été retrouvé par la Sûreté de l'Etat. On l'a utilisé dans les différents procès contre les prisonniers politiques.

dans sa fonction de juge au service de la Sûreté de l'Etat, exécuter de plus en plus ouvertement son boulot d'oppresseur, selon les directives de l'Accusation fédérale. Sa pratique, qui devient de plus en plus transparente, — nous l'avons déjà dit un certain nombre de fois — est la pratique du bâillonnement: en nous empêchant de parler et en assurant par cette pratique que nous ne pouvons développer des corrélations fondées sur des faits concrets. Il s'arrange aussi pour que seules les argumentations brisées et morcelées puissent être reçues, il empêche l'opinion publique d'exister. C'est dans cette fonction, qu'il exerce ouvertement, que réside sa partialité, et cela vaut pour toute la Cour, qui porte la responsabilité de ses décisions. Prinzing est obligé d'être partial en ce qui concerne l'opinion publique, parce qu'il sait que le système clos, avec une opinion publique dirigée par la Sûreté de l'Etat, est la condition de la planification stratégique de cette procédure par l'Accusation fédérale et la Sûreté de l'Etat. Prenons par exemple les articles de presse relatifs à Bückeburg⁹ — je voudrais évoquer l'affaire rapidement ici —. Déjà à cette époque, il a été dit ouvertement : Bückeburg est la répétition générale de ce procès-ci, et pour Buback, le procès de Bückeburg a montré ouvertement qu'il fallait réussir à exclure les trois avocats: Croissant, Groenewold et Ströbele, si l'on voulait réaliser le plan de la Sûreté de l'Etat. Car l'intérêt de l'opinion publique, pour la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale, qu'ils étaient parvenus à créer dans ce trou, là-bas, - Bückeburg se trouve dans le Weserbergland — montrait avec certitude qu'avec les dimensions que le procès avait déià atteintes ici, grâce à la campagne de l'Accusation fédérale, — la criminalisation était le seul moyen pour la Sûreté de l'Etat d'empêcher ici l'opinion publique d'intervenir, ou de pouvoir la désintégrer par la contrepropagande et la neutraliser. Aussi longtemps que les media remplissaient la fonction qui leur incombe, — à savoir de propager la contre-stratégie réactionnaire de l'Etat, et ici, plus spécialement, de répandre publiquement le mensonge d'une procédure légale, Prinzing pouvait nous laisser parler. L'isolement, le système clos de l'opinion publique manipulée par la Sûreté de l'Etat fonctionnaient parfaitement. Toutes les garanties avaient été prises, afin qu'aucun mot, rien, sans parler du contenu politique de ce que nous développons ici, ne puisse devenir public. L'opinion publique, sous la domination du capital monopoliste, du capital transnational U.S., c'est le contrôle de la société par l'Etat comme fonction du capital. Ce n'est plus l'opinion publique qui tend à contrôler l'Etat, mais l'inverse : c'est l'Etat qui contrôle directement l'opinion.

Il n'y a pas de possibilité de contrôle absolu. Pour l'obtenir, l'Etat mène la guerre. La sécurité intérieure est son but dans cette guerre. Son but est de paralyser toute initiative, de briser toute manifestation de vie subjective, individuelle, de démontrer qu'elles sont vaines.

Contrôle et fichage — le but stratégique de la sécurité intérieure — visent à la destruction de la conscience critique; et là où elle est devenue pertinente, c'est-à-dire là où le combattant s'est armé — à la liquidation physique des combattants.

L'aspect militaire de la torture, c'est qu'elle nous détruit physiquement. Et c'est ce qui constitue la force exclusive de la question de notre incapacité à comparaître. Si Prinzing ne parvenait pas à empêcher que celle-ci soit reconnue, cela montrerait une fois de plus — comme ça a été prouvé pour Holger, pour Katharina et pour Siegfried — qu'il s'agit évidemment aussi de notre liquidation physique.

Son aspect de propagande, c'est de nous rendre incapables de nous défendre, de nous priver de notre crédibilité en nous privant de notre capacité à articuler.

Là où ça n'a pas marché, et où ça ne peut pas marcher, — parce que c'est de vérités concrètes sur des faits que nous parlons, et cela, quand on veut, naturellement on peut le faire, même à moitié mort —, ils sont obligés de manipuler l'information du public.

Prinzing la manipule quand il nous interrompt sans arrêt, quand il nous coupe la parole ou refuse de nous la donner — si bien que le morcèlement mécanique de ce que nous disons détruit l'enchaînement, rend sa réception impossible — voilà un aspect du problème.

Lorsque cela ne réussit pas entièrement, débute alors le travail du journalisme impérialiste qui nous fait dire ce que nous n'avons pas dit, en fait le contraire de ce qui a été dit, utilise ainsi nos propos contre nous en les adaptant à des clichés de la guerre psychologique contre nous.

Il n'y a pas une seule phrase des développements politiques qu'Andreas a essayé ici d'exposer ces trois derniers mois au cours du procès, ou de la mise à jour des mécanismes de cette procédure par l'analyse politique que nous en avons faite — à côté des démentis qu'il nous faut apporter quotidien-

^{9.} Lieu où a été jugé Ronald Augustin, un militant de la « R.A.F. ». Les « mesures de Sécurité » prises à l'occasion de ce procès ont servi de « répétition générale » pour Stammheim et les autres procès.

nement aux mensonges et aux falsifications des faits, auxquels se livre Prinzing — qui ait été publiée dans un journal, sans que les mots et leur sens n'aient été transformés en leur contraire, dans un contraire délibérément ignoble, et suivis d'un commentaire diffamatoire. Des commentaires diffamatoires que l'Accusation fédérale projette sur nous depuis cinq ans avec les clichés de la guerre psychologique. Et aucun n'a été visé si totalement et si durement qu'Andreas.

Dans la contre-propagande de l'Etat — qui fait partie de la guerre psychologique, de la contre-stratégie réactionnaire américaine — Andreas est l'objet rejeté avec le plus de continuité et le plus d'acharnement.

Il en est ainsi parce qu'il est identifié à l'illégalité et à ce qui s'exprime à travers elle : la négation radicale, le rejet de toute autre norme, de toute autre loi, de tout autre pouvoir que le pouvoir sans limite, au-dessus des lois de l'Homme, qui s'appuie sur la violence révolutionnaire — c'est parce qu'il s'identifie à l'illégalité que Buback par exemple le hait. La réaction, la bourgeoisie se heurtent sans cesse chez lui au fait que « le pays légal n'est pas le pays réel ».

Ainsi Hill¹⁰ transforme, dans *Vorwärts*, la phrase d'Andreas: « ce qui unit objectivement les prisonniers politiques en tant qu'objets de la répression de l'Etat, c'est la justice politique » en : « ce qui unit les prisonniers politiques, ce sont les larmes ». Hill invente les larmes, afin de dénoncer le contenu de la déclaration d'Andreas, sa conception politique. Hill se place ainsi directement et délibérément du côté de la torture, car sa haine sert de justification à la torture, et il le fait, après que Vogel, le ministre de la Justice, ait blâmé Hill — dans ce même numéro de *Vorwärts* —, pour la manière dont il avait relaté le procès jusque-là, — un compte rendu dans lequel il ne faisait pourtant que constater que le Tribunal restait systématiquement sourd aux requêtes de la défense.

Poursuivons: Andreas avait dit que nous savions que la santé d'au moins vingt prisonniers de la « R.A.F. » était à ce point détruite par l'isolement « qu'ils ne pourraient plus se rétablir ». Dans le Frankfurter Rundschau, on lit — comme citation —, « qu'ils ne s'en sortiront plus ». C'est-à-dire que la simple constatation/communication d'un fait est remodelée en une formulation brutale. La brutalité qui consiste à isoler les prisonniers pendant des années est projetée sur nous dans les comptes rendus de la presse. L'information, son message

est renversé. Ce qui témoigne contre l'Etat est retourné et imprimé contre nous.

Dans le Frankfurter Rundschau, dont le S.P.D. se sert délibérément comme une fraction spécifique du Service pour la « protection » de la Constitution dans le domaine de l'information, Krumm¹¹ transforme la constatation suivante « le système clos constitué par la Sûreté de l'Etat, l'Accusation fédérale, et la presse au service de l'Etat », en une phrase débile « les vilains merles sont en permanence derrière les vilains merles de la bande à Baader » qui suggère que la mort de Holger, les sections silencieuses, l'isolement, l'assimilation des avocats à des criminels, les mensonges délibérés de l'Accusation fédérale, ne sont que les produits de notre imagination.

Busche procède exactement de la même façon dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung¹²: après qu'il se soit avéré que Prinzing était incapable de suivre une argumentation différenciée, mais qu'en tant que « citoyen actif », il réagissait de façon aussi séismographique qu'hystérique à la moindre trace de critique, après que Prinzing ait interrompu dix-sept fois Andreas pour empêcher que n'apparaissent, à travers l'histoire de ces trois ans, que le but de l'isolement était en fait l'extermination.

Busche a projeté sur nous la manière brutale avec laquelle Prinzing nous manipule sur le plan juridique en parlant de notre « ton brutal », et il projette sur nous la manière dépourvue de nuances dont Prinzing se sert pour nous retirer la parole, en parlant de nos « déclarations sans nuances ». Le fait que nous insistions sur nos droits est fondamentalement et toujours retransmis comme une volonté de troubler les débats, si bien que les singuliers journalistes qui veulent sortir au moins ponctuellement du conformisme régnant dans l'information, doivent commencer par s'excuser de vouloir dire pour une fois la vérité, en faisant remarquer qu'il est impossible de reconnaître dans l'information faite sur ce procès la moindre trace de ce qui se passe réellement derrière les murs de cette forteresse militaire.

Un autre exemple encore: nous avons dit ici que Gerhard Müller avait, dans un but de provocation, envoyé à L'Info, système dont nous disposons légalement pour préparer notre défense, des informations sur du matériel technique militaire; qu'il a été le seul prisonnier politique à avoir une autorisation du juge lui permettant de recevoir des publications de matériel technique militaire; que

^{10.} Werner Hill, rédacteur en Chef de Vorwärts, organe du S.P.D.

^{11.} Rédacteur au Frankfurter Rundschau.

^{12.} Porte-parole de la grande bourgeoisie.

la Sûreté de l'Etat le tient en main depuis l'été 1974 : qu'il s'agit en ce qui concerne ce matériel dont la Sûreté de l'Etat se sert actuellement pour assimiler les avocats à des criminels, d'un matériel de la Sûreté de l'Etat, d'un matériel que la Sûreté de l'Etat a produit elle-même. De tout cela, dans le Frankfurter Rundschau, il ne reste rien; au contraire, ce journal s'en sert pour nous traîner dans la boue. D'après lui, Ulrike aurait dit que Müller était le seul à s'intéresser à ces « fourbis militaires », une formulation qui rentre parfaitement dans la légende et le cliché que la Sûreté de l'Etat projette sur nous. La séparation entre politique révolutionnaire et activité militante révolutionnaire a toujours été — voilà ce qu'on peut en dire — impossible, et, dans cette dernière phase de l'impérialisme, cela devient simplement plus évident.

Un dernier exemple: voilà ce que fait un commentateur de la Süddeutscher Rundfunk du fait que nous récusions Prinzing à cause de sa partialité, — entre autres parce qu'il a affirmé à la télévision, au cours d'une émission de propagande dirigée contre nous, que ce procès n'était pas un procès politique, mais un procès pénal moral, — affirmation par laquelle il nie toute la dimension de la répression, qui distingue justement ce procès de tous les autres — elle est un projet de la « counter-insurgency » internationale — : il affirme que nous ferions le reproche à Prinzing de nous mettre sur le même pied que les « criminels de droit commun ». Ce journaliste, ce singe de la bourgeoisie, nous identifie à lui; il veut monter contre nous les détenus qui ne perçoivent de nous que le fait qu'on nous isole et qu'on nous met sous les verroux; par là, il veut créer un fossé entre eux et nous.

Lorsque nous parlons de prisonniers politiques, nous ne pensons pas au concept de la bourgeoisie qui utilise celui-ci pour les ressortissants de sa classe détenus dans les prisons de dictatures militaires.

Tout travailleur prisonnier est un prisonnier politique, parce qu'il est prisonnier de la politique impérialiste, donc de l'Etat impérialiste.

Tout prisonnier qui, pour quelque motif que ce soit, est considéré comme criminel et qui conçoit politiquement la violence à laquelle il est soumis, tout prisonnier qui organise la résistance en prison, tout prisonnier qui combat est des nôtres.

Les criminels de droit commun ne sont de toute façon pas dans les prisons — ils sont à leur tête, ce sont eux qui les remplissent. Ce sont eux qui mettent à leurs postes de direction des gens comme Prinzing, Widera, Wunder et Zeis. Les « communs », c'est-à-dire ceux qui ne possèdent rien, ces pri-

sonniers prolétaires, ce sont tous les prisonniers, à l'exception de la paire de criminels nazis.

Se défendre, se battre en prison, cela signifie la misère la plus totale, et cela touche tous ceux qui, en prison, résistent au processus de leur déshumanisation qu'on veut leur imposer en vertu de la prison d'Etat, pour la santé de la Société. Ils sont isolés — le système pénitentiaire, la Justice, utilisent tous les moyens de répression contre eux. Ils en sont venus à exclure la défense, ils en viendront bientôt à surveiller les conversations entre avocat et accusé, autrement dit, à la suppression du seul contact qui restait encore possible à l'intérieur du système sans cela clos de la prison. Un prisonnier politique a — comme nous l'avons dit — le privilège d'être torturé, d'être soumis aux sections silencieuses, dans des ailes spéciales des prisons, le privilège de voir son assassinat planifié par la Sûreté de l'Etat.

Etre reconnu comme prisonnier politique dans le système pénitentiaire, cela signifie servir d'exemple par une détention qui vise à l'intimidation. Il n'y a pas un seul détenu qui prenne cela pour un privilège.

La tromperie, le but, l'intention sont évidents. Le mauvais goût, la brutalité, la bêtise que produisent les journalistes impérialistes — ils les produisent pour ensuite les projeter sur nous afin de nous faire sortir de notre bouche la merde qu'ils crachent, voilà leur méthode. Elle est enracinée dans la structure même de l'impérialisme, dans le degré de maturité auquel est arrivée la contradiction entre forces productives et rapports de production, qui ne peut plus que reproduire le statu quo, en détruisant par force toute opposition, toute pensée critique, toute connaissance du système qui camoufle les contenus matériels de la répression, son dépassement dans la représentation critique.

Aucune de nos rectifications n'est passée — ni le fait qu'aucun de nous n'ait jamais eu vingt-cinq ou vingt avocats. Ce qui veut dire que le problème n'a jamais été celui de la réduction du nombre des avocats à trois — ceci n'avait qu'une fonction de propagande destinée à nous faire passer pour des priviligiés et à masquer le fait qu'avec l'interdiction de la défense collective et la loi d'exclusion des avocats, il s'agissait de rendre les cellules imperméables — de créer une situation de détention qui, si elle ne remplit pas formellement les conditions de la peine de mort, n'en est pas matériellement différente — ; — ni le fait que le message qu'Andreas aurait adressé à Hanna Krabbe, et que les flics auraient trouvé dans la corbeille à papiers — n'a pas existé. Il y a eu des

papiers adressés à Gudrun, à Ulrike et à Carmen Roll — qui, dans la « R.A.F. », porte le nom de Hanne et c'était légal, car Carmen Roll était à Stammheim quand le papier a été trouvé et, à l'époque, nous avions le droit de nous rencontrer, jusqu'à ce que Prinzing, pour les buts dans lesquels il poursuivait sa préparation du procès — la destruction des prisonniers -, ne nous ait à nouveau fait mettre en isolement total, trois mois avant l'ouverture du procès. Buback sait. par le matériel saisi lors des razzias faites dans les cellules, que Carmen Roll s'appelle Hanne dans la « R.A.F. » qu'elle était à l'époque à Stammheim et que nous avions légalement le droit de nous écrire. Ce qui a été vendu à la presse, entre autres au Spiegel, comme une astuce de criminologie - que « Hanne » est en fait Hanna Krabbe — n'est que l'exploitation d'une information dirigée par l'Accusation fédérale dans le but d'étayer l'affirmation absurde selon laquelle tout l'underground européen serait dirigé à partir des cellules de Stammheim. Affirmation par laquelle ils essaient de faire avaler le but qu'ils poursuivent : l'extermination des prisonniers de la « R.A.F. ». Seul l'intérêt direct que les media, totalement contrôlés par l'Etat, portent à la stratégie de la Sûreté de l'Etat - d'exterminer la guérilla, peut expliquer la censure de nos démentis dans cette affaire. C'est éclatant.

Les media se cramponnent à l'aspect formel — mais même les atteintes permanentes à *leur propre* liberté que commet Prinzing, ne trouvent guère de reflet dans leurs comptes rendus, parce que cela impliquerait une confrontation sur le contenu.

Les prisonniers — et Prinzing n'est nullement le dernier après Schmidt, Maihofer, Vogel¹³ et Buback, à se soucier de cela — n'apparaissent jamais dans les comptes rendus de la presse, car là encore cela impliquerait une confrontation sur le contenu de ce que *nous* disons.

C'est la raison pour laquelle Prinzing nous laisse quelquefois parler — il sait désormais que rien de ce que nous disons ne passera les murs du tribunal.

L'information offensive, c'est-à-dire le mensonge offensif, est aussi nécessairement produit au niveau de l'administration. Comme le disait Buback en février, — il s'agit de savoir à qui, quand, comment et quelles informations sont transmises.

La Sûreté de l'Etat, ses opérations échappent au contrôle

public. C'est elle qui contrôle l'opinion publique en contrôlant ce qui est publié.

Les avocats qui avaient préparé le procès ont été exclus et considérés comme des criminels, parce qu'ils ont brisé ce système en alertant l'opinion publique internationale.

La publicité de ce procès est une farce

Ce sont les conférences de presse et les pourparlers secrets entre gouvernement, Conseil de presse et rédacteurs en chef, qui décident des contenus qui seront rendus publics; et ils se réduisent à ce que l'Accusation fédérale — la clique — lance au cours de ses conférences de presse — sur le marché et écoule grâce à sa structure.

Comme le disait tout crûment Schmidt, lors de la séance du Bundestag du 13 mars : « Je suis entièrement d'accord avec le Conseil allemand de la presse sur le fait que l'information sur les crimes violents ne doit pas être dramatisée, ne doit pas conduire à une surdramatisation. »

Et Buback, lors d'une émission télévisée, le 6 mai, disait de façon caractéristique :

« Nous ne pouvons réussir que si les journalistes SE LIMITENT à VOULOIR être des INTERMÉDIAIRES entre la police, l'Accusation fédérale et la population... Le Conseil de la presse et les rédacteurs en chef devraient continuer à agir de telle manière que la presse et l'Accusation fédérale collaborent encore plus étroitement. » Par la voix de Buback, c'est vraiment le système clos qui parle pour soi, et à considérer la non-équivocité à laquelle Buback — l'Etat ici — doit recourir pour sa protection, ces paroles apparaissent comme le constat exact que toute autre position que celle de l'identification et de la suridentification à l'Etat, annonce déjà le changement de camp — pour nous, de notre côté.

Ainsi, Buback et Herold ont amené Schmidt au début du procès à exiger l'exclusion définitive des avocats du procès, afin d'assurer Prinzing par avance de leur soutien, du soutien de toute la machine répressive, au cas où ce dernier hésiterait sur l'opportunité, comme en a décidé la Sûreté de l'Etat, d'extrapoler la loi d'exclusion des avocats.

Ainsi Schmidt a des conversations avec le Conseil de la presse, et Vogel intervient directement dans *Vorwärts* afin de décourager les moindres vélléités de critique — car toute critique mettrait en avant les prisonniers, toute critique serait une allusion au contenu politique concret —, afin d'imposer sa conception policière de l'histoire.

^{13.} Ministre fédéral de la Justice; membre du S.P.D.

Seuls les étrangers que la contre-propagande de l'Accusation fédérale ne peut atteindre, — « qui ne connaissent pas l'affaire en détail » (Vogel) —, sont à même de mettre en doute la légalité de ce procès, de la stratégie d'extermination qui est pratiquée ici.

La presse internationale est la faille dans le système clos; et c'est là qu'est naturellement toute l'importance de Vorwärts, l'organe de presse du S.P.D., dans son projet d'organiser la social-démocratie sur le plan international pour la contre-stratégie réactionnaire de l'impérialisme U.S.

De façon cruciale, la stratégie de légalisation, ou mieux d'étatisation de la société, a besoin de réprimer activement toute argumentation sur le contenu dans les media; car sinon, le contenu de la procédure ferait apparaître le projet de la stratégie de la « counter-insurgency » : la guerre.

La raison pour laquelle Prinzing ne parvient pas à admettre sa partialité, et n'en a pas non plus besoin, est qu'il s'identifie totalement au projet de l'Accusation fédérale, au rôle qui lui est imparti dans ce procès.

Ce rôle consiste à masquer la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale en essayant constamment d'harmoniser ce qui se passe ici avec ce qui est reçu dans l'opinion publique.

Voilà les écueils entre lesquels il doit faire louvoyer le procès: son pouvoir d'utilisation exemplaire/sa fonction de modèle pour tous les autres procès engagés contre les prisonniers de la « R.A.F. »,

- c'est-à-dire assurer et en même temps masquer par ce procès la stratégie d'extermination de l'Accusation fédérale ici:
 - diriger sa réception dans l'opinion publique;
- en arriver à une condamnation qui confère une apparence de légitimité aux condamnations à mort que l'Accusation fédérale et le gouvernement ont prononcées depuis longtemps sachant très bien qu'il a derrière lui, pour remplir cette mission le gouvernement, la Première Chambre du tribunal de Stuttgart, la Troisième Chambre de la Cour fédérale, l'Accusation fédérale, l'Office fédéral de la Police criminelle et les media.

Comme il n'était plus possible d'étouffer plus longtemps la question de notre incapacité à comparaître, Die Welt (de Springer) exhiba pour la énième fois sous le nez du tribunal, donc sous celui de l'Accusation fédérale, des textes falsifiés provenant des dossiers de l'instruction de la documentation de Maihofer, pour couvrir pour la énième fois les décisions

de ce tribunal concernant la torture, — ses décisions sur les conditions de détention permettant la poursuite de la détention-extermination.

Comme on commençait à dénoncer de façon de plus en plus virulente le fait que Prinzing n'était pas le juge légal, et qu'il avait été parachuté sur le siège qu'il occupe, là devant nous, Bender¹⁴ vola à son secours en réunissant une conférence de presse destinée à faire taire toute critique.

Comme les déclarations officielles, ainsi que les conclusions de la Cour, pour tenter d'étaver l'impartialité de Prinzing devenaient de plus en plus maigres, que le vide et le caractère stéréotypé de l'argumentation, et par là, le parti pris de toutes les instances participant à ce procès devenait de plus en plus transparent, — Busek de la Süddeutscher Rundfunk fournit à Wunder le mot d'ordre qui devait lui permettre de dire ici (car sinon, de lui-même il n'aurait parlé que de torture, d'assassinat, et d'extermination) : « Un journaliste a déclaré... », etc.; ne faisant en cela que se réclamer d'une opinion publique conditionnée par l'Accusation fédérale, que se réclamer des media qui, pendant cinq ans, ont participé activement aux campagnes de fausses informations, diffamation, chasse aux sorcières, actions policières, et qui, bien évidemment, ne vont pas aller démentir les clichés qu'elles ont elles-mêmes fabriqués.

Enfin, tout journaliste qui n'a pas été victime des épurations pratiquées dans les media dans les années 1970-1971, et que celles-ci n'ont pas réussi à intimider ou à discipliner — est licencié.

Ainsi en a-t-il été pour Richert qui avait rapporté, dans un éditorial du Stuttgarter Zeitung, la loi d'exclusion des avocats sous le titre « Le soupçon pur et simple », — une idée avec laquelle il en arrivait quand même à dévoiler la légalisation de l'arbitraire qui s'installe par cette loi, et à dénoncer son instrumentalisation à discrétion selon l'opportunité dans la guerre que mène l'Accusation fédérale.

C'est à partir des stéréotypes créés par la publicité de consommation qu'opèrent les clichés de la guerre psychologique — selon le principe de la désindividualisation totale, de la dépersonnalisation, de la négation de l'histoire de chacun, tel que la psychologie de la publicité les a développés.

A la production monopoliste — peu de produits sous des emballages tape-à-l'œil différents —, à la spirale de la con-

^{14.} Ministre de la Justice du Land de Bade-Wurtenberg.

sommation, correspond la brutalité du cliché dont la réception par elle-même brutalise.

Les marchandises dominent et manipulent les hommes, elles favorisent une fausse conscience qui est immunisée contre cette fausseté.

Lorsque Kuby¹⁵ écrit « quatre contre nous tous », c'est déjà toute la contre-propagande qui s'y exprime, son systématisme jusqu'au moindre détail, la négation totale de toute conscience critique : la conscience critique y est personnalisée, criminalisée et expatriée.

Kuby ne peut résoudre la contradiction, à savoir comment est-il possible que des hommes tels qu'il les décrit, — et là, il faut dire tout de suite que tout, dans cette mixture qu'il a concoctée, est falsifié, jusqu'aux dates; une seule chose est juste: son imagination malsaine, et sa capacité d'inventer des bobards dont l'odeur nauséabonde devient ensuite, hélas, réalité...

Qu'un groupe tel qu'il le décrit, après cinq ans de récherches pour lesquelles tout l'appareil d'Etat a été mobilisé — certains jours, il y avait jusqu'à 150 000 policiers sur tout le territoire de la R.F.A. à barrer les routes pour abattre un illégal ou pour en appréhender un, et pendant seize mois il y avait un état-major de mille hommes pour diriger cette armée — les commissions militaires spéciales —, état-major qui maintenant a été institutionnalisé dans le département « terreur » du B.K.A. après cinq ans de guerre psychologique et de campagnes appelant au pogrom, cinq ans de tortures et d'assassinats.

— comment se fait-il qu'un tel groupe n'ait pas été totalement mis en pièces ?

Ce qu'il en ressort, c'est simplement le côté pitoyable d'un intellectuel qui s'est vendu à la Sûreté de l'Etat et qui sent que c'est lui que la révolution menace — c'est l'expression d'une absence totale d'identité, de sa peur devant ceux qui ne possèdent rien et qui sont dépossédés de leurs droits, devant la perspective de la suppression de l'exploitation dont il vit.

Ce qu'il en ressort, c'est sa régression, son autisme chauvin de métropolitain.

Car ce que veut dire ce rat, avec son « quatre contre un », ce qu'il veut, c'est évidemment le pogrom.

La personnalisation, c'est le moyen opérationnel de la

15. Erich Kuby: rédacteur au Stern, un des journalistes politiques allemands les plus connus des années 1950 et 1960.

guerre psychologique. L'état de fait social dont part la révolution, l'antagonisme, l'impossibilité de toute vie humaine dans la guerre psychologique l'impérialisme la transpose ailleurs que dans le combat contre lui — dans le domaine de la psychologie et des hasards de la biographie de l'individu isolé, dans la partie de sa vie qui ne lui appartient pas : la famille, l'école. Elle s'appuie sur les rationalisations de ceux qui, en tant qu'organes des appareils idéologiques d'Etat, ont à se justifier de ne pas avoir réussi à détruire, du temps où il était en leur possession, celui qui maintenant combat.

Elle affirme — c'est cela la projection — la destruction. Elle est la tentative ininterrompue de s'approprier celui qui sait qu'il ne peut affirmer sa personnalité que dans le combat collectif contre l'appareil, que s'il détruit cet appareil. Ses mensonges visent à affirmer comme force de l'appareil l'impuissance de celui-ci que matérialise le guérillero. Elle est l'expression de l'impuissance, de la position défensive de l'appareil. Elle est l'expression de la décomposition de l'idéologie bourgeoise dans l'impérialisme.

Il ne faut pas croire que ce sont des balivernes de la guerre psychologique, quand ils parlent de « l'attractivité qui a ses racines dans l'érotisme » — car le domaine privé lui aussi se transforme dans l'illégalité, et de façon radicale. Là où naît comme une « protection », dans le processus de l'intimité qui lie le groupe des combattants, l'individu devient dans cette situation d'extrême contrainte — que les poursuites organisées par l'appareil entier du pouvoir dans l'Etat — libre, et par là, il se libère de l'emprise des catégories de la société de consommation, — ces catégories dont la presse au service du pouvoir dispose pour former à elle seule l'opinion.

La preuve que cette structure — en tant que structure collective — est bien libératrice, qu'elle donne l'identité révolutionnaire — c'est que la Sûreté de l'Etat n'est pas parvenue, malgré la torture, malgré l'isolement, malgré toutes les manœuvres ignobles de la psychologie et de la psychiatrie de la Sûreté de l'Etat, à briser le groupe.

Comme la subjectivité ne peut s'affirmer et se développer que contre les institutions sociales, contre les appareils idéologiques d'Etat (famille, école, église, université, pour lesquelles les sujets n'existent que par leur assujetissement), elle doit se faire politique, subjectivité révolutionnaire, volonté politique contre l'appareil, contre l'Etat impérialiste — il faut qu'elle comprenne sa détermination dans et à partir de la contradiction (et du caractère contradictoire) de la société de classes —

elle doit devenir existence, volonté et politique de la classe subalterne, en tant que classe antagoniste —

elle doit devenir offensive, action armée et organisation.

Voilà le fait, l'histoire que la « counter-insurgency », la réaction étatique, en un mot : la contre-révolution, vise forcément à détruire.

L'Accusation fédérale, à partir de sa position de pouvoir, part bien — nous l'avons déjà dit — quand elle considère que les faits n'existent pas tant qu'ils ne sont pas rendus publics. Prinzing, à partir de la position de l'Accusation fédérale, part bien — quand il affirme que l'important, ce ne sont pas les faits tels qu'ils sont, mais que les media soient prêts à les étouffer. De même, le Frankfurter Allgemeine Zeitung écrivait: « Il faut que le droit ait l'apparence du droit », — c'est-à-dire qu'il se plaignait — et de rien d'autre — du fait qu'il devient de plus en plus difficile de faire passer les mensonges qui sont développés ici.

Il serait amusant d'entendre Prinzing, contre la masse des faits qui prouvent sa partialité, donner un fait — un seul — qui vienne prouver son impartialité qu'il ne fait affirmer que de facon stéréotypée.

Déclaration d'Andreas, Gudrun, Jan et Ulrike au procès de Stammheim

19 août 1975

A propos de la demande de faire une déclaration sur l'identité

Ce qu'il y a à dire de l'identité, c'est ce qui reste de la personne morale dans ce procès : rien.

La personne morale — ce concept créé par l'autorité — est dans ce procès liquidée à tous les niveaux — elle l'est aussi dans la condamnation anticipée de Schmidt au niveau gouvernemental et, avec la décision de la Cour fédérale relative à l'article 231a du Code pénal dans la dernière instance juridique par devant la Cour constitutionnelle qui, en entérinant la décision de la Cour fédérale, supprimera en même temps les fictions juridiques de cette loi organique.

Dans cette absence de droits reconnus aux prisonniers, l'identité est objectivement identifiée aux faits.

Et les faits sont, si nombreux qu'on doit peut-être même le dire à l'Accusation, seulement un délit d'organisation : la construction par laquelle l'Accusation arrive au meurtre et à la tentative de meurtre, est celle de la responsabilité collective, qui n'existe pas juridiquement. Toute l'Accusation — et désormais cela est devenu évident pour tous, évidente la raison pour laquelle Prinzing a été obligé de nous exclure lors de son irruption au moment de l'audition des preuves — est démagogie. Elle n'est de ce fait étayée que par de faux serments, la limitation des dépositions. Et on voit comment Prinzing évalue sa situation pour en venir à des jugements fondés en dehors de la production de preuves : il a été obligé auparavant de démanteler la défense, et maintenant pour la deuxième fois — dans un paroxysme de mesures et d'entorses à la loi. Cela nous amuse depuis longtemps — et ce qui se

passe ici nous fait penser à un chef d'œuvre de l'art réactionnaire. Ici la Sûreté de l'Etat s'est subordonnée péniblement une foule de formes d'activité aliénée — dans ce « paladium de la liberté » (comme Prinzing appelle ces pissotières de la Sûreté de l'Etat). Pour utiliser une autre image, cela ressemble à une scène de la Renaissance, avec effectivement trois niveaux superposés qui jouent la même pièce — le niveau militaire, le niveau judiciaire et le niveau politique.

L'Accusation travaille avec des fictions.

Après que la Sûreté de l'Etat a subtilisé les neuf dixièmes des dossiers — et comme Wunder l'a déclaré ici : ce n'est pas l'Accusation fédérale, mais le B.K.A. — l'Accusation fédérale, d'après Wunder, ne connaît elle-même qu'une fraction des dossiers —, elle est donc obligée de travailler avec des fictions.

Une de celles-ci est de penser qu'on puisse, avec l'article 129 du Code pénal, construire une accusation qui fasse ensuite l'objet d'une « procédure pénale normale » — bien que cet article, qui relève d'une législation pénale explicitement politique, ait pour but, depuis qu'il existe, donc depuis les procès des communistes à Cologne en 1849, d'assimiler la politique prolétarienne à la criminalité, et qu'il fasse donc éclater la procédure pénale normale rien qu'avec son concept d'association criminelle », qui, historiquement, n'a jamais existé en tant qu'organisation du prolétariat.

C'est une fiction de dire que le but d'une organisation révolutionnaire est de commettre des actes répréhensibles.

L'organisation révolutionnaire n'est pas justiciable, et son but — nous disons : sa fin et ses fins — ne peut être saisi dans les catégories mortes telles que le Code pénal les met à la disposition de l'autocompréhension anhistorique de la bourgeoisie. Comme si, en dehors de la machine de l'Etat et de l'oligarchie financière de l'impérialisme, il pouvait y avoir quelqu'un qui ait pour but le crime, l'oppression, l'esclavage, le meurtre, la tromperie — et ce ne sont là que des expressions modérées pour désigner les buts que poursuit l'impérialisme.

De par le rôle et la fonction que l'article 129 possède dans les affrontements de classes en Allemagne depuis 1848, il est une loi d'exception. Sa tradition et son projet, depuis les procès des communistes de Cologne, depuis la loi de Bismarck contre les socialistes, depuis la « loi contre la participation à des associations ennemies de l'Etat » sous la république de Weimar, étaient et sont encore d'assimiler l'opposition extra-parlementaire à un délit pénal, en institutionnalisant l'anticommunisme dans les mécanismes parlementaires réguliers.

En lui, la démocratie bourgeoise — constituée en Allemagne en Etat constitutionnel — a toujours trouvé son complément fasciste, dans la mesure où il légalise la liquidation sous une forme juridique de l'opposition extra-parlementaire qui tendait à devenir antagoniste. Avec lui, la justice a depuis toujours dépassé le stade de la justice de classe, de la justice politique.

Autrement dit, en lui, la démocratie bourgeoise était disfonctionnelle, par rapport à son projet d'étouffer les luttes de classes dans le cadre des affrontements entre les fractions du capital dans le capitalisme concurrentiel. Il anticipe dans la Constitution bourgeoise la lutte de classes comme guerre de classes. Les communistes ont toujours été en Allemagne des hors-la-loi, et l'anticommunisme a toujours été surdéterminé.

Mais cela signifie aussi que Prinzing, avec son entêtement absurde à vouloir mener une « procédure pénale morale », erre avec la loi d'exception à laquelle l'Accusation se réfère, dans un vide historique absolu. — ce qui est une des explications de son hystérie. En dehors du fait que l'Accusation fédérale opère dans le vide juridique entre l'Etat de droit constitutionnel bourgeois et le fascisme ouvert — rien n'est normal et tout est l'« exception », laquelle doit devenir la règle par la fonction directrice de ce procès. La réaction même de l'Etat — c'est ce que ce juge ne comprend évidemment pas — nous place dans la continuité de la persécution, et par là, de la résistance de l'opposition extra-parlementaire contre l'Etat de la bourgeoisie : et Prinzing lui-même, avec l'article 129, rétablit l'identité historique de cet Etat avec l'Empire, la République de Weimar, et le Troisième Reich — qui, lui, n'a fait que rendre criminelle et détruire l'opposition extraparlementaire d'une manière plus extensive que la République de Weimar et la République fédérale.

Finalement, cet article transmet l'auto-présentation de la corruption politique de la Justice, dans la mesure où il viole le postulat de la Constitution: « personne ne doit être désavantagé à cause de..., etc., et où aujourd'hui, comme dans les années 1950, il fournit les principes de base pour la justice en matière d'opinion, pour l'illégalisation de l'opinion.

C'est un article qui, dans la conception de l'Etat bourgeois, est dysfonctionnel par rapport à la prétention de la bourgeoisie d'être par nature la classe politique. Il reflète dans le système de justification de l'Etat bourgeois lui-même, le fait que le système/le capitalisme est un système transitoire; en tant que loi d'exception contre l'antagonisme de classes qu'il met ainsi par écrit, il brise l'idéologie de l'Etat bourgeois.

En tant que loi d'exception, il ne peut produire aucun consensus, et ne peut non plus en attendre aucun. En lui, le monopole de la violence, le parlementarisme et la propriété privée des moyens de production sont mis sur le même plan. Bien sûr, cet article est aussi une expression de la faiblesse du prolétariat, ici, après 1945. Il devait figer et geler, sur le plan judiciaire, le statu quo, que le pouvoir d'occupation U.S. avait mis en place ici, en démantelant en même temps tous les germes d'organisation autonome et antagoniste.

Toute la construction de l'Accusation, avec ses fictions, montre seulement dans quelle mesure la superstructure impérialiste a perdu le rapport avec sa base, la relation avec tout ce qui est vie et histoire. Elle montre la rigueur de la contradiction dans la rupture entre la société et l'Etat. Elle montre comment tous les intermédiaires entre la vie véritable et la légalité impérialiste se sont effondrés dans cette dernière phase, la plus mûre, de l'impérialisme. Elles sont antagonistes. Le rapport est la guerre, dans lequel la fonction de légitimation est réduite au camouflage du pur calcul opportuniste.

En bref: nous ne nous sommes référés qu'au délit d'organisation, sur lequel Buback a conçu toute l'accusation — de la seule manière qui était possible — par la propagande.

Mais nous le faisons aussi dans le sens de Blanqui: à savoir que l'organisation révolutionnaire n'est naturellement un crime politique qu'aussi longtemps que l'ordre ancien, celui de la propriété bourgeoise des moyens de production, qui fait de nous des criminels, n'a pas été remplacé par le nouvel ordre, celui de l'approbation, par la société, de la production sociale.

Le droit, aussi longtemps qu'il y aura des classes et la domination de l'homme sur l'homme — est une question de force.

Déclaration d'Andreas, Gudrun, Jan et Ulrike au procès de Stammheim

21 août 1975

Extrait d'une déclaration des prisonniers le 21 août 1975, élaborée à partir de notes faites dans la cave du tribunal, reconstituée d'après le procès-verbal. Certaines parties de cette déclaration ont été développées par Andreas lors de la déclaration sur les faits en janvier 1976.

La lutte dans les métropoles contre l'Etat impérialiste ne vise pas cet Etat dans sa qualité d'Etat-national, au sens de « l'expression politique officielle de la classe dominante/de la bourgeoisie¹ ».

La lutte contre le capital américain se trouve plutôt, obligatoirement, confrontée à l'Etat impérialiste. Là où le capital américain est présent, se trouvent aussi l'appareil militaire américain, la société de consommation, les services secrets, le marketing, etc., et les attaques contre le capital américain sont immédiatement confrontées à la structure, le « know how » — la technologie, bref à la stratégie du capital américain sur sa défensive : « counter-insurgency », stratégie institutionnelle de l'Etat impérialiste, avec l'Etat national dans la fonction qu'il tient pour le capital U.S. international.

Le but de la guérilla urbaine — ceci est essentiel — n'est pas immédiatement la conquête du pouvoir d'Etat, sa prise en charge, la révolution nationale, et il ne peut se limiter à la mobilisation dans le cadre national;

— dans un pays où, depuis 1945, le prolétariat est organisé par le capital américain — du fait du contrôle que le capital U.S. exerce sur la social-démocratie et les syndicats depuis leur reconstruction après 1945, — a été établi sur le programme anticommuniste de la politique intérieure et extérieure américaine, exécuté, décidé et dirigé par la C.I.A.;

^{1.} MARX; LÉNINE, L'Etat et la Révolution.

— dans un pays où l'offensive anticommuniste de lavage de cerveau après 1945 a pu être véhiculée par la société de consommation américaine, où la dépolitisation des luttes de classes à l'intérieur de l'Etat a pu être véhiculée par la croissance industrielle, et ainsi l'élévation du niveau de vie ;

— un niveau de vie — structuré par la société de consommation, c'est-à-dire par la production massive de biens de consommation, dont la condition (au niveau de la production gouvernée par le taylorisme et le fordisme, et aujourd'hui à sa troisième subordination réelle, au système « M.T.M. »² et à l'automation) est la totalité de l'isolement de l'individu travaillant à la chaîne et au rendement, et au niveau de la consommation, la totalité de l'isolement dans la consommation manipulée.

Ce qui est essentiel, ici aussi, naturellement, c'est la domination, pendant la phase de reconstruction, de toute la politique de construction de logements pour le « hobby » des propriétaires immobiliers et terriens, leur intérêt pour les cités-dortoirs, les petits appartements à des prix élevés au mètre carré, et leur désintérêt total à l'égard de toute forme d'organisation collective (ce qui était après 1945 le programme du S.P.D.: construction de logements pour des communautés villageoises en Hesse, etc.). Donc, une politique de construction de logements (construction sociale de logements) destinée à concilier l'intérêt des propriétaires immobiliers et fonciers avec l'idéologie catholique de la famille de la C.D.U. et la structure de la société de consommation, et à ancrer dans les conditions de vie du prolétariat la consommation individuelle comme résultat de l'organisation de la production fondée sur le profit.

(Comme réaction à la Révolution d'Octobre, à la stratégie-révolutionnaire qui supposait l'ouvrier qualifié, et comme réaction à la composition organique croissante du capital; donc, pour s'opposer à la chute du taux de profit, augmentation maximale de la productivité du travail par l'analyse du poste de travail et rationalisation par le système « M.T.M. », etc.)

A la différence de l'analyse de Guevara, nous disons que le processus révolutionnaire mondial est un processus unitaire. Il ne progresse pas par étapes, mais dans la mesure où des territoires nationaux sont libérés du contrôle du capital U.S., et où, dans tous les Etats du système — à la périphérie et au

centre — des groupes s'arment et combattent. C'est dans la mesure où la crise économique et politique atteint son point culminant, que se développe le contre-pouvoir par la contreviolence, que se développe l'érosion du système politique du capital en tant que processus global.

Le prolétariat dans la métropole impérialiste organisé, fiché et contrôlé, dans toutes les manifestations de sa vie, par le capital — au travers des appareils idéologiques d'Etat, des syndicats et des partis —, ne peut, dans le cadre national, se constituer en classe pour soi.

Lorsque nous avons dit (dans une interview au Spiegel): « La politique prolétarienne ne peut devenir la politique du politique comme politique armée », cela signifie que la politique prolétarienne ne peut constituer la classe, ne peut devenir stratégie révolutionnaire que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien.

Sur le plan intérieur, la guérilla est une position de résistance et la forme de mobilisation qui est possible ici; elle opère la polarisation de l'opinion publique par rapport à l'intervention ouverte, surdéterminée de la réaction étatique contre la guérilla.

Nous avons dit: la guérilla urbaine est la méthode d'intervention de forces révolutionnaires faibles au total. Cette forme d'intervention est l'attaque armée dans l'illégalité. La continuité historique dont elle est issue — nous l'avons expliquée à partir de l'histoire et de la fonction de l'article 129 du Code pénal, qui, depuis qu'il existe — depuis la fondation du Reich —, est utilisé pour faire relever toute véritable opposition de la criminalité —, c'est l'opposition politique en tant qu'expression de l'antagonisme de classes dans la légalité de l'Etat constitutionnel, qui, à l'inverse de l'Etat fondé sur la Sûreté de l'Etat, était liée aux valeurs bourgeoises. En tant qu'expression de l'antagonisme de classes, l'opposition légale a toujours été, malgré toute son ambivalence, du fait de son utilisation par l'Etat — résistance.

Dans la rupture entre droit et morale, par la dissolution de la séparation des pouvoirs dans l'Etat impérialiste, l'opposition politique devient illégale dans la mesure où le consensus entre la société et l'Etat, transmis par les valeurs de la Constitution bourgeoise, est lui-même brisé. Nous voudrions l'expliquer ici à partir de l'exemple des interdictions professionnelles;

— parce que la nécessité de l'insurrection découle désormais de chaque réaction de l'Etat aux mouvements oppositionnels à l'intérieur des institutions;

^{2.} Abréviation pour « Measuring of times and methods » : méthode d'exploitation renforcée de la force de travail humaine, développée aux U.S.A.

— parce que, du fait de la négation des valeurs bourgeoises dans l'Etat impérialiste, même l'opposition politique légale qui s'en réclame est amenée à développer une nouvelle dynamique politique, qui est le reflet dans la légalité de l'insurrection dans les métropoles et des combats de libération à la périphérie de l'impérialisme — par exemple dans le mouvement contre les centrales nucléaires.

A propos de la place des valeurs bourgeoises dans la révolution prolétarienne, Benjamin dit:

« La lutte de classes, qu'un historien formé à la lecture de Marx a toujours devant les yeux, est une lutte pour les choses rudimentaires et matérielles sans lesquelles il ne peut y avoir de choses subtiles et spirituelles. Toutefois, c'est sous une autre forme que ce que peut représenter un butin qui tomberait aux mains du vainqueur, que ces dernières sont présentes dans la lutte de classes. C'est comme un ferme espoir, comme courage, comme humour, comme ruse, comme détermination, que leur présence est vivante dans cette lutte, et leur action remonte loin dans le temps. Elles ne cesseront pas de remettre en question chaque victoire qui n'échoit jamais qu'à ceux qui sont au pouvoir. De la même manière que les fleurs tournent leur tête vers le soleil, ainsi, grâce à un héliotropisme d'une nature secrète, ce qui a été TEND à se tourner vers CE soleil qui se lève au ciel de l'histoire. C'est à cette transformation, la moins visible de toutes les transformations, que doit s'exercer le tenant du matérialisme histori-

Gramsci a dit la même chose de façon plus lapidaire: « Le prolétariat est l'héritier de la philosophie allemande clas-

sique. » Si nous parlons de façon si détaillée des valeurs, de la morale et du problème de la légitimation de l'Etat impérialiste, c'est que le problème de la justification nous intéresse en tant qu'il est le problème de la révolution. De tels arrangements nous intéressent. Son expression historique la plus aigue a été le stalinisme des années 1930 en Union soviétique - justification ou triomphalisme - donc, la certitude d'une victoire finale qui ne dépende pas exclusivement du combat révolutionnaire, mais de l'utilisation révolutionnaire de la crise par l'insurrection — étaient également les caractéristiques de la théorie et de la propagande de la Troisième Internationale et trouvent aujourd'hui leur incarnation dans les groupes marxistes-léninistes à tendance maoiste. Elles sont l'expression de l'aliénation, et aussi de l'aliénation de la théorie marxiste, du passage de la théorie critique au dogmatisme aliéné par l'absence d'une pratique critique, c'est-à-dire d'une praxis qui affronte la répression dominante et qui soit libre de toutes les attaches qui ont un autre but que celui de faire évoluer la lutte.

La révolution n'a pas besoin de justification et n'a donc pas besoin d'idéologie. Mais il peut y avoir des passages de la morale bourgeoise à la morale révolutionnaire de la guérilla urbaine — ou comme le dit Lénine — : « Il y a de l'absolu contenu dans le relatif. » Là aussi la question est simple : où est la rupture? — où la morale bourgeoise commence-telle à être immorale? et, le cas échéant, que peut faire la guérilla de la morale bourgeoise? Nous serions tentés de répondre : rien. Mais ce n'est pas tout ce qu'il y a à dire làdessus.

Ce problème revêt toute son actualité — avec les interdictions professionnelles, avec la justice d'opinion décrétée par une décision de la Cour fédérale relative à l'article 231a du Code de procédure pénale, et avec la loi pour la « protection » de la Constitution du Land de Basse-Saxe, qui doit transformer tous les appareils d'Etat — administration, écoles, universités, établissements de santé, jusqu'aux institutions juridiques, en un gigantesque service de renseignements à la solde du Service de « protection » de la Constitution, et par là, transformer l'opinion publique en une rampe de lancement sur laquelle la réaction polarise la société. Délits d'opinion, cela veut dire destruction de l'idéologie en général — ce qui signifie également que là où des groupes de gauche produisent une justification, ils se meuvent dans un vide social total. Un système qui ne crache plus d'idéologie, pour lequel au contraire l'idéologie apparaît. — comme Brandt-Strauss —. comme un « risque pour la sécurité », ne doit plus être combattu sur le terrain de l'idéologie. Et la conception de la lutte de classes idéologique, telle que l'Union soviétique continue à la propager, devient elle aussi — sans objet. Ce problème des valeurs a de multiples implications.

La morale bourgeoise a constitué le sujet bourgeois. Celuici se mouvait librement à l'intérieur de cette morale — en tant que morale des relations sociales. Elle constituait la marge de liberté de la société vis-à-vis de l'Etat. Et elle constituait, à l'intérieur de cette marge de liberté de la société vis-à-vis de l'Etat, son ordre. A l'intérieur de l'ordre de la société bourgeoise, la liberté du prolétariat consistait à vendre sa force de travail en se soumettant au commandement du capital — ou à crever de faim. Ainsi, à l'intérieur de la société

bourgeoise, la liberté, pour le prolétariat, n'a jamais été

qu'un euphémisme.

L'Etat impérialiste, tout comme il a aboli, dans l'ordre bourgeois, la base économique: la libre concurrence — abolit sa morale en assimilant à des criminels ceux qui continuent à la revendiquer comme leur droit de penser, de juger et d'agir par eux-mêmes. La morale et l'idéologie bourgeoises, comme intermédiaires servant à consolider son pouvoir, sont désormais relayées par la stratégie institutionnelle dont le but est la légalisation de la lutte de classes, la fonctionnarisation du prolétariat et l'étatisation de la force de travail social.

Par exemple, l'objet de la relation particulière de la loyauté du fonctionnaire envers l'Etat, était : « l'ordre constitutionnel libéral et démocratique ». Malgré la formulation compliquée du jargon administratif, c'est aux droits fondamentaux qu'il est fait allusion : liberté, égalité et dignité humaine, intégrité de la personne physique. D'après la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, visant à interdire aux démocrates radicaux d'exercer désormais dans la fonction publique, on « attend du fonctionnaire qu'il voie et reconnaisse dans

cet Etat... une haute valeur positive... », etc.

Celui qui est expressément visé dans la décision de la Cour fédérale Constitutionnelle, c'est l'Etat qui abolit les droits fondamentaux: l'Etat d'urgence et l'Etat d'exception. D'après cette décision, en effet, le fonctionnaire doit « approuver la Constitution en vigueur » même si elle est susceptible d'être modifiée au cours d'une révision », et il doit « exercer ses fonctions dans l'esprit des règlements. » Mais l'esprit et l'orientation des modifications et des instructions ne peuvent jamais être interprétées que dans le sens et dans le but de la dernière modification constitutionnelle et des derniers projets législatifs, - ce sont les lois d'urgence, la légalisation de l'exécution de combattants anti-impérialistes dans la rue, l'institutionnalisation de l'extermination sans bavures dans les prisons par l'isolement dans les sections silencieuses sans publicité, par la loi permettant l'exclusion des avocats, ou par l'article d'exception 231a du Code de procédure pénale qui légitime le déroulement du procès en l'absence des accusés.

Devoir de loyauté du fonctionnaire et droit de résistance s'excluent mutuellement d'après la décision de la Cour fédéra-le constitutionnelle. Le fonctionnaire se voit politiquement enjoint (« devoir de loyauté politique »), dans les situations de conflit, de « prendre parti » pour l'Etat contre le prolétariat, ou plutôt dans les moments d'organisation du prolétariat et

d'éveil de la conscience de classe qui existent actuellement. Le droit pour le fonctionnaire de refuser d'obéir, inscrit jusqu'alors dans la législation de la fonction publique pour le cas où on exigerait du fonctionnaire quelque chose qui manifestement irait à l'encontre du droit - comme antithèse de l'état d'urgence qui ne s'appuie que sur l'ordre -, lequel a permis aux accusés nazis de rationnaliser leur participation à des exécutions de partisans et de juifs devant les tribunaux ouest-allemands, parce que la justice elle-même, complice des jugements par la terreur des nazis, pouvait ainsi se disculper moralement -, se trouve violé par la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, dans la mesure où l'Etat y est érigé en valeur absolue contre la conscience morale de l'individu. L'attachement de l'Etat aux valeurs qu'il prétend défendre, ne peut être que celui des personnes par lesquelles il agit. En se référant à lui-même comme à une valeur absolue, l'Etat a liquidé son attachement aux valeurs sociales de sa Constitution.

Le consensus société-Etat n'est plus transmis par le tertium comparationis: les valeurs, — c'est-à-dire les droits fondamentaux —, mais par leur succédané: la guerre psychologique comme déguisement, à des fins de propagande, de la politique de l'Etat fort, de sa stratégie institutionnelle qui a pour but d'étatiser la société, qui a pour contenu la guerre et qui utilise comme moyen la militarisation de la société.

L'Etat impérialiste dévore l'Etat bourgeois. Ce procès, son déroulement pratiquement sans heurts, la faiblesse des protestations qu'il provoque, montrent par contre combien les valeurs bourgeoises — et avec elles la liberté d'opinion, la liberté de la presse, l'indépendance des tribunaux, des juges légaux, le libre exercice de la défense, la proportionnalité des moyens lors de l'intervention de la police, la présomption d'innocence jusqu'au jugement, le fait que personne ne puisse être défavorisé, etc. — n'ont jamais été que superficiellement enracinées dans l'appareil d'Etat. Il apparaît qu'elles n'ont jamais été ici qu'idéologie au service d'un objectif : l'anticommunisme. La liberté, en République fédérale, n'a jamais été la liberté par rapport à l'Etat. Elle n'a jamais été, en tant qu'idéologie anticommuniste, qu'un postulat à fin de propagande sans réalité politique. La démocratie ouest-allemande a été d'autant plus durablement et profondément attachée à la Constitution, qu'elle ne correspondait à rien dans la réalité politique.

Lorsqu'est apparu le premier mouvement de masse dirigé contre l'anticommunisme, — le mouvement étudiant, qui

voulait l'utiliser contre l'Etat, contre l'« establishment », contre les élites anticommunistes ici, elle fut supprimée par la législation d'urgence. Depuis, quiconque dit article 1 de la Constitution, dit également lois d'urgence. Depuis, quiconque veut dire article 1 de la Constitution sans dire lois d'urgence, doit s'armer (à partir de la logique même de la Constitution).

Le mouvement de protestation contre les interdictions professionnelles ne peut pas devenir un mouvement fort. Non que trop peu de gens soient concernés par celles-ci—, tous les enseignants, tous les journalistes, tous les avocats, tous les syndicalistes sont concernés, c'est-à-dire tous ceux qui, à l'intérieur de ces groupes de professions et de ces types d'organisations, à l'intérieur des appareils d'Etat idéologiques, n'ont pas encore abandonné la revendication du droit à avoir des idées personnelles, à avoir une pensée critique, ou qui, dans le processus de transformation de l'Etat, découvrent la pratique critique comme leur cause.

Le mouvement ne peut pas développer une force, parce qu'il a refoulé le motif qui, maintenant, est à l'origine des interdictions professionnelles et qui était la force du mouvement étudiant : la protestation contre la guerre américaine au Vietnam qui se référait aux valeurs bourgeoises.

Parce que ce mouvement était lui-même essentiellement un processus de désenchantement, au double sens du terme, un processus de désillusionnement dont cet Etat a tiré les conséquences, c'est-à-dire qu'il a repris l'initiative, bien avant que le mouvement ne soit parvenu lui-même à tirer les conséquences pour lui de son assimilation à une association criminelle à Pâques 1968. Avant qu'il ait pu passer à l'illégalité et au combat armé, le gouvernement était là avec son amnistie—ayant spéculé avec justesse sur le fait qu'étant donné sa composition de classes, le mouvement étudiant non-armé n'aurait rien à opposer à son entreprise de corruption, c'està-dire à son entreprise de déracinement/désolidarisation à l'égard de la lutte de libération du peuple vietnamien.

Evidemment, la question du droit de résistance comme droit constitutionnel n'est qu'une proclamation. Qu'il ait été inscrit dans la Constitution du Land de Hesse, qu'il soit inscrit dans la législation de la fonction publique — comme une phrase vide de contenu, car s'il était appliqué, tout membre du personnel pénitentiaire aurait non seulement le droit, mais le devoir de refuser la surveillance d'un prisonnier maintenu dans l'isolement —, constitue l'ultime révérence de cet Etat devant le dilettantisme de la caste des officiers prussiens qui a tenté en 1944 le putsch contre Hitler, pour sauver l'hon-

neur de la bourgeoisie monopoliste allemande. Sa liquidation maintenant par la décision de la Cour fédérale constitutionnelle, est le pas décisif dans la marche ouverte vers l'Etat totalitaire, l'Etat-de-Sûreté-de-l'Etat, qui se soustrait, qui est soustrait totalement au contrôle de l'extérieur et de la base.

La résistance, c'est la continuité dans l'histoire de l'opposition intérieure en République fédérale depuis 1945, depuis l'opposition contre la restauration, contre l'intégration à l'Ouest, contre les lois d'urgence, contre l'agression américaine au Vietnam, jusqu'à la lutte armée de la guérilla urbaine contre l'Etat impérialiste.

Résistance — et non pas le marxisme, la question de la socialisation, bref, des points isolés de programme, qui apparaissent dans tous ces mouvements, comme idéologie.

La résistance, c'est la référence aux valeurs de la Révolution française, donc de la démocratie bourgeoise dans son contenu humanitaire, comme attente de rapports humains libérés de toute domination, comme limite dont le franchissement signifie l'inhumain et ne saurait être toléré/supporté.

Pour la résistance, ces valeurs, en dernière instance leur réalisation sociale par la révolution, — sont l'instance qui oppose une limite à l'action de l'Etat; qui détermine la limite au-delà de laquelle l'action de l'Etat devient illégitime.

Le droit et la disposition à la résistance était sous-jacent à toute opposition immanente à l'Etat. C'est le reflet de l'antagonisme de classes dans l'idéologie de la démocratie bourgeoise.

Si le droit de résistance a été introduit dans la Constitution de la R.F.A., c'est plutôt pour masquer le caractère réel de cet Etat en tant que contre-Etat réactionnaire au service de l'impérialisme U.S., comme une révérence (cf. plus haut), afin de se démarquer verbalement, littéralement du vieux fascisme.

Il est abrogé/éliminé/rendu illégal, à partir du moment où l'impérialisme ouest-allemand n'en a plus besoin comme valeur d'échange (ne peut plus s'en servir).

Mais il acquiert une qualité révolutionnaire en tant que valeur d'usage, car il a commencé par être l'expression directe de l'antagonisme de classes — l'expression de la nouvelle société « dont l'avènement est imminent au sein de l'ancienne », en tant que sujet de l'histoire. Son anticipation politique en sont les groupes armés de la guérilla urbaine, est la subjectivité de ceux qui luttent dans l'illégalité.

La résistance, dépouillée de sa valeur d'échange, de sa fonction de fard du contre-Etat réactionnaire ouest-allemand, devient le droit fondamental du prolétariat qui prend les armes et avec lui les valeurs sur lesquelles il repose : liberté, égalité, fraternité, — valeurs que le contre-Etat social-démocrate a rejetées de lui en même temps que le droit de résistance que la stratégie institutionnelle est obligée de reconnaître dans son antagonisme. Car le but de la stratégie institutionnelle est d'annihiler la résistance par la législation et l'étatisation de tous les conflits au sein de la société, et entre la société et l'Etat. Elle anticipe la crise politique, elle l'anticipe comme contre-révolution.

L'attachement de l'Etat à la Constitution bourgeoise était son attachement impératif aux valeurs de liberté de la Révolution française, qui, avec son pathos de libération de l'humanité, avait constitué l'Etat bourgeois, et qui, par là, avait sécularisé le moment de l'absolu dans l'Etat bourgeois, en l'opposant à l'idée de la grâce de Dieu qui régissait la féodalité.

(Aussi n'est-ce pas un hasard, si Schmidt se réfère, maintenant que les valeurs sont abolies dans cet Etat, à l'impératif catégorique kantien relatif à l'ordre et à la liberté. La philosophie remplace ici la légitimation. Les règlements dans la poche arrière du flic sont érigés en postulat éthique, dans la mesure où elles ne se situent dans aucun système de justification éthique.)

La Constitution attachée à ces valeurs pouvait se permettre d'accorder le droit de résistance. En tant que concession, il est un moyen de conciliation de classes, d'attachement du prolétariat, de ses organisations à l'Etat bourgeois. Mais au moment où il devient nécessaire d'en faire usage, il est forcément rendu illégal par l'Etat contre lequel il se dirige.

Ceci est important. Car l'histoire du droit de résistance indique sur le plan de la superstructure, la rupture entre la société et l'Etat, et de façon précise :

- le moment où le rapport de production capitaliste devient une entrave au mode de production socialisation de la production et composition organique croissante du capital. Il indique avec précision, sur le plan de la superstructure, le moment historique où le combat révolutionnaire en tant que combat armé, combat armé contre l'Etat impérialiste, devient nécessaire :
- le moment où le prolétariat est devenu l'héritier de la philosophie allemande classique, qu'il assume cet héritage ou non.

« La nécessité » du triomphe de la raison sur le mythe, de la victoire de la vie sur la mort, ne peut se prouver par déduction logique. Comme le disait Planck : « La logique seule n'est pas en état de faire sortir n'importe qui de son propre monde sensible, elle ne peut même pas l'obliger à reconnaître l'existence autonome de ses concitoyens. » « Cette nécessité doit se fonder sur la thèse selon laquelle la revendication à la vie, à l'épanouissement et au bonheur n'a pas besoin de justification. C'est avec cette thèse qu'elle se maintient ou s'effondre. Elle est la seule condition tout à la fois improuvable et irréfutable. » (Baran.)

Nous avons déjà développé ce point, parce que la résistance est ce qui nous relie, nous, la guérilla urbaine, à l'opposition politique en R.F.A. depuis 1945.

La résistance, quelle que soit la forme qu'elle ait prise, réussie ou larvée, est le sillage d'où naît la résistance armée. Résistance en tant qu'identité déterminée, radicale, existentielle, morale, qui porte en elle les valeurs de la Révolution française, c'est-à-dire qui ne les cherche pas a posteriori, c'est-à-dire qui n'a pas besoin de justification.

La résistance c'est l'essence de la subjectivité prolétarienne en tant que négation de l'Etat impérialiste, et illégale dès le départ, même là où elle n'est pas encore/n'a pas encore été assimilée à la criminalité.

Ainsi, il s'agit aussi de résistance en opposition à une conception du monde/opinion politique aux questions de point de vue. Parce qu'elle se situe fondamentalement hors du marché, elle n'est ni à acheter ni à vendre.

Le processus de transformation de la résistance légale — pour aussi faible qu'elle soit — de l'ancienne gauche à l'offensive légale de la nouvelle gauche dans le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam et à la tactique de l'intervention armée, peut devenir une stratégie dans la mesure où son action dans l'Etat impérialiste identifie la face réactionnaire de la contradiction.

Le mouvement de protestation contre la construction de la centrale nucléaire de Whyl a montré par exemple que c'est l'Etat du monopole international qui se place au dessus des valeurs et déclare illégale la référence à ces valeurs par rapport à ses critères.

C'est ainsi que le ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat, Schwarz, a pu très logiquement appeler (au cours du forum de Hesse) le mouvement contre la construction de centrales nucléaires qui se réfère au droit d'intégrité de la personne physique face à l'Etat — « un exemple de recherches nécessaires pour la criminologie ». En Etat subordonné au capital multinational U.S., il n'a aucun intérêt à laisser se former des goulets d'étranglement de l'énergie.

c'est-à-dire de rompre avec la stratégie des multinationales pétrolières et des Etats-Unis contre les Etats de l'O.P.E.C.

Le mouvement de protestation contre la construction de centrales nucléaires tire sa force explosive du fait qu'il se tourne contre un projet stratégique de l'Etat impérialiste, en tant que support fonctionnel du capital multinational, en se référant à des valeurs qui excluent la guerre comme moyen de la lutte des classes. Il fait appel à la fonction protectrice de l'Etat — autrement dit à l'Etat en tant que législateur dans les usines, à l'Etat — dont parle Marx dans le tome 1 du Capital — qui protège le prolétariat de l'abus de pouvoir du capital — sa surexploitation par usure jusqu'à la mort — dans la mesure où il ramène le capitaliste individuel, dans l'intérêt de l'ensemble des capitalistes, à la raison de la société bourgeoise par le moyen de son expression politique officielle, l'Etat.

Mais l'Etat, dans ses fonctions, a changé. C'est-à-dire que dans les domaines du capital qui sont nécessaires à la reproduction de la société, mais qui ne sont plus directement rentables pour le capital, il doit assumer des fonctions économiques, il est aussi immédiatement sur le plan économique une fonction du marché mondial dominé par les monopoles américains.

La « reféodalisation de la société », Marx la prévoyait au moment où la société stagne et pourrit, parce que le prolétariat en tant que classe pour soi est trop faible — et cela veut toujours dire que l'ancien Etat est trop fort, trop bureaucratisé et militarisé — pour que le renversement social et les contradictions induites par toute la machinerie revêtent une expression politique.

Dans ses fonctions économiques, l'Etat est directement, ouvertement, Etat répressif. « La violence est une puissance économique », elle est historiquement toujours sa réponse non seulement à l'action révolutionnaire du prolétariat qui s'organise en elle, mais là où — comme ici en R.F.A. — il est organisé, par l'intermédiaire de syndicats étatisés, comme fonction du capital; c'est aussi la réponse aux reliquats de résistance, ou si l'on veut, à ses nouvelles formes de manifestation encore embryonnaire: la protestation de la bourgeoisie et des couches déclassées — et l'Etat l'élimine par l'intermédiaire de la structure centralisée de l'appareil de l'opinion publique qu'il peut contrôler et qu'il contrôle et par des opérations de police menées par des unités qui sont formées et armées physiquement et psychologiquement pour écraser les actions des masses.

Ce que l'on voit ici, c'est que la garantie des conditions d'existence, telles qu'elles ont été produites naturellement et se sont développées socialement, est entrée dans une contradiction antagoniste avec la condition décisive de reproduction du mode de production capitaliste dans les métropoles — pour l'approvisionnement continu en énergie —, contradiction qu'on a résolue contre les hommes pour le capital, pour la machinerie : l'Etat réduit l'antagonisme par la violence. Dans le cas de la R.F.A., ce processus trouve son répondant dans la stratégie nucléaire de l'O.T.A.N. : en s'y soumettant, et en demandant son application dans le cas d'une guerre, qu'elle soit offensive ou défensive, la R.F.A. et les directions des Länder de la République fédérale répondent en fait à l'intérêt de la stratégie américaine et signent leur autodestruction³.

Le mouvement de protestation contre la construction de centrales nucléaires est directement l'expression de la contradiction Nord-Sud. c'est-à-dire de la ligne de démarcation la plus largement développée pour l'offensive entre le capital et le prolétariat mondial. C'est ce qui fait la force explosive de ce mouvement et explique pourquoi l'Etat, en tant qu'agent du monopole U.S., ne peut ni renoncer à la construction de centrales nucléaires, ni répondre à l'appel à la Constitution, aux valeurs telles que « l'intégrité de la personne physique, le droit à la vie, la dignité humaine, la liberté dans le choix de la profession. la protection de la famille » — en tout cas pas sans mettre en jeu son projet qui est d'anéantir la révolution à la périphérie, parce que, comme on a pu le voir avec le Vietnam, le consensus à l'intérieur de l'Etat est une condition essentielle, qui est brisée des deux côtés de l'alternative en tant qu'il n'est qu'un processus démocratique formel.

Avant la Conférence de Genève en 1954, Nixon disait : « Notre nation est la seule qui soit suffisamment forte dans sa politique intérieure pour prendre une position qui sauvera l'Asie... »

C'était une erreur d'évaluation : la conséquence et la fonction décisive de la guerre de libération du Vietnam, fut la rupture du consensus — le F.N.L. considérait la protestation dans les centres de « l'opinion publique mondiale » comme son deuxième point fort de défense après les fusées défensives russes — qui a amené Nixon à la table de négociations, et fi-

^{3.} Texte additif; depuis, Schlesinger a demandé ouvertement que tous les Etats de l'O.T.A.N. consentent à ce « sacrifice » pour maintenir la « crédibilité » des U.S.A. face à l'Union soviétique (cf. Stuttgart Nachrichten, 11 novembre 1976).

nalement le gouvernement américain au retrait de sa machine militaire du Vietnam, du Laos et du Cambodge.

Du fait que les trusts internationaux ne font plus que manipuler les Etats nationaux comme des moyens instrumentaux, l'Etat national n'a plus à sa disposition, pour une politique de conciliation, de médiation entre les intérêts de ceux qui dominent et les intérêts de ceux qui sont dominés, d'autre

moven que la violence.

A partir de là, un mouvement régionalement borné, politiquement diffus peut revêtir dialectiquement une pertinence stratégique — même s'il défend des résidus économiques indéfendables de la petite paysannerie et de la petite bourgeoisie. Ce qui est important, c'est sa dimension existentielle dans sa référence aux valeurs bourgeoises, — comprises comme le droit à la vie et au bonheur, qui amène leur protestation objectivement de notre côté et qui fait bouger la dialectique Etat-révolution contre le projet de l'Etat impérialiste de la figer.

Extraits des dépositions (d'après le procèsverbal) de deux prisonniers de la «R.A.F.», sur la structure du groupe, au procès de Stammheim

juillet-août 1976

Après une requête de la défense dans le cadre de la production de preuves.

Brigitte Mohnhaupt — Evidemment, c'est idiot de dire : étudiante, parce que justement c'est arrivé à chacun de nous, et c'est du passé. On ne peut que répondre : on n'en a rien à faire.

Le second point, c'est que je ne répondrai de toute façon à aucune des questions posées par vous, par le tribunal, la justice, ou l'Accusation fédérale. Ce serait absurde. Nos rapports ne sont pas tels. Le terme exact pour les rapports entre nous et la Cour, la Justice, l'Accusation fédérale, est celui de guerre, et l'expression la plus claire de ceci est que quatre d'entre nous sont morts, assassinés alors que prisonniers.

Il n'y a donc ici, à ce niveau, absolument aucune possibilité de discussion. Pourquoi le faisons-nous, après tout? Pourquoi venons-nous ici? Pourquoi entrons-nous dans le procès?...

Prinzing - Non, ce n'est pas l'objet. Le rapport...

Brigitte Mohnhaupt — Si! cela en fait partie. Et ce n'est encore que le début. Je veux commencer maintenant par ce que j'entends dire ici, et je n'ai pas l'intention d'écouter vos imbécillités.

Pourquoi, après tout, quelqu'un d'entre nous vient-il encore ici après la mort d'Ulrike, c'est parce que nous croyons nécessaire, à travers ce que nous pouvons dire ici, d'exposer clairement la véritable structure du groupe telle qu'elle était et telle qu'elle est réellement. Ce n'est pas ce distillat de la guerre psychologique, que Müller a présenté dans ses déclarations, ce n'est pas ce qu'il en affirme, — c'est-à-dire pratiquement une structure fasciste, il faut que vous le compreniez une bonne fois. Et ceci mettra en pièces évidemment toute cette construction selon laquelle Ulrike aurait pu se suicider.

Il ne s'agit en aucun cas pour nous de prouver comment Müller ment ou s'il ment. Ce niveau concerne la criminologie, il ne s'agit sûrement pas de ça. Pour nous il s'agit simplement du contenu, d'exposer le contenu de la politique, le contenu de la structure telle qu'elle était réellement. Bien sûr c'est assez difficile ici, mais on doit essayer, en décrivant simplement.

Je vais même le faire maintenant. Je voudrais commencer par le cœur de la déclaration de Müller, par ce qu'elle vise. Donc sa déposition en rapport avec les attentats et son implication. L'implication que la Sûreté de l'Etat estime nécessaire pour pouvoir arriver en fin de compte aux condamnations. Il faut préciser ici que la conception stratégique que la « R.A.F. » a développée en 1972, était dirigée contre la présence militaire et politique des U.S.A. en Allemagne fédérale, et que les différentes étapes tactiques et opérationnelles pour y répondre ont été l'attaque du Quartier général de la C.I.A. à Francfort, l'attaque du Quartier général de l'armée américaine à Heidelberg et l'enlèvement des trois commandants de la place à Berlin. Que cette décision, ce projet, a été développée au cours de discussions collectives avec tous ceux qui appartenaient à l'organisation de la « R.A.F. », c'est-à-dire qu'il y a eu là-dessus un consensus de tous les groupes, de chacune des unités dans les villes, et donc une conscience claire pour chacun de ce que cela signifiait — de la fonction de ces attaques.

Nous sommes donc tous responsables de ces attaques contre la présence militaire des U.S.A. en Allemagne fédérale, c'est-à-dire que nous sommes tous responsables des attentats, des attaques contre les quartiers généraux.

Cela dit déjà tout sur la structure. Et cela rend très clair ce que Müller essaie de dire, cet idiot : que six personnes auraient pu le faire, après tout — faire toutes les attaques qui ont eu lieu. C'est complètement absurde.

Dans l'ensemble de la conception stratégique, il y a aussi le projet de faire prisonniers les commandants de place alliés, et de les échanger. L'escalade que cela réprésente, et l'escalade qui était contenue dans ce projet du côté de la réaction, je ne veux de toutes façons pas en parler ici. Il n'y a même rien à en dire ici.

Cette décision, la conception de ces attaques et notre responsabilité s'expliquent par un élément essentiel de notre propre histoire: la politisation dans la mobilisation du mouvement étudiant pour s'opposer à la guerre du Vietnam. Ce fut pour nous un moyen tout à fait clair de comprendre la nécessité et les limites de la mobilisation pour le Vietnam, ses limites objectives: ce qu'elle pouvait atteindre et ce qu'elle ne pouvait pas atteindre, avant d'être écrasée et récupérée.

On peut dire que c'est cette expérience de la nécessité de la lutte armée — c'est-à-dire atteindre le niveau qui corresponde à la situation dans laquelle nous nous trouvons ici en R.F.A., une colonie américaine, un sous-centre stratégique de l'impérialisme américain —, cette situation qui a constitué la « R.A.F. » Toute cette argumentation qui a déjà été développée ici dans les déclarations. Je ne crois pas devoir encore le répéter. Pour moi, il s'agit maintenant d'expliquer cela à partir du groupe.

Concrètement à propos des commandants de place.

L'enlèvement avait, du point de vue matériel, le but de délivrer les prisonniers, c'est-à-dire d'arriver par l'enlèvement à un échange des prisonniers qui, à l'époque déjà, avaient été arrêtés, et contre lesquels, déjà à cette époque, on avait utilisé l'isolement et les tortures physiques.

Cela signifie, que pour le groupe, c'était une nécessité objective de libérer les prisonniers. L'échange était le seul moyen.

Müller, autant que je sache, ne parle des commandants de place à Berlin que dans les ragots confiés au Stern; dans sa déposition, il a totalement laissé cela de côté. Le but recherché est tout simplement de taire par là complètement la politique de la « R.A.F. » en 1972. C'est clair, car Berlin était une chose décisive pour nous, et relativement difficile à réaliser, difficile opérationnellement. Trois commandants de place, trois, cela signifiait: trois gros commandos pour la réaliser. L'action était déjà dans sa phase de mise à exécution mais du fait de l'arrestation, elle ne pouvait plus se faire: Andreas a été arrêté environ deux semaines avant la date retenue, et de ce fait, évidemment, une partie de l'infrastructure s'est effondrée. C'est-à-dire que nous ne pouvions pas savoir si la partie de l'infrastructure prévue pour l'action imminente était également touchée. A cela s'est ajouté le fait que le

commandant de la place américain était très sévèrement gardé. La conjoncture et la coordination étaient difficiles. Pour nous, il n'était plus possible de réaliser cette action.

Mais ceci est important, car c'était ce dont nous nous étions occupé, ce à quoi nous étions prêts — en particulier Andreas et Gudrun. C'est justement pour cela que la Sûreté de l'Etat ne laisse plus Müller en parler, pour pouvoir prétendre qu'Andreas et Gudrun auraient participé aux attaques contre les préfectures de police.

C'est dégueulasse, et c'est idiot. Ceci ne correspond pas du tout aux faits. Andreas et Gudrun étaient, à cette époque, avec moi à Berlin, et nous avons organisé cette affaire là-bas.

Sa construction est démente, comme si quatre ou cinq types pouvaient à eux seuls réaliser toutes les attaques en R.F.A. Il n'est même pas nécessaire de s'étendre là-dessus, parce que chacun peut se rendre compte à quel point c'est ridicule, et combien le but est évident. Donc toute cette monstruosité ici, — ces cinq accusés à qui l'on attribue directement tout, et qui ne sont maintenant plus que trois d'ailleurs. Tout ça, c'est la même ligne; par là toute la dramaturgie, en somme toute la ligne appliquée devient très claire: c'est la guerre psychologique menée par l'Accusation fédérale et le tribunal — il n'y a aucune contradiction là-dedans, il ne peut naturellement pas même y en avoir.

Autre exemple, ce que Müller dit de Munich — je crois qu'il a déclaré que c'est Andreas et Gudrun qui l'auraient fait. Le fait est que ni l'un ni l'autre n'y ont participé. Je l'ai déjà dit : à l'époque Andreas était à Berlin, et ces actions ont été menées par des groupes qui étaient à Munich. Après tout — maintenant on peut le dire — la « R.A.F. » était à ce moment-là organisée de la manière suivante : il y avait huit groupes établis dans six villes, dont deux forts groupes dans deux villes. Un de ces groupes était à Munich. Les groupes, les différentes unités étaient intégrés dans le système logistique. Il y avait un lien entre les différentes unités pour les discussions, mais elles étaient autonomes dans leur décision pour la mise à exécution opérationnelle.

L'objectif précis, la planification, la vérification, le moment de l'action étaient laissés au choix des différents groupes — d'ailleurs il n'était pas du tout question qu'il en soit autrement. Et naturellement, c'était comme cela. Donc nous ne savions rien de concret à l'avance sur ces actions — ce qui veut dire que, même si nous l'avions su, nous ne les aurions pas empêchées, parce que — bon, ce n'est pas une chose

simple que d'empêcher ce qu'un groupe a décidé. Seulement nous n'aurions pu les empêcher ni dans le temps ni techniquement, c'était impossible vu les conditions. C'était clair, le sens de ces actions était clair : c'était une réponse au fait que des combattants avaient été abattus en pleine rue, comme Petra et Tommy¹. Nous n'aurions donc même jamais pu avoir l'intention de l'empêcher.

Le but poursuivi par Müller, avec de telles implications, c'est très exactement de masquer la conception stratégique, de l'escamoter en somme complètement, de la détruire par des implications idiotes. La conception stratégique qui s'est définie dès le début contre la présence militaire américaine, contre l'occupation par l'armée U.S., contre la dépendance complète, politique et économique, vis-à-vis des U.S.A., c'est le point que vise la déposition avec cette implication. C'est important parce que cela vise à désavouer la politique du groupe. Vise à la détruire.

Il y a encore autre chose, quand il affirme — je pourrais peut-être concrétiser cela encore au fur et à mesure des questions particulières que vous me poserez par la suite, je ne le ferai pour l'instant que d'une manière générale. Donc l'affirmation selon laquelle Ulrike aurait voulu l'attaque contre l'immeuble Springer et l'aurait réalisée en opposition à Andreas ou à Gudrun, ou même en opposition à des parties du groupe. Et l'affirmation qu'il y aurait eu ensuite une scission, ou du moins, dans le même sens, des luttes entre les membres, la terreur, ou je ne sais ce que dit ce salaud exactement. Le fait est que lorsque l'action de Hambourg a été mise à exécution — et ceci a déià été expliqué ici dans le procès —, nous n'en savions rien, justement en raison de toute notre structure : c'était une décision autonome et une action menée d'une manière autonome par les groupes de Hambourg.

Après l'action, il y a eu une forte critique de la part des autres groupes. A la suite de quoi, Ulrike est allée à Hambourg pour savoir exactement sur place, et le transmettre selon les règles, comment cela avait été possible, car la « R.A.F. » n'a jamais fondamentalement conçu des actions où il y avait un risque que des civils puissent être touchés.

^{1.} Petra Schelm et Thomas Weisbecker, deux militants de la « R.A.F. » ont été abattus par la police en pleine rue, respectivement en juillet 1971 et en mars 1972.

C'était un principe essentiel dans toutes les discussions, et l'autre critique adressée au groupe de Hambourg portait sur le fait qu'il avait mené l'action sans avoir vu clairement, sans avoir envisagé dans sa conception que, naturellement. Springer ne ferait pas évacuer le bâtiment. Donc qu'il s'était mal préparé. C'est dans ce but qu'Ulrike est allée à cette époque à Hambourg, afin d'éclaircir cela, de le démêler. Après ses constatations, elle a rédigé l'explication de cette action : tout v est mentionné — le déroulement en entier, les mise en garde, Springer n'évacue pas, etc. Ce qui signifie donc que ce que dit Müller, bon, c'est ce qu'on sait déjà, et dans quel but. Ou'il prétende maintenant, pour Ulrike, qu'elle aurait somme toute eu l'intention, ou qu'elle aurait pu avoir l'intention de mener des actions contre l'avis des autres —, c'est complètement dingue — cela correspond tout à fait à la ligne qui est suivie maintenant par la propagande: tensions, etc. Toute cette fiction qui doit légitimer le meurtre d'Ulrike. L'affirmation qu'il y aurait eu des tensions, c'est une histoire qui remonterait, d'après ce que rapporte Müller ici — à Hambourg, à l'organisation du groupe en 1971-1972. C'est purement et simplement une invention de toutes pièces que l'on essaie de monter ici, dans le seul but de légitimer le meurtre...

Prinzing — Bon, je voudrais vous dire maintenant que vos opinions et vos jugements de valeur sont sans objet ici. Toutes vos allégations comme quoi il y aurait eu ici un meurtre, je ne puis en aucun cas les accepter. Vous allez m'obliger à recourir au règlement.

B. — Bien sûr. Il y a encore un point à propos de Berlin, quand Müller prétend qu'Andreas aurait ordonné là-bas des attentats ou même qu'il y aurait poussé des gens, je ne connais pas exactement sa formulation. C'est absurde, parce que l'action contre les commandants de place a eu lieu juste avant l'autre. Il n'y a donc pas eu du tout de discussion sur les actions à Berlin. Si Müller dit cela, ça ne peut signifier qu'une chose — puisqu'il a déjà laché cette action contre les commandants de la place dans le Stern — certes qu'il la connaissait, mais sûrement pas dans les détails concrets : en retenant cette affirmation, c'est la ligne politique qu'on veut briser. On ne veut, en somme, plus du tout entendre parler de politique dans ces constructions, et bien évidemment, surtout pas au procès ici. C'est tout ce que je vois à dire pour l'instant sur l'ensemble de ces actions.

L'avocat Temming - ... Précisément sur le fait que Mül-

ler, le témoin de la couronne Müller, a affirmé que l'attaque contre Springer à Hambourg aurait été conçue et préparée par Ulrike Meinhof.

(L'Accusation conteste la question à cause de l'emploi du terme « témoin de la couronne ».)

Temming — Je poserai ma question autrement : sais-tu si Ulrike était au juste à Hambourg, à cette époque, et sais-tu s'il y a eu des tensions entre Ulrike et Andreas sur ce point ou sur d'autres ou de manière générale, comment étaient leurs relations?

B. — J'ai déjà dit quelque chose à ce sujet, tout à l'heure, qu'il y a eu une critique générale après cette action, c'est-à-dire entre tous...

(Prinzing l'interrompt.)

Prinzing — Nous ne voulons plus entendre maintenant de répétitions ici.

B. — Mais enfin, cessez donc, vous ne savez même pas encore ce que je vais dire...

C'est une précision qu'il veut. Je vais donc peut-être répéter le fond de la question. Ce qui s'est passé c'est ce que j'ai dit tout à l'heure: Ulrike est partie, à cette époque, pour élucider les faits et formuler ensuite, sur la base de ses résultats, cet éclaircissement, cette constatation des faits à Hambourg.

Plus exactement, cela s'est passé ainsi : elle était à Berlin, et vers la mi-mai environ, elle est allée à Stuttgart. Elle était à Berlin à cause de la préparation de l'enlèvement, elle participait à l'élaboration du plan et à l'organisation.

Ensuite, elle est allée à Stuttgart, pour faire un autre travail qui était important. Et si elle l'a fait, c'est parce qu'elle savait beaucoup de choses là-dessus, disons simplement parce qu'elle pouvait très bien le faire. Il s'agissait d'obtenir du matériel pour la discussion dans le cadre de ce que faisait Ulrike: l'organisation de l'information sur le plan international. C'est-à-dire qu'elle a essayé de faire connaître le processus de discussion qui existait dans la gauche, précisément à l'échelon international, avec des groupes à l'étranger. A cette époque, la discussion sur la guérilla dans les entreprises était d'actualité. Il y avait des tentatives de ce genre en Italie, une certaine tactique qui est possible en Italie en raison de conditions spécifiques — mais nous pensions qu'elle n'était pas possible ici. Et c'est cela qu'elle voulait faire très exactement à l'époque:

organiser tout le processus de discussion sous cet angle, dans la perspective d'une stratégie continentale. C'était le but de son voyage à Stuttgart. Je crois qu'Andreas l'a appelée à Stuttgart tout de suite après l'histoire de Hambourg, alors que la critique s'était aussitôt déclenchée chez nous; et elle est partie aussitôt à Hambourg pour mettre cela au clair. C'est ainsi que cela s'est passé, je crois... Par là, j'ai en même temps répondu à la question de savoir s'il a pu y avoir des divergences, ou bien que sais-je moi?, une scission. Ces faits montrent très clairement et très distinctement, que tout cela a été monté de toutes pièces.

Temming — Encore une question. Elle concerne les déclarations du témoin de l'Accusation, Gerhard Müller, qui affirme qu'il était prévu de liquider Siegfried Hausner. Sais-tu quelque chose à ce sujet, et sais-tu s'il y a eu des départs d'individus du groupe, et comment alors ça s'est passé?

B. — Bien sûr qu'il y a eu des séparations. Il serait faux de dire le contraire. Il y a des contradictions qui naissent dans le groupe au cours du processus dans lequel celui-ci se trouve engagé. Donc dans le processus qu'est la lutte, il y a évidemment des contradictions, et il y a des gens qui décident à un moment donné de ne plus faire le travail. En ne le voulant plus, ils décident en fait de se retourner, de faire marche arrière; ou bien ils essaient une autre pratique, bien que chacun sache très bien que cela n'est pas possible, que c'est se mentir, quand on a déjà eu une telle pratique. Une telle décision ne peut donc être qu'un pas en arrière, ce qui signifie toujours un pas en arrière dans la merde.

Il y a eu des séparations, mais il n'a jamais été question de liquidation, ni d'aucune scission — bien sûr. Il y a eu des séparations avec des gens qui ne pouvaient plus faire le travail, qui ne voulaient plus le faire parce qu'ils ont compris ce que cela voulait dire que l'illégalité, ce que cela voulait dire la lutte armée. Ce fut une décision parfaitement libre de leur part. Et c'était juste qu'ils s'en aillent — cela aurait été fou de les retenir, parce qu'il ne leur aurait plus été possible de toutes façons d'avoir une pratique commune.

Il y a eu aussi des séparations que nous avons décidées nous-mêmes. C'étaient des gens qui savaient que nous nous séparerions d'eux pour des raisons déterminées — au fond naturellement pour les mêmes raisons, parce qu'à ce moment donné, il ne leur était plus possible d'avoir une pratique commune. Maintenant, naturellement, tous vivent encore. Ça s'est

donc passé très « cool ». Ils sont partis. Ils font autre chose, conscients qu'ils ne pouvaient plus avoir cette pratique.

Peut-être faut-il ajouter comment cela s'est passé quand des gens ont décidé de s'arrêter.

Cela s'est toujours passé de la manière suivante. Cela a toujours été décidé au cours d'une discussion de tout le groupe, de l'unité à laquelle il appartenait, c'est-à-dire que tout le monde y prenait part, ou du moins la majorité, tous ceux pour qui il était encore possible dans ces conditions de participer.

Cela a eu lieu au terme de discussions, cela ne s'est pas fait de façon brusque. Il y avait chaque fois une évolution qui permettait à celui qui était concerné, exactement au même titre que tous les autres, que chacun à l'intérieur du groupe, le comprenne par lui-même qu'il était arrivé à un point où il n'était plus possible qu'on combatte ensemble. Qu'à ce point il devait prendre une décision: soit changer dès maintenant - s'il le voulait encore, s'il s'en sentait le courage, s'il s'y réalisait — et, c'est clair, avec l'aide de tous, évidemment; soit partir, et alors il partait sans y être contraint, sans pressions, parce que c'était sa décision à lui, parce qu'il le comprenait comme tel et parce que cela s'inscrivait dans un processus où tout le monde est impliqué. Parce que toute séparation ou exclusion, si elle n'est pas comprise et d'une manière responsable, signifie la haine, et alors, tôt ou tard, le type atterrit chez les flics. Jamais le groupe n'a chassé quelqu'un, cela ne s'est jamais passé ainsi, ce n'était pas dans la structure du groupe.

C'est aussi un élément qui rend absolument impossible toute l'histoire rapportée par Müller à propos de Hausner : de sa liquidation.

C'est-à-dire, bien sûr que nous le savons, que nous ne pouvons pas l'empêcher par principe, il n'y a là pas de problème, cela se passe tout simplement ainsi quand on lutte dans l'illégalité.

Mais dans tout le processus qu'à connu le groupe en 1972, cela aurait été une erreur, en contradiction avec sa situation.

En ce qui concerne Hausner, c'est encore plus absurde, parce qu'il est complètement faux qu'il ait voulu s'en aller, ou que nous ayons dit qu'il devait s'en aller. Il n'y avait absolument aucune raison, avec ce qu'il est, avec ce qu'il a fait, qui aurait pu nous amener à l'obliger de partir ou, purement et simplement, à le liquider. C'est absolument ridicule. Rien ne le justifie. Evidemment chacun fait des erreurs ou

des choses de ce genre, mais personne n'a cette arrogance ni cet absolutisme pour dire : moi je ne fais pas d'erreurs.

En tous cas, telle était la situation dans le groupe. Comment aurions-pu nous dire: maintenant, il faut qu'il parte, et s'il ne va pas à l'étranger, alors...? — car ce que dit Müller, c'est bien que s'il ne pouvait pas aller en Hollande, être évacué à l'étranger, alors il faudrait — solution d'urgence — tout simplement le liquider: seule la Sûreté de l'Etat peut inventer des choses pareilles. Une telle chose n'aurait jamais pu fortifier la structure, le groupe, les individus, mais au contraire l'aurait affaibli, détruit.

Car si une telle chose pouvait se passer dans le groupe, comment serait-il possible encore, que des types combattent, qu'il aient du courage, qu'ils puissent donc retrouver une identité?

Liquider quelqu'un qui a combattu avec nous, en dernier recours, simplement peut-être parce qu'il n'y a plus de place — c'est une construction complètement déconnante.

Je pourrais donner un autre exemple:

L'histoire de la fille à Berlin, qui s'appelle — je crois — Edelgart Gräfer, en tout cas Gräfer - qui a dénoncé une demi-douzaine de gens. Elle a trahi des gens, elle a donné leur domicile, et qu'est-ce qui s'est passé? qu'est-ce qu'on a fait? Elle s'est pris un seau de goudron sur la gueule et une pancarte autour du cou. Je pense donc que, lorsqu'on connaît les faits... Quand quelqu'un a dénoncé des gens - c'est-à-dire qu'en les dénonçant, pratiquement il les envoie au poteau, car on ne sait jamais ce qui peut se passer lorsque des flics débarquent dans un appartement —, que cette personne reçoive un seau de goudron sur la tête... Il est donc d'autant plus absurde de penser que quelqu'un qui n'a jamais trahi personne, pourrait — en raison d'une certaine situation où tous les possibles culminent, telle que Müller la décrit : les poursuites, et que sais-je? les arrestations — pourrait simplement être abattu. C'est absolument exclu.

Et enfin la preuve, dirais-je, qui montre que tout cela est impossible, c'est que Siegfried Hausner a dirigé le Commando Holger Meins. Il est absolument exclu autrement qu'il ait pu le faire, qu'il l'ait fait. C'est tout simplement la transmission qu'il le fasse, qu'il l'ait fait même, cela montre bien ce qu'était exactement cette structure. Je crois qu'on peut fort bien le comprendre. Comment aurait-il pu le faire, comment aurait-il pu lutter après une histoire comme celle que raconte Müller?

Temming - Autre chose encore : le témoin de l'Accusa-

tion, Müller, a également prétendu que c'est Andreas Baader qui avait introduit la structure hiérarchique.

Andreas Baader aurait voulu prendre la direction.

J'aimerais savoir si cela était possible, si cela est possible étant donné la structure du groupe, et comment est en général le rapport du groupe à la « direction »?

B. — Y-a-t-il jamais eu quelqu'un qui veuille prendre la direction...

Le procureur général Zeis — Il me semble que ce problème de la construction hiérarchique ou pas, a déjà été l'objet d'une large déclaration du témoin ce matin...

B. — Maintenant je vais apporter des choses concrètes...

Zeis — La question...

B. — Je voudrais apporter des éléments concrets à propos d'Andreas.

Zeis — Enfin, taisez-vous quand je parle.

B. — Oh, cessez-donc de radoter ici, vraiment!

Tu parlais de la « prétention de diriger » le groupe, non...

Si jamais quelqu'un avait prétendu commander, il n'aurait pu que se rendre ridicule. Donc la prétention de vouloir diriger, c'est tout simplement ridicule. Voilà la chose telle qu'elle était et telle que nous l'avons comprise : la direction peut être une fonction et, dans certaines situations, elle est même à coup sûr nécessaire, par exemple dans les actions. C'est comme cela que nous l'avons définie, et naturellement, c'est Andreas qui assume cette fonction. S'il l'assume, c'est tout simplement parce qu'il sait développer de manière très précise une conception des situations, et qu'à partir de cette analyse des situations, il peut concevoir une tactique, il peut fixer un certain déroulement, donc fixer une ligne, c'est-à-dire la ligne tactique et la stratégie. Mais ceci n'est jamais simplement la démarche ou la décision solitaire d'une seule personne; la conception, le projet émis par un membre est ensuite soumis à la discussion de tous, car tous participent concrètement à la pratique, donc aussi à la ligne. Chacun doit discuter la ligne. la comprendre, contribuer à la développer — et chacun doit être capable de la déterminer dans chaque situation. Car dans certaines situations, on est seul, et si l'on n'a pas compris, alors rien ne marche plus. Ce qu'Andreas a fait, a été déterminé, fixé très exactement et développé par tous, au cours de discussions. Et à partir du moment où la ligne était fixée, Andreas, comme tous les autres naturellement, devait rigou-

reusement suivre cette ligne, c'est-à-dire était lié à cette ligne. Bien sûr que ce n'était pas une contrainte, tout simplement parce que chacun comprenait que c'était nécessaire, que c'était juste, que c'était la perspective juste, une tactique juste, pour lui comme pour les autres. Plus tard ceci a été complètement dépassé. C'est-à-dire que la direction a toujours une certaine fonction, et naturellement, pour ceux qui l'utilisent comme pour ceux qui l'assument, elle n'est supportable que si elle n'est pas une domination, si elle est entièrement définie par ce que tous veulent. De toute façon, le principe, dans l'organisation, c'est la spontanéité, c'est-à-dire que chacun doit pouvoir et vouloir le faire. Nous avons appelé cela la ligne-cadre — que chacun doit y arriver qu'il soit ou non depuis longtemps dans la « R.A.F. », peu importe, donc chacun doit arriver à pouvoir le faire lui-même. Ce n'est donc pas cette chose débile dont parle ici Müller avec son « groupe ouvert » — pratiquement cela signifierait que tous participent à toutes les opérations de travail. Cela n'existe pas, — cela confirme que sa déposition est totalement fabriquée; parce que cela signifierait que chacun sait tout, et donc, concrètement, que Müller sait tout. Or Müller sait peu de choses, parce que Müller n'était pas un cadre. C'est simplement une invention de sa part dans le but précis que poursuit la Sûreté de l'Etat.

(Prinzing l'interrompt.)

Prinzing - Bon, voilà encore un jugement de valeur...

B. — Non, je n'ai pas encore terminé. Un instant...

Prinzing — Tenez-vous-en aux faits que vous connaissez et que vous pouvez préciser, s'il vous plaît.

B. — C'en est justement un. Je sais qu'il n'était pas un cadre.

Prinzing — Cela, vous pouvez en parler, mais le reste, c'est une appréciation personnelle. Est-ce qu'il a été répondu à la question de manière satisfaisante, Monsieur l'Avocat?

B. — Non, je n'ai pas encore terminé...

Prinzing — Dites-moi, est-ce que vous n'avez pas déjà un projet préparé pour chaque question qui vous est posée ici?

B. — Evidemment que j'ai... que j'ai réfléchi à ce que j'entends dire ici, bien sûr.

Prinzing — Est-ce que vous connaissiez les questions qu'on allait vous poser ?

B. — Comment voudriez-vous que je les connaisse?

Prinzing - Si vous avez déjà une conception...

B. — J'ai lu l'affaire Müller dans la presse...

Prinzing — Vous avez déjà vu les dossiers concernant Müller?

B. — ...J'ai lu les déclarations de Müller dans la presse, écoutez donc ce que je dis. Et à partir de ce que je sais de Müller, sur la base de ce que je sais de lui par la discussion, par L'Info, etc., par l'article du Stern, — cela m'a donné quelques exemples, j'ai mis quelques points au clair. Les points où il décrit la structure du groupe, là je dis : c'est fasciste, c'est une structure de bande fasciste qu'il présente — alors j'ai mis au point ce que je pourrais dire ici, dans cette fonction de témoin.

Donc la ligne-cadre. C'est-à-dire que chacun doit être capable de cela, de le pouvoir lui-même. Voilà concrètement ce qu'il en est de la direction: c'est-à-dire que chacun doit pouvoir lui-même l'assumer, cela signifie simplement qu'il ne peut jamais y avoir de domination, que la direction est définie comme une fonction, mais qui peut disparaître, qui disparaît même dans le processus collectif au cours duquel chacun parvient à pouvoir et à savoir l'assumer. C'est tout simplement une condition nécessaire de la continuité, de façon à ce que si un cadre est arrêté, on ne reste pas là sans rien faire, complètement désorienté, mais que les types puissent vraiment décider eux-mêmes, puissent continuer, qu'il n'y ait pas de rupture, d'effondrement. C'est la condition de la continuité, et par là, la condition de toute la politique, de toute la pratique. Nous avons dit une fois à ce propos que la guérilla est une hydre, c'est-à-dire qu'il lui pousse toujours de nouvelles têtes. L'objectif est d'arriver à cela. Dans la discussion à travers L'Info - Info que l'Accusation fédérale possède certainement, très certainement, elle sait donc à quoi s'en tenir aussi là-dessus, qu'il n'y a jamais eu de hiérarchie —, il y a des phrases qui expriment très exactement ce que je pense : une phrase de Holger qui dit : « Chacun est le collectif. » C'est exactement à cela que je pense. Et une phrase de Ulrike prononcée lors de son procès à Berlin : « Le guérillero est le groupe. » C'est-à-dire que chacun se l'approprie ou y arrive, au cours du processus de tous, dans tout le processus d'apprentissage, qui est évidemment permanent : la pratique, et ce n'est qu'ainsi de toutes façons qu'on apprend, par cette pratique, donc dans cette confrontation, parce qu'elle oblige, elle

force à apprendre, à se transformer. C'est en cela donc que « le guérillero est le groupe ».

Des commis et des chefs, des supérieurs et des subordonnés comme Müller l'affirme, c'est en antagonisme avec cette structure, avec la politique armée, avec la guérilla, sur le modèle de l'appareil qui crache ses schémas dans la guerre psychologique : la Sûreté de l'Etat.

Nous avons défini ainsi ce qu'est pour nous la direction : « La direction — ce qu'elle devrait être : c'est l'idée concrète de la situation ET de son dépassement : les objectifs et leur transmission DANS LA STRUCTURE du groupe combattant », c'est-à-dire, ce que nous avons appris, c'est que la direction dans la guérilla est l'initiative permanente, l'imposition de la politique, de la politique armée prolétarienne.

Ce n'est pas « la direction » qui constitue le groupe de guérilla, mais elle n'apparaît en somme que comme une fonction dont on a besoin dans le processus d'apprentissage et de travail du groupe, du groupe illégal — donc elle naît de la pratique du groupe et pour elle.

Lorsque tout se passe bien, elle rassemble les initiatives et les expériences de tous, cela devient, cela développe un processus collectif qui engendre la continuité et la capacité d'agir. Cela ne peut marcher que comme cela. Pour en revenir à la phrase — le fond de tout cela, c'est — la relation entre subjectivité et objectivité, donc entre volonté et nécessité, les amener à se rencontrer dans l'action. C'est seulement ainsi, — une simple question d'expériences, que la subjectivité de toute façon est possible. Que tu es, toi le type qui combats, sujet, et que tu deviens ce que tu es et ce que tu veux, le sens du combat, réellement.

C'est exactement ce que nous résumons ainsi: la liberté n'est possible que dans la lutte pour la libération.

Temming — Comment cela peut-il alors être concilié avec le pouvoir de donner des ordres, qu'aurait soi-disant eu et qu'aurait soi-disant exercé Andreas Baader d'après la déposition du témoin de l'Accusation? Il a donné l'exemple, je crois, de l'ordre de tirer, — que chacun des membres de la « R.A.F. », en cas d'arrestation, doit se défendre par la force des armes.

B. — Bon, je diviserai ma réponse.

D'une part la relation, la détermination, que le groupe avait par rapport aux ordres, comment le groupe les a définis — et les définir implique aussi tout un processus — ce qu'ils sont, quelle relation nous avons à eux. Et ensuite très concrètement, ce qu'il en est de l'ordre de tirer.

Je parlerai d'abord d'une manière générale des ordres : nous avons vu que l'ordre est la décision collective dans la phase de sa mise à exécution. Dans l'action donc, il y a des ordres — c'est simple, c'est une nécessité militaire, et c'est juste aussi, c'est fonctionnel. Et c'est justement parce que c'est fonctionnel que cela n'a rien à voir avec une contrainte, car cette action est une décision collective, elle a été discutée avant, elle a été déterminée par tous, comprise par tous — ceux qui doivent faire le travail comme le travail précis que chacun a à y faire. Et les ordres ne sont en fait ensuite qu'une question de coordination.

C'est une chose. L'autre, c'est le pouvoir de donner des ordres.

Toute l'image que Müller en esquisse, c'est celle d'Andreas, le « boss » et son pouvoir absolu...

Donc par exemple l'ordre de tirer, selon les déclarations de Müller. Je dirais simplement que c'est un distillat de la guerre psychologique apparu depuis 1970, qui prétend que les membres de la « R.A.F. » auraient eu l'ordre de tirer. Quoique la « R.A.F. » en ait passablement parlé. De cela justement et sur ce point précis. Mais j'en parlerai encore plus précisément. On le répand dans les media, depuis Hambourg où Petra a été abattue; l'ordre de tirer, donc : la chair à canon, le matériel humain qui seraient envoyés au front par quelques gens dans l'ombre, voilà exactement sa construction. Et Müller...

Prinzing — Vous devez maintenant répondre à une question sur le pouvoir de donner des ordres, posée par...

B. — J'allais en parler...

Prinzing — ... l'avocat de la défense. Ce que vous développez ici actuellement n'a vraiment plus rien à voir avec la question.

B. — Eh bien, moi, je suis d'un autre avis.

Je suis en train de parler de l'ordre de tirer.

En fait, Müller sait très bien qu'il n'y a jamais eu d'ordre de tirer, il n'y en a eu aucun et aucun d'entre nous ne l'a reçu. Pourquoi alors le prétend-il? — J'ai justement dit, selon l'expression ici utilisée, que cela n'a « rien à voir avec le sujet », que c'est un distillat de la guerre psychologique qu'on doit rendre véridique dans cette déposition, pour faire croire

que tout s'est passé ainsi, précisément dans le but de réduire à néant l'efficacité du groupe.

L'avocat Heldmann — Müller a affirmé ici en tant que témoin, que la structure de la Fraction Armée Rouge était la suivante: Baader — la tête dirigeante, puis il y avait les membres appartenant au noyau, ensuite il y avait les simples membres, enfin les membres en marge. Pouvez-vous confirmer ses déclarations?

B. — J'ai dit à ce propos comment nous l'avions nommée et ce qu'il en est au juste : beaucoup de têtes, et la lignecadre, telle que nous l'avons développée, telle qu'elle a été développée dans tout le processus. C'était le but, et il en était déjà même ainsi dans la plupart des groupes qui étaient formés depuis suffisamment longtemps.

En ce qui concerne les membres en marge, etc., ce que l'on peut dire, c'est que bien sûr, il y avait des contacts avec des gens qui n'étaient pas complètement intégrés dans le groupe. Mais c'est tout à fait exact, car la « R.A.F. » est, il ne faut pas l'oublier, une organisation militaire, et pas un ramassis de paumés. C'est-à-dire que ses contacts sont décidés selon des fonctions précises, d'après des critères politiques et opérationnels. Ça par exemple! — Cela en fait naturellement partie. Aussi, tu vois bien, encore une fois très nettement, le non-sens de cette affirmation: « un groupe ouvert ».

Que tout le monde ait accès à toutes les informations, ou prenne part à toutes les opérations - ce n'était évidemment pas possible, de même tout le monde n'était pas sensé tout savoir — évidemment non. Chacun avait des informations qui lui étaient nécessaires pour pouvoir faire ce qu'il avait à faire. C'est-à-dire que c'est la fonction qui déterminait cela. Faire autre chose aurait été une idiotie, absolument hors de question, et chacun a très bien compris pourquoi ça n'était pas nécessaire. — Maintenant il y a une discussion complètement ouverte qui se développe, dans les groupes et entre les groupes, sur la stratégie et la tactique, et aussi la théorie et l'analyse, mais qui reste très claire sur les principes de l'organisation. C'est un processus ouvert, collectif de tous ceux qui luttent. — Il est juste que je ne sache concrètement que ce qui me concerne directement, parce qu'il faut compter naturellement avec le fait que si l'on est arrêté, il peut y avoir des traîtres, on peut subir des pressions, on peut être torturé. Nous le savions, et c'est tout simplement la condition de toute organisation militaire illégale, d'agir comme il est nécessaire, en fonction des conditions. Sinon ce serait un ramassis d'idiots.

Pour un groupe qui veut combattre, toute cette connerie du « groupe ouvert » voudrait dire qu'il n'arriverait jamais à rien, parce que cela signifierait agir comme des ignorants, comme des gens qui ne savent pas du tout ce qu'ils font.

L'ouverture est une très bonne chose, les discussions ouvertes, les relations ouvertes, franches — et c'est comme cela aussi que ça se passe, mais jamais en ce qui concerne les détails militaires : c'est-à-dire que la structure politique est ouverte, collective, et dans les commandos il y a aussi un style de travail collectif; mais la question des détails militaires, des contacts, etc., est strictement fonctionnelle, conspiratrice...

(Prinzing l'interrompt.)

Prinzing — Il ne s'agit pas de se demander ce qu'implique le terme « ouvert ». Je crois, maître Heldmann, qu'à la question que vous avez posée pour la troisième fois, il vous a été maintenant suffisamment répondu...

B. — ... Je dirais que parler de « groupe ouvert » — en tant que principe d'organisation pour un groupe illégal — ne fait tout simplement que souligner une stupide dénonciation.

Heldmann — Est-ce qu'il y avait des membres qui exerçaient un contrôle sur d'autres membres, c'est-à-dire existait-il une fonction de contrôle à l'intérieur du groupe, ou bien le contrôle d'un groupe?

B. — Comment, une « fonction de contrôle »? Je ne comprends pas bien.

Heldmann — Ce n'est pas moi non plus qui pourrais le dire exactement, j'ai ici la page 10 221 du procès-verbal de la procédure principale — extrait de la déposition de Müller : « En plus, ces membres du noyau, ces membres dirigeants exerçaient en permanence un contrôle. » Et suit un exemple : « Prenons par exemple, une de ces personnes à Stuttgart [-un de ces membres du noyau, comme monsieur Müller les nomme-], il se tenait au courant, il téléphonait continuellement à Berlin pour contrôler la situation là-bas et pour voir si les gens marchaient bien comme ils le devaient. »

B. — Ainsi « téléphonait »... cet exemple parle vraiment de lui-même. L'information est simplement une condition nécessaire pour pouvoir agir, pour pouvoir déterminer la situation en général; et puis évidemment, ça marche aussi entre nous, entre les différents groupes, c'est tout à fait clair, par-

ce que pour pouvoir intervenir sur certains points, il est nécessaire de connaître ce qui se passe dans les autres villes. Et si ceux qui étaient à Stuttgart appelaient à Berlin, c'était tout à fait juste et tout à fait normal, chacun l'a fait plusieurs fois par jour, lorsqu'on devait faire quelque chose ensemble ou bien lorsqu'on devait coordonner certaines choses. Parler de contrôle ne fait vraiment que montrer encore une fois que cette déposition est totalement jobarde.

Heldmann — Est-ce qu'il y a ou est-ce qu'il y avait des avocats, membres de la « R.A.F »?

B. — Des avocats membres de la « R.A.F. »? c'est à peu près la même chose, on ne peut vraiment qu'en rire. Parce que nos relations avec les avocats sont plutôt distantes. Les avocats sont des avocats, et en tant qu'avocats ils ne sont pas membres de la « R.A.F. ». Et nous ne voudrions certainement pas avoir d'avocats dans la « R.A.F. », et nous n'en avons jamais eu. C'est une contradiction en soi. Si quelqu'un est avocat, il ne peut pas vouloir être membre de la « R.A.F. », sinon il ne serait plus avocat — car il faudrait vraiment qu'il fasse la rupture totale avec son travail. Les avocats font partie de la justice, même s'ils la critiquent. Qui s'y trompe? Et notre relation avec les avocats, c'était et c'est - c'est plutôt drôle - et puis merde, ie n'ai vraiment pas envie d'en parler plus précisement, parce que c'est tellement fatigant, après tant d'années, toujours la même chose — parce que ces types ont la plupart du temps leur intérêts, des intérêts privés obscurs et une peur qu'ils rationnalisent politiquement. La plupart cherchent à aveugler les prisonniers, donc il v a tout le temps des ennuis.

Temming — Une question à propos de L'Info. Le témoin de l'Accusation Müller prétend que L'info aurait servi à poursuivre des buts criminels, à l'intérieur et à l'extérieur, mais surtout à l'extérieur des prisons. Est-ce que tu peux parler un peu de la fonction de L'Info? Deuxièmement : peux-tu préciser si c'était une obligation de participer à L'Info. Et troisièmement : est-ce que, en liaison avec L'Info, une pression quelconque a été exercée au moyen de L'Info par des prisonniers sur d'autres prisonniers?

B. — L'Info était tout le contraire de cela. C'était la seule possibilité — c'est ainsi que nous l'avons déterminée et conçue —, la seule possibilité somme toute d'interaction sociale entre les prisonniers isolés. Et même si c'était seulement un ersatz, seulement des lettres et du papier. Mais c'était l'uni-

que possibilité pour la discussion politique. L'information politique et, évidemment, l'orientation. Elle n'avait absolument rien d'une structure hiérarchique ou de quelque chose de ce genre. Quant à ce que Müller rapporte sur L'Info I — je ne me souviens plus des termes exacts qu'il a utilisés — qu'il y aurait eu là diverses catégories, que l'on devait se montrer digne de passer d'une catégorie à l'autre, donc une sorte de système carriériste d'ascension — c'est absurde.

L'Info I — en étaient tous ceux qui étaient organisés dans la « R.A.F. », et c'était simplement fonctionnel.

L'Info 2 — elle n'a pratiquement pas existé. Elle devait être faite un jour, mais en fait elle n'a jamais existé. Et L'Info 2, qui n'a jamais été faite, c'est celle finalement qui a fonctionné comme Info pour la grève de la faim, et tous les prisonniers qui faisaient la grève y participaient. Je ne vois absolument aucune hiérarchie dans cela, aucune catégorie. Il s'agit tout simplement de deux goupes différents. Le premier comprend les prisonniers de la « R.A.F. », le deuxième comprend une bonne part d'autres prisonniers comme ceux du Mouvement du 2 juin, des groupes de guérilla urbaine de Hambourg et de Munich. Donc tous ceux qui ont participé à la grève de la faim, et cela faisait un certain nombre. Il était impossible de le court-circuiter purement et simplement. C'étaient deux niveaux totalement différents de discussion, de relation dans les groupes. La court-circuiter aurait donné une unité de pacotille, et n'aurait eu, somme toute, aucune fonc-

Et L'Info 3 — cela n'a maintenant absolument rien à voir avec la hiérarchie. L'Info 3 diffusait de l'information, c'est-à-dire des articles de journaux, des analyses, des articles d'économie politique, etc., donc un matériel d'information élémentaire. La recevaient tous ceux qui étaient en taule et voulaient la recevoir pour travailler.

Dire que L'Info 3 était d'une certaine manière le niveau inférieur, est complètement débile. Elle représentait une certaine forme d'information politique — la presse, des comptes rendus de presse, des comptes rendus de l'étranger, donc tout ce dont on a besoin pour avoir une bonne vue d'ensemble; et aussi les analyses essentiellement économiques que nous faisions. Voilà en quoi consistait L'Info 3.

Pour ce qui est de... comment disais-tu?

Temming — Y avait-il une obligation d'y participer ?...

B. — Ah, oui. Le sens de L'Info — toute sa fonction telle

que nous l'avons déterminée justement : c'était un moyen contre l'isolement. Nous avons dit : chaque phrase qu'un prisonnier écrit dans L'Info est comme un acte, chaque phrase est une action. Et c'était ainsi pour les prisonniers. Nous n'avions rien, aucun possibilité, de faire quoi que ce soit dans l'isolement, sinon justement d'utiliser ce moyen de communication, et ce fut vraiment - si l'on peut dire - un processus radical de collectivisation pour ceux qui ne le connaissaient pas auparavant, car par L'Info, chacun savait évidemment de chacun tout ce qu'il écrivait. En somme, c'était tout à fait le contraire de la hiérarchie ou d'une structure de ce genre. Chacun a écrit sur quoi il réfléchissait, ce qui était pour lui un problème, les points où il ne pouvait plus avancer seul, tout en essayant de donner un aperçu politique, en essayant de comprendre la situation et ses conditions afin de pouvoir lutter contre l'isolement, contre l'anéantissement du groupe par l'isolement et dans cette mesure, a naturellement joué un contrôle de chacun sur chacun. Mais cela est une bonne chose, ça n'est pas du tout mauvais. Ce n'est pas une domination, mais sa négation même. Je dirai même c'était : la tentative de garder en taule une structure, qui est justement autre, une structure qui est l'exacte négation de la structure fasciste — et ce, contre la machine qui veut nous la rendre à chacun impossible. Ainsi L'Info, c'était tout simplement un moyen pour nous de pouvoir continuer à combattre, même à ce niveau et de la seule facon possible. Et ceci n'est possible pour un prisonnier maintenu dans l'isolement que par l'effort d'analyse, par la détermination. C'est bien sûr une possibilité très limitée, et l'exemple de sa limite est la grève de la faim - elle n'est tout simplement que notre ultime moyen de défense : autrement on ne serait pas obligé de faire la grève de la faim contre l'isolement...

Temming — J'aurais encore une question à poser à propos de la fonction, ou la soi-disant fonction de la discipline.

(Prinzing récuse la question.)

Temming — On pourrait peut-être mieux expliquer cela dans le contexte de la grève de la faim : quelle fonction avait la grève de la faim ? Est-ce que pendant la grève de la faim il a été tenté d'exercer sur les prisonniers qui faisaient la grève, une pression quelconque en leur supprimant L'Info ? Donc, premièrement : quelle fonction avait la grève de la faim ? Et deuxièmement : L'Info a-t-elle été utilisée pendant la grève de la faim comme un moyen de discipline, pour empêcher quelqu'un d'arrêter la grève ?

B. — L'Info n'a jamais été un moyen de discipline ni pendant la grève de la faim, ni à une autre occasion — et venant de qui ? de qui donc ? de chacun de nous, ou quoi ? L'Info n'était pas un fouet pour ramener les gens, mais une arme dont chacun de nous avait besoin, c'est-à-dire que c'était une arme parce que c'était un moyen de communication, bien qu'il se soit agi seulement de papier. Peut-être est-ce ridicule de parler d'arme, mais la situation des prisonniers est ainsi. Ils n'ont vraiment aucune autre possibilité dans l'isolement.

Et concrètement, pendant les grèves de la faim, il n'y a eu évidemment aucune pression. La grève de la faim est l'exemple pratique de ce qu'aucune pression ne peut être exercée de toute façon, parce qu'alors les actions seraient impossibles. La grève de la faim a été très longuement discutée entre nous. Fallait-il la faire ou non? et que pensait le groupe, c'est-à-dire, chaque membre du groupe, des conditions? L'Accusation fédérale ayant saisi tout le matériel, le sait naturellement fort bien. Aussi toutes ses affirmations ne sontelles en fait qu'un moyen de diffamation, mais qu'importe. En tout cas, la grève de la faim était le produit, le résultat de la discussion. Et dans la discussion chacun s'est rendu compte s'il pouvait ou non, s'il voulait ou non faire la grève de la faim. Parce que nous savions fort bien ce que cela signifiait: que la situation pouvait vraiment nous conduire à la mort. C'est-à-dire que c'était une condition et c'est toujours une condition du combat : on peut mourir, on peut être abattu. Notre expérience à nous, c'est qu'il n'en va pas autrement en taule. En tout cas, ça a été la décision de chacun, et cela ne pouvait marcher qu'à cette condition. Dans L'Info, justement, on peut directement vérifier, dans ce que chacun a écrit, s'il voulait la faire et pourquoi, s'il pensait pouvoir la faire, et évidemment s'il la trouvait juste, la tactique, etc. D'une manière générale si la grève de la faim peut être un moyen, peut être une arme de prisonniers. Nous avons été amenés à considérer que c'en est une pour nous, modeste parce que nous n'en avons pas d'autres. Et pour la grève de la soif, où ça va encore plus vite, c'était tout à fait clair. Par exemple la déclaration d'Ulrike à Berlin, où elle dit que nous ferons sur le champ la grève de la soif, si l'on supprimait encore une fois l'eau à Andreas (comme déjà à Schwalmstadt), c'est-à-dire naturellement s'il mourait. Toutes ces décisions ont été prises collectivement. C'était aussi très simple. On peut même le prouver, mais ce n'est certainement pas ce que nous voulons : il ne nous intéresse pas d'entrer

dans une argumentation juridique pour détruire les mensonges et les falsifications de la presse de la Sûreté de l'Etat. Que nous avons pu la faire montre bien qu'on était d'accord. Et ceux qui se sont effondrés du fait des conditions mêmes de la grève, du fait de la confrontation totale que cela a représenté - sont évidemment aussi un exemple que cela ne s'est vraiment pas fait sous la contrainte. Ils ont arrêté et cela signifiait pour eux qu'ils ne voulaient plus de toute cette politique, donc de la forme de confrontation que cette politique la guérilla — implique nécessairement, sans laquelle elle n'est absolument pas pensable — telles sont les conditions — qu'ils ne voulaient plus de cette confrontation, qu'ils voulaient vivre à tout prix. Même si ce n'est que pour continuer à végéter comme un animal, comme une plante dans l'isolement. Ne pas combattre — la rébellion, la guerre révolutionnaire, ce n'est plus leur affaire.

Müller lui-même a arrêté, il a arrêté et il nous a trahis. La manière dont se passe l'effondrement, comme dans son cas, il le montre très clairement: il ne voyait que son ventre et pas une autre politique, c'est pour cela qu'il s'est vendu. Il voulait le marché, et cela, maintenant il l'a. En ceci — qu'il a été complètement bouffé par la Sûreté de l'Etat. Le résultat d'une histoire de trois ans de lavages de cerveau, et il y a des lettres de lui où il décrit cela. Maintenant c'est une tout autre chose.

Temming — Encore une question pour finir. Tu as bien dit que la grève de la faim était une possibilité de combattre, même si elle était limitée: L'Info était donc aussi une arme. Combattre contre quoi ? et contre quoi une arme?

B. — La grève de la faim?

Contre les conditions de détention, contre l'extermination par l'isolement. Donc parce qu'il était absolument nécessaire de faire quelque chose contre ça. De se battre contre ça et parce que ce combat n'était justement possible qu'à partir de toutes ces conditions. L'expérience nous a montré que tout ce qui a été tenté sur le plan juridique, par exemple les plaintes, et tout ce dont j'ai eu connaissance pendant toutes ces années, — est resté absolument sans effet. Parce que c'est ainsi, comme je l'ai dit au départ : la relation, c'est la guerre.

Toute cette machine montée par la Sûreté de l'Etat, les services secrets, les media et la justice politique, mène une guerre, est une fonction de la « counter-insurgency. » Et les moyens juridiques qui restent encore, sont évidemment complètement impuissants, de simples attrapes. C'est devenu très

rapidement clair. — Ça a été clair pous nous avec Astrid, la première qui ait été vraiment détruite par la section silencieuse. Ensuite Ulrike a été placée dans cette section. Nous n'avons eu, les prisonniers n'ont eu, aucune autre possibilité que la grève de la faim, une action ainsi faite dans la position défensive réellement la plus extrême. Mais menée collectivement, avec détermination, — décidés que nous étions à briser réellement cela, ce moyen employé contre les prisonniers : l'isolement, elle est évidemment aussi une arme, ou en tout cas elle peut le devenir.

(Prinzing l'interrompt à nouveau.)

Zeis — Vous avez affirmé tout à l'heure, en réponse à une question de monsieur l'Avocat, le docteur Heldmann, je crois, qu'il n'y a pas eu dans le groupe d'ordre de tirer. Puis-je vous demander pourquoi alors, au moment de votre arrestation, vous portiez une arme en parfait état de fonctionnement, donc prête à tirer ? Voulez-vous répondre à cette question.

B. — Oh, la barbe! non.

Prinzing — Quelles raisons juridiques voulez-vous faire valoir?

B. — Absolument aucune raison juridique; après tout ce que je viens de dire, c'est vraiment faire l'âne.

* *

Helmut Pohl — ... Tout d'abord, les deux là en vert sont priés de sortir. J'ai déjà vu ça ce matin, ils peuvent lire mes notes ces deux-là. Par ailleurs, je ne peux pas parler si je reste aussi coincé sur mon siège...

(Après que les flics se soient placés entre lui et Prinzing.):

...mais oui, faites donc un mur.

Je pars du principe que je n'aurai plus aujourd'hui la chance qu'a eu Klaus Jünschke¹ hier...!

Je commence donc par ce à quoi j'ai directement participé lorsque je suis entré dans le groupe — c'était à peu près au début de 1971. Si je tiens à parler de cette époque, c'est parce que c'est l'essentiel pour comprendre la structure de la « R.A.F. »: toute la dimension que l'on utilise vers l'exté-

^{1.} Klaus Jünschke, un autre prisonnier, membre de la R.A.F., qui la veille avait sauté par-dessus la table et giflé Prinzing.

rieur dans le combat contre l'appareil, contre l'Etat impérialiste, ne peut se développer que si cette politique : le combat pour la libération, est réalisée dès le départ dans l'organisation elle-même, c'est-à-dire vers l'intérieur. C'est à cette condition que la guérilla peut être efficace — il n'est plus nécessaire de revenir là-dessus désormais. C'est ainsi qu'elle s'agrandit, parce que chacun l'aborde ainsi, que chacun est mis en contact avec sa pratique, de façon à ce qu'il puisse voir cela et commence lui-même à combattre. Le but est : que chacun combatte, et cela ne peut se faire par des directives et des ordres ou autres conneries que Müller a lâchées ici.

Ce qui était clair au contraire, c'était l'élan, la résolution, tout simplement la recherche de quelque chose de neuf — et justement contre la merde ici. C'est ce qui a toujours fait sa force d'attraction et son soutien.

Cela a existé depuis le départ et il ne peut absolument pas en être autrement.

C'est pourquoi toute cette tentative ici d'attribuer faussement à la « R.A.F. », à partir des dépositions fabriquées de Müller, une structure hiérarchique, une structure de flics, est tout simplement con et absurde. Mais c'est sans importance; ce dont il s'agit ici, c'est que cette construction est l'élément central de la guerre psychologique qui est menée depuis six ans contre nous. Comme contre-moyen, comme moyen de guerre, afin de mettre dans la tête des gens l'image des structures — qu'ils connaissent, qu'ils vivent quotidiennement et haïssent. Et Müller n'est en vérité qu'un instrument de cette contre-stratégie menée contre nous; une figure achetée par la Sûreté de l'Etat et que l'on a gavée afin de donner à ces projections banales un vague air d'authenticité.

Que ce soit la guerre, et les raisons pour lesquelles elle est lancée et menée ainsi, témoigne de la perte de légitimité de cet Etat et que donc, il est obligé d'obtenir la loyauté par la force...

(Interruption de Prinzing.)

... qu'il ne peut continuer à obtenir cette loyauté que par la répression... par exemple les poursuites contre nous en 1971-1972 ont montré cela très clairement : les campagnes diffamatoires dans les media, dirigées du centre, avec les appels démagogiques des hommes politiques, jusqu'à finalement l'emploi de la terreur policière ouverte contre la population après que les sondages faits en été 1971 aient indiqué qu'il y avait une sympathie massive dans ce pays pour le combat de la « R.A.F. »; que celui-ci était compris malgré tant et tant d'années de lavages de cerveau par l'anticommunisme, parce que les gens y découvrent ou reconnaissent ce qu'ils cherchent.

C'est précisément contre cela qu'est dirigée la guerre psychologique, avec ses campagnes de désorientation et ses actions psychologiques, telle la menace d'un attentat à la bombe à Stuttgart. Elle vise à détruire moralement la guérilla pour neutraliser l'effet de sa politique et son orientation vers elle, pour effacer l'exemple de l'offensive révolutionnaire, avant qu'il puisse s'installer dans les esprits comme unique espoir.

Il suffit simplement de se représenter l'endroit où nous nous trouvons ici : la R.F.A., sous-centre, deuxième Etat impérialiste par sa puissance, où la répression est totale, où elle pénètre tous les domaines de la vie sociale, où il existe des appareils de manipulation et de répression comme il n'y en a jamais eu ici, même du temps du fascisme nazi.

Et que par contre, pour combattre cela, il ne faut pas moins qu'une structure qui justement exclut tout cela, parce qu'on lutte contre rien moins que ceci.

Il faut se représenter ce que cela signifiait à l'époque, pour chacun dans son existence, de commencer à lutter, à organiser la guérilla: que pour tous ceux qui le font, cela signifie avant tout combattre toute forme de domination, de contrainte et de hiérarchie.

Ce que cela demande de volonté et d'effort d'entreprendre ici le combat, de l'organiser et surtout d'assurer sa continuité, exclut purement et simplement toutes les conneries qui ont été débitées ici à notre propos. Ou en d'autres termes : on ne peut mener le combat pour la libération, pour la liberté, si l'on n'est pas libre, dans une structure qui n'est pas libre. C'est justement ce que j'ai appris dès le début lorsque je suis entré dans ce groupe, avant d'être arrêté en 1971 pour la première fois.

Concrètement, il y avait en 1971, dans l'illégalité, un processus collectif de discussions, dans lequel la discussion sur la stratégie, toute la détermination de la ligne était menée par tous. Il était ouvert, donc ouvert à l'intérieur du groupe, et ouvert vers l'extérieur. C'est-à-dire qu'il y avait une discussion assez large avec d'autres groupes, des groupes légaux aussi, ou bien des individus appartenant à des organisations anti-impérialistes légales. Et bien sûr, la discussion portait aussi sur la manière dont était reçue l'action de la

« R.A.F. », c'est-à-dire comment notre politique, nos actions étaient comprises et reprises dans les groupes. L'ouverture est de toute façon un moment essentiel de la structure — et je veux même encore ajouter — ouvert à ce que dit l'autre et ouverture de soi-même à chacun des autres.

En tout cas, ce que Müller a dit ici — que la « R.A.F. » a été un « groupe ouvert » — n'a vraiment rien à voir avec nous, avec la structure de l'organisation, ce n'est qu'un ramassis qui reflète bien le but de toute cette construction : il veut faire croire par là à la véracité de ses informations et raconter ce qu'il prétend savoir sur l'offensive de 1972.

C'est idiot. Lorsqu'un groupe prépare des actions, seuls le savent évidemment ceux qui y participent directement, qui même les feront. C'est évident pour un groupe qui combat il-légalement, il est tout à fait inutile de s'étendre là-dessus. Maintenant il parle aussi de toute la ligne politique — comment le rapport entre collectif et autonomie a été compris — donc non pas comme une contradiction, mais à la fois comme un but et comme une condition. C'est-à-dire qu'il y va de la lutte, et il y va de cette structure. Celui par exemple qui s'est fixé certaines tâches concrètes, il les développe aussi luimême, il acquiert par lui-même les capacités nécessaires, pense et poursuit sa réflexion par lui-même; — donc si quelqu'un se charge de quelque chose, il en fait son affaire, pour que ça marche.

Je dirai peut-être cela autrement encore : ce que l'on nomme habituellement discussion — comme cette discussion insoluble sur la stratégie, que mènent un certain nombre de groupuscules, et qui n'a rien à voir avec la pratique, où chacun ne fait que donner son point de vue abstrait et le maintient contre les autres —, n'a pas cours chez nous. Cela forme simplement une unité: la politique et la lutte. Et la discussion se déroule comme elle le doit, toute politique n'est envisageable qu'ainsi : comme une partie du développement de la structure du groupe, de l'ensemble de l'organisation, et de son analyse. Cela signifie que la structure se forme dans chaque opération de travail, dans le processus général du travail du groupe: C'est là que s'effectue la collectivisation, c'est là que fonctionne une structure qui est révolutionnaire parce qu'elle est orientée vers un but et vers une fin, par ce que l'on doit faire pour cela, et par rien d'autre...

(Nouvelle interruption de Prinzing.)

... ce que j'ai dit jusqu'à présent, c'est tout simplement

que les buts du combat — de la guérilla, sont transmis dans la structure du groupe en combattant — ce qui exclut tout ce qui a pu être affirmé ici.

Et ce qui résulte très clairement de tout cela — de toute la structure, du développement collectif de la guérilla et de la détermination collective des buts —, c'est évidemment — et cela a déjà aussi été dit ici, je crois — que chacun de nous est responsable de l'offensive de 1972...

(Re-interruption de Prinzing.)

... Maintenant, allez-vous fermer votre gueule! c'est ce que je sais, ce que j'ai vécu...

La définition stratégique — contre l'impérialisme U.S., contre l'occupation militaire par les U.S.A. — s'est développée dès le début, alors que nous étions encore dans la phase de construction par des discussions.

On peut remonter encore plus loin, au mouvement étudiant, au mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam, parce que c'est tout simplement une partie de notre histoire, parce que c'est dans cette expérience que s'est développé le processus de politisation. Et je le pense même totalement: l'expérience de soi-même, de sa propre situation, de l'aliénation dans les métropoles, de même que l'expérience de ses propres possibilités: subjectivité, libération, et quelles sont les conditions nécessaires pour réaliser cela, ou du moins pour essayer de le réaliser.

C'est par la réaction du système à cette époque que nous avons pour la première fois acquis une conception du lieu où nous sommes: une conception de cet Etat, du rôle et de la fonction particulière qu'il joue dans la stratégie américaine — comment la R.F.A. a soutenu et rendu possible l'intervention des U.S.A., à tous les niveaux: militaire, politique, financier et de la propagande.

Ce qui de nouveau, de fort, a donné sa puissance au mouvement étudiant somme toute, ce qui l'a mobilisé, c'était son identification et son orientation dans la lutte de libération du peuple vietnamien, à partir de quoi il a pu se définir comme une partie du processus global de la guerre de libération anti-impérialiste, et comprendre sa fonction comme allié des peuples qui luttent dans le tiers monde — et comme « second front » dans les métropoles. Cette fonction d'être réellement un front, identique, il ne l'a pas créée, mais il a fait apparaître clairement par son effondrement les limites de l'opposition légale et la possibilité d'agir à partir de là, pour tous ceux qui l'avaient perçu comme un départ, mais ne vou-

laient pas lâcher: il a montré que la politique révolutionnaire n'est possible ici, ne peut être efficace que si elle est armée, illégale et internationaliste.

Le mouvement contre la guerre du Vietnam était donc — pour résumer encore une fois — la condition subjective à partir de laquelle devait se développer et s'est développée la « R.A.F. »; c'est à partir de son expérience et de nos analyses que nous avons déterminé la fonction stratégique de la guérilla en métropole : celle-ci développe un processus intérieur de désagrégation, qui est mis en marche par l'encerclement des centres impérialistes par les luttes de libération dans le tiers monde, à la périphérie du système, en le rendant évident par son offensive, par son intervention militaire, en étant un élément d'instabilité, et ainsi en transformant en front la ligne extérieure sur laquelle elle opère.

J'ai parlé abondamment de cela afin de bien montrer le contexte de notre conception de l'offensive de 1972 contre les bases U.S. en Allemagne fédérale; que ces actions — il en est toujours ainsi — résument et révèlent par le but de l'offensive tout le processus, toute la politique...

(Interruption de Prinzing.)

... Maintenant, allez-vous finir! vous n'arriverez ici ni à m'imposer un rythme, ni à entamer de quelque manière que ce soit ce que j'ai à dire ici.

Je voudrais encore parler d'Andreas, parce qu'ici on tente continuellement d'imposer dans l'esprit des gens une image de lui comme celle d'un patron, ou de je ne sais quelle saloperie de ce genre.

C'est pourtant très simple : s'il en était ainsi, comment pourrions-nous au juste exister encore au bout de six ans ? Ce serait vraiment impossible. Or nous existons encore.

La fonction précise qu'a toujours eu Andreas — et c'est tout à fait clair, qu'il assume la direction, et cela depuis le départ — vient de ce que c'est lui qui a rendu possible ce processus dont j'ai parlé aujourd'hui. Ulrike a dit ici une fois, je crois : « C'est lui qui voit le plus loin et qui a la plus grande force de coordination. » Voilà l'essentiel.

Et dans ce processus dans lequel chacun veut combattre — la condition de départ pour qu'il puisse y avoir la guérilla de façon générale : la décision de chacun et la volonté de mener la lutte — ensuite ou bien quelqu'un a la fonction de direction, ou bien il ne l'a pas. Mais il ne la revendique pas, il n'a aucune « prétention. » C'est simplement une question

de la meilleure vision d'ensemble, c'est ce que j'ai vécu autrefois, puis plus tard après mon arrestation en 1974, dans L'Info.

Je dirai que c'est lui, qui parmi nous tous, avait le plus de force pour la conception la plus vaste — c'est ainsi que je voudrais le caractériser —, pour penser les choses jusqu'au bout, pour voir et intégrer toutes les conditions et le chemin le long duquel peut se développer notre lutte jusqu'à sa fin. Et si je m'oriente aussi d'après cela, c'est que j'ai le même but que lui — et j'affirme que nous nous orientons d'après cela.

Cela a été parfaitement clair à l'époque — je peux donc bien le dire. Je ne connaissais pas cela avant. Ce fut pour moi une expérience tout à fait nouvelle. Il est clair que celui qui se décide à mener la guérilla doit transformer tout ce qu'il avait vécu auparavant, qu'il rompt avec ce qu'il a vécu avant et avec la manière dont il l'a vécu.

Mais ce qui a toujours été la tâche d'Andreas, c'est de maintenir ce processus ouvert, d'intégrer l'initiative de chacun dans le processus collectif et de donner à chacun les moyens, les possibilités, les repères qui le rendent capable de diriger lui-même un groupe, ce qui en fin de compte est le processus d'apprentissage, le métabolisme — comme je l'ai dit une fois — par lequel seul peut se développer l'organisation de la résistance.

Quant aux campagnes de diffamation qui sont menées continuellement contre lui, elles ont évidemment purement et simplement un but de propagande, dénoncer la guérilla et démolir moralement le groupe, donc une contre-propagande, la guerre psychologique qui opère en personnalisant, parce qu'elle ne peut pas attaquer les contenus de notre politique, le contenu de la politique révolutionnaire, sans nécessairement les véhiculer.

Mais dans tout cela, il y a aussi, de manière tout à fait précise, le but matériel : on fait de lui une figure d'horreur, la « terreur à nu » personnifiée, afin de préparer ainsi psychologiquement l'opinion publique, de la conditionner pour pouvoir l'assassiner...

(Interruption de Prinzing.)

... exactement comme cela s'est passé avec Ulrike, où dès 1972 par exemple, alors qu'elle était encore dehors, on a lancé dans les media l'annonce de son suicide...

(Interruption de Prinzing.)

... mais l'essentiel précisément est que la direction èst tou-

jours dans la guérilla, une direction contre et jamais une direction « de », qu'elle est une fonction avec pour but de se rendre superflue comme fonction particulière dans le processus collectif du groupe, c'est-à-dire que son but est de rendre chacun capable, en mesure d'assumer cette fonction de direction...

(Interruption de Prinzing.)

... Je me dois de le répéter : je parlerai ici comme j'en ai besoin, comme nous en avons besoin quand on entre ici pour la première fois — afin que ce que l'on a à dire soit formulé de la façon la plus claire possible. Et si je dois réfléchir un instant, j'en prendrai le temps. Est-ce clair?

Je voudrais en dire plus sur la structure, en parlant d'un autre phénomène complexe, et j'ai encore des choses à ajouter à propos d'Andreas. Je veux parler de l'époque après ma deuxième arrestation, au début de 1974.

Et cela concerne aussi un autre élément ici: L'Info. Ainsi toute cette merde qui a été lancée dans le monde au sujet de L'Info: à savoir qu'il y aurait une structure hiérarchique, des directives et des ordres. Et, après l'avoir passablement gonflée par les media sous la pression de l'Accusation fédérale, on est obligé aujourd'hui de la maintenir afin de pouvoir construire l'accusation de « poursuite d'une association criminelle à l'intérieur de la prison »; c'est-à-dire toute cette connerie qui consiste à prétendre que les prisonniers pourraient diriger depuis leurs cellules des groupes illégaux au-dehors, etc. C'est une telle merde, rien qu'étant donné la structure — dont j'ai parlé ici tout le temps —, c'est impossible et une absurdité sur le plan militaire, et par conséquent sur le plan politique.

Tout à fait indépendamment du fait que même si c'était techniquement possible, nous refuserions de le faire.

Bon, venons-en à L'Info. L'Info existait déjà lorsqu'en 1974, j'ai été à nouveau mis en taule. Du fait des conditions auxquelles les prisonniers étaient soumis, ils avaient créé là quelque chose qui allait bien plus loin que ce qui se faisait dans le groupe auquel j'appartenais après ma première sortie de prison en 1973. L'Info avait été développée à partir des conditions d'isolement total, et par la nécessité, dans cette situation, de communiquer, de recevoir des informations sur ce qui se passait en général. C'était en fait un ersatz de communication.

Je peux peut-être l'expliquer ainsi : L'Info était précisément

le cadre dans lequel nous pouvions vivre, dont nous avions besoin pour vivre. Dans l'isolement, la situation qui domine généralement dehors et à partir de laquelle nous avons commencé la lutte armée dans l'illégalité, nous la vivons ici à l'état pur, à l'état brut. Celui qui ne se crée pas les moyens de maîtriser sa situation, crève. Il faut donc qu'il domine la situation, et non pas que la situation le domine.

Le moyen d'y parvenir, ça a été L'Info. Il faut bien comprendre cela, ces conditions: l'isolement. C'est simple, il n'y a pas plusieurs issues: ou bien il vous fait crever, ou bien on s'y réalise là aussi. Et cela signifie justement toujours avoir la volonté de parvenir au but. On doit alors chercher la manière et les moyens de s'y réaliser, de réaliser ce qu'on veut, d'obtenir ce dont on a besoin, ce à quoi on aspire dans l'isolement, seul — et cela je l'ai vécu lorsque j'était en taule pour la première fois, alors que tout cela n'existait pas — on développe une énorme envie: justement de communiquer, et ceci de la seule façon dont ça soit encore possible — une absolue sincérité envers soi-même et vis-à-vis des autres. C'est un combat — cela ne va pas du tout de soi.

Personne ne peut seulement se le représenter s'il ne l'a pas vécu, car on ne peut pas faire cette expérience de l'aliénation aussi longtemps qu'on est prisonnier d'elle — c'est-àdire: tant qu'on ne combat pas...

(Interruption de Prinzing.)

... Un instant, putain de merde! nous savons très bien que votre méthode, depuis un an, est de passer à la hache toute intervention cohérente...

J'étais justement en train d'expliquer que ça n'est pas si simple: il ne suffit pas simplement de le vouloir ou de le souhaiter, c'est un combat très conscient sous la pression énorme que l'on subit dans l'isolement, que de parvenir à une communication par écrit entre nous. Et le processus que cela nécessite, c'est essentiellement Andreas qui l'a rendu possible, parce qu'il a maintenu ouvert ce processus à chaque instant. Il est seulement intervenu quand quelque chose réapparaissait quelque part des vieilles merdes mal éliminées. Et évidemment, ce qui se passe, c'est que, dans l'isolement, on s'embourbe à nouveau dans les vieilles structures. Il ne peut en être autrement quand les structures sont aussi complexes et aussi profondément ancrées ici en métropole. Je dirais que le combat que l'on mène dans l'isolement, c'est le combat pour la conscience : si nous ne parvenons pas à faire triompher la nouvelle conscience, alors c'est l'ancienne qui s'impose.

C'est à cela que je pensais en disant qu'Andreas, en taule comme au-dehors, a donné au processus collectif son orientation, que ses méthodes de lutte représentent pour chacun d'entre nous un moyen de nous orienter — que je puis découvrir dans la façon dont il fait quelque chose quand il l'a pigé, quelque chose que je ne savais pas auparavant.

Et l'un des chemins que nous avons cherché à emprunter dans une phase déterminée du processus de collectivisation, dans L'Info, ça été la méthode de la critique et de l'autocritique. Donc se mettre radicalement en cause, vouloir réellement tout savoir de soi, et savoir de chacun des autres qu'il exige la même chose de lui-même. C'est-à-dire que l'échange, l'interaction résident dans la transmission de son propre processus, du point que l'on vient d'atteindre, d'où l'on doit se battre — et dans l'isolement, chacun d'entre nous, encore une fois, en a fait l'expérience dans une dimension existentielle tout à fait autre : que combattre, que l'identité n'est possible qu'ensemble.

On ne peut naturellement pas séparer cela de tout ce à quoi nous avons travaillé par ailleurs, par exemple les textes et les analyses sur la structure du capital, sur la stratégie militaire ou sur la « counter-insurgency », analyses qui ont été développées au cours de discussions collectives.

Nous n'avons jamais dit à quelqu'un, tu dois faire ceci et cela, mais nous disons ce qu'il y a à faire, ce que donc chacun peut faire, s'il le veut. Voilà la condition — la volonté. La contrainte et la soumission, ou bien les luttes de concurrence pour des positions imaginaires dans une hiérarchie imaginaire, signifieraient, dans l'isolement, sous ces conditions, tout simplement que le groupe est sur le point d'éclater, qu'il ne survivra plus longtemps.

C'est-à-dire qu'il ne pourrait plus lutter.

Seul un idiot peut croire à tous ces ragots répandus ici contre nous par la contre-propagande...

(Prinzing arrête l'audition.)

Extraits de la déclaration des prisonniers de la « R.A.F. » au procès de Stammheim

Janvier 1976

Nous n'aimons pas beaucoup faire de proclamations — et de toutes façons elles n'auraient guère de sens devant le public fantôme qui assiste à ce procès —

celui qu'on *autorise* ici sous la forme d'observateurs (comme le dit Wunder¹), un public déformé, corrompu et totalement manipulé.

Le problème — et c'est aussi un élément de ce spectacle pitoyable — c'est pourquoi il se déroule dans ce bâtiment, pourquoi il a lieu à Stammheim, et non pas dans une ville où la gauche légale pourrait constituer son public — c'est que, dans le fond, personne ici

n'est

prêt à écouter ce que nous disons, autrement que pour des sensations banales, d'une autre oreille que celle de l'indic ou du marché. Ce marché est incapable d'en comprendre le contenu, ni même les faits puisqu'il s'agit de notre extermination politique. Si le public civil qui est admis ici, ou qu'on permet d'observer ici, avait encore une fonction de contrôle, ce procès serait impossible.

Son projet — et ceci ressort du verbiage des hommes politiques, du caractère militaire de la mise en scène de ce procès et de ce serpent corrompu qui est là devant —

son projet d'autoreprésentation impériale qui marque chaque détail de ce spectacle pitoyable, est démagogique,

et il a été développé à partir d'une campagne diffamatoire de cinq années de guerre psychologique.

Nous combattons sur son terrain, qui est en fait totale-

^{1.} Représentant de l'Accusation fédérale.

ment organisé jusque dans les moindres détails, et je ne veux pas encore une fois ici les dénombrer.

Chacun sait désormais qu'ici tous les moyens illégaux de nous rendre incapables de nous défendre ont été essayés et appliqués, et le sont encore, car dans l'esprit de la justice militarisée cela revient au même, incapables qu'ils sont de faire la moindre articulation politique dans cet affrontement que l'Etat doit craindre, mais c'est autour d'elle que tout tourne.

De même qu'elle fait apparaître le caractère révolutionnaire de l'affrontement, elle définit la tentative de l'Etat d'en venir à bout, tout cet énorme effort de la mobilisation réactionnaire qui a cherché ici à s'exprimer jusque dans l'architecture — comme contre-révolutionnaire, comme guerre de classes.

C'est pour cela que nous sommes ici. Nous menons ce procès, ou nous avons essayé de le mener, pour montrer — à la mesure de ce procès pitoyable et du fait que l'Etat est contraint ici de disputer sa légitimité par tous les moyens (Schmidt le répète assez) à quatre prisonniers — pour montrer donc et expliquer la faiblesse de l'Etat au moment même où il essaie de démontrer sa force.

L'argument selon lequel nous serions incapables d'apporter une justification scientifique de notre politique (nous sommes, je crois, parfaitement en mesure de la donner) est de toutes manières ici une absurdité. Nous avons tout intérêt au contraire à développer notre conception, notre expérience et notre analyse. Et si nous arrivons à la prononcer, l'Accusation fédérale ne pourra légalement pas en empêcher la publication.

Nous nous sommes prononcé contre une présentation complexe de notre conception fondée de la stratégie révolutionnaire, maintenant, à ce moment, et pour trois raisons :

Ulrike — Prinzing² nous interromprait de toutes façons, parce que cela demanderait trop de temps, et parce que son job comme juge de la Sûreté de l'Etat ici consiste à empêcher tout contenu politique de passer dans ce procès.

Deuxièmement — et ce texte sera analysé —, c'est une expérience et nous ne sommes pas sûrs, en donnant une reconstruction de définitions stratégiques, de ne pas livrer des armes à la Sûreté de l'Etat, même si en même temps on les met à la disposition de l'organisation de la politique révolutionnaire.

Finalement — et ceci aussi est important —, nous ne par-

pour nous-mêmes. Nous ne parlons pas pour les groupes qui combattent dans l'illégalité.

A cela il faut ajouter:

lons que pour les prisonniers à partir de leurs discussions et

La continuité de la guérilla urbaine, la continuité de son offensive révolutionnaire, ne se réalise que dans son action, et non pas dans une proclamation de ses prisonniers.

Vouloir donner l'évolution complexe de *l'ensemble* — ce serait déjà une folle prétention, et une erreur, car le spectacle ici est sans signification pour le processus de développement de la guérilla urbaine.

Nous pensons aussi que la tentative d'une justification scientifique présuppose un consensus minimum — celui de l'argumentation. Alors que l'absence de consensus éclate ici de façon si manifeste et si brutale, ne serait-ce que par les mesures misérables que prend Prinzing pour faire obstacle à ce texte, — une justification serait une contradiction. Sans compter même que ce tribunal a démontré depuis des mois son incapacité et son refus à suivre une argumentation sur le contenu.

La conception scientifique de notre politique, sa justification théorique uniquement sur les bases de l'analyse de 1970 serait également totalement absurde devant ce tribunal. Elle ne serait révélatrice que pour les analystes de la Sûreté de l'Etat — alors que cinq ans de guérilla urbaine ont suffisamment prouvé son évidence.

En plus de cela, faire une déclaration, cela signifierait vouloir défendre quelque chose contre la machination brutale qui s'exerce ici — mais ce serait alors entrer dans son jeu de la présenter — tout comme s'il s'agissait de présenter une confession — une déclaration est une interaction qui nous obligerait à entrer dans le jeu de ce tribunal, de ce spectacle. Cela est impossible — même tactiquement — et c'est devenu encore plus impossible depuis ces trois dernières années. Ce procès ne nous concerne pas dans son contenu. Ce qui nous concerne, ce sont ses critères et la possibilité de les expliquer. Andreas a déjà dit pas mal de choses à ce sujet, et lors de la production de preuves nous en dirons certainement bien plus encore — c'est à voir.

Pour cette fois-ci, Andreas parlera, ou plutôt nous parlerons, brièvement, enfin de façon relativement brève, et selon les lignes de notre discussion — puisque Zeis nous a fauché

^{2.} Président de la cour de Stuttgart-Stammheim (O.L.G.).

^{3.} Représentant de l'Accusation fédérale au procès de Stammheim.

(et sans nous les rendre), juste avant le procès, nos projets écrits ainsi qu'un manuscrit important (du moins théoriquement) — de deux aspects de la chose :

- 1) de la nécessité de notre politique issue d'une détermination historique, et, concrètement, du processus de résistance qui a permis, il y a cinq ans, le développement de la « R.A.F. » et permet encore son développement;
- 2) de sa *possibilité*, en tant que fragment du fragment de la planification du processus révolutionnaire que la guérilla urbaine anticipe dans sa tactique.

Vu le niveau d'abstraction que le procès a désormais atteint grâce au comportement borné, véreux et musclé de Prinzing, qui entend maintenir une procédure normale, nous n'avons vraiment pas d'autre choix que de lui opposer nos propres abstractions. Il faut qu'on comprenne bien ici que ce n'était pas dans nos intentions au début, — que notre plan n'était pas non plus de nous affronter à ce procès avec des contenus de politique révolutionnaire — en les présentant ici seulement comme à un séminaire. Nous pensions plutôt à une ou plusieurs brèves déclarations et notre projet était de concrétiser les contenus lors de la production des preuves.

Voilà pour notre conception de la mise en scène. Depuis, il s'est avéré que, premièrement nous ne pourrons vraisemblablement pas tenir ce projet, parce que nous allons trop mal — ce qui doit correspondre vraisemblablement au plan de Prinzing, puisqu'il a combattu ici et combat encore par tous les moyens pour nous mettre dans l'incapacité de nous défendre, et par la réglementation « pour finir » — ce sont ses propres termes — des conditions de détention par laquelle notre état de capacité seulement partielle de comparaître doit être maintenu et par suite aggravé

— et deuxièmement, parce que Prinzing l'empêcherait directement en escamotant par exemple des requêtes lors de la production de preuves, comme — et il faut bien insister sur ce fait — il l'a déjà fait (il les a toutes refusées depuis six mois). Ce qui signifie tout simplement que les actions et l'ensemble de notre politique ne sont pas représentables, pas véhiculables au travers de la production des preuves. Nous allons de toutes façons, donc, essayer de l'expliquer dans le cadre d'un procès, en en passant effectivement par le rituel d'une déclaration — de façon donc fragmentaire — qui suivra les grandes lignes de notre analyse. Mais pas mal de documents importants là-dessus nous ont été raflés par l'Accusation fédérale juste avant le procès.

Andreas — La déclaration maintenant est donc marquée par ces conditions de travail absurdes, et elle ne peut se faire que si nous ne sommes pas interrompus. Si Prinzing nous interrompt à plusieurs reprises, nous l'arrêterons — parce que nous n'avons qu'un manuscrit partiel, et parce qu'en outre, nous n'avons pu en discuter que très peu de temps ensemble. Nous comptons la publier un jour ou l'autre une fois qu'elle sera structurée de façon plus claire.

Pour le préciser à nouveau, toute notre tentative de rendre cela disponible à travers un protocole, est déterminée par la discussion internationale de la gauche militante anti-révisionniste en Europe, et pas seulement en Europe. Nous démontrerons que l'encerclement et l'intégration totale des organisations traditionnelles de classe du prolétariat par et dans la politique du capital en Allemagne fédérale

sont déterminés historiquement,

et nous essaierons de démontrer que ce processus ne peut être brisé qu'à l'échelle internationale, par la reconstruction politique internationale du prolétariaf; à partir du développement du capital, par la stratégie de classe. La guérilla dans les métropoles est l'expression consciente, l'interprétation, la tentative subjective consciente de faire naître cette reconstruction dans et à partir de sa dimension internationale.

Pour décrire cela et pour le faire comprendre, nous sommes obligés d'entrer également dans les catégories économiques, car elle ne peut être développée, même de façon fragmentaire et abrégée, qu'à partir du concept de la tendance objective (tendance non pas selon la base conceptuelle de Schmidt, mais de Marx — dans les Grundrisse).

Evidemment, cela est inhabituel, et je n'ai jamais encore entendu dire qu'une chose semblable ait été tentée dans un procès politique. Mais ce n'est pas seulement par réaction aux tentatives, à ces tentatives plates et démagogiques de nier tout contenu politique à ce procès — comme Sartre l'a dit, je crois, le crime consiste à vouloir nous traiter comme des criminels; cependant, nous sommes quand même obligés d'y voir une réalité dans une certaine mesure, évidemment, d'une part parce que la politique révolutionnaire, et pas seulement révolutionnaire, mais toute tentative d'opposition démocratique et sociale dans cet Etat doit être assimilée à un crime et l'est effectivement, et, d'autre part, parce que nous n'avons aucun problème avec cette forme de résistance que la justice de classe appelle la criminalité de droit commun.

C'est plutôt une tentative pratique de briser la censure et

l'illégalisation de nos textes; ce que nous disons ici, dans sa forme actuelle, peut être publié de toute façon, encore que Buback trouvera certainement un moyen musclé de l'en empêcher. Donc nous faisons l'essai. (C'est justement pour cette raison que nous n'avons pas de concessions à faire à ceux qui écoutent ici.)

Le fait est, pour le dire une fois de plus de façon lapidaire, que nous sommes tous (je veux dire tous les prisonniers) sûrs que le développement confirmera notre analyse et notre pratique, comme il les a déjà confirmées pendant cinq ans.

Nous avons fait des erreurs, mais disons que c'étaient des erreurs objectivement nécessaires vu la faiblesse de la politi-

que prolétarienne en Allemagne fédérale.

Et — ce texte ferait-il croire le contraire — surtout maintenant — il n'y a pas, dans la « R.A.F. » de séparation entre théoriciens et praticiens — donc cette sorte de répartition du travail, d'exploitation et cette sorte de structure hiérarchique que la guerre psychologique projette sur nous. Cela a toujours été parfaitement clair pour chacun de nous, et il n'y a jamais eu de malentendu sur la question de savoir comment les charges, les problèmes et la structure d'un groupe qui s'organise et lutte dans l'illégalité, doivent être compris et déterminés. Notre estimation de sa nécessité n'a pas changé.

En revanche, nous avons appris que l'illégalité est même la seule région libérée dans la guerre des classes où les relations humaines soient possibles. Nous avons appris à connaître, même si c'est de façon subjective, sa dialectique émancipatrice et libératrice. Il n'y a rien à dire ici du processus d'apprentissage, de la radicalité existentielle et de la structure collective — enfin peu de choses — car ce qui s'est passé entre-temps, c'est que la réaction de l'Etat impérialiste de la social-démocratie, de l'impérialisme du S.P.D., la contrepropagande et la répression brutale de la Sûreté de l'Etat contre nous, se sont retournées en propagande pour nous une fois ramenée à leur concept — celui de la « counterinsurgency». Il fait apparaître la dimension et la pertinence qu'a la politique prolétarienne dans cette phase de défense stratégique de l'impérialisme, qu'a l'attaque de petits groupes illégaux armés qui déterminent leur stratégie contre le capital U.S. et l'Etat impérialiste, et ceci dans le cadre international des luttes de libération anti-impérialistes...

Ulrike — Il faut parler ici du type de direction du groupe, parce que la personnalisation que projette sur nous la guerre psychologique en tant que méthode pour diviser le prolétariat — elle personnalise la politique révolutionnaire pour empêcher qu'elle soit comprise comme la politique d'une classe — est en même temps le terrain de propagande pour la liquidation physique des combattants singuliers.

L'isolement était destiné à briser le groupe, et le plan de l'Accusation fédérale était de me crétiniser d'abord par la section silencieuse, puis par l'intervention stéréotaxique, tandis qu'Andreas dans le même temps — c'est-à-dire en été 1973 —, devait être assassiné par la suppression de l'eau lors de notre grève de la faim. Nous avons démontré cela icimême en citant les faits, et nous n'exagérons en rien. Holger a été assassiné, parce qu'il avait une fonction directrice dans le groupe, c'est-à-dire parce qu'il était un élément d'orientation à l'intérieur du groupe.

La guérilla est une organisation encadrée — le but de son processus d'apprentissage collectif est l'égalité des combattants, la collectivisation de chaque individu, son aptitude à l'analyse, à la pratique, à l'indépendance et la capacité qu'il acquiert de construire lui-même un noyau armé et de tenir ouvert le processus d'apprentissage collectif. C'est Andreas qui a lancé ce processus dans la « R.A.F. », et Andreas a été dès le début dans la « R.A.F. » ce que chaque combattant veut être et doit être : la politique et la stratégie dans la personne de chaque individu.

Le guérillero est le groupe,

son processus collectif en tant que processus soumis à la mécanique de la structure impérialiste hiérarchique — et l'objectif, la nécessité du bouleversement de la volonté individuelle, en tant que particulière —, ce que Wunder résume ici stupidement sous le terme de « motivation politique ».

(Une infamie copieuse que le représentant d'une administration, qui représente ici directement les intérêts du capital U.S. et de l'armée U.S. — avec leurs 125 bases militaires et leurs 7 000 ogives nucléaires — sur le territoire de l'Allemagne fédérale, s'imagine pouvoir encore capitaliser la lutte armée contre le capital U.S. et l'Etat impérialiste.)

La direction dans la guérilla est la fonction qui transmet le rapport entre subjectivité et nécessité, volonté et objectivité dans la pratique du groupe, sa structure et son action.

Elle se développe à partir du processus du groupe, de l'obligation complexe de la lutte dans l'illégalité en transmettant les processus collectifs d'apprentissage et de travail, de l'initiative de chaque individu dans le processus collectif, en tant qu'initiative à partir de la pratique et pour elle. Sa fonc-

tion spécifique est de rendre possible la continuité du processus d'apprentissage, de l'expérience, de l'interaction, de la capacité d'agir de l'organisation contre toutes les frictions dont les causes sont aussi bien intérieures qu'extérieures. Direction et collectivité ne sont pas en contradiction dans la guérilla — elles tirent leur identité de la façon dont chaque individu, et donc le collectif, et donc sa direction, définissent le but : la liberté, la libération, et aussi à partir de l'expérience qu'a chaque individu de ce que la vie et la subjectivité ne sont possibles que dans la lutte armée anti-impérialiste; que la lutte armée dans l'illégalité est, dans l'impérialisme, la seule possibilité d'activité pratique critique.

Elle est une fonction que le groupe ne constitue pas en premier lieu, mais qui naît dans le processus de sa constitution. Elle ressort de sa pratique et aussi de son processus collectif, et elle reste attachée, comme une charge, à celui à qui elle a été attribuée en raison de sa capacité d'anticipation et de sa décision de tenir le processus collectif ouvert. Et c'est toujours — c'est une expérience — celui ou ceux pour qui la direction n'est pas un besoin, besoin qui, dans l'impérialisme, ne peut jamais être que le besoin de domination.

Pour être brève, je dirais que la direction dans la guérilla est initiative, interaction et toujours, à chaque moment, l'insistance sur le primat de la pratique, de la politique en tant que politique prolétarienne, voilà l'action — contre la tendance à la reproduction de structures impérialistes comme la domination, la schématisation, la systématisation dans la division du travail, la concurrence, et les réflexes irrationnels à partir de la solitude et l'angoisse.

Cette fonction, c'est Andreas qui l'assume dans la « R.A.F. », parce qu'il transmet dans la « R.A.F. » la politique prolétarienne — qui est l'insurrection — en tant que direction, avec la fonction de la rendre pratiquement — c'est-à-dire par la pratique collective — superflue — en tant que conception du particulier dans le général, du possible dans le nécessaire, du subjectif dans l'objectif, de la théorie pour la pratique.

C'est pour cette raison que c'est Andreas que l'Accusation fédérale, ce tribunal, l'Office fédéral de la police criminelle et le gouvernement haïssent le plus. Pour eux, il s'agit d'exterminer le nouveau, l'homme nouveau, la société nouvelle dont la guérilla par son identité de pouvoir, de subjectivité, de processus d'apprentissage et de pratique, est l'embryon.

La guerre psychologique doit personnaliser, parce qu'elle ne peut pas attaquer ce qui constitue la guérilla — la lutte collective dans l'illégalité contre l'Etat —, sans faire en même temps de la propagande pour la politique de la guérilla, sa liberté, qui est sa liberté de combattre. Elle doit personnaliser pour présenter le moment central de sa liberté, l'illégalité et donc sa capacité d'action, comme absence de liberté.

Mais lorsque Herold dit: « des Baader et des Meinhof », ce pluriel montre aussi que ce que la méthode de personnalisation devrait faire apparaître — à savoir faire passer l'action de la guérilla pour une affaire d'individus — n'est pas apparu. Evidemment Herold ne peut comprendre ce qu'est un collectif. Mais ce que son pluriel reflète, c'est que nous sommes nombreux à lutter à partir de la nécessité objective qui est matérielle. Direction — cela veut dire aussi faire jouer la dialectique de la possibilité et de la nécessité: avec la nécessité de combattre augmente également la possibilité de combattre, c'est-à-dire de s'organiser, de mener des offensives et de les réussir.

Ainsi, la direction a aussi, subjectivement, une fonction d'encouragement, et elle est un élément de mobilisation. Sa fonction exclut son institutionnalisation, elle dépend de l'interaction collective du groupe, tout autant que le groupe dépend d'elle.

Elle exclut toutes les structures mortes et si meurtrières des bureaucraties impérialistes, de façon radicale.

Et ceci à partir d'une dialectique simple : autant l'organisation de l'armée est le prototype de la structure impérialiste, et cela veut dire de l'aliénation, autant dans la guérilla en tant qu'organisation militaire pratiquant une politique prolétarienne, cette aliénation est forcément totalement abolie ;

— elle est abolie par la politique — ou elle l'est progressivement dans un processus continu.

La politique de la guérilla fonde sa capacité d'action — elle est sa possibilité.

Mais disons que désormais la contre-propagande qui a personnalisé Andreas selon le prototype de la structure impérialiste, a échoué. Ce qu'elle fait apparaître dans toute l'étendue de cette campagne diffamatoire, c'est en fait la force de la subjectivité, la force de la politique prolétarienne — et nous savons que depuis longtemps ce nom signifie rébellion; que la propagande de la Sûreté de l'Etat contre nous, a fait de ce nom, pour beaucoup de gens, l'exemple qu'Andreas est pour nous : un exemple de ce que Mao appelle « la politique est le commandeur », sous-entendu : la politique prolétarienne, la politique de ceux qui ne possèdent rien.

La rationalité de l'affirmation selon laquelle la « R.A.F. » aurait commencé politiquement, mais qu'ensuite elle se serait dépolitisée, signifie que la Sûreté de l'Etat n'a pas trouvé de faille pour elle dans la « R.A.F. », que la « R.A.F. » avait dès le début, grâce à Andreas, une conception politique révolutionnaire — celle dont parle la deuxième thèse de Feuerbach:

« La question de savoir si la vérité concrète appartient à la pensée humaine n'est pas une question de théorie, mais une question pratique. Dans la pratique, l'homme doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité et le pouvoir, la matérialité de sa pensée. La controverse sur la réalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est une question purement scolastique. »

Andreas est poursuivi en tant que prototype de cette politique, parce qu'il incarne l'unité entre l'analyse, la collectivité et l'action.

La théorie révolutionnaire est théorie critique. Là où nous l'avons formulée, pour la publier, nous l'avons définie comme une arme, et nous l'avons toujours liée à des problèmes clairement définis de pratique de lutte dans l'illégalité. La théorie qui n'est pas liée à la pratique, donc qui n'explique pas pour nous notre situation et qui ne nous montre pas la possibilité de la changer, ne nous a jamais intéressés. Donc ce genre de théorie dont parle la guerre psychologique, lorsqu'ils nous ont caricaturés, Mahler et moi, en « théoriciens de la «R.A.F.»» — n'est que du journalisme à sensation ou de l'affabulation alienée utilisant l'appareil conceptuel marxiste dans la compréhension fausse des « M-L» qui le transforment en dogme — par souci d'avoir raison, comme Mahler l'a fait dans son écrit, La lutte armée en Europe occidentale. Les écrits théoriques de la « R.A.F. » étaient des brochures dont le but était de convaincre des individus qu'il est iuste et pourquoi il est juste de soutenir la guérilla urbaine. Nous les avons définis comme des armes, parce que tout ce qui est utile à la lutte armée dans l'illégalité est une arme.

Parler d'Andreas signifie parler de nous, car, quand nous disons que la fonction de direction est pratiquement — par la pratique collective — de la rendre superflue, cela signifie que la guérilla est une organisation politico-militaire, et doit l'être en tant qu'organisation illégale, si bien que chacun devient en fait la direction, ou doit être capable de la devenir.

D'où le mot d'ordre global:

- devenir capable d'apprendre;
- dépasser l'expérience. Ses expériences propres comme

celles du groupe, ainsi que celles des mouvements de libération du tiers monde; et que chacun soit capable de transmettre des expériences. Même l'apprentissage n'est possible que dans la lutte contre l'Etat, contre sa méthode de campagnes diffamatoires, de mensonges et d'injures, contre la structure de socialisation et d'endoctrinement impérialiste, et cela n'est possible que collectivement et uniquement avec pour but d'atteindre à l'action armée.

La direction collective si l'on se réfère à Gramsci, signifie que le projet doit être compris par chacun dans la guérilla, pour que chacun reconnaisse sa tâche dans la réalisation et l'exécution comme une fonction du tout;

— que le projet qui décide d'une action laisse prévoir ses conséquences positives et négatives, l'approbation et la réaction, et qu'il contient déjà en lui les réponses, qu'il ouvre donc un champ à l'organisation. Voilà ce qu'est un rapport entre la théorie et la pratique.

Andreas — Le projet de personnalisation de la politique révolutionnaire dans la guerre psychologique a pour but — et constitue ainsi, dans le domaine de la propagande, l'équivalent de la torture par isolement qui vise à désocialiser les combattants — de dépersonnaliser les combattants, de faire passer, en dépersonnalisant les combattants, l'action révolutionnaire, qui est toujours (peu importe comment elle est transmise) comprise par les masses, pour un corps étranger dans la société. La personnalisation a pour but de faire passer l'état d'exception révolutionnaire pour la vie quotidienne impérialiste dans sa brutalité, pour retourner contre la guérilla la haine latente des masses envers l'Etat, envers le parasitisme étatique, des appareils répressifs et idéologiques d'Etat se composant de l'Accusation fédérale, de la justice, de la police, etc., machine parasitaire qui ne dévore rien d'autre que du surplus. Elle a pour but de décourager le peuple devant l'état d'exception dans lequel il vit, de le décourager à le transformer en un véritable état d'exception, c'est-à-dire en état d'exception en sa faveur. Mais précisément parce que cette machine ne peut rien faire d'autre que de projeter, qu'elle est incapable de percevoir autre chose que son propre reflet et de produire autre chose que sa reproduction, - les contenus, la merde qu'elle a soulevés avec sa guerre psychologique lui retombent forcément sur les pieds.

Méritent la haine — les gens la comprendront petit à petit — ceux qui s'imaginent que ce sont leurs contenus, alors qu'ils ne sont qu'un succédané d'idéologie et un ersatz de légitimation.

Bref: la direction — ce qu'elle devrait être, c'est la conception concrète de la situation et de son dépassement: les buts et leur transmission dans la structure du groupe/de l'organisation en lutte.

En clair: dans la nécessité (et c'est l'histoire qui produit le projet, et par là, l'histoire du groupe et de chaque individu comme son concept: la lutte révolutionnaire), — dans la nécessité de l'antagonisme dans lequel nous nous plaçons, nous et notre politique, en tant que combattants, donc dans sa violence et son obligation complexe pour chaque individu, — il v a la libération comme possibles.

Ulrike — Il faut intégrer dans ce contexte — celui de la guerre psychologique — l'idée débile de Wunder selon laquelle Andreas n'aurait jamais travaillé en usine, parce qu'elle démontre comment l'anticommunisme devenu scientifique dans la guerre psychologique, usurpe l'histoire, les opinions et les structures présentes dans le but de les figer. Son allégation est fausse. Andreas a appris et compris dans l'usine, dans la rue, dans la prison. La déformation des faits relève bien de la guerre psychologique, quand on prétend aussi par exemple que la « R.A.F. » est un groupe de types et de nanas appartenant aux couches supérieures de la classe movenne, avec donc une socialisation bourgeoise. Si l'on tient à faire de la sociologie, disons que la moitié d'entre nous viennent d'un milieu prolétarien — école élementaire, apprentissage, usine, foyer, prison. L'affirmation nie, mais certainement aussi par ignorance, qu'avec la troisième subordination réelle au début des années 1960, les processus de prolétarisation et de déclassement ont augmenté en macse

— avec le processus de massification et de technocratisation des universités, de concentration des media, etc.: ça a été la cause intérieure de la mobilisation dans les universités à partir de 1966. La cause extérieure, ce fut la guerre américaine au Vietnam. Cette affirmation essaie de ne pas voir également le fait que tous les combattants de la « R.A.F. » ont appris et travaillé dans les projets de base de la Nouvelle Gauche depuis Pâques 1968.

C'est le combat même qui prolétarise les combattants. L'absence de propriété et — ceci est la conception du parti coréen — du rapport prolétarien dans la lutte pour le communisme : Le Dchoutche caractérise le prolétariat en tant qu'antagoniste de l'impérialisme ; cela signifie : comme sujet de libération. Evidemment, ceci ne correspond pas au concept sociologique de prolétariat.

Un tel concept ne nous intéresse même pas. « Prolétariat » n'est pas un concept qui sort de la doctrine génétique des fascistes — il signifie un rapport. Le rapport de la guérilla au peuple renvoie au *rapport* du prolétariat à l'Etat impérialiste, le définit comme ennemi mortel, comme antagoniste, comme guerre de classes.

Prolétariat est un concept de lutte.

Sartre dit:

« Il est vrai que le prolétariat porte en lui-même la mort de la bourgeoisie; il est vrai que le système capitaliste est secoué par des contradictions structurelles; mais ceci n'implique pas nécessairement l'existence d'une conscience de classe ou d'une lutte de classes. Pour qu'il y ait conscience et lutte, il faut se battre. »

Mais d'où vient l'affirmation de Wunder? Veut-il dire que « le travail libère » (Arbeit macht frei)? — donc le camp de concentration. Ou veut-il parler de l'éthique protestante du travail? donc — citation:

« Le travail comme la source de toute richesse et de toute culture », idée du Programme de Gotha avec laquelle la vieille social-démocratie, lors de la grande crise de chômage en 1930, n'a rien pu faire d'autre que de céder finalement le pouvoir politique aux fascistes — alors qu'elle l'avait perdu depuis longtemps (parce qu'elle ne l'avait jamais arraché au ministère de la Guerre du Reich). A ce propos — à propos de la conception mystifiée du travail du Programme de Gotha, Marx dit de façon brève et sèche:

« [Que] l'homme qui ne possède d'autre propriété que sa force de travail, est obligé d'être, dans toutes les formes de société et de civilisation, l'esclave des autres hommes qui se sont rendus propriétaires des conditions de travail matérielles. »

Marx en déduit la nécessité économique et le droit politique des travailleurs de quitter l'usine, de s'armer et de combattre l'Etat. Et c'est uniquement pour cela que nous nous référons à Marx, parce qu'il a justifié de façon scientifique la nécessité de l'insurrection, la lutte de classes comme guerre de classe contre le réseau parasitaire des appareils répressifs et idéologiques, contre l'Etat bourgeois.

Ce verbiage n'est que du cynisme. Alors qu'il y a plus de 4 %, c'est-à-dire plus d'un million de chômeurs en Allemagne fédérale, et presque cinq millions en Europe occidentale, la réponse social-démocrate à cela est cette fois-ci son projet fasciste de « sécurité intérieure », l'intégration des appareils

répressifs d'Etat en Europe occidentale sous le commandement du monopole de l'information tenu par le B.K.A., ainsi que l'intégration des appareils de sécurité intérieure et extérieure dans le cadre de l'O.T.A.N., donc sous le commandement du Pentagone. (Nous en reparlerons — de la fonction politique de la social-démocratie pour le capital U.S., de son projet de fascisme et de la stratégie institutionnelle du nouveau fascisme.)

Le pays *légal* n'est pas le pays réel, et dans la même mesure, la vie réelle des travailleurs n'est pas à l'usine. L'Accusation fédérale compatit naturellement à l'esclavage du prolétariat dans les usines, et Wunder fétichise, même très logiquement, le travail en usine — pour masquer la machine de Sûreté de l'Etat parasitaire —, parce que si les travailleurs n'allaient plus à l'usine, c'est-à-dire à cette usine dont il est forcément question ici: où le travail est sous le commandement du capital, toute la clique des fantoches de la Sûreté de l'Etat, là en face de nous, n'aurait plus rien à bouffer. (Et Wunder, en tant que vieux social-démocrate, c'est-à-dire en tant que vieux rat social-démocrate, sait évidemment que c'est au terme de notre lutte que se trouve la libération du travail, par l'ébranlement et finalement la dissolution des appareils répressifs et idéologiques d'Etat.) Le contenu concret de cette insulte est donc simplement ceci: Andreas doit, ou nous devons nourrir l'Accusation fédérale avec beaucoup plus d'empressement. Un homme convenable selon la conception des procureurs est un homme qui nourrit l'Accusation fédérale le sujet soumis, l'homme qui existe pour l'Etat et qui n'a pas d'autre but que d'exister pour l'Etat. C'est bien comme l'a dit Andreas:

« Le citoyen idéal, pour l'Accusation fédérale, c'est le prisonnier qui a la photo de Buback dans son placard. »

Demande de citation de Brandt et Schmidt par Andreas

le 29 mars 1977

Cette déclaration a la forme d'une requête, parce que autrement il aurait été impossible de dire, ne serait-ce qu'une phrase au procès.

Nous demandons — pour la première fois du reste — que soient cités Brandt et Schmidt en tant que chefs des gouvernements Brandt/Scheel et Schmidt/Genscher, afin de prouver que :

1) La « Fraction Armée Rouge », depuis 1972, est poursuivie selon une conception de la stratégie antisubversive contraire à la Constitution, qui répond aux normes internationales de la « counter-insurgency » américaine.

Une conception,

- a) qui vise à l'« immunisation » (Brandt), par la manipulation et la répression de la société contre l'oppositon fondamentale anticapitaliste;
- b) qui vise, par une stratégie complexe d'initiatives politiques, économiques, militaires et juridiques, à l'intégration de l'appareil de « sécurité intérieure et extérieure » et des systèmes étatiques de fichage de l'O.T.A.N. pour institutionnaliser l'ingérence permanente de la politique extérieure américaine dans les affaires des pays d'Europe de l'Ouest;
- c) qui a pour but immédiat de neutraliser et d'anéantir les groupes de résistance communistes et radicauxdémocrates qui, depuis la dissolution de l'opposition légale à l'agression contre le Vietnam, se sont organisés et armés clandestinement pour combattre la stratégie américaine contre le Sud-Est asiatique, et contre les travailleurs d'Eu-

rope occidentale, puisque la politique américaine détermine directement la politique intérieure et extérieure de la R.F.A.

- 2) Des discussions ont eu lieu avec les institutions gouvernementales américaines au sujet de la « counter-insurgency », au terme desquelles des décisions pour l'action antisubversive ont été prises. Y participaient :
- le corps des officiers supérieurs de l'armée américaine en R.F.A. ;
- des hommes politiques du gouvernement américain, des diplomates et des fonctionnaires des Services secrets;
 - le secrétariat général de l'O.T.A.N. à Bruxelles;
- le Comité d'Action de l'O.T.A.N. (AC-46), dans lequel est intégré depuis 1971-1972 le commandement des Services de Sécurité de la R.F.A.;
- le rapport P.S.V. dans la division III de l'Etat-Major des Forces de combat.
- 3) Des unités spéciales américaines opèrent, au compte de la « counter-insurgency », en R.F.A., entre autres les spécialistes de « contre-actions », comme les enlèvements, etc. —, officiellement répartis, depuis août 1975, comme attachés de marine à l'ambassade américaine à Bade-Godesberg.
- 4) Un consensus a été établi au sujet de la « counterinsurgency » au sein du Conseil de l'Europe, dans les conférences des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice, et les assemblées politiques et militaires correspondant à l'O.T.A.N. La R.F.A. a participé au lancement de cette réalisation.
 - 5) a) Dans le cadre de la conception de l'action antisubversive à l'initiative du gouvernement et de l'armée américaine, on a procédé à l'installation d'unités spéciales qui fonctionnent d'après une doctrine unitaire et d'après un point de vue tactique et stratégique unitaire.
 - b) Les unités anti-terroristes de la R.F.A. G.S.G. 9, M.E.K., en Bade-Wurtemberg les O.E.G., etc. et la transformation de la police des frontières (B.G.S.) en une police fédérale, furent conçues en collaboration avec les services américains.

- 6) Des membres dirigeants et exécutifs de ces unités sont formés à la stratégie et à la tactique de la guerre antisubversive dans des écoles américaines de « Special Warfare » aux U.S.A., par l'armée et les services secrets, et on leur enseigne l'application des techniques de la guerre psychologique qui comprennent les méthodes scientifiquement développées de manipulation des communications de masse et de formation de l'opinion.
- 7) Dans le cadre de l'action antisubversive, des campagnes ont été décidées et menées dans les media, selon les stratégies de la guerre psychologique. De fausses informations ont commencé à être lancées comme :
 - a) la « R.A.F. » aurait projeté de faire exploser trois bombes dans le centre de Stuttgart (juin 1972);
 - b) la « R.A.F. » aurait projeté des attaques de roquettes sur les stades remplis pendant la Coupe du Monde de football (été 1974);
 - c) la « R.A.F. » aurait projeté d'empoisonner l'alimentation en eau potable d'une grande ville (été 1974);
 - d) la « R.A.F. » aurait volé de l'ypérite et projeté de l'utiliser (été 1975) ;
 - e) le commando Holger Meins aurait lui-même fait exploser le bâtiment de l'ambassade de Stockholm (avril 1975);
- f) il y aurait des « tensions » à l'intérieur du groupe des accusés (février 1972) et depuis la mort d'Ulrike Meinhof;
- g) la « R.A.F. » aurait projeté l'attaque d'un terrain de jeu pour enfants et de prendre des enfants en otage (mars 1977);
- h) la « R.A.F. » aurait projeté des attaques contre les centrales nucléaires et l'utilisation d'armes nucléaires, chimiques et bactériologiques (depuis janvier 1976);
- i) la « R.A.F. » aurait projeté de polluer le lac de Constance avec des déchets nucléaires (septembre 1975);
- ou des provocations des Services de la Sûreté de l'Etat comme ;
 - j) attaques aux explosifs dans des gares centrales (Brê-

me-décembre 1974, Hambourg-septembre 1975, Nuremberg, Augsbourg, Munich, Cologne);

k) attaques aux explosifs ou engins incendiaires contre les avocats commis d'office: Langner à Hambourg (19 juin 1976), Peters à Düsseldorf (16 février 1977).

Tout cela dans le contexte des recherches et du procès, pour « désolidariser complètement ces groupes, les isoler de tout ce qu'il peut y avoir comme autres opinions radicales dans cet Etat. C'est une tâche des plus importantes » (Ehmke — coordinateur des Services secrets en tant que chef de la chancellerie, intervention au « Bundestag », le 7 juin 1972);

« assécher le marais — et je le dis très durement — d'où ont germé les fleurs de la bande à Baader-Meinhof » (Kohl, interview télévisée, le 25 avril 1975);

« tracer une séparation précise, sans ambiguïté, entre les membres de cette bande et le reste de l'ensemble de la population » (Carstens, au Bundestag, le 25 avril 1975).

« Il s'agit, je le dis, de l'infiltration des groupes de sympathisants » (Schmidt, déclaration gouvernementale, le 13 mars 1975).

« Les actions contre la « R.A.F. » doivent être menées de telle sorte que les positions des sympathisants soient refoulées » (Herold — chef de l'Office fédéral de la police criminelle —, lors de la Conférence des ministres de l'Intérieur, en janvier 1972).

« Isoler les noyaux actifs de l'adversaire et ensuite les aborder avec des mesures précises, les paralyser, les neutraliser » (Herold, Hessenforum, mai 1975) — et pour la planification et la mise en œuvre de ces campagnes conformément aux directives établies dans le rapport de l'I.S.C. (mai 1975) à l'adresse des pays de l'O.T.A.N. pour « désolidariser, isoler et éliminer » les groupes illégaux.

8) A l'intérieur de l'action antisubversive, la justice n'a nullement rempli sa mission telle qu'elle est prévue par la Constitution. Elle n'est pas un troisième pouvoir indépendant, mais elle se comporte comme un appareil clos, soumis immédiatement aux directives du gouvernement et qui, à travers un réseau de tribunaux d'exception, est soumis à une planification étendue dans le cadre de la « counter insurgency ».

9) Dans ce but,

- a) lors de la conférence de presse de la Justice de Karlsruhe, on a officiellement institué un réseau de journalistes contrôlé par le Conseil de sécurité de l'Etat: il a pour fonction de diriger la réception des procès par une information homogène;
- b) on a essayé d'autre part, par l'intermédiaire de la conférence des rédacteurs de presse, de structurer l'information des procès selon les directives de l'Accusation fédérale, « d'imposer que les journalistes se limitent à être des intermédiaires entre la police, l'Accusation et la population » (Buback, 6 avril 1975).
- 10) Le jugement des prisonniers a été prononcé d'avance, par de fausses informations, des indiscrétions, des rumeurs entretenues et la publication des dossiers du procès, le tout préparé et dirigé selon les méthodes de la guerre psychologique.
- 11) Dans ce but, la mise en accusation s'est fait attendre trois ans et demi, et la procédure contre la « R.A.F. » a été scindée en procès séparés déterminés selon les intérêts de la propagande politique.
 - 12) Un ensemble de mesures coordonnées ont été prises :
 - a) Une loi d'exclusion de la défense limitant le nombre des avocats à trois et interdisant la défense collective fut décrétée;
 - b) l'exclusion de Croissant, Groenewold et Ströbele du procès de Stammheim par l'Accusation fédérale fut déterminée et effectuée « du point de vue tactiquement le plus favorable » (Buback);
 - c) par une politique ponctuelle de personne, les juges des hauts tribunaux appartenant à la Chambre de Justice furent remplacés à Hambourg et à Francfort;
 - d) pour empêcher une défense effective au procès de Stammheim, ou même simplement la préparer, des avocats furent commis d'office; les autorités de l'Accusation participèrent plus ou moins directement à leur sélection;
 - e) les conversations entre les accusés et leurs avocats de confiance furent écoutées, ainsi que les bureaux, domiciles

et téléphones de ces derniers, pour pouvoir contrecarrer les initiatives de la défense à l'intérieur et à l'extérieur du procès. Après connaissance de ces conversations écoutées: 1 - les déclarations des témoins furent influencées, et les témoins à décharge furent systématiquement tenus à l'écart du procès (Müller, Schiller, 3 - les amis, connaissances et employés des avocats furent abordés par les services de sécurité pour être éventuellement recrutés (Wolfgang Pfeiffer, Natascha Zerrer, Ingrid Doctors);

- f) Croissant et Ströbele furent arrêtés dans le but précis d'empêcher une série de conférences de presse internationales qu'ils avaient organisées pour informer l'opinion publique en Europe sur les procès de la Sûreté de l'Etat en R.F.A. et sur la responsabilité de l'Accusation fédérale dans la mort de Holger Meins et de Siegfried Hausner.
- 13) Par suite du manque de preuves dans la procédure de Stammheim, une loi du « témoin de la couronne » fut projetée, à l'initiative du B.K.A., selon les conditions de Müller, projet de loi qui fut abandonné sur l'avis du procureur fédéral : dans le cadre de la justice de Sûreté de l'Etat, il n'y avait, selon lui, aucune nécessité d'établir un règlement légal, et il paraissait plus simple de produire un témoin de la couronne illégal, en recourant aux services secrets.
- 14) Sur instruction du procureur fédéral, on refusa de présenter le dossier concernant les aveux de Müller au tribunal de Hambourg; il fut mis sous scellés par le ministre fédéral de la Justice, Vogel, pour rendre possible l'acquittement de Müller inculpé de meurtre, condition mise en avant à sa comparution comme témoin à Stammheim.
- 15) L'Accusation fédérale, en tant que centre de coordination de l'utilisation dans le domaine judiciaire des actions des Services de sécurité de l'Etat avec la politique gouvernementale, était informée, depuis le début, des écoutes et de leurs résultats essentiels
 - a) directement, par les rapports des services de sécurité de l'Etat (réseau Gehlen) et du service pour la « protection » de la Constitution :
 - b) par le service d'information du B.K.A., envers lequel les polices criminelles des Länder ont une obligation de rapport;

- c) par les entretiens sur la situation, qui ont lieu tous les mois, entre le procureur fédéral et les dirigeants des trois services ouest-allemands de sécurité.
- 16) Dans le cadre des poursuites et de la préparation des débats principaux dans les procès.
 - a) des prisonniers furent soumis à des méthodes d'extorsion de déclarations afin de leur soutirer des renseignements : moyens psychiques, pharmacologiques et physiques ;
 - b) des programmes de privation sensorielle, d'isolement du groupe, d'isolement total, de manipulation forcée, furent mis en place dans le but de briser psychiquement et intellectuellement les accusés;
 - c) ces programmes furent mis en application et furent dirigés par des psychiatres et les fonctionnaires de la Sûreté de l'Etat spécialement formés, pour parvenir à un contrôle total de toute manifestation de vie chez les prisonniers ainsi que de tous leurs contacts à l'intérieur de leurs cellules, dans les cellules où ils rencontraient leurs avocats et dans les cellules de visite, mais aussi dans les cages pour la marche en plein air. Ces programmes ont été conçus, réalisés et développés en relation avec des projets de recherche scientifiques (comme par exemple avec la section spéciale de recherches n° 14 de l'Université de Hambourg-Eppendorf).
 - d) par exemple, l'internement d'Ulrike Meinhof, et plus tard, d'Ulrike Meinhof et de Gudrun Ensslin dans des cellules silencieuses, fut dirigé d'après un projet de recherche de la clinique universitaire de Hambourg, où les conditions de vie et d'interaction des deux prisonnnières avaient été exactement simulées (Projet A-8: interaction sociale dans la reconstitution d'un groupe en situation expérimentale, formé d'éléments incompatibles, sous considération particulière de l'agressivité);
 - e) Ulrike Meinhof, en particulier, en raison de sa fonction d'orientation à l'intérieur de l'opposition extraparlementaire depuis le mouvement antinucléaire, et en raison de sa fonction à l'intérieur du groupe après son incarcération, fut soumise, sur l'ordre de l'Accusation fédérale, durant huit mois, à la torture psychiatrique dans une cellule isolée acoustiquement, pour la briser, la psychiatriser;

et après que ce projet ait échoué à cause de sa résistance et de l'opposition de ses avocats, elle devait être soumise à une opération stéréotaxique du cerveau pour détruire sa conscience.

17) L'article 231, qui a été instauré pour permettre à l'avenir de poursuivre les débats en l'absence des accusés, dans une audience appelée « non publique », les lois d'exception, les articles 138 et 146 permettant d'exclure les avocats de la défense sur simples soupçons, — ont pour but d'empêcher que ces méthodes de la Sûreté de l'Etat ne soient rendues publiques.

18) Des formulations telles que;

- « entreprendre l'extrême contre cela » ;
- « jusqu'aux limites de l'Etat constitutionnel »;
- « par tous les moyens »;
- « exterminer ces groupes »;
- « la prise de mesures extrêmement énergiques par l'Etat qui, dans une position défensive, ne doit pas hésiter même à tuer » (Schmidt, déclaration gouvernementale du 13 mars 1975) expriment la décision et le consensus au niveau gouvernemental le plus élevé de tuer délibérément, mais avec discrétion, dans le cadre de l'action anti-terroriste, les membres des groupes illégaux dans le pays et à l'étranger.
- 19) La mort d'Ulrike Meinhof, de Holger Meins, de Siegfried Hausner et de Ulrich Wessel, est une conséquence de cette décision.
- 20) Pour la mise au point du moment de la mort d'Ulrike Meinhof, ont été déterminants :
 - a) une opération de commando imminente, pour la libération des prisonniers de Stammheim, dont les Services secrets étaient informés :
 - b) l'échange des prisonniers de Stammheim, auquel s'était efforcée la République Démocratique allemande (D.D.R.);
 - c) la grève des imprimeurs;
 - d) les requêtes dans le cadre de la production des preuves déposées juste avant par les prisonniers et les citations comme témoins d'ex-membres des services secrets améri-

- cains (Agee, Peck, Osborne, Thomas), et dont le thème était :
- la souveraineté limitée de la R.F.A. par rapport aux U.S.A.;
- l'infiltration du gouvernement, des partis et des syndicats par les services secrets américains;
- le rôle de la R.F.A. dans le cadre de la stratégie américaine globale, et en particulier durant la guerre du Vietnam.
- 21) La décision d'utiliser, en dehors de la totalité de la police dirigée par le B.K.A. et les commissions spéciales du B.G.S., des unités spéciales de l'armée fédérale et des media, mais également la justice, une partie de l'armée américaine (cf. Stuttgarter Zeitung, 30 mai 1972 et 3 juin 1972; Stuttgarter Nachrichten, 3 juin 1972 et 5 juin 1972), tous les services de sécurité allemands et américains, et « tous les moyens » ou les « moyens extrêmes » dans le cadre de la « counter-insurgency » organisée sur le plan international,

et de justifier cette utilisation par un « état d'urgence audessus des lois », définissent les mesures du gouvernement contre le groupe comme une manœuvre camouflée de guerre, allant à l'encontre des droits de l'Homme, manœuvre contre laquelle, parce qu'elle annule la Constitution de la R.F.A., la résistance n'est que légitime.

Andreas

Compte rendu par Ingrid Schubert de l'attaque-surprise du 8 août 1977

La brutalité non dissimulée de l'attaque de ce matin est le signal que le Conseil de Sécurité de l'Etat, le ministère de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg et Bender¹ visent la solution finale ici à Stammheim dans les jours prochains. L'attaque physique directe (de Gudrun, d'Andreas et de Jan au bout de six ans de détention préventive) n'est certainement pas le sommet de l'offensive qui, depuis la semaine passée, commence à se renforcer de façon systématique à Stammheim, et cela parallèlement à l'escalade à tous les niveaux.

La campagne contre le bureau des avocats ici, à Stuttgart, les falsifications, la tentative d'associer Croissant à la mort de Ponto², l'image fasciste que l'ennemi donne des « mégères de la terreur », — tout cela ne vise pas seulement à renforcer la chasse à l'homme à l'extérieur, mais également à préparer l'opinion publique à la liquidation planifiée des prisonniers. C'est un modèle de procédé dans la guerre psychologique, c'est-à-dire de la tactique qui emploie tous les moyens militaires, psychologiques et économiques, pour liquider un mouvement d'opposition.

La raison cachée qui rend l'affaire si urgente, c'est que très probablement la Conférence de Belgrade pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que — au plus tard après le renvoi de la révision de notre procès, — la Commission des Droits de l'Homme à Strasbourg et l'O.N.U., vont s'occuper de la dramaturgie de la parodie de procès de Stammheim dans laquelle Rebmann³, devenu entre-temps le premier

1. Ministre de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg.

accusateur de la R.F.A., a tenu la responsabilité essentielle en tant que Secrétaire d'Etat au ministère de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg — sans même parler de l'affaire des micros dans le cabinet des avocats, ni de la mort d'Ulrike et de Siegfried à Stammheim.

Il est clair que ce Souabe, qui, dans le vrai sens du mot, a fait carrière sur des cadavres — ceux des prisonniers et celui de son prédécesseur —, veut se débarrasser des ennuis qui vont lui tomber dessus, en combinant la provocation et le meurtre. Ce qui était déjà clair après la mort de Buback — que nous sommes des otages de l'Accusation fédérale —, il le rend maintenant évident, après la fin de Ponto, avec une dimension nouvelle.

Les différentes phases de l'escalade.

Après la « promesse ferme » de Rebmann — à l'époque encore responsable au ministère de la Justice —, de nous regrouper, nous interrompons la grève de la faim. Rien ne se passe pendant sept semaines.

Tout ce qu'ils ont fait, c'est de construire une machine perfectionnée qui peut contrôler et enregistrer chacun de nos mouvements — une architecture à mi-chemin entre un guichet de banque anti-balles (derrière lequel les flics nous guettent et ne nous quittent pas une minute des yeux) et une cage à fauves — dans laquelle nous serions en train de rédiger notre douze millième message clandestin, et — la justice et les hommes politiques ne mentent quand même pas! — de tramer de nouveaux crimes sensationnels. Architecture bourrée de dispositifs de surveillance électroniques et de systèmes d'alarme, au point que les gardiens eux-mêmes s'embrouillent, se trompent de bouton, et déclenchent les sonnettes d'alarme. La nuit, nous sommes surveillés par deux caméras de télévision munies d'un système électronique qui réagit à chaque mouche, à chaque bruissement de papier, et lance l'alerte générale.

Les travaux de construction ont traîné pendant sept semaines. Ensuite trois prisonniers ont été transférés de Hambourg, et nous sommes ici huit au lieu de six précédemment. Verena⁴, malgré une grève de la faim de six semaines et la promesse faite par Nusser⁵, ne viendra pas dans les sections spéciales. Günther⁶ est transféré de Stammheim en isolement total

^{2.} Président de la Dresdner Bank, exécute par la «R.A.F.» le 30 juillet

^{3.} Procureur général fédéral, en remplacement de Buback exécuté par la « R.A.F. » le 7 avril 1977.

^{4.} Verena Becker.

^{5.} Responsable de l'administration pénitentiaire à Stammheim.

^{6.} Günther Sonnenberg.

à l'hôpital psychiatrique de Weissenau et, de là, dans la tristement célèbre section psychiatrique de la prison de Hohenasperg. Il devient évident à travers Nusser et Schreitmüller que le ministère de la Justice, en coordination avec l'Accusation fédérale, poursuit une tactique de retardement. Au niveau des Länder on ne sait soudain plus rien d'un accord et on refuse les transferts. Depuis la mi-juillet, il est de plus en plus clair que les promesses de regroupement ne seront pas tenues.

L'Accusation fédérale porte l'accusation absurde de tentative de meurtre contre les avocats Newerla et Müller sous prétexte qu'ils n'auraient pas empêché la grève de la faim de Verena et de Sabine⁸, afin d'éliminer les deux derniers avocats — car Heldmann et Schily se sont défilés depuis longtemps — qui visitent encore régulièrement les prisonniers, — et avec eux tout contrôle.

Naturellement, à l'extérieur aussi, on mobilise maintenant l'assaut populaire idéologique. Les jeunes idoles du mouvement étudiant, qui sont devenus aussi gras que faux-jetons, et les vieilles croûtes de la marche de Pâques 1966, se rencontrent sur le front anti-terroriste du S.P.D. Là, tout d'un coup, ils découvrent, contre ceux qui ne possèdent rien — les illégaux et les prisonniers —, ce qui ne leur est jamais venu à l'esprit à propos de la violence de l'Etat — et elle n'est rien d'autre que la violence de la propriété — : une véritable haine de classe. Depuis que Carter est intervenu pour Cohn-Bendit auprès du département d'Etat, Cohn-Bendit intervient pour Carter : il colporte dans le Spiegel un ragot débile digne du Conseil de sécurité de l'Etat, de J. Klein⁹, et vend, comme s'ils n'étaient pas tous connus, les derniers militants de Francfort au Conseil de sécurité. Gollwitzer¹⁰ qui n'a pas trouvé à Stammheim de compréhension pour son socialdémocratisme étalé ici de facon honteuse, fait son apprentissage de journaliste pour le Conseil de sécurité. Dans le même temps, il publie dans les organes de presse de gauche : E.D., Informationsdienst, Links, un pamphlet ordurier de spécialiste contre la « R.A.F. », dans lequel il s'élève contre l'autoreproduction des opposants, sans doute parce qu'ils se sont rendus indépendants — de facon plus populaire que lui à sa

meilleure époque — et ne versent ni les deniers du culte, ni d'impôts à l'Etat. Finalement, Albertz¹¹ entre en scène à la télévision avec cette sorte d'humanitarisme qui l'avait obligé à la quitter en 1968. Ils ont pour job de neutraliser les réflexes de la gauche (là où ils existent encore) contre le meurtre planifié des prisonniers.

Personne ne sait si ça marche. Mais la façon dont on les utilise dans l'« affrontement intellectuel¹² »,

- à propos duquel on peut dire qu'il s'agit d'une censure totale, dirigée, du centre et imposée de manière terroriste —, non seulement de nos arguments, mais de tous les faits qui expliquent notre position,
- dépeint bien la nouvelle dimension de la guerre psychologique.

Dans le rapport de l'I.S.C.¹³ de l'O.T.A.N., cette méthode qui consiste à procurer un public aux vieux mégaphones des mouvements de protestation, dans le but de les retourner et de les utiliser, est appelée « cooptation » — « noyer la révolution dans son lait maternel ».

Mais la façon éhontée dont ça marche ici, confirme aussi ce que nous disons depuis toujours. Qu'à partir de la première action armée, la phase de la protestation est terminée. Que nous ne sommes plus des révoltés, mais des ennemis du système. Que le rapport harmonique de l'homme à l'impérialisme — comme Andreas l'a dit là-bas —, c'est la guerre. Que ce n'est pas le fait de notre haine, qui crispe les visages — parce qu'elle est humaine —, mais l'ignorance, le mépris et le crétinisme nécessaires à la reproduction de l'hostilité du système parmi les exclus, aussi longtemps qu'ils s'accommodent de leur ghetto au lieu de combattre dans sa dialectique.

Rebmann, depuis à peine un jour sur le trône de Buback, entreprend une offensive de propagande contre les prisonniers et les avocats, spécialement contre le bureau de Stuttgart. Dans le Spiegel, fin juillet, un article dicté par la Sûreté de l'Etat est publié, du premier au dernier mot, est une construction de la police et des services secrets. Ainsi l'article présente une nouvelle qualité du journalisme à la botte du

^{7.} Responsable de l'administration pénitentiaire à Stammheim.

^{8.} Sabine Schmitz.

^{9.} Ancien membre de la « R.A.F. ». L'a quittée et la dénonce maintenant.

^{10.} Professeur de théologie.

^{11.} Professeur de théologie.

^{12.} Expression du ministre de l'Intérieur Maihofer : « Le citoyen actif est celui qui dans l'affrontement intellectuel entre les terroristes et l'Etat s'engage pour l'Etat. »

^{13.} Abréviation pour Institute for the Study of Conflicts (Londres), chargé d'étudier les moyens de la « counter-insurgency ». Travaille pour le F.B.I. et le B.K.A.

Conseil de sécurité, dans la mesure où il reprend en fait presque tous les mensonges de celui-ci contre les avocats dans les neuf derniers mois.

Fin juillet — deux jours avant que la « Dresdner Bank » ne perde son collaborateur qui en a fait la banque monopoliste la plus agressive en Europe occidentale — Rebmann déclare finalement, tout crûment, qu'en tant que procureur général fédéral, il ne tiendra pas la promesse (d'élargir le groupe) qu'il avait faite en tant que Secrétaire d'Etat au ministère de la Justice du Land de Bade-Wurtemberg.

Pour finir, une heure après le décès de Buback, la campagne de diffamation la plus massive jamais connue jusque-là est lancée et, au cours de la semaine, se concentre de plus en plus sur Gudrun et Andreas.

Le dimanche, c'est le tour du bureau d'avocats de Stutt-gart. Zeis qui se pose en représentant de l'Accusation fédérale, organise une razzia — armé jusqu'aux dents — sur le bureau, et lance ensuite l'abjecte fausse information qu'on y aurait trouvé l'original de la déclaration du commando Ulrike Meinhof, et que l'on aurait identifié Gudrun comme son auteur. Dans la liste de perquisition on peut lire : « une enveloppe avec le texte des partisans »; c'était évidemment le tract que le commando avait fait circuler partout.

C'est à Stammheim — comme d'habitude — que l'affaire a atteint son point culminant. Comme toujours, quand ils préparent quelque chose, on change le personnel. Grossmann, le flic qui avait ouvert la cellule d'Ulrike le matin de sa mort, est à nouveau là, malgré son congé. Les flics en vert se montrent provocateurs et agressifs: une ambiance qui, à tous les niveaux, signale que nous devons nous attendre à une attaque.

Vendredi soir, alors que Gudrun est encore chez l'avocat, Andreas se rend, pendant la distribution du dîner, dans la cellule de Gudrun pour y chercher quelque chose, comme cela arrive plusieurs fois par jour. Cela, pratiquement tous les flics doivent l'avoir vu. Peu après arrive Gudrun, elle va dans sa cellule; un peu plus tard arrive Irmgard¹⁴, qui revenait de la cellule où on distribuait le dîner, et à ce moment-là l'impensable arrive. Andreas se trouve avec « deux meurtrières bien entraînées, froides calculatrices » — selon l'article

du Zehm — dans une seule cellule. Les flics qui l'ont remarqué, me ferment brusquement la porte au nez. — ce que nous avons trouvé assez bizarre, vu les histoires qu'ils font toujours quand deux d'entre nous ne sont plus visibles. Je me trouve juste devant la porte, et il était parfaitement clair qu'ils savaient où était Andreas. J'ai remarqué qu'ils étaient tous nerveux et qu'ils grommelaient derrière les vitres de leur guichet. Les trois dans la cellule étaient manifestement aussi étonnés, parce que tout de suite après, la lumière d'appel s'est allumée, et la porte a été réouverte. Irmgard sort, va dans sa cellule et v prend quelque chose. Münzing, l'administrateur principal, qui est de service ici depuis une semaine, passe devant moi, entre dans la cellule, la traverse, et frappe aux barreaux des deux fenêtres, se retourne ensuite, et repasse à côté d'Andreas — qui fouillait ouvertement dans des dossiers devant la bibliothèque, mangeait une pomme et l'observait, c'est-à-dire qu'il ne se cachait absolument pas — et ressort devant moi. Je dis brièvement à Irmgard que je passerai la nuit chez Verena qui se trouve dans une autre partie de l'étage, isolée de nous, mais que nous pouvons voir à midi et pendant la nuit. Ensuite je sors et me dirige vers la table qui est au milieu du corridor. Münzing, sans dire un mot, referme immédiatement la porte à clef derrière moi. Pendant que le « scandale de mœurs » se déroulait, il y avait au moins six gardiens dans la section spéciale.

Nous nous sommes rendu compte plus tard qu'à ce moment-là, aucun de nous ne savait ce que tout cela signifiait. Je n'ai aucune envie d'expliquer pourquoi, après six ans d'isolement, nous avions envie d'être ensemble — même si c'est dans une violence qui rend chaque sentiment, chaque pensée et chaque mouvement irréels, ou les transforme en souffrance réelle que nous appelons torture, parce qu'elle est consciente, intentionnée, scientifiquement programmée.

Nous étions ébahis, mais trouvions finalement la situation assez drôle, parce que ce n'est pas notre affaire si on impose, par un calcul sordide, d'épier et d'enregistrer chacun de nos mouvements. Car effectivement, depuis un an et demi que nous sommes ensemble ici, le gardien chargé de nous observer sans interruption — il est relevé toutes les vingt minutes; et au début ils étaient trois, assis sur leur chaise l'un à côté de l'autre, à nous fixer — commençait à faire du bruit lorsque deux d'entre nous de sexe différent n'étaient tout d'un coup plus visibles, et envoyait simultanément trois autres gardiens dans la section, qui se tenaient derrière le rideau, prêts

^{14.} Irmgard Möller.

à « intervenir immédiatement ». De plus, ils ont une liste sur laquelle ils notent — chaque fois qu'un seul prisonnier n'est pas visible et que deux cellules sont ouvertes — dans laquelle des deux il se trouve. C'est un système abject et perfectionné de contrôle total, aucun signe de vie dans cette partie de la prison ne leur échappe.

Ce que signifiait tout cela, les autres le comprirent une heure plus tard, lorsqu'Andreas a été sorti de la cellule, et ensuite le lendemain, samedi. Les provocations et l'agressivité dont ils font preuve depuis la mort de Ponto sont maintenant accompagnées de ricanements gras. Ils veulent désormais faire monter les choses d'un cran. Ils annoncent que lundi « ca va continuer », que les deux portes qui jusque-là étaient ouvertes resteront fermées, ou qu'alors les flics en vert resteront dans la section spéciale aussi longtemps que les portes seront ouvertes. Le résultat, c'est que, samedi et dimanche, pendant tout le temps où on peut se rencontrer, il y avait toujours à l'étage trois ou quatre flics à l'attitude menaçante, sans compter celui qui est assis derrière les vitres anti-balles. Quand on leur demanda pourquoi ils étaient de mauvaise humeur, et pourquoi ils avaient commencé tout ce manège vendredi, ils réagirent de façon agressive et menacante : « Vous verrez bien. » — « Ici, ça va changer ! » (Emil.)

Il devient clair que, portés par la vague de chauvinisme lancée par la guerre psychologique, ils s'imaginent pouvoir se permettre de nous taper sur les nerfs avec leurs émissions de porcs et leurs obscénités. Ils veulent nous montrer que ce n'est pas seulement en tant que flics, qu'ils se sentent dans leur droit, mais aussi tout particulièrement en tant que mâles.

Et ceci, bien que pour le plus demeuré des gardiens qui nous observe sans interruption depuis un an et demi, il doive être clair que l'intimité telle qu'elle existe dans les relations du groupe (et certainement dans toute prison), se développe sur un plan dans lequel la sexualité — ce qui ne veut pas dire la tendresse, ou si l'on veut la sensualité — ne peut pratiquement jouer aucun rôle. Les trois qui se trouvaient là vendredi soir dans la cellule, avaient sûrement d'autres problèmes, et, à quatre heures et à cinq heures, quand ils sont venus sortir Andreas de la cellule, la situation était sur ce point fort claire.

Depuis, ils ne parlent — si on peut appeler cela parler — que de baise. Grossmann finalement a dit textuellement : « Je n'aurais jamais cru ça de vous, que vous fassiez l'amour, que vous baisiez... », si bien que la moutarde serait montée au nez d'Andreas, qui lui aurait répondu : « Si tu n'arrêtes pas,

je te fous une beigne ». C'est la seule menace qui aurait été proférée. Mais ça se voit au seul jargon, ce que rapporte Grossmann dans sa déposition est de l'invention pure et simple.

Lundi matin, tout est arrangé pour la confrontation générale. A partir de neuf heures et demie les flics en vert sont présents dans la section spéciale, ils épient chacun de nos mouvements. Pendant la demi-heure de discussion pour que les flics se retirent, Nusser, Schreitmüller¹⁵, Haug, Bubak, etc. se tiennent derrière le rideau et écoutent. Parmi eux se trouve également le museau de furet vérolé de celui qui, dans la cantine, s'est vanté ouvertement qu'il allait monter dans la cellule d'Andreas pour le descendre.

Vers dix heures le commando de choc donne l'assaut. Je crois qu'ils étaient en tout quarante à cinquante flics : Nusser et sa grande gueule à leur tête. Schreitmüller à ses côtés, gras et ricanant, et Haug naturellement, aussi haut que large, qui est le flic le plus détesté de toute la prison. Rien que l'étatmajor de cette armée pèse déjà trois cents kilos. La majorité de ces flics, nous ne les avions jamais vus. Ceux qui sont normalement de service ici, comme Misterfeld, sont absents, comme d'habitude quand quelque chose se prépare. Toute la troupe se presse immédiatement vers nous et vers les portes ouvertes. Nusser — sans essayer même d'écouter un mot ordonne: « Fermez les portes, pas de discussion ». Andreas lui dit, encore une fois calmement, qu'il cherche ouvertement l'escalade. Nous nous mettons devant la porte de la cellule d'Andreas, sur quoi Haug s'en prend immédiatement à Wolfgang¹⁶. Jan engueule Haug, lui demande de lâcher Wolfgang et d'expliquer une bonne fois ce qu'ils veulent. Un flic énorme qui pue la bière et qui est entré derrière Nusser, frappe Helmut¹⁷ à coups de poing. Andreas qui, jusque-là, se tenait debout avec une tasse de café à la main, jette celle-ci contre la grille. Dans la version de Schreitmüller, cela donnera : « Il l'a visé à la tête. » (Il ne faut pas oublier qu'il est l'auteur déjà, en 1974, de la falsification de certains appels d'autres détenus de Stammheim, qu'il soussignait « R.A.F. », ce qui a été découvert parce que leurs auteurs se sont adressé à la presse après la publication de ces faux par Schreitmüller). La

^{15.} Directeur de la prison de Stuttgart-Stammheim.

^{16.} Wolfgang Beer.

^{17.} Helmut Pohl.

tasse s'est écrasée à un mètre, un mètre et demi du flic, alors qu'Andreas ne se trouvait qu'à deux mètres de lui.

Schreitmüller (il était lui-même procureur avant de se mettre au service du Conseil de sécurité de l'Etat; il était le fonctionnaire responsable, lorsque Ulrike et Siegfried ont été trouvés morts ici) ment avec l'air le plus naturel et le plus assuré du monde, et il le peut naturellement avec la certitude que sa contribution à la sécurité intérieure — lâcher cinquante flics brutaux sur les prisonniers — recevra les applaudissements et l'assentiment de toutes les instances du corps judiciaire.

C'est alors que tout se déclenche.

Six flics en vert se jettent sur Werner, qui leur avait seulement crié de lâcher Wolfgang, et le tabassent; en même temps six autres flics se jettent sur Andreas et le rouent de coups; les deux sont ensuite jetés dans la première cellule qui se présente sans qu'on leur demande leur avis. Ensuite c'est au tour de Wolfgang et de Helmut, et toujours de façon à ce que chaque fois leur tête ou leur dos vienne se heurter contre les tables et les étagères. Devant la cellule d'Andreas, ils tabassent Jan. Je gueule et Haug m'écarte violemment. A côté de moi, contre le radiateur, je vois Gudrun qui gît par terre. J'ai l'impression que Haug représente le comble de la bestialité. Un des flics tient le visage de Gudrun entre les mains et le lui écrase, deux autres la tirent de toutes leurs forces par les jambes, un quatrième lui a tordu et écrasé les bras derrière le dos et essaie de lui enfoncer brutalement ses genoux dans les côtes. Toute cette scène ressemble à un véritable meurtre. J'essaie d'aller jusqu'à elle, mais, au même moment, je suis attrapée par six flics — j'ai juste le temps de voir encore Irmgard qui, elle aussi, a été jetée par terre et ils me balancent de droite et de gauche pour ensuite me précipiter par terre.

Ma tête heurte durement le sol.

Alors que j'essaie de me protéger contre les coups de pieds dans les côtes et dans les reins, Haug se met à genoux, presse de tout son poids ma tête contre le sol, puis il me la relève et la fait cogner cinq ou six fois contre le sol. Cela dure longtemps, au moins cinq minutes, jusqu'à ce qu'ils me traînent sur les trente mètres qui me séparent de l'autre extrémité de l'étage. M'attrapant par les pieds et par les mains, ils me jettent alors dans la cellule de Helmut, et à nouveau de façon à ce que je me cogne la nuque et le dos. Tout ce dont je me souviens ensuite, c'est que, lorsque je suis revenue à moi, j'étais étendue par terre. Je ne sais pas si j'ai perdu

conscience quelques secondes ou quelques minutes. Mais j'ai eu envie de vomir et j'étais complètement épuisée.

Vers deux heures se produit la deuxième descente de flics. Ils nous sortent un par un des cellules où ils nous avaient balancés et nous jettent dans une autre. Dix flics en vert, dirigés par Haug, Grossmann et le soiffard. Ils essaient en vain de faire sortir Andreas, mais ne le touchent pas. Ils arrachent Werner de ma cellule et le jettent dans un autre trou vide. J'entends les coups pleuvoir. En passant devant moi, Haug me lance: « Toi aussi tu vas avoir ton tour, salope! »

Quand finalement ils ouvrent la porte de ma cellule et y font irruption, je me précipite dans le couloir, j'appelle Jan, puis Andreas. Je n'avais pas encore essayé de me diriger vers sa cellule, quand le saoûlard m'attrape par les cheveux, me les tord à toute volée et me les arrache par poignées. Les autres gardiens m'attrapent à leur tour et me frappent. Les coups sont précis, sadiques, ils m'atteignent par derrière, à la nuque, dans le dos, et dans les côtes, et ils me lancent: « Voilà pour toi, salope! » — « On va te montrer! » Ils me tirent brutalement devant ma cellule, et à ce moment Haug me donne un tel coup de pied dans l'entrejambe que je suis projetée contre le mur, à l'autre bout de la cellule. Il me gueule alors: « Crève, salope! »

J'ai des hématomes sur tout le corps, j'ai mal aux reins et à toutes les articulations. J'ai surtout derrière la tête, à droite, juste derrière l'oreille, un renflement très douloureux. Mon oreille elle-même est boursouflée. Deux heures après j'ai de violents maux de tête, mes yeux me font mal, j'ai froid, j'ai envie de vomir, mon sang circule mal. Maintenant cela fait quarante-huit heures que tout cela s'est passé, et j'ai toujours des douleurs aiguës à la tête, malgré les puissants analgésiques que l'on trouve ici.

Depuis le passage à tabac nous sommes complètement isolés. Nous ne pouvons plus nous voir ni nous parler. Les heures de promenade ont sauté, et le moindre pas dans le couloir ne peut être fait qu'en présence de trois flics.

Nous avons pu nous comprendre à travers la fente de la porte. Nous commençons une grève de la faim¹⁸ et avons déclaré que nous ferons la grève de la soif si, dans un délai de quelques heures, les anciennes conditions ne sont pas intégralement rétablies.

^{18.} A duré du 8 août au 2 septembre sans résultat.

Je suis sûre que les brutalités et les humiliations d'une telle détention, qui ont rendu désormais Stammheim célèbre dans le monde entier, vont prendre fin — ou alors c'est morts qu'ils nous sortiront d'ici l'un après l'autre.

« Nous ne pouvons être opprimés que si nous cessons de penser et cessons de combattre. Les hommes et les femmes qui refusent d'arrêter le combat, ne peuvent être opprimés — ou bien ils sortent vainqueurs, ou bien ils se font tuer,

au lieu de perdre et de mourir », disait Ulrike.

Au moment où le tirage de ce livre se termine, nous apprenons que l'un des derniers témoins de l'incident du 8 août 1977, Ingrid Schubert, a été « suicidée » à la prison de Munich, le 12 novembre 1977.

Documents

Commando Petra Schelm. A propos de l'attaque du Q.G. de l'armée américaine à Francfort

14 mai 1972

Jeudi 11 mai 1972 — le jour même du début du bombardement systématique du Nord-Vietnam par les impérialistes américains, le *Commando Petra Schelm* a fait sauter, avec une charge de 80 kg de T.N.T., le Quartier général du 5° corps d'armée des Forces d'occupation américaine en Allemagne de l'Ouest, basé à Francfort. L'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest ne doivent plus servir de pays de repli assuré pour les stratèges de l'extermination. Ils doivent désormais savoir que leurs crimes contre le peuple vietnamien leur ont créé de nouveaux ennemis qui s'acharneront à les combattre, qu'il n'y a plus de place pour eux dans le monde où ils puissent être en sécurité devant les attaques des unités de guérilla révolutionnaires.

Nous exigeons l'arrêt immédiat du pilonnage systématique au Nord-Vietnam.

Nous exigeons la cessation immédiate des bombardements au Nord-Vietnam.

Nous exigeons le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'Indochine.

Victoire pour le Vietcong!

Pour l'organisation de la guérilla révolutionnaire Aie le courage de combattre et la force de vaincre Crée deux, trois, de nombreux Vietnam!

Fraction Armée Rouge

Commando du 15 juillet. A propos de l'attaque du Q.G. de l'armée américaine en Europe à Heidelberg

QUE TOUTES LES FORMES DE MONSTRUOSITE SOIENT VAIN-CUES!

Mercredi 24 mai 1972, deux bombes d'une charge de 200 kg de T.N.T. ont explosé au Quartier général des Forces armées américaines en Europe, situé à Heidelberg. Cette attaque a été exécutée après que le général Daniel James, responsable d'un département du Pentagone, ait déclaré, ce même mercredi, à Washington: « Depuis les derniers bombardements au Vietnam, il ne reste plus à l'armée de l'air américaine un seul objectif au Nord et au Sud du 17e parallèle. » Lundi, le ministre des Affaires étrangères de Hanoï avait une nouvelle fois accusé les Etats-Unis d'avoir bombardé des zones de population très dense au Nord-Vietnam.

L'armée de l'air américaine a déversé dans les sept dernières semaines plus de bombes au Vietnam qu'il n'en a été lancé sur le Japon et sur l'Allemagne réunis pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est en plusieurs millions de tonnes d'explosifs que se compte le discours que veut imposer le Pentagone pour stopper l'offensive du Nord-Vietnam. C'est un pur et simple génocide, l'extermination de tout un peuple, — la « solution définitive » pour le peuple vietnamien.

Si les citoyens allemands ne veulent pas soutenir les poursuites engagées par les forces de sécurité contre les commandos, c'est parce qu'ils ne veulent rien avoir à faire avec les crimes de l'impérialisme américain et l'assentiment que leur donne la classe dominante; c'est parce qu'ils n'ont pas oublié Auschwitz, Dresde, Hambourg; c'est parce qu'ils savent qu'il y aura une justice contre ces exterminateurs au Vietnam; et parce qu'ils ont fait l'expérience que les manifestations et les protestations contre le crime innommable de l'impérialisme n'ont servi de rien. Nous exigeons que cessent les bombardements sur le Vietnam.

Nous exigeons l'arrêt du minage systématique du Nord-Vietnam.

Nous exigeons le retrait des troupes américaines de l'Indochine.

Nous sommes décidés à poursuivre nos attaques contre les exterminateurs du Vietnam jusqu'à la victoire finale du Vietcong.

Nous exhortons tous les militants allemands à faire de toutes les installations américaines le but de leurs attaques dans leur combat politique contre l'impérialisme américain.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE VIETNAMIEN!

QUE VOLENT EN ECLATS ET SOIENT ANEANTIES LES FORCES

DE L'IMPERIALISME AMERICAIN!

VICTOIRE A LA GUERRE DU PEUPLE!

Commando du 15 juillet Fraction Armée Rouge Communiqué du commando Ulrike Meinhof sur l'exécution de Buback

13 avril 1977

Pour les « acteurs du système » eux-mêmes, comme Buback, l'histoire trouve toujours une voie.

Le 7 avril 1977, le commando Ulrike Meinhof a exécuté le procureur fédéral Siegfried Buback.

Buback a été directement responsable du meurtre d'Holger Meins, de Siegfried Hausner et d'Ulrike Meinhof. Dans ses fonctions de procureur général — comme point central de décision et de coordination entre la justice et les services secrets ouest-allemands, en coopération étroite avec la C.I.A. et le Conseil de sécurité de l'O.T.A.N. —, il a mis en scène et dirigé leur assassinat.

Sous la direction de Buback,

Holger fut assassiné avec préméditation le 9 novembre 1974 par une sous-alimentation systématique et une manipulation consciente au moment du transfert de Wittlich à Stammheim. En exécutant un cadre, le procureur fédéral comptait casser la grève de la faim collective des prisonniers contre la détention/extermination, et après que la tentative de supprimer Andreas en ordonnant son alimentation forcée, ait échoué grâce à la mobilisation de l'opinion publique.

Sous la direction de Buback,

Siegfried, qui avait dirigé le commando Holger Meins et qui pouvait prouver que l'explosion à l'ambassade d'Allemagne à Stockholm était l'œuvre des unités ouest-allemandes du M.E.K., a été assassiné le 4 avril 1977. Alors qu'il se trouvait à la disposition exclusive des autorités de l'Accusation fédérale et du B.K.A., on effectua au péril de sa vie son extra-

dition en Allemagne fédérale et son transfert dans la prison de Stuttgart-Stammheim: c'était signer son arrêt de mort.

Sous la direction de Buback,

Ulrike a été exécutée le 9 mai 1976, lors d'une action de la Sûreté de l'Etat. Sa mort fut camouflée en suicide pour bien montrer « l'échec de sa politique ». Ce meurtre fut le terme d'une escalade qui avait déjà vu la tentative de l'Accusation fédérale de crétiniser Ulrike par une intervention neuro-chirurgicale de force, afin de la présenter détruite au procès de Stammheim et de pouvoir ainsi dénoncer la résistance armée comme une maladie mentale. La réalisation de ce projet fut empêchée grâce aux protestations internationales.

Le moment de l'assassinat d'Ulrike a été de plus calculé de façon très précise :

- avant l'initiative décisive de dire au procès, à l'occasion des requêtes de la défense, que les attaques de la « R.A.F. » contre les quartiers généraux américains à Francfort et à Heidelberg en 1972 devaient être interprétées comme une réponse au concours apporté par la R.F.A. à l'agression U.S. au Vietnam, en violation de la charte des Droits de l'Homme;
- avant l'audition d'Ulrike comme témoin au procès du commando Holger Meins à Düsseldorf, où elle aurait pu faire des déclarations irréfutables sur la forme extrême de torture qui lui a été infligée pendant huit mois dans les sections silencieuses;
- avant son passage en jugement, alors que l'opinion publique internationale commençait à se développer et à émettre des critiques face à la parodie de procès qu'offrait Stammheim et à sa cynique exhibition de toute la violence impérialiste; le gouvernement fédéral avait compris qu'elle était prête à lui tomber dessus.

L'histoire d'Ulrike, c'est l'histoire de la continuité de la résistance.

Elle avait, pour le mouvement révolutionnaire une fonction idéologique d'avant-garde. Ce que visait Buback en montant un suicide déguisé: récupérer sa mort pour la propagande de l'Accusation fédérale comme « l'aveu de l'échec de la politique armée »; et anéantir moralement le groupe, son combat, et toute trace de son action.

La conception de l'Accusation fédérale qui a centralisé, depuis 1971, toutes les poursuites et les procédures contre la « R.A.F. », suit la ligne de la stratégie antisubversive conçue

par le Conseil de sécurité de l'O.T.A.N. : réduction de la résistance révolutionnaire à un problème de criminalité — avec comme étapes tactiques : l'élimination des leaders, l'infiltration, la désolidarisation et l'isolement des guérilleros.

Dans le cadre de la contre-stratégie de l'impérialisme germano-américain contre la guérilla, la justice est l'instrument qui mène la guerre — en poursuivant les guérilleros qui opèrent dans l'illégalité et en procédant à l'extermination des prisonniers de guerre.

Buback, — comme dit Schmidt, « un combattant énergique » pour cet Etat —, a compris et a mené cet affrontement comme une guerre : « J'ai fait la guerre. Ici, c'est une guerre avec d'autres moyens ».

Nous empêcherons que nos combattants soient assassinés dans les prisons ouest-allemandes, parce que l'Accusation fédérale ne peut résoudre le problème du refus des prisonniers d'arrêter le combat, autrement que par leur liquidation.

Nous empêcherons que l'Accusation fédérale et les organes de la Sûreté de l'Etat se vengent sur les combattants prisonniers pour les actions de guérilla qui se poursuivent à l'extérieur.

Nous empêcherons que l'Accusation fédérale utilise la quatrième grève de la faim collective des prisonniers pour la reconnaissance des droits minimaux de l'être humain, pour assassiner Andreas, Gudrun et Jan, comme le propage déjà ouvertement la guerre psychologique depuis la mort d'Ulrike.

Commando Ulrike Meinhof Fraction Armée Rouge

ORGANISER LA RESISTANCE ARMEE ET LE FRONT ANTI-IMPERIALISTE EN EUROPE DE L'OUEST.

MENER LA GUERRE DANS LES METROPOLES DANS LE CADRE DES LUTTES DE LIBERATION A TRAVERS LE MONDE.

Communiqué de presse de l'avocat Siegfried Haag annonçant sa démission

Heidelberg, 11 mai 1975

Le procureur fédéral Buback et la police de Sûreté de l'Etat ont entrepris d'essayer de me mettre en prison en s'appuyant sur un ensemble de présomptions fabriquées de toutes pièces.

Lors des perquisitions opérées à mon domicile personnel et dans mes bureaux, la police de Sûreté de l'Etat, aidée du procureur Zeis, lui aussi armé, s'est emparée d'une grande partie de mes dossiers concernant la défense de mes clients, des notes qu'ils contenaient se rapportant aux conversations pour préparer leur défense, ainsi que de la correspondance. Elle s'est emparée en même temps de mes propres notes pour le procès qui doit s'ouvrir très bientôt contre Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Ulrike Meinhof et Jan-Karl Raspe.

Cette destruction intentionnelle du dernier domaine où un inculpé emprisonné pouvait encore trouver quelque confiance — donc, de la confiance de l'accusé envers son défenseur —, peut être qualifiée vu le degré ici atteint, d'acte de violence ouvertement fasciste.

Dans un Etat qui inscrit à son programme l'extermination des révolutionnaires en mobilisant à cette fin sa législation, son administration et sa justice, qui torture les prisonniers politiques en les soumettant à un isolement systématique sur des périodes de temps démesurées, et à des lavages de cerveau dans des sections spécialement conçues à cet effet dans les prisons;

- dans un Etat dont les fonctionnaires ont exécuté Holger Meins et Siegfried Hausner;
- dans un Etat qui diffame Ses avocats en recourant à tout l'arsenal de la guerre psychologique qui utilise les

media pour mener ses campagnes de diffamation —, qui les exclut, les traite en criminels et tente finalement de les mettre en prison,

je ne laisserai pas plus longtemps ma liberté menacée,

je n'exercerai pas plus longtemps ma profession d'avocat.

Il est temps, pour qui veut lutter contre l'impérialisme, de s'attaquer à des tâches plus importantes.

Siegfried Haag

Déclaration de l'avocat Klaus Croissant à propos de la mort de Siegfried Hausner

Par une notification écrite du 18 juin 1975, adressée à l'Accusation fédérale à Bonn, l'avocat de Stuttgart Klaus Croissant, en accord avec les défenseurs des quatre membres survivants du commando Holger Meins, a porté plainte contre les fonctionnaires responsables du Conseil de Sécurité de l'Etat, qu'ils suspectent du délit de meurtre avec préméditation.

D'après les informations recueillies auprès des survivants emprisonnés, Siegfried Hausner a été, immédiatement après son arrestation, frappé à la tête à coups de crosse de pistoletmitrailleur par les policiers suédois. Les fractures qui s'en sont suivies ont été constatées par le docteur Henck, médecinchef nommé par le gouvernement, exercant à la prison de Stuttgart-Stammheim. D'après les observations des prisonniers survivants, les blessures par brûlures de Siegfried Hausner ne pouvaient pas être mortelles. Hausner avait encore pleine conscience après l'explosion. Ses actions, à ce moment. étaient claires et réfléchies. Avec Lutz Taufer, il a porté Bernhard Rössner, qui était grièvement blessé, hors du bâtiment de l'ambassade, à l'air libre. Il le porta même seul sur une partie du trajet, parce que le passage était encombré d'un croisillon en barbelés et des débris disséminés par l'explosion. Puis, avec Taufer, il est à nouveau entré dans l'ambassade afin de porter au dehors son camarade Ulrich Wessel mourant, ou probablement déjà mort. Siegfried Hausner, bien qu'en danger de mort, et sur les pressions massives du gouvernement allemand, a été transporté de Stockholm en R.F.A. Il a été amené à la clinique universitaire de Cologne. qui dispose de tous les moyens en matériel et en personnel pour le traitement intensif, la réanimation des blessés graves, et pouvait donc lui sauver la vie.

Sur pression des fonctionnaires de la Sûreté de l'Etat et

de l'Office fédéral de la police criminelle, il a été transféré à la prison de Stuttgart-Stammheim malgré son incapacité évidente à être transporté et mis en détention. Le transport seul faisait déjà courir un risque grave et injustifié à Siegfried Hausner pour sa vie. La station de réanimation existant à Stuttgart-Stammheim a été installée pendant le 145° jour de grève de la faim des prisonniers de la «R.A.F.», mais n'était pas destinée au traitement intensif que requièrent des fractures du crâne ou des brûlures graves. Le médecin affecté à la prison, le docteur Henck, spécialiste en psychiatrie, n'était pas de son côté spécialement qualifié pour donner les soins spécialisés que nécessitaient les prisonniers.

Siegfried Hausner ne pouvait plus parler du fait de ses blessures. Il a demandé par écrit, le 30 avril 1975, l'autorisation de me voir. J'ai été informé de son désir par une lettre du procureur fédéral datée du 30 avril, mais qui ne m'a été envoyée que le 5 mai, un jour après la mort de Siegfried Hausner.

La mort de Siegfried Hausner prouve que, pour certains prisonniers, l'institution du droit d'inaptitude à la détention et l'obligation de sauver par tous les moyens la vie d'un blessé grave, ne s'appliquent pas.

Siegfried Hausner aurait pu encore être sauvé à la clinique de l'Université de Cologne. Responsables du transport du blessé, étant donné son état, dans une prison qui n'était nulement équipée des installations ni pourvue du personnel médical nécessaires pour sauver un tel blessé, les fonctionnaires responsables de la Sûreté de l'Etat s'accommodent à fort bon marché de la mort du prisonnier.

Pour Siegfried Hausner, comme déjà pour Holger Meins, ce n'étaient pas les médecins appelés en urgence qui pouvaient décider de l'incapacité à la détention et des mesures médicales pour lui sauver la vie, mais les fonctionnaires de la police de Sûreté de l'Etat.

Klaus Croissant

A propos du plan de construction des cellules de torture

Lettre d'un prisonnier de Bruchsal à l'avocat Klaus Croissant.

Les caméras ne sont pas encore en place, mais au plafond de chaque cellule il y a deux niches qui y ont été creusées, et qui ne peuvent servir qu'à ça, puisque le chauffage est dans le sol — des résistances y ont été encastrées —, et l'aération se fait par un canal extérieur, un système d'aspiration/souf-flerie qui n'a rien à voir avec les niches du plafond.

Les pieds des lavabos et des W.-C. ont par ailleurs à nouveau été démontés dans les cellules spéciales. A la place il n'y a plus maintenant que des W.-C. à la turque, encastrés dans le sol, et il n'y a plus de raccordements apparents pour les lavabos. Très peu de travaux ont été effectués ces derniers temps, tout le quartier est maintenant totalement bouclé. La porte d'entrée de la section comporte même (malgré sa grande largeur) un guichet comme aux portes des cellules, afin de ne pas être obligé d'ouvrir la porte pour regarder. Par ailleurs dans toutes les autres cellules, les sols ont été arrachés et bétonnés (un treillis d'acier a été placé sous une couche de béton de dix bons centimètres).

Sinon il ne s'est rien passé, car jusqu'à ces deux derniers jours, la prison (les prisonniers aussi) avait ses trois semaines de vacances. Actuellement, ils bricolent un tableau d'acier géant, où arrivent toutes les lignes des systèmes de surveillance électroniques et d'alarme, ainsi que celles de l'alimentation électrique. On ne peut encore rien en tirer de concret.

Ce qui est certain, c'est que deux des cellules de torture sont privilégiées depuis avant hier, et une seule semble achevée.

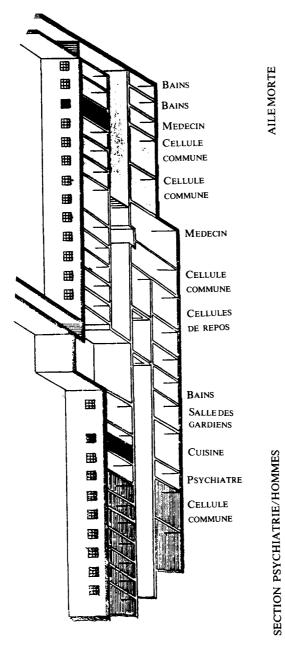
1. J'ai entendu donner des ordres devant la porte de ma cellule.

2. Ils commencent à percer les murs de deux cellules dans le mur extérieur devant la fenêtre et à y placer des crochets, où apparemment seront placés des blindages.

Va y comprendre quelque chose. Salutations!

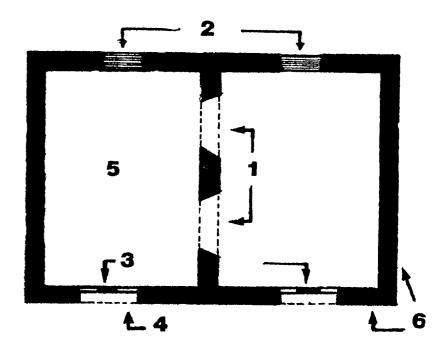
« Déprivation » par l'isolement

e mode d'occupation renforce encore les conditions d'isolement. Prison DE



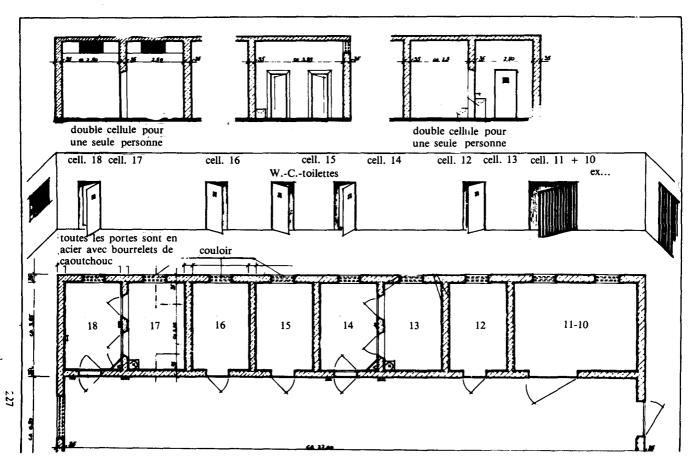
SCHEMA 2

PLAN DES CELLULES NOUVELLEMENT CONSTRUITES



- 1. Portes de liaison entre les deux cellules.
- 2. Fenêtres qui ne peuvent être ouvertes par les prisonniers. Devant les fenêtres, double grille et moustiquaire.
- 3. Cavités construites pour les caméras de télévision.
- 4. Doubles portes en acier étanches comme des portes de coffres-forts.
- Cellule de jour pendant qu'on perquisitionne dans la cellule voisine où l'on dort la nuit. Ces deux cellules sont conçues pour une seule personne.
- 6. L'ensemble est, du sol au plafond, revêtu d'un treillis métallique que couvre une forte couche de béton de 8 cm. Puis encore 5 cm de béton, de la fibre de verre et une couche isolante; encore une fois 10 cm de béton armé, et on arrive au vieux mur en brique. Dans cette cellule totalement insonorisée, on est un véritable mort-vivant.

COUPE D'UNE CELLULE EN SITUATION



tocuments

Les expériences de « camera silens » et la torture

Recherche fondamentale sur l'isolement social et la privation sensorielle dans le cadre d'un programme de recherches sur l'agressivité, faite à Hambourg-Eppendorf.

Dans les services psychiatrique et neurologique de la clinique universitaire de Hambourg-Eppendorf, des recherches concernant la privation sensorielle ont été projetées et réalisées dans le cadre du programme spécial de recherches 115, depuis 1971. Ce projet, financé par la Société allemande de Recherches (D.F.G.) — qui lui a alloué une somme de 2,8 millions de deutschmarks —, appartient à cette série de recherches qui ont commencé il y a plus de vingt ans aux Etats-Unis dans une perspective avant tout militaire, ayant pour objet d'étudier scientifiquement les phénomènes qu'entraînent les lavages de cerveau, et qui se continuent depuis par les expériences sur l'isolement.

Le directeur de ce programme spécial de recherches à Hambourg, le professeur de psychiatrie et spécialiste des expériences concernant l'isolement, J. Gross, a décrit, en collaboration avec Svab, le but de ces recherches dans un article publié dès 1967 à Prague, et dont le titre était : « L'isolement social et la privation sensorielle, et leurs ASPECTS INTERESSANT LA PSYCHOLOGIE LEGALE.

« Gross et Svab, lors de leurs expériences, avaient déjà constaté que l'action simultanée de la privation de tout stimulant sensoriel et de l'isolement social entraînaient comme conséquence l'apparition des sentiments de peur, d'inquiétude, de réactions dépressives et agressives. Nous pouvons à nouveau constater, à partir des expériences que nous avons conduites,

que dans ces conditions de stimulation sensorielle LIMITEE. L'ELEMENT ISOLEMENT SOCIAL, confronté à la possibilité d'un contact social, EST UN FACTEUR PARTICULIEREMENT IMPOR-TANT. L'absence de possibilité d'éprouver lui-même la réalité rend celui qui est soumis à la privation sensorielle dépendant dans une très haute mesure de la personnalité de l'expérimentateur, et la signification même de la communication sociale, sous celle d'un porteur de l'information et des faits transmis par la société - même sous la forme rudimentaire des informations intercommunicatives —, prend alors pour lui une particulière importance. De ce point de vue, il est nécessaire aussi de comprendre combien le sujet de l'experience est ALORS PARTICULIEREMENT INFLUENCABLE ET FACILEMENT SUGGESTIBLE, comme l'ont montré les expériences de Hebb et Scott, et comme l'ont confirmé en 1964 plus tard les expériences de Südfeld. »

(Les passages en capitales ont été soulignés par les auteurs.)

Gross décrit exactement ici les effets et les possibilités d'utilisation de l'isolement social et de la « stimulation sensorielle LIMITEE », donc d'une privation sensorielle qui n'est pas aussi totale que dans la « camera silens » — où même les bruits propres émis par le sujet peuvent être étouffés —, mais qui correspond à peu près aux conditions des sections silencieuses.

Dans leur étude, Gross et Svab écrivent encore : les nazis « ont utilisé dans la plupart des cas l'isolement comme moyen pour obtenir de leurs victimes l'aveu de faits cachés ». De plus « nous devons parler aussi de l'emploi criminel de la force dont se sont rendues coupables les commissions chargées des enquêtes et la justice à l'époque du culte de la personnalité en Union soviétique » ... qui forçaient « les accusés à avouer des faits qu'ils n'avaient en vérité pas commis ».

Le rapport politique qu'établissent ici clairement Gross et Svab entre la torture/les lavages de cerveau réalisés par l'isolement sous le fascisme nazi et pendant l'ère stalinienne, y compris la question de l'obtention, par anéantissement, d'aveux vrais ou faux, apparaît dans le programme 115 sous le couvert du mot « agressivité ». La garniture scientifique donnée à la thématique du projet d'ensemble « Aspects psycho-somatiques pour le diagnostic psychologique et aspects thérapeutiques de l'agressivité » sert à camoufler le véritable but de ce programme de recherches. D'après le programme, le but avoué est « le développement de stratégies permettant d'éliminer les causes... des comportements agressifs interfé-

^{1.} LAUSCH, Manipulation: les atteintes contre le cerveau, 1972.

rants ou de les réduire, de les canaliser ou de les contrôler par des mesures psychothérapeutiques ».

Les différents projets expliquent concrètement ce qui doit être mesuré et comment :

Projet A-7: « L'agressivité dans des situations expérimentales où les stimulations sont pauvres, et ses

corrélats physiologiques et biochimiques. »

Projet A-8: « L'interaction sociale dans une situation expérimentale sur un groupe formé d'éléments incompatibles, où l'on examinera plus particulièrement l'agressivité. »

Ce qui sert d'instrument de recherche pour ces projets, c'est la « camera silens », une pièce spécialement conçue pour l'isolement, qui permet un isolement acoustique et optique complet, et dans laquelle les réactions du sujet-témoin enfermé consécutives à l'isolement, peuvent être mesurées :

- 1) production verbale (enregistrement sur magnétophone avec analyse quantitative annexe du contenu linguistique);
- 2) motricité et comportement, par la mesure magnétique des mouvements (sonde de Förster);
- 3) mesures polyphysiographiques: E.E.G., P.G.R., E.C.G., respiration, circulation sanguine;
- 4) mesures biochimiques: modifications hormonales dans les glandes surrénales et hormone du stress dans l'urine.

Par la mesure de toutes ces données, il doit donc être possible d'analyser scientifiquement « la réduction, la canalisation ou le contrôle de comportements agressifs interférants », de mesurer les réactions de résistance et de les rendre « soignables ». Comme moyen utilisé pour une telle « thérapie », Gross et Svab nomment, dans leur étude publiée à Prague en 1967, le caracture de « plus grande influençabilité et de plus grande suggestibilité du sujet soumis à l'expérience », produites particulièrement par l'isolement social (cf. citation plus haut). Après cette citation, ils ajoutent :

« Cet élément peut certainement jouer un rôle positif dans la « poenologie » (la science des peines), et principalement quand il s'agit de la REEDUCATION d'un individu ou d'un groupe, et là où l'utilisation prudente de ce type de dépendance unilatéral et la manipulation de tels états peuvent influencer de manière efficace le PROCESSUS DE REEDUCATION. Même en criminologie, lors de l'enquête auprès des accusés

ou auprès des témoins, l'utilisation de la dépendance par rapport à l'enquêteur a toujours été la TECHNIQUE TRADITION-NELLE D'ENQUETE POUR OBTENIR LES AVEUX ou COMMUNICA-TION DE FAITS CACHES. »

(Les passages en capitales ont été soulignés par les auteurs.)

Même sans cette déclaration sans fard de Gross sur ses recherches sur l'isolement, les raisons pour lesquelles cette recherche fondamentale a été si largement financée sont claires; claire aussi — dans ce système impérialiste dont les seuls buts sont l'oppression et l'exploitation du peuple, la destruction de tout mouvement révolutionnaire —, l'utilisation que l'on ne peut manquer de faire de ces résultats:

- « rééducation de l'individu ou d'un groupe » ;
- « obtention des aveux de culpabilité » ;
- « obtention de la communication de faits cachés » et donc lavages de cerveau, torture, destruction.

C'est ainsi que l'on retrouve les résultats de ces recherches sur l'isolement dans les dossiers du ministre de la Justice Posser¹, l'un des principaux responsables de la torture exercée dans les sections silencieuses de Cologne-Ossendorf. Dans un article de l'hebdomadaire *Die Zeit* — du 1^{er} mars 1974 —, sous le titre « Torture en R.F.A. ? », on peut lire :

« Ce qu'il faut comprendre sous le terme de privation sensorielle, ou de privation des sens, a été expliqué par le médecin-chef, responsable de la prison du Land de Nordrhein-Westphalie, Petri, en note d'un dossier adressé au ministre de la Justice Diether Posser, bien avant la fin de l'année: ... « une privation complète et pendant une longue période de toutes les impressions sensorielles à titre expérimental. Cette expérience produit un besoin intense d'impressions sensorielles et de mouvement corporel, une forte suggestibilité, des difficultés à penser, une impossibilité à se concentrer, un état dépressif, éventuellement des hallucinations et correspond alors à l'ensemble des symptômes que l'on peut constater en cas d'isolement social extrême, comme on a pu l'observer, au moins partiellement, chez les naufragés ou bien des mineurs restés ensevelis. »

Mais le médecin de l'administration n'avait certainement pas acquis sa connaissance de ce qu'est la déprivation et de ses conséquences dans la prison de Cologne-Ossendorf, où se

^{1.} Ministre de la Justice du Land de Nordrhein-Westphalie.

trouvaient Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin et Astrid Proll. Il s'appuyait plutôt sur les expériences d'un centre de recherches de Hambourg, qui ont été mises au point avec des sujets-témoins volontaires dans une « camera silens », une pièce hermétiquement close et insonorisée. Déjà dans ces conditions, les phénomènes de défaillance psychique apparaissent au bout de quelques heures seulement. »

Les chercheurs sur l'isolement de Hambourg, travaillent en étroite collaboration avec la « Bundeswehr » : pour les expériences A-7 et A-8 en « camera silens », les sujets qui ont été utilisés sont des soldats de la « Bundeswehr ». En échange — comme le révèle une correspondance échangée entre les responsables du programme de recherche S.F.B. 115 et l'armée —, l'armée pose au S.F.B., entre autres conditions, que toute publication de quelque ordre que ce soit sur ces expériences doit recevoir son autorisation.

Ainsi le professeur Meyer — avec Gross, l'un des directeurs du programme — a participé en 1973 à un congrès « scientifique » organisé par l'O.T.A.N. à Monte-Carlo sur l'« agressivité ».

Les Comités contre la torture ont décidé de rendre public le travail du Projet spécial de recherche, pour dénoncer la recherche fondamentale autour des méthodes de torture qu'on essaie de développer, étant donné qu'elles étaient déjà utilisées en R.F.A.², et ainsi ont obligé Gross, Meyer et consorts à prendre publiquement position, bien qu'ils se fussent efforcés jusque-là de garder le secret.

Les chercheurs au service de la domination impérialiste ont alors entamé de grotesques manœuvres de défense. L'Accusation: « on recherche ici comment on peut torturer des hommes en les soumettant à l'isolement et comment on peut ainsi les rééduquer », cette accusation a été récusée par le praesidium de l'Université comme une « infâme diffamation³ ». En même temps, le même praesidium n'a pas exclu que « les résultats des recherches pourraient être employés à mauvais escient dans les lieux de détention pour affiner les méthodes⁴ ».

Gross avait déjà affirmé en été 1973 qu'il n'était pas d'accord si les résultats de ses recherches étaient utilisés à mau-

Qu'aucun de ces chercheurs sur l'isolement n'ait pris position contre la torture par isolement pratiquée depuis des années, bien qu'ils y aient été confrontés, — au lieu de cela, tout ce que l'on trouve dans leurs déclarations, ce ne sont que des proclamations impudentes par souci de se mettre à l'abri et des mensonges —, cela confirme le caractère impérialiste de ces recherches, ne serait-ce que par le comportement de ceux qui les produisent.

Cette science est une science de la guerre, fondement et partie de la « counter-insurgency » que la bourgeoisie développe et utilise contre les mouvements de libération anti-impérialistes.

vais escient à des fins militaires⁵. Comme si les impérialistes allaient lui demander son avis! Le professeur Mayer s'exprime d'une manière tout aussi risible: « Nous ne manquerons pas d'alarmer l'opinion publique si nous apprenons que nos travaux sont employés à mauvais escient.⁶ »

Qu'aucun de ces chercheurs sur l'isolement n'ait pris posi-

^{2.} Hamburger Abendblatt, 15 décembre 1973 : « S.F.B. 115, une nouvelle méthode de torture ? ».

^{3.} Frankfurter Rundschau, 20 décembre 1973.

^{4.} Die Welt, 19 décembre 1973.

^{5.} Kursbuch, 32, p. 126.

^{6.} Hamburger Abendblatt, 19 décembre 1973.

Index

Articles 129 et 129a du Code Pénal

L'article 129 du Code pénal traite des « délits portant atteinte à la Sûreté de l'Etat ». Doit être punie toute participation à une « association criminelle », que ce soit pour l'avoir fondée, pour en être membre, qu'on recrute pour elle ou qu'on la soutienne. Est considérée comme « association criminelle » une association dont les buts et l'activité visent à commettre des actes punis par le Code pénal.

L'article 129 est un instrument servant à combattre la subversion et les partis politiques interdits. Après l'interdiction du K.P.D. par la Cour constitutionnelle en 1956, des milliers de communistes ont été poursuivis sous l'accusation de « participation à une association criminelle » parce qu'ils ne voulaient renoncer à leurs convictions politiques ni en parole, ni en acte.

L'article 129 est devenu depuis (après la législation du K.P.D. sous la forme du D.K.P. en 1968) l'instrument principal pour engager des poursuites pénales contre la lutte armée anti-impérialiste en R.F.A. L'utilisation de cet instru-

ment juridique est une fonction de la « counter-insurgency ».

Bien que l'on reproche à la « R.A.F. » de vouloir « renverser par la violence le système de société et de Constitution de la R.F.A. », l'appareil d'Etat se garde bien d'en tirer les conséquences : les accusations se font en assimilant les délits politiques à des délits criminels ; on ne les accuse pas de « haute trahison », mais de « participation à une association criminelle ».

Depuis septembre 1976, l'article 129 a été élargi par l'adjonction d'une nouvelle loi d'exception l'article 129a : « L'association terroriste». Les peines ont été portées jusqu'à dix ans de prison. Les arrestations peuvent maintenant se faire pour le simple motif de « fortes présomptions de culpabilité ». L'incarcération n'a plus besoin d'être justifiée par des raisons telles que le danger de fuite et la destruction de documents. C'est ni plus ni moins que la remise en vigueur de la « détention préventive » utilisée par les nazis.

Article 231a du Code de Procédure pénale

L'article 231a du Code de Procédure pénale a été introduit par la loi d'exception du 18 décembre 1974 (« lex R.A.F. »), juste avant le début du procès de Stammheim contre les prisonniers de la « R.A.F. » pour pouvoir continuer la procédure principale même en leur absence.

Après que les autorités de la Sûreté de l'Etat aient détruit la santé des prisonniers par un isolement de longue durée, et bien que des experts médicaux indépendants aient constaté qu'ils étaient pratiquement incapables de comparaître, le tribunal a eu recours à cette loi d'exception comme prévu: le déroulement des débats en l'absence des inculpés fut déclaré légal. C'était en même temps reconnaître officiellement la détention-extermination et la torture par isolement comme moyens de liquider les prisonniers politiques.

André Beaufre

Ancien chef d'état-major au Quartier général de l'O.T.A.N. en Europe, stratège en chef français qui a fait ses armes pendant la guerre d'Algérie.

Auteur de: L'O.T.A.N. et l'Europe, et de La guerre révolutionnaire comme nouvelle image de la guerre.

B.G.S.

Voir G.S.G. 9

B.K.A.

Abréviation de « Bundeskriminalamt »/Office fédéral de la police criminelle.

Le B.K.A., qui siège à Wiesbaden (Hesse), ne servait à l'origine que de coordinateur entre les polices des Länder, indépendantes du gouvernement fédéral. Depuis 1969 - depuis que le S.P.D. participe au gouvernement fédéral —, le B.K.A. a été perfectionné pour devenir du jour au lendemain le levier central de commande du gouvernement. Sous la direction de Herold, technologisation intense (construction d'un des plus grands ordinateurs du monde impérialiste). Le B.K.A. travaille en étroite liaison avec Interpol et les onze polices des Länder de la R.F.A.; en plus, il entretient des relations bilatérales avec certains pays d'Europe de l'Ouest, par exemple la Suisse et le Danemark - Interpol

n'étant pas compétent pour les délits politiques.

Depuis les attaques de la « R.A.F. » en 1972, le B.K.A., avec son département TE (terrorisme), est le siège central de la lutte anti-guérilla. (Selon sa propre expression, « la guérilla en métropole est l'unique problème non résolu par la R.F.A. par le gouvernement du S.P.D.).

Le département TE développe la stratégie de la « counterinsurgency » pour la R.F.A. et l'Europe de l'Ouest : extermination des guérilleros prisonniers par la torture par isolement, et programmes dans le cadre de la guerre psychologique. Pour cela il s'appuie sur les expériences des forces U.S. au Vietnam.

C'est le département TE qui a concu la détention-extermination et qui a contrôlé sa mise à exécution par l'Accusation fédérale et la Cour fédérale — et ceci jusque dans le plus petit tribunal et la dernière prison. Le département TE développe des programmes pour désorienter la population sur les buts politiques de la guérilla; pour organiser les campagnes de presse relatant les actions anti-guérilla, comme les recherches menées à grande échelle, les arrestations et les procès; — enfin, pour élaborer des propositions de lois. Le B.K.A. travaille donc en étroite collaboration avec l'Accusation fédérale, dont il est l'organe auxiliaire. Le B.K.A./département TE se conçoit - et c'est dans cette optique qu'il est utilisé par le gouvernement fédéral - comme le promoteur de la « counterinsurgency ». A l'intérieur de la R.F.A., le B.K.A., par l'intermédiaire de la conférence permanente des ministres de l'Intérieur pour la sécurité intérieure, exerce son influence au niveau gouvernemental le plus élevé: par ses propositions de mesures législatives, d'accords administratifs bilatéraux avec les autres Etats d'Europe de l'Ouest - avec ceux par exemple qui ont

signé les traités d'Etat sur les procédures d'extradition : donc avec la Suisse, la France, les Pays-Bas. L'Allemagne fédérale joue comme opérateur U.S. à l'égard de l'Europe de l'Ouest : conformément à cela, des fonctionnaires du B.K.A. (ou les fonctionnaires de la police des Länder contrôlés par le B.K.A.) enquêtent dans des Etats d'Europe: en Turquie, en Grèce (affaire Pohl), aux Pays-Bas, en Italie et en France (affaire Abou Daoud). Dans toute action de guérilla en Europe, les fonctionnaires du B.K.A. apparaissent sur place: à Stockholm en avril 1975, Beilen en décembre 1975. Vienne en décembre 1976...

Au cours de conférences d'experts, il prépare les prises de position politiques du gouvernement fédéral. Ainsi l'abolition du statut de prisonniers politiques des détenus de l'I.R.A. par le gouvernement britannique a été décidé à l'initiative du gouvernement de l'Allemagne fédérale. Les relations traditionnelles, comme celles avec Interpol, sont utilisées pour une nouvelle structuration: il s'agit avant tout ici de dépolitiser les faits politiques pour lesquels Interpol n'a pas le droit d'intervenir.

Par l'intermédiaire de la « Commission pour les questions concernant les services secrets », qui est présidée par le chef du B.K.A., le B.K.A. est en étroite collaboration avec les services de renseignements civils et militaires de la R.F.A. et de l'O.T.A.N.

SIEGFRIED BUBACK

Procureur fédéral, à la tête des plus importantes autorités en matière de poursuites pénales en R.F.A. Il tenait la position de levier entre la justice politique et les services secrets. Exécuté à Karlsruhe le 7 avril 1977; c'est le commando Ulrike Meinhof de la « R.A.F. » qui en revendique la responsabilité.

COMMANDO HOLGER MEINS

Le 14 avril 1975, le commando Holger Meins a occupé l'ambassade d'Allemagne à Stockholm et a pris en otage treize fonctionnaires de l'ambassade - parmi eux, l'ambassadeur en personne. Le commando de la « R.F.A. » exigeait la libération des vingt-six militants de la « R.A.F. » tenus prisonniers. Le gouvernement de la R.F.A. la refusa (Schmidt, devant le « Bundestag » : « Libérer cette bande serait le plus grand danger couru par la R.F.A. depuis sa fondation ») et envoya à la place des unités spéciales de police qui, avec la collaboration « efficace » de la police suédoise, se décidèrent pour une solution militaire.

On fit évacuer les environs immédiats de l'ambassade; on coupa le téléphone qui permettait au commando de communiquer avec les media — l'opinion publique; la télévision allemande reçut l'ordre du gouvernement fédéral, d'arrêter les retransmissions en direct. Ce qui signifiait qu'on ne devait plus avoir besoin de la télévision cette nuit-là, qu'il était préférable qu'il n'y ait plus aucun témoin. On avait soigneusement préparé... l'explosion.

L'explosion qui se déclencha vers minuit au dernier étage de l'ambassade où se trouvaient barricadés le commando et les otages. Or quelques minutes avant l'explosion, un groupe du M.E.K. de Hambourg se trouvait dans l'escalier du dernier étage de l'ambassade. La police pouvait écouter les pièces occupées avec des appareils spéciaux, et savait donc où se trouvaient les charges déposées par le commando. Il ne leur restait plus à ces spécialistes de la Sûreté de l'Etat ouest-allemand qu'à faire exploser ces charges, à l'aide de l'allumage initial ou d'un allumage électronique. Un des combattants Ulrich Wessel, fut tué sur le coup, les autres membres du commando et les otages grièvement

blessés (dont Siegfried Hausner qui ne devait jamais s'en relever). La Sûreté de l'Etat lança aussitôt des informations dans la presse selon lesquelles l'explosion des charges d'explosifs était due ou à une erreur du commando, ou même à la volonté du commando de se faire sauter et de faire sauter les otages.

« COUNTER-INSURGENCY »

Le concept de « counterinsurgency » a été introduit par les impérialistes américains. Le Pentagone le définit comme « les opérations militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiles exécutées par un gouvernement pour briser toute insurrection subversive ». (Dictionnaire des expressions militaires américaines pour servir à leur utilisation dans le langage courant.)

Dans le même dictionnaire, l'« insurgency » (insurrection) est définie comme « une situation qui résulte d'une révolte ou d'une rébellion contre un gouvernement établi, mais qui n'est pas encore une guerre civile. Dans le contexte actuel, l'insurrection subversive est inspirée, soutenue et exploitée essentiellement par les communistes! ».

En Europe, c'est avant tout l'anglais Frank Kitson qui s'est distingué comme spécialiste de la « counter-insurgency ». Son ouvrage (Low intensity operations, Londres, 1971) est la tentative, à partir d'expériences pratiques acquises dans la lutte contre la guérilla, de concentrer les dimensions militaires et de propagande en une stratégie homogène de la lutte contre la guérilla.

La thèse de Kitson est qu'il faut politiser l'action militaire et

militariser la politique, par un système très différencié de travaux civils et militaires, si l'on veut valablement opposer une conception à la guérilla.

Kitson comprend la guérilla politiquement et attribue une importance primordiale à l'aspect idéologique de la propagande. Le concept d'« anti-terrorisme » de la Sûreté de l'Etat ouest-allemande est calqué en tous points sur le modèle de Kitson². Extermination militaire sans condition de la guérilla et, parallèlement, offensive idéologique par la propagande : alertes à la population, journées nationales de recherches sur tout le territoire, soi-disant menaces contre des objectifs civils tels que les gares centrales, les centres de ravitaillement en eau potable, ainsi que séries d'interviews dans les journaux sur les scènes de terrorisme, etc. Voici les ingrédients côté propagande³.

G.S.G. 9

Abréviation pour « Grenzschutzgruppe 9 »/Groupe 9 de la police pour la protection des frontières.

Le G.S.G. 9 est une unité spéciale, forte de 170 hommes, appartenant au « Bundesgrenzschutz »/B.G.S. (police fédérale des frontières). Le G.S.G. 9 est sous les ordres directs du ministre fédéral de l'Intérieur. Il est équipé de tous les raffinements techniques imaginables, avec des hommes « qui maîtrisent la technique, peuvent rendre un adversaire, qu'il soit armé ou non, sans bruit et rapidement, dans l'incapacité de se défendre ».

Genscher, le ministre des Affaires étrangères, a nommé ce groupe

^{1.} M.T. KLARE, Guerre sans fin, New York, 1972.

^{2.} Voir à ce propos Rolf TOPHOVEN, Guérilla et terreur aujourd'hui, Bonn, 1976.

^{3.} Département TE, voir B.K.A. Cf. aussi Nouvelles techniques de la répression, Post bus 3806 Breda/Hollande.

d'intervention contre la guerre civile : « police anti-terroriste ».

FRIEDRICH HACKER

Psychiatre autrichien, actuellement professeur à la faculté de médecine de l'Université de Californie. Hacker s'occupe des « recherches sur l'agressivité », et a fait une série d'expériences sur des guérilleros et pirates de l'air emprisonnés.

Il est conseiller du Pentagone, du F.B.I. et du B.K.A. pour les questions de lutte antiinsurrectionnelle.

SIEGFRIED HAUSNER

Cf. Commando Holger Meins.

HORST HEROLD

Depuis 1971, Herold est président du B.K.A., chargé de la direction centrale de toutes les opérations policières contre le « terrorisme ». Il est « célèbre » pour avoir lancé, à la télévision, la première opération Terreur/mobilisation tous azimuts, sur tout le territoire de la R.F.A., contre la « R.A.F. » en 1972.

« INFO »

Système d'information et de communication établi entre les prisonniers de la « R.A.F. ». Il a pris la forme de lettres comme « arme légale » pour lutter contre la solitude des détenus à travers les prisons disséminées sur tout le territoire de la R.F.A., et en même temps contre l'isolement total de chacun des prisonniers de la « R.A.F. », coupés de la communication normalement possible pour des détenus seulement à titre préventif.

Bien que L'Info ne soit qu'un ersatz de moyen de communication, elle a une importance existentielle: c'est l'auxiliaire le plus important pour les prisonniers dans leur lutte contre l'isolement.

L'Info est la tâche essentielle des défenseurs des prisonniers de la « R.A.F. ». C'est pourquoi la Sûreté de l'Etat a tenté depuis le début de rendre illégale L'Info en prétendant qu'elle servait à faire passer « des messages clandestins et des ordres de l'intérieur à l'extérieur », et de faire des avocats « porteurs des messages », des criminels. « Collaboration à L'Info » est le stéréotype qui sert à étoffer les procédures pénales pour soutien à la guérilla, engagées contre les avocats Croissant, Ströbele et Groenewold, et d'autres procédures en instance d'instruction contre d'autres défenseurs.

Le seul fait qu'entre temps le B.K.A. ait saisi 9 000 feuilles *L'Info* prouve à quel point l'affirmation de l'illégalité de *L'Info* est absurde.

KATHARINA HAMMERSCHMIDT

Cat Hammerschmidt était une militante de la « R.A.F. » à qui on a refusé en prison les soins médicaux, moyen que la Sûreté de l'Etat utilise aussi pour liquider les prisonniers politiques.

Cat se plaignait en prison de graves douleurs à la gorge et dans la poitrine, de difficultés à avaler et à respirer. Alors que son cou avait enflé et atteint la grosseur d'une tête d'enfant, le médecin de la prison diagnostiquait : « nihilitis chronica » (rien chronique) en disant que cela venait de ce qu'elle criait trop par la fenêtre. Son transfert à l'hôpital a été reculé jusqu'à ce que Cat n'arrive presque plus à respirer, jusqu'à ce que sa maladie soit reconnue inguérissable. Lorsque Cat put enfin être examinée par un médecin normal, celui-ci diagnostiqua une tumeur dans la poitrine de la grosseur d'une tête d'enfant. Cat devait en mourir en 1975.

M.A.D.

Abréviation pour « Militärischer Abschirmdienst »/Service de conuc-

espionnage militaire, le plus petit service secret allemand.

M.E.K.

Abréviation pour « Mobiles Einsatz Kommando »/Commando mobile d'intervention. Unités spéciales de la police allemande constituées d'après le modèle américain pour les « tâches particulièrement difficiles ».

Le premier M.E.K. a été constitué et entraîné dans le Land de Bade-Wurtemberg fin 1971 - début 1972. Depuis, chaque Land dispose de plusieurs de ces troupes policières de tueurs. Un M.E.K. se compose en général de 24 flics spécialement sélectionnés, qui, lors de leur formation, sont notamment conseillés par un psychologue, dont le travail consiste à neutraliser d'éventuelles « résistances à tuer ».

De mai 1974 à septembre 1974 les flics ont tiré à vue sur 39 persones — pour autant qu'on ait pu le savoir enfin par la presse.

GERHARD MÜLLER

Gerhard Müller a été arrêté en juillet 1972 comme membre de la « R.A.F. ». La Sûreté de l'Etat et l'Accusation fédérale semblent avoir conçu très tôt le projet d'utiliser Müller comme « témoin de la couronne » dans la parodie de procès monté à Stammheim contre la « R.A.F. ». Après deux ans d'isolement, de manipulations destinées à le lessiver, de pressions sur sa famille, ils obtinrent son effondrement.

Müller s'est désolidarisé des prisonniers de la « R.A.F. » au cours de la troisième grève de la faim collective, après l'assassinat de Holger Meins en novembre 1974. Depuis, il se met activement au service de la contre-propagande, dans le cadre de la guerre psychologique, contre la « R.A.F. » et contre la guérilla en général, par ses propres déclarations, comptes rendus, lettres de lecteur adressées

aux journaux, qui tous visent à diffamer la « R.A.F. ». Il dénonce l'un après l'autre les membres du groupe, leur lieu d'habitation, donne des détails sur leurs actions... Poussé par la haine des traîtres envers ceux qu'ils ont vendus, il s'acharne particulièrement sur Andreas, s'applique à refabriquer ses dépositions, qui seront utilisées au cours même du procès.

Le conseil de Sécurité, de son côté, utilisait le fait que Müller aurait abattu un policier à Hambourg, ce pour quoi il risquait la prison à vie. En contrepartie de sa trahison, toutes les dépositions de Müller - d'où ressortait sa participation de fait à l'assassinat du policier et à d'autres actions de la « R.A.F. » — sont désormais gardées au secret sur la consigne du ministre de la Justice fédérale, Vogel. A son procès en 1975-1976 il n'a été condamné qu'à dix ans de détention; la peine de mort n'a pas même été envisagée.

Le sommet de son activité de traître a été son entrée en scène comme témoin à Stammheim: un fiasco pour l'Accusation fédérale. La défense a non seulement pu prouver que les dépositions de Muller avaient été préparées par la Sûreté de l'Etat, mais elle a pu révéler le rôle politique que celui-ci devait jouer dans la guerre psychologique menée contre la « R.A.F. ». Il devait non seulement livrer de pseudo-faits accablants permettant la condamnation « juridique », mais ses dépositions visaient surtout la structure de la guérilla, qu'il a cherché à présenter sans cesse comme une structure de relations de marché (c'est-à-dire selon ses propres schémas, comme le confirme sa trahison). A cette attaque, les prisonniers de Stammheim ont apporté, les témoignages irréfutables de onze des leurs. (Cf. la déposition de Brigitte Mohnhaupt et de Helmut Pohl au procès de Stammheim.)

Müller est avec Ruhland le deuxième ex-militant de la « R.A.F. »

retourné et acheté par la Sûreté de l'Etat grâce à la torture et au lavage de cerveau. Avec lui la Sûreté de l'Etat a fait un projet de loi en 1974-1975 sur les « témoins de la couronne ». Exigences de Müller comme prix de sa trahison: exemption de la peine de mort, nouvelle existence dans un autre Etat avec une nouvelle identité, versement d'un million de marks. le tout expressément mentionné dans la proposition de loi transmise par le ministre de la Justice au Land de Nordrhein-Westphalie, Posser, au Parlement. La tentative d'introduction du « témoin de la couronne » dans la Constitution de la R.F.A. échoua.

Si on ajoute que le ministre fédéral de la Justice, jusqu'à la fin du procès de Stammheim, empêche les actes de clôture avec pour motif que la relaxation nuirait au bien de l'Etat, on voit quel degré de corruption a atteint la R.F.A. dont la moralité et la légitimation dépendent de la caution inconditionnelle donnée par l'Etat à un assassin doublé d'un traître qu'il a acheté.

NEUES POLIZEIGESETZ

Nouvelle loi sur la police.

En 1972, les ministres de l'Intérieur (du gouvernement et à l'échelon des Länder) ont mis sur pied un programme pour la « sécurité intérieure ». Une partie essentielle en est l'homogénéisation du droit de la police et l'extension des compétences de la police.

Après quatre ans de consultations, une loi doit maintenant être votée, qui autorise la police à tirer à vue pour tuer, à utiliser des mitraillettes et des grenades (même s'il y a risque de blesser d'autres personnes par des éclats, etc.), à ouvrir des voitures par effraction, à fouiller et à appréhender des personnes non suspectes, également à pénétrer et à perquisitionner la nuit dans les appartements privés, même si les personnes ne sont accusées d'aucun délit. Voir à ce propos une interview donnée au *Spiegel* par le ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat Heinz Schwarz, le 2 août 1976.

O.L.G.

Abréviation pour « Oberlandesgericht » la plus haute cour de chaque Land, dont les décisions ne peuvent être annulées formellement que par le « Bundesgerichtshof » (Cour fédérale) ; ce qui n'a eu lieu jusqu'à présent que dans un cas de prononcées étaient considérées par le B.G.H. comme trop peu élevées.

THEODOR PRINZING

Juge, président de la Cour dans le procès de Stammheim jusqu'au 21 janvier 1977. Le rôle que Prinzing a joué dans ce procès ressort parfaitement des textes: c'est une marionnette du Conseil de Sécurité de l'Etat, un masque de l'Accusation fédérale, qui exécute les ordres sans discuter.

C'est lui qui a assuré que l'assassinat de Holger Meins pouvait marcher:

Le 9 novembre 1974, Prinzing est informé par l'avocat Haag que Holger Meins ne peut plus se lever et qu'on lui refuse pour cette raison le droit de visite. On demande à Prinzing d'exiger de la direction de la prison que l'avocat Haag puisse quand même effectuer ses visites. Prinzing déclare ne pas être compétent pour le faire. Après des pourparlers, l'avocat obtient le droit de s'entretenir avec son mandant; on amène Holger Meins sur une civière. Après l'entretien, l'avocat Haag essaie de joindre Prinzing au téléphone, Prinzing fait dire qu'il est absent. Haag téléphone alors à l'avocat Croissant et lui remet une lettre que celui-ci porte directement au domicile de Prinzing. La lettre disait:

« J'ai rendu visite, aujourd'hui 9 novembre 1974, au prisonnier Holger Meins à la prison de Wittlich. Holger Meins pèse moins de quarante-deux kilos, il ne peut plus marcher, il ne peut presque plus parler. Il est en train de mourir. Dans un jour au plus tard, il sera mort. Vous êtes responsable de sa mort, car c'est vous qui décidez des conditions de détention...

Admettez sans tarder un des médecins de confiance proposés par la défense, »

Prinzing n'en fit rien. Trois heures plus tard Holger Meins était mort

Au cours du procès, Prinzing a sans cesse prouvé sa partialité. C'est lui qui a transmis à Albrecht Mayer, juge auprès de la Cour fédérale, le procès-verbal des dépositions de Müller, témoin de l'accusation. Et celui-ci les a fait parvenir au journal *Die Welt* (groupe de presse Springer). Après la 89° requête en suspicion légitime, déposée par la défense, Prinzing a été suspendu au printemps 1977, un peu avant la fin du procès. Il a été remplacé par son assesseur Eberhard Foth.

ASTRID PROLL

Militante de la « R.A.F. », qui a été détenue dans le quartier de la mort, section silencieuse, de Cologne-Ossendorf. La torture par isolement dans cette section a causé chez Astrid une telle baisse de tension qu'elle a bien failli trouver la mort. Astrid ne s'en est jamais remise. Bien que libérée depuis, elle est aujourd'hui encore dans un état grave.

RAUSCHKE

Professeur de médecine légale, et médecin légiste auprès des tribunaux. C'est Rauschke qui a effectué, sur demande des autorités judiciaires, l'autopsie de Siegfried Hausner et celle d'Ulrike Meinhof. Le résultat est qu'il n'a pas vu que Hausner avait plusieurs fractures du crâne. Il a découpé le corps d'Ulrike Meinhof de telle façon que le médecin qui a effectué la

contre-autopsie n'a même pas pu reconnaître la cicatrice de sa césarienne, longue de 15 centimètres.

Selon le rapport d'autopsie provisoire de Rauschke, « aucune fracture du crâne » n'avait été relevée chez Siegfried Hausner. Cette information a été propagée par l'Accusation générale de Stuttgart le 5 mai 1975 mettant sa mort au compte d'un œdème pulmonaire infecté. En réalité, d'après le rapport d'autopsie, ni les fractures du crâne, ni les autres lésions, particulièrement celles dues à des coups de crosses, n'ont reçu d'explication.

Sur la demande de l'Accusation fédérale, ni le rapport d'autopsie, ni les actes relatifs aux conditions de sa mort ne devront être en aucun cas introduites au procès devant la Cour de Düsseldorf.

SCHWALMSTADT

Prison dans le Land de Hesse dans laquelle Andreas Baader était incarcéré, et où il a été, pendant une grève de la faim, en été 1973, privé d'eau pendant 9 jours.

S.P.K.

Abréviation pour « Sozialistisches Patienten-Kollektiv »/Collectif socialiste de patients, fondé en février 1970 par 52 malades de la clinique psychiatrique universitaire de Heidelberg et le médecinassistant, le docteur Huber. Il se comprenait comme collectif de thérapie et voulait « faire de la maladie une arme ».

Dans le collectif qui, à la fin, comptait 500 patients, la police a déterminé un « noyau intérieur » qu'elle a désigné comme « association criminelle ».

PRESSE SPRINGER

La maison d'édition Springer est le plus grand groupe de presse en R.F.A. et certainement, aujourd'hui, en Europe. On pense qu'elle s'est développée grâce à la C.I.A. (cf. Diedrichs: Konzentration in den Massenmedien, collection Hanser).

VERFASSUNGSSCHUTZ

Littéralement: Protection de la Constitution. Service secret créé essentiellement pour la lutte contre l'« ennemi intérieur », correspond à la D.S.T. française; n'a pas de pouvoir de police, mais mène les

enquêtes pour des affaires concernant la Sécurité de l'Etat. Spécialisé dans la collecte de renseignements sur les groupes dits « extrémistes ». Etablit des fiches sur tous les groupes politiques en R.F.A., allemands et étrangers. Travaille étroitement avec les Services secrets de l'O.T.A.N. Nollau, qui a été son président jusqu'en 1976, était président du Service de Sécurité de l'O.T.A.N.

Table

Note de l'éditeur	7
Préface de Jean Genet	11
Introduction: Chronologie, de Klaus Croissant	19
Déclaration d'Ulrike pour la libération d'Andreas Baader, au procès de Berlin-Moabit, le 13 septembre 1974 Dernière lettre de Holger Meins, le 31 octobre 1974 Déclaration de Jan-Karl Raspe au procès de Stuttgart-	33 46
Stammheim, le 11 mai 1976	49
Dernières lettres d'Ulrike Meinhof	51
19 mars 1976	51
23 mars 1976	54
13 avril 1976	56
Fragment sur la structure du groupe	59
Projet d'intervention pour un autre procès fin avril 1976	63
Compte rendu de la discussion à la prison de Stammheim, — début mai 1976; sur le thème : la Révolution d'Octo-	
bre, et la III ^e Internationale	70
traditionnelle	75
Déclaration d'Andreas Baader, le 18 juin 1975	83
Déclaration d'Andreas Baader, le 16 juillet 1975	88
Déclaration d'Andreas Baader	91
Déclaration commune d'Andreas, Gudrun, Jan et Ulrike, le 6 août 1975	104
Déclaration commune d'Andreas, Gudrun, Jan et Ulrike, le 19 août 1975	127
Déclaration commune d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Karl Raspe et Ulrike Meinhof, le 21 août 1975	131
Extraits des dépositions sur la structure du groupe	145

Lettre d'Andreas à ses camarades, et 3 fragments de la	
déclaration sur les faits de janvier 1976	177
— le 29 mars 1977	191
Compte rendu de l'attaque-surprise du 8 août 1977 par	
Ingrid Schubert	200
Documents	211
Commando Petra Schelm	212
Commando du 15 juillet	213
Commando Ulrike Meinhof	215
Demission de l'avocat Siegfried Haag	218
Déclaration de l'avocat Klaus Croissant à propos de	
la mort de Siegfried Hausner	220
A propos du plan de construction des cellules de torture	
Les expériences de « camera silens » et la torture	222
Des experiences de « cumera suens » et la torture	220

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN NOVEMBRE 1977 SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE SPÉCIALE DES ÉDITIONS MASPERO DÉPÔT LÉGAL : 4° TRIMESTRE 1977 ISBN 2-7071-0955-X

